



SÉNAT

COMMISSION DE L'ARMÉE

Année 1892



1  
Commission de l'Armée  
— Année 1892 —

- 1<sup>er</sup> Bureau M. M. Berthelot, Général Japy.  
2<sup>e</sup> " Général Duffès, Garisson.  
3<sup>e</sup> " Général Grévy, Gadaud.  
4<sup>e</sup> " Lacaze-Laplagne, Faye.  
5<sup>e</sup> " Margaine, Courties.  
6<sup>e</sup> " Baroz de Larcinty, Charis.  
7<sup>e</sup> " Pauliat, Chorch.  
8<sup>e</sup> " Général Billot, Bernard.  
9<sup>e</sup> " Colonel Meinadier, Benazet.

—  
Bureau.

Président. M. le Général Billot.  
Vice-Présidents. M. M. Berthelot, Général Grévy.  
Secrétaires. M. M. Courties, Pauliat.

Secrétaire adjoint. M. L. Dupré.  
—



(N<sup>o</sup> 1)

Séance du 23 Janvier 1892.



Sont présents : M. M. Faye, Courtès,  
Garrisson, de Larenty, Berthelot  
Pauliat, Général Griery, Charis,  
Général Deffis, Chovert, Benazet,  
C<sup>te</sup> Meinadier, Général Billot-Gadaud.

La présidence d'âge est occupée par  
M. le Colonel Meinadier.

Il est procédé au vote pour le choix  
d'un Président, de deux Vice-Présidents  
et de deux Secrétaires.

Nom<sup>on</sup> du Président.

Résultats du scrutin :

Nombre des votants : 14.

Majorité absolue : 8.

ont obtenu :

M. le Général Billot : 12 voix.

M. le Colonel Meinadier : 1 "

Bulletins blancs : 1

M. le Général Billot est élu Président.

Nom<sup>on</sup> des Vice-Présidents.

ont obtenu :

M. Berthelot : 13 voix

M. le Général Griery 10 "

M. le Général Deffis 2 "

M. le Colonel Meinadier 2 "

M. M. Berthelot et le g<sup>ral</sup> Griery sont élus Vice-Présidents.



Nom<sup>ou</sup> des Secrétaires. M. M. Courtès et Pauliat sont  
élus Secrétaires par acclamation.

M. le Général Billot en prenant possession du fauteuil de  
la Présidence remercie ses collègues  
de l'honneur qu'ils lui font et  
de la confiance qu'ils lui  
témoignent, en le choisissant pour  
diriger les débats de la Commission.

Il s'attachera à rester dans la  
ligne de conduite qu'il a adoptée,  
comme Président de la Commission  
de l'Armée pour l'année 1891, et  
s'efforcera aussi de ne jamais  
s'écarter des règles d'une impartialité  
absolue.

Pour éviter d'exercer la moindre  
pression dans les discussions, il se  
promet de n'émettre son avis  
qu'en dernier lieu, quand chacun  
des membres aura défendu son  
opinion en toute liberté.

Sans se départir de la réserve  
que lui imposent ses obligations  
de Membre du Conseil Supérieur  
de la Guerre et de Général d'Armée,  
il puisera dans ces fonctions les  
lumières nécessaires pour veiller  
à ce que l'œuvre de la Commission  
Sénatoriale s'élabore toujours en  
parfaite concordance avec les vues  
d'ensemble qui président aux intérêts  
Supérieurs de la Défense.



Le général remercia ensuite M. le Colonel effenadiet qui a présidé à l'ouverture des travaux de la Commission, et termina en exprimant le regret de ne plus voir parmi ses membres les plus <sup>de quelques uns des membres appartenant à l'armée</sup> autorisés <sup>notamment</sup> M. le Colonel Legenas. Une modestie et une réserve exagérée l'ont empêché de remettre sur le tapis le concours de cet esprit ferme, clair, indépendant et de plus précieux.

A quelle Commission appartient l'examen du projet de loi portant Organisation de l'Armée Coloniale?

M. le Président rappelle ensuite à ses Collègues que le projet de loi portant Organisation de l'Armée Coloniale déposé sur le Bureau du Sénat le 21 Décembre 1891, a été renvoyé à l'examen de la Commission de l'Armée alors en exercice; la question se pose de savoir si la Commission de 1891 doit être délaissée en faveur de la Commission actuelle.

Un échange d'avis s'établit aussitôt sur ce point et les deux courants d'idées en présence peuvent se résumer ainsi:

1<sup>re</sup> thèse.

L'ancienne Commission est régulièrement saisie; il y a un principe en jeu et il ne souffre aucune transaction (13<sup>ème</sup> de Laramy) — La nouvelle Commission ne peut être saisie puisqu'elle n'existant pas au moment du dépôt (G<sup>ral</sup> Grivy). Une Commission annuelle n'est pas dépossédée des projets dont elle est régulièrement saisie par la Commission qui lui succède; la



Commission des Chemins de Fer offre de nombreux précédents dans ce sens (Colonel Meinadier) — L'ancienne Commission pourrait être priée de se désaisir volontairement (M. Berthelot).

La question de droit est subordonnée à la décision du bureau du Sénat — La question de fait dépend de la volonté de l'ancienne Commission (G<sup>al</sup> Giry).

2<sup>e</sup> thèse.

La thèse contraire est soutenue par M. M. le Général Deffis, Faye, Charis et Garusson :

Quand une Commission annuelle n'a pas encore délibéré sur un des projets qui lui ont été renvoyés, ~~elle~~ ~~ne se désaisit~~ ces mêmes projets sont soumis à la Commission qui lui succède. C'est donc une question de fait dont la solution dépend de l'état d'avancement des travaux de l'ancienne Commission. Or la Commission de l'armée pour 1891 n'a pas délibéré sur le projet de loi portant "organisation de l'armée coloniale".

Il y a lieu de tenir compte de ce fait que la nomination des Membres de la Commission pour 1892 s'est faite en grande partie sur la question de l'armée coloniale.

Cet important projet se lie étroitement aux questions militaires qui peuvent être soumises à l'examen de la Commission permanente en exercice,



elle doit donc en être saisie dans  
l'intérêt même du projet, en raison  
aussi de la connexité des problèmes qu'il  
soulève et de la répercussion sur les  
divers services de l'armée.

Dans ces conditions et après avoir  
résumé les débats, M. le Président  
propose à ses Collègues de soumettre  
parlement et simplement la question  
de procédure parlementaire à la  
décision de M. le Président du  
Sénat, le bureau consulté (in cathedra)

Cet avis reçoit l'adhésion unanime  
des membres présents.

La Séance est ensuite levée.

Le Président.

Le Secrétaire :

Dr. ~~Wurtz~~



Présidence de M. le Général Billot

Sont Présents : M. M. Margonne, Général Japy,  
Général Deffis, Claris, Lacaze Laspagne,  
Baron de Lamoignon, Lourties, Garinon  
Pauliah, Meinadier.

Sur la proposition de M. le Président  
La Commission maintient M. E. Dupret  
dans ses fonctions de secrétaire adjoint.

M. le Général Billot, Président rappelle à ses collègues  
qu'il a été décidé dans la séance  
du 23 Janvier que M. le Président  
du Sénat, assisté du bureau serait  
consulté sur la question de savoir si  
la Commission de l'Armée de 1891 était  
régulièrement saisie de l'examen du pro-  
jet relatif à l'Organisation de l'Armée  
Coloniale bien qu'il ait été renvoyé  
à l'examen de la Commission de 1891  
à l'époque du dépôt sur le bureau du  
Sénat, c'est à dire le 21 <sup>6e</sup> 1891.

La Com<sup>m</sup>. de 1892 est déclarée régulièrement  
saisie du projet sur l'organisation de  
l'Armée Coloniale.

Dans ces conditions la Commission  
peut utilement délibérer.

Le projet de loi adopté par la  
Chambre des Députés et déposé au Sénat  
le 21 <sup>6e</sup> 1892 établit un régime  
qui a, en quelque sorte, un caractère



provisoire.

Rédigé en 5 articles, il touche aux questions les plus graves. Sur 3 points :

1<sup>o</sup> Rattachement de l'armée coloniale au Ministère de la Guerre

2<sup>o</sup> Régime des décrets

3<sup>o</sup> Incorporation des contingents coloniaux dans les troupes de l'armée coloniale.

Quel projet de loi servira de base aux délibérations de la Commission?

Avant de trancher des questions d'une importance aussi considérable, la Commission pensera, peut-être, qu'elle doit étendre le champ de ses études et se préoccuper en premier lieu de la création même de l'armée coloniale instituée par la loi du 18 juillet 1889 mais non définie.

La base de nos délibérations pourrait être le projet primitif du Gouvernement, déposé par M. le Ministre de la Guerre, le 16 février 1891 sur le bureau de la Chambre des Députés et s'inspirant en partie des travaux d'une grande Commission technique présidée par M. le Chef d'Etat-major général. Dans ces conditions et sous les réserves qui s'imposent naturellement la Commission <sup>de l'armée</sup> desirerait sans doute recevoir communication du rapport et des documents essentiels de la C<sup>on</sup> technique.

Le général termine en rappelant que le Sénat est saisi d'autre part d'un projet relatif au Régime des



Colonies et rapporté par M. Isaac aux termes duquel la défense des Colonies reste dans les attributions du département de la Marine (art. 7). Les conclusions de ce rapport n'ont pas encore été soumises aux délibérations du Sénat.

Elles sont dans leur ensemble les conditions dans lesquelles se présente au l'examen de la Commission de l'armée le projet de loi rapporté par M. le B<sup>on</sup> Reille.

M. le Baron de Lacour - est opposé au projet

Le rattachement et surtout la fusion de l'armée coloniale dans l'armée de terre si ardemment préconisée par le B<sup>on</sup> Reille aurait pour conséquence de sacrifier les intérêts des officiers d'Inf<sup>é</sup> de marine à ceux des officiers de l'armée métropolitaine.

Il s'élève ensuite avec force contre les pouvoirs supérieurs accordés aux Gouverneurs Civils.

Quant à l'introduction de Contingents Coloniaux dans l'armée coloniale il la juge impraticable : Si les faibles Contingents de la Martinique et de la Réunion, par exemple, composés de noirs, en majeure partie, impropres au service m<sup>re</sup> peuvent être utilisés, c'est à la condition d'être exercés au métier de soldat, et formés à la discipline par l'incorporation dans nos régiments métropolitains. C'est la seule et dans ce nouveau milieu



qu'ils se transformeraient en acquiesçant  
une certaine valeur militaire ; ce  
moyen est onéreux mais efficace ; si  
au contraire pour éviter de lourds dépenses  
on nous tout directement verser dans  
les troupes coloniales qu'on n'espère pas  
leur faire payer l'impôt du sang, il  
s'en trouverait <sup>à</sup> l'impôt des salaires.

M. le Général Japy - est opposé au projet ministériel.

Le point qui dans l'organisation d'une  
armée Coloniale préoccupe avant tout  
l'opinion publique, c'est en premier  
lieu le recrutement de la troupe.

Les hommes de l'Es aus ne supportent  
pas les fatigues et le climat des Colonies  
sans des pertes considérables ; il faut  
donc chercher le moyen de recruter  
ces troupes en hommes de l'Es aus, au  
moins qui sont dans de meilleures  
de résistance infirmités Supérieures.

On y admettrait en outre un certain  
nombre d'engagés volontaires comme  
éléments de cadres.

Le premier point admis le Général  
estime qu'un des éléments indispensables  
de toute discussion sur l'organisation  
de l'armée Coloniale serait de connaître  
exactement quel est l'effectif nécessaire.  
Or il n'a rencontré ce renseignement  
dans aucun des documents parlementaires.  
C'est là une base de discussion  
qu'il se sent obligé de demander aux



Departement de la Guerre & de la Marine.  
 Alors seulement le Commissary sera  
 en mesure d'apprécier le chiffre  
 des réserves et de la relève, et aussi  
 l'appoint qu'il faudra demander  
 à l'armée métropolitaine. Tout  
 permet de croire qu'on y trouvera  
 facilement 3000 engagés volontaires  
 pour les colonies par un  
 esprit aventureux ou attiré par  
 le désir d'apprendre au cours de  
 grands voyages.

Le projet m<sup>e</sup> nous vrait à constituer  
 8 régiments à 5 bataillons, à y  
 joindre la Légion étrangère, les  
 Compagnies de discipline, les  
 effectifs coloniaux en un  
 mot 50000 hommes et leurs  
 réserves, n'est-ce pas engagé  
 et une semblable force peut-elle  
 sans danger être distraite de  
 la défense nationale?

Le général termine en déclarant  
 qu'il voyait seulement les Groupes  
 Coloniaux devant être confiés  
 à la Marine qui dirige le  
 chargement des transports et des  
 approvisionnements.

M. Margaine — Se préoccupe en premier lieu de  
 l'incrimination qui pèse sur la situation.  
 A quel département sera rattachée  
 l'armée coloniale? enfin sous quel



régime colonial sommes nous appelés  
à vivre ?

Il faut tendre par tous les moyens  
au recrutement de troupes coloniales  
par voie d'engagements volontaires  
mais s'il faut faire subvenir  
une disposition permettant d'avis  
recours à l'incorporation des  
premiers numéros du contingent  
dans cette armée, le pays se  
montrera toujours très étouffé  
de n'y pas voir figurer d'office  
les contingents coloniaux. L'orateur  
ajoute que dans sa conviction,  
les noirs ne fournissent jamais  
que des éléments les inférieurs même  
au prix des sacrifices qu'exige  
leur transport en France.

Les représentants de colonies ont  
reclamé pour leurs committants  
l'honneur de pays l'impôt du  
sang et faut le leur accorder  
dans l'armée coloniale.

M. le Général Billot — Comme motion d'ordre, propose à  
ses collègues de décider, avant de  
poursuivre la discussion générale,  
quel est le projet qui servira  
de base aux délibérations de la Com-  
mission.

Le projet doit initial <sup>est sorti</sup> ~~être~~ mutile  
~~des débats~~ de la Chambre des députés,  
il est hors de contestation que le



Pénah est maître de lui rendre toute  
son ampleur.

M. Lacaze Laspagne s'associe entièrement à la proposition de  
M. le Président et déclare qu'il  
allait faire une motion semblable.

M. le Général Duffès regarde l'organisation d'une armée  
coloniale comme très urgente; il  
est d'ailleurs hostile au rattachement  
à la guerre mais il estime le  
projet primitif doit être la base  
de discussions des commissions  
de l'armée.

La Com.<sup>te</sup> prend pour base de ses délibérations  
le projet initial du Gouvern.<sup>t</sup> déposé à  
la Chambre le 16 fév. 1891 (N<sup>o</sup> 1201)

La motion d'ordre de M. le Président  
est ensuite mise aux voix et  
la Commission à l'unanimité  
adopte le projet M<sup>re</sup> primitif  
comme base de discussion.

M. Margaine se déclare absolument opposé au  
rattachement de l'armée coloniale au  
Ministère de la Guerre.

M. le G<sup>al</sup> Billot propose ensuite à ses collègues de  
demander à M. le Ministre de la  
Guerre communication des  
documents des Commissions techniques  
offrant quelque intérêt pour  
la délibération des commissions  
de l'armée.

Ce vœu est adopté.



à l'unanimité.

Il est ensuite décidé que la  
prochaine réunion de la Commission  
aura lieu très prochainement et  
un jour où le Sénat ne siège  
~~comme~~ par une séance publique.

Le Président

Le Secrétaire.

*J. Dupré*

*G. Billot*

( N<sup>o</sup> 3 )

Séance du 12 Mars 1892.

Présidence de M. le Général Billot

Sont présents M. M. Gadant, G<sup>al</sup> Greig, Claris,  
G<sup>al</sup> Delfis, Courtès, Lacaze-Laplagne, Pauliat  
Garrisson, G<sup>al</sup> Japy, Marguier.

La séance est ouverte à 2 h 10<sup>m</sup>.

M. Dupré, Secrétaire adj. donne lecture du procès verbal  
de la dernière séance.

Rectification au Procès Verbal.

Après cette lecture M. le Général Billot  
fait observer que la motion d'ordre, relative  
au projet de loi que la Commission  
entendait prendre pour base de ses délibérations,  
n'est pas consignée au procès verbal dans les  
termes où elle a été formulée.

La question a été posée de la manière  
suivante : La Commission est-elle d'avis



de borner ses délibérations à l'objet des 5 articles du projet de loi déposé sur le bureau du Sénat, le 21 <sup>6<sup>e</sup></sup> 1891; on est allé dans l'intention d'élargir le champ de la discussion en prenant comme guide de ses travaux le projet primitif pour y puiser les éléments d'une étude approfondie de la question qui lui est soumise?

Le Procès verbal est ensuite adopté sans autre observation.

M. le Président informe ensuite ses Collègues que conformément au vœu exprimé par la Commission il a adressé la lettre suivante à M. le Ministre de la guerre:

Lettre au Ministre de la Guerre,  
relative à la Communication  
du Bureau de la Commission technique.

Paris le 7 mars 1891

Monsieur le Ministre, Dans sa séance de ce jour la Commission de l'armée, saisie du projet de loi adopté par la Chambre des Députés portant organisation de l'armée Coloniale, et déposé sur le bureau du Sénat le 21 <sup>6<sup>e</sup></sup> 1891, a décidé, à l'unanimité, de prendre pour base de ses études et de ses délibérations le projet primitif déposé par le Gouvernement sur le bureau de la Chambre des Députés le 16 février 1891.

L'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau du Sénat renvoyant à l'exposé des motifs du projet primitif, la Commission s'est considérée comme naturellement saisie de l'étude complète de la question qui tombe du reste dans ses attributions réglementaires.

Le projet de loi soumis aux délibérations de la Chambre était, aux termes de l'exposé des motifs, le fruit des études d'une Commission technique comprenant des représentants de l'armée de terre et de l'armée de mer, sous la présidence du Chef d'Etat Major de l'armée. La Commission du Sénat a émis à l'unanimité le vœu d'obtenir, s'il est possible, et à titre confidentiel, communication des travaux, rapports et renseignements divers de la Commission technique présidée par le Général de Miribel. — Veuillez agréer etc...



M. le Général Billot porte ensuite à la connaissance des membres de la Commission qu'il a reçu une communication de M. le Président du Sénat l'informant que la Commission Sénatoriale est régulièrement saisie du projet primitif du Gouvernement.<sup>2</sup> M. le Président de la Chambre se préoccupait de la question de savoir si la Commission Sénatoriale n'outrepassait pas ses pouvoirs en s'emparant du projet primitif portant organisation d'une armée coloniale, projet dont la Chambre ne se considérait pas comme désaisie, attendu qu'elle s'était bornée à en distraire quelques dispositions constituant le projet de loi déposé le 21 X<sup>bre</sup> sur le bureau du Sénat.

La question de procédure parlementaire ainsi posée, M. le Général Billot a mis sous les yeux de M. le Président du Sénat les termes mêmes de l'exposé des motifs qui à son sentiment, établissent présumptivement le droit absolu de la Commission Sénatoriale.

Il y est dit, en effet :

« Dans sa séance du 16 février 1891, le Gouvernement a présenté à la Chambre un projet de loi portant organisation de l'Armée Coloniale.

La Chambre a adopté ce projet le 17 X<sup>bre</sup> 1891. Le Gouvernement n'a rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait ce projet. »

D'où il suit que pour étudier les motifs qui ont inspiré le projet de loi à ses auteurs, ou déterminer les votes à la chambre, il nous faut avoir



recours au texte du projet primitif du Gouvernement, tandis qu'au sentiment de M. Pierru, Secrétaire général de la Présidence de la chambre, nous n'aurions pas le droit d'en connaître.

La Chambre a exercé son droit en modifiant le projet initial, est-il admissible que le Sénat ne puisse à son tour en toute liberté de conscience et dans la plénitude de son droit user des mêmes prérogatives?

Dans ces conditions, M. le Président du Sénat estime que la Commission est légitimement saisie de la question dans son intégralité, qu'elle respecte les traditions parlementaires et qu'elle n'est pas sorti de ses attributions. C'est dans ce sens qu'il a été répondu à M. le Président de la Chambre.

Elle est la doctrine de M. le Président du Sénat au point de vue du droit parlementaire, il ajoutait d'ailleurs que pour ménager toutes les susceptibilités et dans un esprit de courtoisie nous pourrions arriver au même but par voie d'amendements ou de contre-projet.

M. le général Billot rappelle ensuite à ses collègues que par suite de circonstances toute récentes le projet de loi se présente à l'examen de la Commission dans des conditions nouvelles.

En effet un décret a rattaché les



Colonies au ministère de la marine  
et un nouveau titulaire de ce départe-  
ment a remplacé M. Barbey,  
en un mot, des trois signataires  
de projet, un seul M. de Kerguel  
reste intéressé dans la question.

Les délibérations de la Com<sup>on</sup>  
seront tenues secrètes.

Après cet exposé de la situation  
M. le général Billot invite la  
Commission à faire connaître ses  
intentions, mais en terminant  
il appelle l'attention de ses collègues  
sur les graves inconvénients qui  
résultent des communications  
données à la presse, relativement  
aux décisions prises dans le sein  
de la Commission.

Les dernières résolutions plus  
ou moins défigurées ont paru  
dans divers journaux du  
soir le jour même de  
notre réunion et le contre coup  
s'en est fait sentir aussitôt  
à la Chambre des Députés.

Tout être la Commission  
devra tenir d'avis de tenir  
ses délibérations absolument  
secrètes en donnant ainsi  
à la Commission Sénatoriale  
son véritable caractère de  
Commission militaire.

Cette motion est adoptée à  
l'unanimité.

La séance est à M. Margaine.



M. Margaine n'aperçoit que deux alternatives : ou délibérer sur la question prise dans son ensemble ou repousser purement et simplement le projet transitoire en faisant ressortir dans le rapport de rejet la nécessité absolue de ne pas aborder la question par un seul de ses côtés et aussi en émettant le vœu de voir la chambre hâter le plus possible l'élaboration du projet dont elle est saisie.

L'orateur est d'ailleurs très frappé des inconvénients de la situation actuelle qui, par voie de simple décret, permettrait de faire passer l'armée coloniale soit au Ministère des affaires étrangères soit à tout autre département.

M. le Général Duffès - Si nous faisons une loi, aucun décret ne pourra la modifier.

M. Margaine - Je ne suis pas aussi rassuré et les faits auxquels nous assistons justifient amplement les craintes que j'éprouve, n'avez-vous pas vu le Ministre du Commerce transporter du département de la Marine à celui des Colonies les médecins et les officiers du commissariat ainsi que les troupes elles mêmes du fond où elles mettent le pied sur le sol Colonial ? Si le Ministre de l'Intérieur décrétait le passage de la gendarmerie sous son administration et cela sans même obtenir le contre-signt du Ministre de la Guerre, il ne ferait pas



un acte plus illégal.

En présence de semblables éventualités, il faudrait commencer par trancher la question du rattachement de l'armée coloniale.

M. le Général Grévy déclare qu'il ne s'explique pas l'intervention de M. le Président de la Chambre des Députés, attendu qu'il n'a pas été informé officiellement des décisions de la Commission.

D'autre part, il estime qu'avant de délibérer sur l'organisation de l'armée coloniale, il serait nécessaire de savoir à quelles troupes sera confiée la défense des côtes.

En outre, en présence du rattachement des colonies au Ministère de la Marine, il émet l'avis d'entendre les ministres de la Marine et de la Guerre dont les intentions sont peut-être modifiées.

M. Charis

partage l'avis de M. le Général Grévy au point de vue de l'immixtion de M. le Président de la Chambre dans les travaux d'une Commission sénatoriale.

Il pense d'ailleurs que la question de l'organisation de l'armée coloniale prime toutes les autres; il y a urgence et l'impuissance même de la Chambre impose à la Commission l'obligation de ne pas se laisser sans avis résoudre le problème.

La question de la fusion, contraire au sentiment de l'armée, ne pouvait rallier dans les rangs de la Chambre



la majorité qu'elle avait rencontrée dans la Commission ; l'orateur y est pour sa part formellement opposé et sur ce point il n'y aura pas de désaccord à redouter entre le Sénat et la Commission.

La question des "Mauvais numéros" sera aussi facilement résolue, car malgré l'opinion contraire exprimée par M. de Parieu qui ne croit pas qu'on ne pourra pas tirer un excellent parti des Contingents Coloniaux.

M. le Général Duffo

regrette de voir s'éterniser une simple discussion de procédure et pour lever toute difficulté il se déclare prêt à reprendre à titre de Contre-projet, légèrement modifié le projet de loi du Gouvernement.

Le droit du Sénat lui semble d'ailleurs aussi net que les deux lois.

M. Gadant

est d'avis d'étudier la question dans son ensemble.

L'impuissance des Chambres à mener à bonne fin l'organisation de l'Armée Coloniale provient des nombreux projets qui lui étaient presque simultanément soumis.

En se gardant de fragmenter la question on évitera l'échec qui a fait échouer l'autre assemblée.



Mais une question de cette importance qui intéresse à un haut degré les finances du pays ne doit pas être subordonnée à celle du transfert d'un sous secretariat à tel ou tel ministère. Il paraît au moins étrange que l'effet d'une loi soient suspendus ou modifiés par une simple décision prise en Conseil des Ministres.

M. Garnier. Je range à l'opinion de M. Gadaud mais il ajoute que la question de l'armée coloniale est intimement liée à celle de l'extension de notre domaine colonial ; il est clair que l'effectif de cette armée doit être proportionné à l'étendue des territoires <sup>à occuper</sup> ~~à occuper~~ à défendre. Il faudrait donc savoir où le gouvernement a l'intention de s'arrêter dans la voie de ~~conquête~~ <sup>conquête</sup> annexion, ce qu'il faut, par exemple, où pénètrent nos colonnes chaque jour plus avant dans les régions du Niger et du Congo.

M. le Général Billot résume ensuite les débats.

L'opinion qui s'en dégage nettement est qu'il est de la dignité de la Commission sénatoriale de mener son œuvre à bien.

Il rappelle à ses collègues que l'objet principal qu'avait en vue le rapporteur de la Chambre était la



"fusion", peut-être espérait-il faire triompher sa cause, et la forcer de la suppression des "mauvais numéros" qui rallie toujours 400 suffrages. Mais cette question ne pesera pas du même poids sur l'œuvre de la Commission elle-même, et lui appartiendra d'ailleurs de se prononcer sur l'opportunité de modifier l'art. 102 du Règlement, Lenoir et Godin, si elle le juge convenable pour couper court à une campagne de presse se poursuivant contre les prétendus lenteurs du Sénat. M. le Général Grévy a exprimé le désir de connaître les intentions actuelles du nouveau Cabinet, mais a eu juger par la réponse de M. le Président du Conseil sur la question de l'urgence relative au projet de création d'un ministère des Colonies, il est permis de croire que le Gouvernement n'a pas encore pris parti et se réserve à l'égard d'une orientation ultérieure pour laquelle nos propres travaux ne sont pas sans intérêt.

Dans ces conditions, le parti le plus sage semble être de déclarer ouverte la discussion générale sur le projet dont nous sommes saisis.

Cet avis ayant été adopté à l'unanimité, M. le Général Duffo a la parole.



M. le Général Doffet estime que l'organisation de l'armée coloniale est urgente et que le but peut être facilement atteint.

### Discussion Générale

Comme le projet transitoire ne réalise en rien la conception de cette création et le repousse aussi que le rattachement au Département de la guerre, en outre pour sauvegarder, s'il y a lieu, les formes de la procédure parlementaire il est prêt à reprendre à titre de contre-projet, le texte du gouvernement, sauf à lui faire subir certaines modifications car dans son ensemble il reproduit ses idées.

Le Général retracera ensuite l'histoire de la question qui depuis plus de dix années est discutée dans le parlement.

Le rattachement des troupes de l'Infanterie de Marine au Ministère de la guerre a été la pensée fondamentale des nombreux rapports qui ont été déposés à la Chambre, presque tous les Généraux et Amiraux qui ont été pendant cette longue période à la tête des Ministères de la guerre et de la Marine ont repoussé cette disposition; il faut en excepter cependant le Général Leral et le Général Campenon, ce dernier d'ailleurs subordonnant son acquiescement à l'issue des expéditions en cours; parmi les Amiraux, M<sup>r</sup> l'Amiral Galiber seul s'est montré partisan du rattachement.

Quant au projet de M. de Freycinet



~~il dispose~~ comprend 3 éléments :

- 1<sup>er</sup> La plus forte partie des troupes coloniales, ~~est~~ destinée à former le 1<sup>er</sup> Corps
- 2<sup>es</sup> Une autre partie " " aux Colonies d'Algerie
- 3<sup>es</sup> Groupes indigènes et étrangers.

Ces éléments se décomposent de la manière suivante :

### Groupes françaises :

8 Régiments d'Infanterie de marine à { 3 bataillons en France : 1837 } 2625 hommes.  
 { 2 en 1<sup>re</sup> Colonie 1838 }

C'est à dire 8 x 2625 soit.	21 000 hommes	} 26 220 <sup>h</sup>
3 Comp <sup>ies</sup> de disciplinaires et un dépôt	130	
1 C <sup>ie</sup> de discipline	34	
2 Bat <sup>ons</sup> d'artillerie de forteresse	1580	
2 Reg <sup>ts</sup> d'artillerie	2300	
2 Comp <sup>ies</sup> d'ouvriers d'artillerie	1056	
1 C <sup>ie</sup> d'artificiers	120	

### Groupes Etrangères

1 Reg <sup>t</sup> de Légion Etrangère	3055 hom <sup>mes</sup>	} 3 673 <sup>h</sup>
1 B <sup>ou</sup> de Légion Et <sup>re</sup> formant corps.	618	

### Groupes indigènes

3 Reg <sup>ts</sup> de travailleurs Congolais	12477 h <sup>ommes</sup>	} 18 403 <sup>h</sup>
1 Reg <sup>t</sup> de 30 Annamites	2858	
1 Reg <sup>t</sup> de 30 Sénégalais	1799	
1 Bat <sup>on</sup> de 30 Haoussas	604	
1/2 Bat <sup>on</sup> de 30 Malgaches	305	
1 C <sup>ie</sup> de Ciparis	160	
1 C <sup>ie</sup> de Conducteurs Sénégalais	200	

Total général . . . 48 296<sup>h</sup>



ainsi que nous l'avons vu la totalité  
des troupes françaises Coloniales n'est  
pas destinée aux garnisons des Colonies,  
seuls les 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> Bataillons leur sont  
normalement affectés, d'où il résulte que  
l'effectif des soldats français destinés aux  
Colonies se compose de :

16 Bataillons d'Infanterie de Marine (544 x 16) ou 8704 <sup>b.</sup>	
3 Compagnies de disciplinaires	130
1 C <sup>ie</sup> de discipline	30
pour 1 Reg <sup>t</sup> de Légion Étrangère - Moitié du cadre troupe.	275
" 1 B <sup>ou</sup> " 90	56
" 3 Reg <sup>t</sup> Tirailleurs Eoukinois 90	573
" 1 Reg <sup>t</sup> Tirailleurs Annamites 90	146
" 1 Reg <sup>t</sup> Tirailleurs Sénégalais 90	203
" 1 Bat <sup>on</sup> " Ravassas 90	68
" 1/2 Bat <sup>on</sup> " Malgaches 90	88

10 273 <sup>b.</sup>

2 Bataillons Artillerie de Forteresse	1580
2 Batteries montées	240
8 C <sup>ies</sup> d'ouvriers	1056
1 C <sup>ie</sup> d'artificiers	120
1 C <sup>ie</sup> Conducteurs Sénégalais	48

3 044 <sup>b.</sup>

Total général — 13 327.

à diviser par trois pour obtenir le contingent annuel,  
sous le régime du service de trois ans, soit: 4.442 hommes.

Dans l'hypothèse de l'incorporation des contingents  
Coloniaux dans l'armée Coloniale il faut déduire  
environ 3000 hommes, il ne resterait donc plus que  
1400 hommes environ à prendre parmi les moins  
favorisés par le sort, parmi ce qu'on appelle les  
"mauvais numéros". Comment éviter d'avoir



recours à ce procédé ? C'est incontestablement là ce qui préoccupe surtout l'opinion publique émue du peu de résistance que des conscrits de 18 ans offrent au rude climat des Colonies.

On n'a pas oublié qu'à l'époque de l'élaboration de la loi du Recrutement, la Commission de l'armée était très opposée à l'incorporation des Contingents Coloniaux dans l'armée métropolitaine, le Sénat, toutefois, cédant devant l'insistance des représentants des Colonies, s'il est aujourd'hui changé de sentiment et faut nous en féliciter, car nous trouverons là une ressource de trois mille hommes au grand avantage de nos finances en réalisant une double économie tant sur les transports que grâce à la faculté de diminuer le nombre des engagements ou engagements avec prime.

Reste donc, dans cette hypothèse, 1448 hommes à trouver.

Le moyen d'en fournir est déjà un certain nombre :

L'article 64 de la loi du 17 Juillet 1889 autorise et encourage les engagements d'un an dans la Cavalerie grâce à quelques avantages, il suffirait d'en étendre le bénéfice aux engagements d'un an ou de deux ans de l'Infanterie de marine.

L'engagement d'un an exempterait



de trois années de service dans la réserve et le rengagement de deux ans compenserait de tout service dans cette armée.

Un autre moyen consisterait à incorporer dans l'armée coloniale un ou deux bataillons de tirailleurs algériens.

Dans ces conditions le chiffre de 1442 hommes serait facilement atteint au complément des engagés volontaires et des rengagés.

L'autorité militaire s'est préoccupée du grand nombre de réservistes de l'armée coloniale mais ils trouveront leur place dans les cadres du 2<sup>e</sup> Corps et s'il y a un trop plein, rien n'empêche de les verser dans l'armée de terre.

Le Général termine en rappelant à ses collègues que la disposition relative au rattachement de l'armée coloniale au Ministère de la guerre, n'a jamais rencontré l'adhésion des Commissions Senatoriales qui ont été saisies de projets dans ce sens. Il y est pour la part nettement opposé. Il serait dangereux, en principe, de remettre à un seul homme tous les pouvoirs militaires.

La charge de veiller à la défense continentale est assez lourde par elle-même et en cas de conflit européen les Colonies ne manqueraient pas d'être sacrifiées aux intérêts plus pressants qui absorberaient fatalement toute



l'attention, toute la sollicitude et toutes  
les forces du ministre, ~~cela~~ ~~guerre~~  
~~fut et~~ ~~donc~~ comme fut il un  
homme de guerre donc comme Napoléon.

Enfin il est naturel de remettre  
entre les mains du Ministre de la  
Marine une force militaire qu'il  
est déjà chargé de transporter  
et d'approvisionner, toutefois il  
serait bon de donner à l'armée  
Coloniale une certaine autonomie  
qui lui permettrait d'échapper aux  
froissements dont elle a eu assez  
souvent et légitimement à se  
plaindre de la part du commande-  
ment Supérieur exercé par des  
officiers de la flotte.

M. Margaine - Aux termes du projet de M. de Freycinet  
les 8 régiments d'Infanterie Coloniale  
sont constitués à cinq bataillons dont  
les deux derniers seuls fournissent  
les garnisons coloniales, c'est à dire  
que les 3<sup>es</sup> de ces régiments restent  
des corps continuateurs; il n'en est  
pas moins certain que tant que  
se posera la question du recrutement  
de ces 4<sup>es</sup> et 5<sup>es</sup> bataillons, l'opinion  
publique restera convaincue que tous  
les "Mauvais Numéros" sont destinés aux  
Colonies.

Or pourquoi 3 bataillons continuateurs  
sur 5 si ce n'est pour constituer



Le 10<sup>e</sup> Corps d'armée ? Mais alors la  
question du rattachement à la guerre  
se pose. Destiné à la défense du pays,  
il devra être pourvu d'un état major  
et de tous les éléments et services  
annexes qui constituent un corps  
d'armée, voir même d'une cavalerie.  
Il faudra le préparer au rôle qu'il  
est destiné à jouer dans les opérations  
si complexes et si décisives de la  
mobilisation et de la concentration,  
c'est à dire dans l'ensemble de nos  
forces combinées, l'englober, en  
un mot, dans <sup>notre</sup> plan de défense  
nationale. Cette préparation indispensable  
ne peut lui être donnée que par les  
soins du Ministère de la guerre.

En réalité et par la force même des choses  
le Commandement serait exercé par  
la guerre et la marine n'en aurait  
que l'administration, or Commande-  
ment et administration doivent être  
tenus dans les mêmes mains, sinon  
le 10<sup>e</sup> corps d'armée sera à un instant  
donné = la hauteur de sa tâche.

Si, au contraire aux dispositions  
du projet le Ministère de la marine  
doit avoir la garde et la défense de  
nos colonies, l'orateur estime que  
l'armée coloniale ne doit avoir aucun  
des attributions de la défense nationale.  
Elle doit être, dès lors, strictement  
composée des forces effectives et en



exercice nécessaire pour la Coossine  
exclusif de l'occupation Coloniale et  
de la Relève.

Quant aux réserves de cette armée  
il seraient versés dans les corps  
métropolitains.

M. Gadaud fait observer que dans l'hypothèse  
énoncée par M. Marguier, la  
question de la défense des côtes se  
pose puisqu'il semble y avoir une  
tendance à charger l'armée Coloniale  
de cette mission.

M. le Général Japy partage absolument l'avis de M.  
Marguier.

La création du 20<sup>e</sup> Corps d'armée  
pasant n'aurait été imaginée que  
pour faciliter le recrutement des  
4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> bataillons; il semble  
infinitement plus rationnel de  
faire appel aux vocations dans  
l'armée entière et de renforcer  
les effectifs des 19 corps d'armée  
existants, peut être verser 10,  
avoir les compagnies de rattachement  
au chiffre normal de 88 hommes.

Enfin un coup la base de  
nos délibérations doit être le  
nombre d'hommes indispensable  
pour la garde de notre empire  
Colonial et pour la relève.

Le chiffre de 48 à 50 mille



L'homme qui a été mis en avant, ne soutient pas la discussion.

S'il faut 2 à 3 mille engagés volontaires ou engagés ou le trouvera à la seule condition d'y mettre le prix; c'est là un sacrifice auquel il faut se résigner.

Quant à la défense de côtes elle peut être assurée dans d'autres bonnes conditions par l'armée de terre que par les troupes coloniales.

M. Paulicq se range à l'avis de M. le Général Japy et développe les mêmes arguments.

M. le Général Billot se déclare à son tour, opposé au projet Trautman dont il fait un rapide examen:

L'article 1<sup>er</sup> dispose que les troupes coloniales seront rattachées au Ministère de la Guerre et qu'elles ont un budget spécial.

Après le rattachement à la guerre et sous la pression des influences auxquelles personne n'échappe, on verra bientôt les officiers de terre les plus protégés obtenir d'être employés aux colonies dans toutes les expéditions qui auront lieu et ces "fils d'archevêques" vont y chercher



des grades et des récompenses au grand dommage de l'équilibre moral de l'armée et de ses Droits. En rapportant-ils du moins l'expérience et les qualités qui forment les officiers distingués dont profite l'armée ? il est permis d'en douter si l'on songe qu'il auront été à l'école des gouverneurs civils ; Si remarquable que puissent être ces derniers à d'autres points de vue, leur incompétence militaire est absolue.

La subordination des Commandants militaires aux gouverneurs civils est déplorable et il semble que le régime adopté pour l'Algérie est de beaucoup préférable.

Le Général Commandant le 1<sup>er</sup> Corps est bien à la disposition du Gouverneur Général mais par voie de réquisition et n'en relève pas moins directement du Ministre de la guerre, et dispose de sa troupe sous sa propre responsabilité, en cas d'événement de guerre.

Quant à l'autonomie budgétaire qui serait d'ailleurs si désirable, elle est exposée à trop d'attentes pour être effective. Dans l'hypothèse d'une expédition coûteuse, par exemple, et faut soustraire le Ministre de la guerre à la



tentation presque irrésistible de  
 pénétrer dans les magasins gé-  
 néraux d'approvisionnement de  
 l'armée métropolitaine.

Le sous-secrétaire du Mexique doit  
 toujours être présent à nos côtés.

Enfin, aucun homme si  
 merveilleusement doué qu'on le  
 suppose, sous le rapport de  
 l'intelligence et du caractère,  
 ne saurait assumer sans faiblir  
 la tâche immense de veiller  
 en même temps à la défense  
 Continentale et extérieure du  
 pays. J'ajoute que si cet  
 homme existait, l'argument  
 n'en conserverait pas moins  
 toute sa force car il serait  
 mortel et le plus sûr est le  
 gardien qu'il portait <sup>déjà</sup> ~~serait~~

La force de son successeur.

En outre le rattachement absolu  
 fait passer à ce département la  
 fabrication des canons et de la  
 poudre employés dans la Marine.  
 Actuellement il existe des établissements  
 rivaux et leur émulation est féconde.  
 Cela s'explique d'ailleurs par les  
 facilités de perfectionnement qui se  
 rencontrent dans la Marine. En  
 effet, toute construction nouvelle  
 comporte un armement spécial  
 limité aux besoins du vaisseau qu'il  
 faut armer.



dans ces conditions l'expérience n'est pas ruinée, comparée surtout à l'étendue des sacrifices qu'entraîne la moindre modification dans l'armement des troupes d'élite.

Le général donne ensuite lecture de l'article 2 qui livre à l'arbitraire des décrets les cadres de toute l'armée. Si cette institution est restée intacte, malgré d'incessants changements dans les titulaires du portefeuille de la guerre, c'est qu'elle est en possession d'une véritable Charte à laquelle il faut bien se garder de porter atteinte.

En résumé l'article 4 du projet seul contient une disposition qui ne prête pas à la critique et il appartient à la Commission de décider s'il y a lieu de le voter conformément à ses amendements dans ce sens proposés soit à la Chambre soit au Sénat.

M. le Président propose ensuite à ses collègues de mettre en tête de l'ordre du jour de la prochaine Réunion, l'examen de la proposition de loi portant modification de l'article 23 de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée présentée par M. M. Lesouff, Bonillier, Brugnot et . . . et relative à



S'admission des Ecoles pratiques d'agriculture  
au nombre des écoles qui figurent dans  
l'art. 22.

L'assemblée est ouverte à 5<sup>h</sup> 1/2

Le Président

G. Billot

Le Secrétaire

~~g. Billot~~

(N° 4)

Séance du 21 Mars 1892.

Présidence de M. le Général Billot

Sont présents M. le Général Japy,  
g<sup>al</sup> Griery, Choret, Claris, g<sup>al</sup> Deffis,  
Pays, Marganne, Bernard, Pautiat,  
Garrisson, Gadaud.

M. le Général Billot en ouvrant la séance donne  
à ses collègues communication de  
~~une~~ <sup>une</sup> lettre émanant de M. le  
Ministre de la guerre :  
Elle est ainsi conçue :

Paris, le 18 Mars 1892

Lettre de M. le Ministre de la Guerre.

Relative au rôle immédiat de l'art. du "Mon Cher Président"

projet visant le recrutement des troupes coloniales.

La Commission de l'armée de



la Chambre, qui vient de m'appeler  
auprès d'elle, m'a demandé  
d'assister auprès de la Commission  
du Sénat — dans la mesure  
où il m'est permis de le faire —  
pour que cette dernière veuille  
bien proroger le vote le  
plus prochain possible de la  
disposition qui, dans le  
projet de loi de l'Armée Coloniale,  
visé le recrutement des troupes  
de cette armée et l'organisation  
du recrutement dans nos Colonies.

Un amendement dans  
ce sens a déjà été présenté  
par certains membres de la  
Commission du Sénat.

Le vote en question tran-  
cherait la difficulté qui s'est  
soulevée au sein de la Com-  
mission de la Chambre sur  
le point de savoir si elle  
pourrait délibérer valablement  
sur un amendement de M.  
de Montfort tendant au  
même but.

Aguez, Mon cher  
Président, l'assurance de mes  
sentiments dévoués.

Signé :

Ch. de Freycinet.



M. Dupré, Secrétaire adj<sup>t</sup> donne ensuite lecture du  
procès Verbal de la précédente séance  
qui est adoptée sans observations.

M. le Baron de Varigny insiste sur l'observation qu'il  
a déjà développée relative à l'incorpora-  
tion des Contingents Coloniaux dans  
l'armée Coloniale.

Les 1500 nègres que vous prélevez sur  
la population agricole des anciennes colonies  
pour un service de 3 années, représentent  
un total de 4500 hommes qui  
font grand défaut dans des pays où  
les bras manquent déjà.

~~Les~~ L'autre des éléments nécessaires pour  
faire leur instruction & leur éducation  
militaire, ils ne seront pas en état  
de rendre un service comme soldat  
étant donné leur peu d'aptitude  
à ce métier.

M. le Général Billot : L'ordre du jour appelle l'examen  
de la proposition de loi, présentée par  
M. M. Lesouff, Boullier et plusieurs de  
leurs collègues portant modification  
de l'article 23 de la loi du 15 juillet  
1889 sur le Recrutement de l'armée.

M. le Président fait un résumé de  
l'exposé des motifs qui accompagne  
et justifie aux yeux de ses auteurs  
la proposition d'admettre au bénéfice  
de l'article 23 les élèves des Ecoles



pratiques d'agriculture, et rappelle en outre à ses collègues dans quelle conditions l'enseignement de l'agriculture est donné en France.

1<sup>o</sup> à l'Institut agronomique, dont le Siège est à Paris - Conservatoire des Arts & Métiers.

2<sup>o</sup> dans les Ecoles nationales d'agriculture de Grignon (Seine & Oise) Grandjouan (Seine Inf<sup>re</sup>) & Montpellier (Hérault)

3<sup>o</sup> dans les Ecoles pratiques d'agriculture.

4<sup>o</sup> dans les fermes-écoles.

L'Institut agronomique, créé à Versailles en 1848, supprimé en 1882, et rétabli par la loi du 2 août 1896, est une Ecole Supérieure destinée à l'étude et à l'enseignement des sciences dans leurs rapports avec l'agriculture.

Cette Ecole reçoit des élèves externes payant une rétribution scolaire et des auditeurs libres.

Les élèves réguliers qui, à la suite des examens de fin d'études, en ont été jugés dignes reçoivent un diplôme.

Les Ecoles nationales de Grignon, de Grandjouan et de Montpellier sont les Ecoles secondaires de l'enseignement agricole.

Elles reçoivent des élèves internes, âgés de 17 ans au moins qui subissent un examen d'entrée.



portant Sur l'arithmétique, le système métrique, les notions élémentaires de Géométrie et de physique et le français.

La durée des études dans ces écoles est de trois ans.

Les Ecoles pratiques d'agriculture ont été instituées par la loi du 30 Juillet 1875 pour donner l'enseignement professionnel agricole.

Il peut être <sup>créé</sup> ~~établi~~ dans chaque département ou pour plusieurs départements s'entendant à cet effet une Ecole pratique d'agriculture établie sur une propriété gérée aux risques et périls de l'exploitant.

Les élèves des Ecoles pratiques sont admis après examen, paient une pension et reçoivent un brevet de capacité s'ils satisfont aux examens de fin d'études.

Les fermes-écoles instituées pour former d'habiles cultivateurs, capables de cultiver avec intelligence, soit leur propriété soit la propriété d'autrui, comme fermiers, métayers, etc... sont particulièrement ouverts aux fils de cultivateurs et d'ouvriers agricoles.

L'instruction y est essentiellement pratique.

Pour y être admis, il faut être âgé de 16 ans et avoir subi couramment un examen portant



Sur les matières de l'enseignement  
primaire.

Aux termes de la loi du 1<sup>er</sup> Juillet  
1889 sur le Recrutement de l'armée.  
(article 23) Des dispenses condition-  
nelles sont accordées aux jeunes  
gens qui ont obtenu ou qui  
poursuivent leurs études en vue  
d'obtenir le Diplôme Supérieur  
délivré par l'Institut agronomique  
et par les Ecoles nationales d'Agric-  
ulture de Grignon, de Grandjumeau  
et de Montpellier.

Aux termes des décrets du 28  
novembre 1889 et du 31 mai 1890,  
sont considérés comme pourvus  
du Diplôme Supérieur, au point  
de vue de la dispense de Service m<sup>re</sup>  
présenté par l'article 23 de la loi  
du 1<sup>er</sup> Juillet 1889:

- 1<sup>o</sup> En ce qui concerne l'Institut Agronomique,  
les 60 Elèves français Classés à la sortie  
en tête de la liste de mérite pourvu  
qu'ils aient obtenu, pour tout le  
Cours de leur scolarité 70 pour cent,  
au moins, du total des points que  
l'on peut obtenir d'après les règlements;
- 2<sup>o</sup> En ce qui concerne les Ecoles Nationales  
d'Agriculture de Grignon, de Grandjumeau  
et de Montpellier, les jeunes gens  
compris dans les quatre premiers  
Cinquièmes de la liste de mérite de  
Ceux qui ont obtenu, pour tout



le cours de leur scolarité', Cf p. 100  
au moins du total des points que  
l'on peut obtenir d'après les règle-  
ments de ces Ecoles.

La loi du 17 juillet 1889 n'accorde  
aucune dispense aux élèves des  
Ecoles pratiques d'Agriculture, ni  
à fortiori, aux élèves des fermes-  
Ecoles.

Elle a abrogé par le fait les  
dispositions de la loi du 30 juillet  
1875, instituant les écoles pratiques,  
qui stipulait dans son article 11:  
" Le brevet de capacité délivré à  
à la sortie de ces établissements  
" donnera droit, sans autre épreuve,  
" au bénéfice du volontariat d'un an.

M. Gadant

Se déclare nettement opposé à l'extension  
d'immunités qu'il y aurait plutôt  
lieu de restreindre.

M. Charis

est très partisan d'une modification  
qui n'est, en réalité, qu'un complément  
indispensable à l'énumération des  
Ecoles qui figurent dans l'article 23.

L'avantage que l'on accorde à  
des écoles, comme celle des ouvriers  
mineurs d'Alais, qui répondent à  
des besoins industriels, ~~se~~ se justifie  
mieux encore quand il s'agit des  
besoins de l'Agriculture & des Ecoles  
pratiques. On lui a si souvent



reproché, a tort d'ailleurs, son état d'infériorité, que tout encouragement devrait être accueilli avec faveur, surtout en l'égard de l'enseignement agricole.

D'autre part, ne serait-il pas étrange que cette population agricole qui dote l'armée de ses éléments les plus nombreux et les plus vigoureux fut particulièrement maltraitée?

Le regret de la proportion de loi soulevant dans nos campagnes une légitime et poignante émotion.

M. Margaine Une fois entrés dans cette voie, vous serez amenés à céder aussi à l'égard des fermes-écoles.

Le général Japy a gardé le souvenir du très léger bagage de connaissances générales et même professionnelles qu'apportaient les élèves des écoles pratiques d'agriculture à l'époque du volontariat d'un an. Dans ces conditions il est difficile d'admettre que les services qu'ils sont en mesure de rendre à l'Etat compenseraient deux années de présence sous les drapeaux.

M. Leboucq Parenty Appuie l'argumentation de M. le général Japy.

M. Faye estime qu'il faut tout d'abord se rendre



compte de l'organisation de l'enseignement agricole en France.

On domine de l'édifice se place l'Institut agronomique, sorte d'école Polytechnique de l'agriculture, qui a pour mission de former l'état-major agricole.

La loi du recrutement n'a pas traité cette institution aussi favorablement que l'eût désiré l'orateur, et malgré les efforts qu'il fit à cette époque comme ministre de l'Agriculture, tous les élèves de l'Institut ne furent pas admis à la dispense. Les 60 premiers de chaque promotion l'obtiennent seuls et sous la condition d'avoir obtenu 70 % du nombre des points que permet le règlement de l'école.

L'orateur persiste à croire que la faveur eût pu être étendue à tous les élèves pourvus du diplôme. Au 2<sup>e</sup> plan se trouvent les écoles nationales d'agriculture au nombre de trois; elles correspondent à l'enseignement secondaire agricole. On remarquera d'ailleurs que leurs élèves ont été mieux traités que ceux de l'enseignement supérieur. On a vu en effet que les 4/5<sup>e</sup> d'entre eux ont bénéficié des dispositions de l'article 23.

Enfin vient les écoles pratiques



d'agriculture qui constituent en quelque sorte l'enseignement élémentaire ou primaire agricole.

Leurs études s'y perfectionnent dans les procédés de cultures régionales et en sortent avec un Diplôme de capacité.

Or la loi encourage les départements à créer le plus grand nombre possible de ces écoles, de sorte que si vous adoptiez la proportion de loi qui vous est soumise ; d'un côté la dépense en question s'adressant à un nombre de jeunes gens dont vous ne pouvez mesurer l'étendue, et d'autre part vous l'accorderiez à la totalité de la population de ces écoles, tandis qu'elle a été refusée à une notable partie <sup>de ces</sup> écoles supérieures.

Votre conception aussi illogique semble fuir la question.

M. Charis

répète que le rejet pur et simple de la proportion de loi produirait un effet déplorable au point de vue politique ; ce serait infliger à l'agriculture un traitement moins favorable qu'à l'industrie puisque les écoles de maîtres ou ouvriers mineurs figurent à l'article 23. Il y aurait bien tout au moins d'admettre à la dépense un tant pour cent des élèves diplômés.

M. Fay réplique en faisant observer que



Les écoles auxquelles M. Paris a fait allusion correspondent dans un autre ordre d'enseignement aux écoles nationales de Grignon, Grandjouan et Montpellier. La loi militaire est conséquente avec elle-même quand elle réserve les immunités aux seules écoles supérieures de même qu'elle écarte les licenciés en droit pour n'admettre que les docteurs.

M. le Général Billot propose ensuite à ses collègues d'entendre un ou deux des signataires des propositions avant de statuer définitivement.

Cette motion est adoptée.

Il est ensuite décidé qu'au début de la prochaine séance et sera donnée lecture de tout ou partie des documents techniques relatifs à l'organisation de l'armée coloniale & M. le D<sup>r</sup> Portier de la Commission I<sup>re</sup> par M. le Ministre de la guerre.

La séance est ensuite levée

Le Président

Le Secrétaire

*J. L. L.*

*G. T. Billot*



( N<sup>o</sup> 5 )

## Séance du 23 Mars

Présidence de M. le Général Billot.

Sont présents : M. M. Garroux, Chorch  
Général Japy, Margain, Général Giry,  
Charis, Faye, B<sup>on</sup> de Larenty,  
Général Diffis.

L'assemblée est ouverte à 2 heures 1/4.

M. Dupré, lieutenant adj<sup>t</sup> donne lecture du Procès  
Verbal de la précédente séance.  
Il est adopté sans observations.

Il est ensuite décidé que les Signataires  
de la proposition de loi relative aux écoles  
pratiques d'agriculture seront invités  
à déléguer l'un d'entre eux, auprès  
de la Commission, pour y faire entendre  
leurs explications, s'ils le désirent.

M. Faye estime qu'il y a lieu de faire la même  
invitation à M. le Ministre de  
l'Agriculture.

M. le Président l'ordre du jour appelle la lecture  
des documents relatifs à l'organisation  
de l'armée coloniale, et constituant  
le résultat des travaux de la Com<sup>ss</sup>  
technique créée par M. le général  
Billot.

M. Dupré donne lecture d'une partie



de ces documents.

La séance est ouverte à 5 heures 1/4.

Le Président

G. Billot

Le Secrétaire  
J. Billot

( N° 6 )

Séance du 16 Mars.

Présidence de M. le Général Billot.

Sont présents : M. M. Lacaze-Laplague,  
Garrisson, Général Japy, Gadaud,  
Général Gréry, Charis, Faye,  
Bernard, Général Deffis, Loubet,  
Baron de Valenciennes, Margaine.

M. Pauliat se fait excuser, étant  
retenu à la Com<sup>on</sup> de l'Algérie.

La séance est ouverte à 2 h 1/2 m.

M. Dupré, secrétaire adj<sup>t</sup>, donne lecture du procès  
verbal de la précédente séance, qui est  
adopté.

M. le Général Billot rappelle à ses collègues que M.  
Lesouëf, auteur de la proposition de  
loi relative à une modification de l'art.  
23.



de la loi de recrutement doit être entendue  
au débat de la séance.

M. Lesouif est introduit dans le sein de  
la Commission, et invité par M. le  
Président à s'expliquer sur sa proposition  
de loi.

M. Lesouif reproduit en forme de thèse et dans  
le même ordre les arguments qui  
figurent dans l'exposé des motifs  
de la proposition de loi. (N<sup>o</sup> 37. Annexe  
à la séance du 7 mars 1892).

Il ajoute ensuite qu'il lui aurait été  
facile d'obtenir un plus grand nombre  
de signatures, c'est ainsi que la plupart  
de ses collègues, siégeant à droite, le  
suivent sans aucun doute, associés à  
la pensée qui le guide; s'il a  
renoncé à cet appui considérable  
c'est dans la crainte de paraître  
partager à un degré quelconque des  
sentiments d'hostilité contre la loi  
militaire.

Il renoncerait même à la proposition  
s'il se trouvait en présence d'un parti  
pris de respecter dans son intégralité  
la loi du 15 juillet 1889 mais il  
n'en est pas ainsi, il existe au  
contraire un courant d'idées qui fait  
pressoir des modifications certaines.

Il agit d'ailleurs en dehors de toute  
présomption électorale, enfin M.



le Ministre de l'agriculture a bien voulu lui faire espérer son concours pour faire triompher une proposition qui a toute sa sympathie.

M. Faye

prie M. Lesouff de vouloir bien faire connaître à la Commission quel est actuellement le nombre des écoles pratiques d'agriculture, qui était de 33 au moment où l'orateur a quitté la direction du département de l'agriculture, et en outre qu'elle est le chiffre de la population qui fréquente ces établissements.

M. Lesouff déclare n'être pas suffisamment renseigné pour être en état de répondre avec précision aux deux questions qui lui sont posées.

M. Faye

demande ensuite à M. Lesouff comment il comprendrait le fonctionnement de la nouvelle dispense qu'il se propose d'introduire dans l'art. 23 au profit des élèves des écoles pratiques d'agriculture.

Il rappelle les dispositions restrictives qui régissent l'obtention de cette dispense pour les élèves des écoles supérieures d'agriculture, non seulement pour ceux des trois grands écoles d'enseignement secondaire mais même à l'égard des élèves de l'Institut agronomique.



M. Lesouëf n'est pas entré dans l'étude de dispositions qui lui semblaient du ressort d'un règlement d'administration publique ; il se rallierait d'ailleurs à tel système que la Commission croirait devoir adopter si le principe même de la dépense est admis.

M. Courtès demande ensuite à M. Lesouëf s'il entend aussi faire bénéficier de la dépense les élèves des écoles primaires supérieures où se donne non seulement <sup>l'enseignement</sup> de l'agriculture mais encore un enseignement parallèle industriel ou commercial.

Dans ce système d'écoles pratiques pour les orientations les professeurs sont nommés par le gouvernement.

M. Lesouëf ne vise dans la proposition que les écoles où l'on enseigne exclusivement ce qui a trait à l'agriculture.

Il s'établit ensuite un échange de vues sur la forme comparative des programmes enseignés à l'entrée et à la sortie des écoles de maître ouvrier mineurs et des écoles pratiques d'agriculture.

M. le Général Delfs demande ensuite à M. Lesouëf s'il est dans l'intention de retirer la proposition dans l'hypothèse où elle



ne rallierait pas la majorité de la Commission.

M. Lesouëf

Dans ce cas, se résignait à courir les chances d'une nouvelle défaite devant le Sénat lui-même;

à une nouvelle question de M. Faye relative non au retrait mais à l'ajournement de la proposition, l'orateur répond affirmativement.

M. Charis

fait observer que, en ce qui concerne les dépenses du service militaire, la Commission de l'armée se trouve placée à un point de vue différent de celui du Sénat. La proposition y rencontre de nombreuses sympathies et y a son plein effet maintenant quel que soit l'avenir que lui réserve le C<sup>on</sup>g<sup>ress</sup>.

M. Lesouëf remercie ensuite la Com<sup>mission</sup> d'avoir bien voulu entendre ses explications et se retire.

M. le Président

rappelle à ses collègues qu'il avait été chargé d'informer M. le Ministre de l'Agriculture, que la Commission désirait connaître son opinion sur la proposition de loi déposée au Sénat par M. Lesouëf et plusieurs de ses collègues.

Il résulte d'une entente que M. le Président a eu, sur ce point, avec M. le Ministre que ce dernier se désintéresse de la question et ne soutiendra pas



la proposition lors de la discussion en  
séance publique si elle a lieu.

M. Faye estime qu'en vue de créer une situation  
absolument nette pour la Commission  
il y a lieu d'inviter M. le Ministre de  
l'Agriculture à formuler ses déclarations  
dans le sein de la Commission, et à  
le priver en outre de son caractère  
1° le nombre de Ecoles pratiques d'Agriculture  
existant actuellement ;  
2° le chiffre de la population qui les  
fréquente  
3° le programme officiel de ces éta-  
blissements.

Après un échange d'observations  
relatives au fonctionnement des Ecoles  
dans le cas où le principe en serait  
admis, la proposition de M. Faye  
est adoptée à l'unanimité et  
la discussion sur ce point ajournée  
après l'audition du Ministre.

M. le Général Billot porte ensuite à la connaissance de la  
Commission que M. le Ministre de la guerre  
insiste sur la question posée par lui  
dans la lettre dont il a été donné  
lecture dans l'avant dernière séance et  
relative à l'incorporation des premiers  
Contingents coloniaux  
~~numériques de Contingents~~ métropolitain  
dans l'armée coloniale.

En vue d'arriver à une solution



rapide sur ce point particulier qui préoccupe plus que tout autre l'opinion publique, la Commission Senatoriale est sollicitée de dégager du Projet de loi dont elle est saisie, la disposition qui figure à l'article 4, c'est à dire l'incorporation des contingents coloniaux dans l'armée coloniale et d'en saisir immédiatement le Sénat, soit en lui soumettant la question dans les termes de l'amendement présenté par M. M. Courties, Lenoit, Bernard et Godin, soit en s'appropriant la proposition de loi de M. M. de Montfort, de Mahy et plusieurs de leurs collègues, qui ont un objet analogue.

Un autre procédé consisterait encore à faire saisir à la Chambre que la Commission Senatoriale n'éleverait aucune difficulté dans le cas où l'autre assemblée procéderait elle-même au vote sur la proposition de Montfort.

M. Margaine donne lecture du texte de cette proposition qui est ainsi conçue :

Article unique.

Les articles 44 et 81 de la loi du 19 juillet 1889, sont ainsi modifiés :

Art. 44. — Sont affectés aux troupes coloniales :

1<sup>re</sup> Les Contingents coloniaux provenant de la Guadeloupe de la Martinique, de la Guyane, de la Réunion et de toutes les autres colonies.

Le reste sans changement.

Art. 81 — Les dispositions de la présente loi



sont applicables dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion; il est constitué, dans chacune de ces colonies, une subdivision de région et un bureau de recrutement, comme dans la Métropole.

Le reste de l'article sans changement."

L'orateur ne saurait accepter cette rédaction car en se bornant à édicter l'incorporation des contingents Coloniaux dans l'armée Coloniale elle n'en permet pas moins l'envoi de tout ou partie de ces contingents en France dans les dépôts de Brest ou de Loudou. Or, malgré les dispositions impératives de la loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1889 on a reculé jusqu'ici devant une semblable dépense il faudrait donc ajouter, tout au moins, dans le texte de la proposition, tout fort, l'obligation d'incorporer les contingents Coloniaux dans les troupes Coloniales stationnées dans les colonies d'origine, c'est là qu'ils recevront dans les cadres métropolitains l'instruction militaire, plus ou moins complète, qui sera jugée nécessaire, sauf d'ailleurs à les utiliser ensuite sur d'autres points si la besogne s'en fait sentir.

M. le Baron de Lareinty - Dans le système préconisé par M. Margaine, on se heurte à deux impossibilités matérielles :



1<sup>o</sup> Le Contingent annuel de Colonie représente environ 1500 hommes, soit pour trois ans 4500 hommes que vous avez la prétention d'encadrer et d'instruire avec 300 hommes de troupes métropolitaines.

2<sup>o</sup> Il n'existe pas de locaux pour caserner 4500 hommes et j'en ai peur pas que vous soyez disposés à faire les sacrifices nécessaires de ce chef.

M. Marguerie réplique que si les ressources en cadres sont insuffisantes on se contentera de donner à ces contingents une instruction sommaire sauf à les renvoyer après 6 mois, s'il le faut.

M. le Général Duffis estime qu'il faut se garder de fragmenter la loi sur l'organisation Coloniale, toutes les questions y sont connexes elles exigent une étude d'ensemble. D'autre part les opérations de recensement pour l'année 1892, ont commencé le tirage au sort a eu lieu et les dispositions nouvelles à intervenir ne seront applicables que l'année prochaine, il n'y a donc pas péril en la demeure.

Après un nouvel échange d'observations entre M. Lacaze Laplagne, Courtis le g<sup>al</sup> Gwy et M. Bernard. M. le Président propose à ses collègues de voter sur la question qui a été posée avant de discuter au fond:



(Vote)

Y a-t-il lieu de distraire du projet la question de l'incorporation des Contingents Coloniaux?

Par 9 voix, contre 1 et 1 abstention la question est résolue affirmativement.

La discussion est ensuite ouverte sur le fond et M. le Président propose de prendre pour base des délibérations le texte présenté par M. M. Courties Lenoël, Bernard et Godin.

(Amendement n°1 du 3 mars 1892)

M. Courties

Dans ce système le recrutement des troupes coloniales continue à être réglé par l'article 44 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1889, toutefois grâce à l'incorporation des contingents coloniaux dans cette armée il est permis d'espérer que le § 4° (relatif aux mauvais numéros) n'aura plus d'autre utilité qu'à titre de sous-pape de Turc.

On sait que ce § 4° est ainsi conçu :  
Sont affectés aux troupes coloniales, à défaut d'un nombre suffisant d'hommes compris dans les catégories précédentes, les jeunes gens dont les numéros suivent immédiatement ceux des hommes affectés à l'armée de mer. &c.

M. Bernard

estime que la question qui se pose est précisément la suppression de ce § 4°.



L'orateur déclare qu'en s'associant à l'amendement présenté par M. Lourties il n'avait d'autre objectif que la suppression des "Mauvais numéros". Dans sa pensée l'armée coloniale, dans le système proposé, devait se recruter exclusivement à l'aide des contingents coloniaux, & des enrôlements volontaires et de désarmement d'appels en face des troupes indigènes si étrangères.

On ne saurait méconnaître que la mesure dite "des mauvais numéros" est l'unique cause de la défiance que rencontrent dans l'esprit de nos populations la politique coloniale.

M. Charis. La suppression de la faculté de recourir aux premiers numéros est inacceptable, elle équivaudrait à insérer dans la loi que nous renoncions à la défense de nos colonies si les volontaires venaient à faire défaut.

Nos colonies sont d'ailleurs moins malsaines que leur réputation ne tend à le faire croire ; seules nos possessions de la Guyane, du Sénégal & de la Cochinchine méritent le reproche qu'on leur adresse.

Le système si bien conçu et étudié de la grande Commission technique conduit à la meilleure des solutions. Les 3 premiers bataillons d'Infanterie de Marine deviendront une pépinière



de volontaires pour la garnison d'outre-mer  
et après quelques années de fonctionnement  
cette organisation fournira tous les  
engagés nécessaires.

M. le Président fait observer que le contre-projet de  
M. de Montfort comme celui de M.  
Lauries n'a point pour objet déclaré  
la suppression des premiers numéros;  
d'autre part l'article 4 du projet  
comme les amendements en question,  
édicte simplement l'incorporation des  
Contingents Coloniaux dans l'armée  
Coloniale.

Il est bon de réduire dans la mesure  
du possible, l'envoi aux Colonies des  
jeunes gens pris, contre leur gré,  
dans les contingents métropolitains,  
mais il serait néfaste de s'en  
interdire jusqu'à la possibilité.  
Il faut, en effet, laisser debout  
ce principe, sans lequel notre  
armée dégènerait bientôt en garde  
nationale, que tout Citoyen doit  
le service militaire en tel lieu qu'il  
plait à l'état de l'exiger.

M. Margaine ne croit pas aux conséquences que  
redoute M. le général Billot de la  
simple suppression des mauvais numéros,  
il ne l'envisage pas davantage  
comme de nature à compromettre  
la défense de notre empire colonial.



ainsi que l'a indiqué M. Clavis dans l'hypothèse où la source des engagements volontaires serait tarie.

Le Ministre de la marine se procurera toujours le nombre de volontaires nécessaires en s'adressant, s'il le faut, à son collègue de la guerre ; dans un effectif de 450 000 hommes il est facile de proroguer deux ou trois mille engagements pour l'armée coloniale.

Le noeud de la question est bien dans la question des mauvais numéros, tout le monde est d'accord pour critiquer la mesure inhumaine qui consiste dans l'envoi aux colonies d'hommes trop jeunes pour ne supporter le climat et pour n'avoir recours qu'aux volontaires et cependant pour solliciter des pouvoirs publics des crédits pour cet objet, l'administration de la marine a fermé la porte aux engagements par un décret récent qui suspend pour un temps la faculté dont je parle. Pourquoi ces errements ? c'est qu'aussi longtemps qu'il sera possible de se procurer par voie de simple prêt-à-porter le contingent annuel, les 3 ou 4000 hommes nécessaires la bureaucratie n'hésitera pas à user d'un moyen si peu compliqué et si conforme à ses habitudes, et cependant, je le



répète après M. Bernard, ces  
prétendements sont l'unique cause  
de l'émotion si pénible qui a  
accueilli nos expéditions de Luina  
et de Louren.

En résumé on attendra le but  
si désirable que nous poursuivons, en  
restreignant le chiffre de l'armée  
Coloniale à l'effectif strictement  
nécessaire au service des Colonies  
et en faisant appel, s'il y a lieu,  
aux volontaires des régiments de  
l'armée de terre.

Si au contraire on s'obstine dans  
la voie des gros effectifs qui y compris  
leurs réserves, constituent notre  
armée Coloniale en corps d'armée  
et sur lequel on peut de <sup>150</sup> 150 000  
Lourins, alors, comme je l'ai  
expliqué dans une précédente  
séance, le rattachement à la  
guerre s'impose.

M. le Général Duffès Les considérations développées par M.  
Margaine et relatives aux chiffres des  
effectifs nécessaires pour constituer  
une armée Coloniale, démontrent  
surabondamment que ~~en ces matières~~  
l'ancienneté d'une étude d'ensemble  
en pareille matière et l'impossibilité  
d'isoler la discussion de la disposition  
spéciale qui vous est soumise, attendu  
que toutes les questions que soulève la



projet d'organisation, tout comme et  
naturellement liés.

Quoiqu'il en soit, la suppression des  
Midiann numéros ne peut être insérée  
dans un texte législatif; comme rien  
ne garantit un nombre déterminé de  
Volontaires comme d'autre part l'actualité  
de troubles aux colonies et toujours à  
friser, et faut, toute nécessité, couvrir  
la faculté d'y envoyer les renforts nécessaires  
à un moment donné.

M. Marguier. Une armée de 500 000 hommes dans  
la métropole je n'aurais admise que  
nos colonies puissent encore d'elles-mêmes  
être laissées sous défense.

M. le général Duff. Le détail ensuite partira de  
la création des régiments d'Infanterie  
de Marine à 5 bataillons; on  
trouvera dans les trois premiers  
les officiers et les sous-officiers en état  
de remplacer leurs camarades des  
deux autres bataillons et que le climat  
après d'outre-mer, ou les fatigues auraient éprouvés.  
Quant aux soldats, mis en contact  
avec leurs camarades qui viennent  
des colonies et réduits par les récits  
qu'ils entendront de leur bouche, il  
s'en feront bientôt une idée plus  
juste, peut-être même plus favorable  
que la réalité, et tous leurs appré-  
hensions feront place au désir d'en



juger de leurs propres yeux.

D'autre part en cas de conflit Européen ils fourniraient les renforts nécessaires si les colonies s'agitent.

De plus l'autonomie que réclame légitimement l'armée coloniale ne pourra lui être assurée dans une certaine mesure que si on lui donne une réelle importance numérique.

Le général termine en disant qu'il faut bien se garder de faire appel aux volontaires dans les régiments métropolitains, ces emprunts même individuels ne s'effectueraient qu'aux dépens de la vigueur de l'armée continentale qu'il ne faut affaiblir à aucun degré.

Enfin il y a lieu de demander aux Services compétents deux renseignements indispensables pour une discussion utile.

1<sup>o</sup> Quel est exactement l'effectif nécessaire de troupes métropolitaines, en temps de paix, pour le service des colonies.

2<sup>o</sup> Quel est actuellement le chiffre que l'on atteint en engagés volontaires et en engagés dans l'Infanterie de Marine.

M. le Général Japy voudrait quant à lui, une armée



Coloniale a effectifs reduits mais  
tres fortement encadrée.

M. Garrison partage cette opinion et ne s'explique  
pas la recente de trois bataillons  
Continentaux sur cinq.

M. Payer estime qu'en ces questions techniques  
il serait bon de connaître l'opinion  
du Ministre de la Guerre

M. le General Bittot fait observer que le Ministre s'est  
expliqué sur ce point à la tribune de  
la Chambre des Députés et qu'il  
a, en définitive, accepté le projet  
de loi.

Dans les conditions actuelles la  
question est d'ailleurs très direc-  
tement M. le Ministre de la Marine

M. le General Gréy pour que l'opinion du Mi-  
nistre de la Guerre a pu se modifier  
sur le rattachement des Colonies à  
la Marine ; le Systeme des  
3 bataillons Continentaux par  
régiment ne s'explique que dans  
l'hypothèse du rattachement de  
l'Armée Coloniale à la Guerre  
Quoi que l'a expliqué M. Maryavin

M. le Baron de Varigny constate avec regret une  
tendance à réduire l'importance  
de l'Infanterie de Marine, Corps



D'élite que son passé glorieux  
devrait mettre à l'abri de toute  
atteinte.

M. le Général Japy estime qu'il n'y a pas lieu de  
s'arrêter à des considérations de  
Sentiment si l'intérêt supérieur  
du pays l'exige.

Il est ensuite décidé à l'unanimité  
que M. M. les Ministres de la  
Guerre et de la Marine seront  
entendus sur la question des  
"mauvais numéros".

Le séance est levée à 5<sup>h</sup> 1/4.

Le Président

*Rilly*

Le Secrétaire

*Orléans*



( N° 7 )

Séance du 4<sup>er</sup> avril 1892.

Présidence de M. le Général Billot

Sont présents M. M. Garriou, G<sup>al</sup> Japy,  
G<sup>al</sup> Deffis, Benazet, Courties, Lucas-Laplagne,  
G<sup>al</sup> Giesy, Margaine, Charis, Cholet,  
Gadaud, Berthelot, B<sup>ne</sup> de Vauxville,  
Pauliak.

M. Dupré Secrétaire adj<sup>t</sup> donne lecture du procès verbal  
de la précédente séance qui est adopté.

M. le Général Billot informe ses collègues que, conformé-  
ment au vœu exprimé par la Commission,  
N° 117, les ministres de l'Agriculture et  
de la Guerre, et de la Marine, ont été  
unifiés par ses soins, les deux premiers  
par lettre, à vouloir bien se rendre  
dans le sein de la Commission.

M. le Président donne lecture de la réponse  
de M. le Ministre de la Guerre :

Paris, le 1<sup>er</sup> avril 1892

Mon Cher Président,

Le Conseil des Ministres à qui j'ai fait  
part de votre lettre du 29 Mars, a témoigné  
le désir de délibérer sur l'ensemble de la  
Question Coloniale avant que je puisse vous  
apporter son opinion sur les questions  
que vous voulez bien me poser. Cette  
délibération ayant été fixée au jeudi 7 courant,  
je vous offre l'après-midi, 2 heures, pour être entendu.



par la Commission.

Mes Collègues de l'Agriculture, en ce qui concerne les Ecoles agricoles, et de la Marine, en ce qui concerne le recrutement Colonial, devraient, ce me semble, être également convoqués.

Je crois savoir, d'autre part, que le Sous-Secrétaire d'Etat des Colonies désirerait être admis à fournir des explications directes. Je me permets de vous en parler à titre de simple enseignement.

Agriez, Mon Cher Président, l'assurance de mes sentiments tout dévoués.

Signé : C. de Freycinet.

<sup>ajoute</sup>  
M. le Président, qu'il a eu devoir réunir la Commission pour la consulter sur un ~~de~~ <sup>certain</sup> point qui a une importance auquel il a fait allusion dans cette lettre et qui n'est pas sans avoir une réelle importance.

Ce cours de la séance publique d'insat le 30 mars, le Général fit part au Ministre de la Marine de la communication dont il était chargé comme Président de la Commission de l'armée, M. Jaurès, assis au même banc, lui témoigna alors le désir d'être entendu sur une question qui a certains égards intérieurement des administrations. Le Général fit réponse qu'il était dans la habitude de courtoisie de la Commission d'annuler ces renseignements les informations de nature à éclairer les résolutions mais



que la Commission n'ait pas encore fait de  
résolution sur ce point.

Dans ces conditions la Com<sup>on</sup> se refuse à  
passer sans doute, au jour même d'État  
la satisfaction qu'il demande mais  
la question se pose de savoir si la  
Commission entend le consacrer directement  
ou sous le couvert du Ministre, ou enfin  
si cette consécration doit être subordonnée  
à l'agrément ou à la délégation du ministre.

Le dernier parti est adopté. Après un échange de vues auquel  
prennent part M. M. Marguier,  
Berthelot, de Lamoignon, Gadant,  
Charis, le g<sup>al</sup> Guez, M. Paulist, le  
g<sup>al</sup> Daffis et M. Cholet.

La séance est terminée.

Le Président

Le Secrétaire

Verlinden

Bulloy



N<sup>o</sup> 8.

Séance du 8 avril 1892.

Présidence de M. le général Billot.

Sont présents M. M. Benazet, Fay,  
 Lacaze-Laplague, Baron de Larocque,  
 Marguier, Général Deffis, Claris,  
 Cholet, Gadaud, Général Japy,  
 Garusson, Tauliat, Courtès,  
 Meinadier, Général Grisy.

L'ordre du jour appelle l'examen du

## PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Modifiant l'article 3 du Code de justice militaire pour  
 l'armée de terre en ce qui concerne la composition des  
**Conseils de guerre permanents,**

PRÉSENTÉ, AU NOM DE

**M. CARNOT**

Président de la République française,

Par **M. C. de FREYCINET**

Ministre de la Guerre.

(Renvoyé à la Commission de l'Armée.)

### ARTICLE UNIQUE.

L'article 3 du Code de justice militaire pour l'armée de terre, du 9 juin 1857, est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 3. — Le Conseil de guerre permanent est composé d'un colonel ou lieutenant-colonel, président, et de six juges, savoir :

- « Un chef de bataillon, ou chef d'escadron, ou major;
- « Deux capitaines;
- « Un lieutenant;
- « Un sous-lieutenant ou, à défaut, un deuxième lieutenant;
- « Un sous-officier. »

Fait à Paris, le 29 mars 1892.



M. le général Billot développe les considérations  
contenues dans l'exposé des motifs  
(voir n° 1752 - Chambre) et qui ont  
amené le gouvernement à présenter  
le projet de loi.

Le projet est ensuite adopté à  
l'unanimité et M. Margaine est  
nommé Rapporteur.

## RAPPORT

FAIT

Au nom de la Commission de l'Armée chargée d'examiner  
le projet de loi, ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS,  
modifiant l'article 3 du Code de justice militaire pour  
l'armée de terre en ce qui concerne la composition  
des **Conseils de guerre permanents**,

PAR M. MARGAINE

Sénateur.

MESSIEURS,

Le projet de loi qui est soumis à votre approbation,  
après avoir été voté par la Chambre des Députés, est la  
conséquence obligée des dispositions législatives qui ont  
en vérité assimilé le grade de sous-lieutenant à celui de  
lieutenant en conférant aux premiers le grade de lieutenant à  
l'expiration de leur deuxième année de grade.

Il est indispensable que l'autorité militaire puisse  
indistinctement composer le conseil de guerre soit d'un  
lieutenant, soit d'un sous-lieutenant, et ce, conformément  
aux exigences du service.

(Voir les n° 63, Sénat, session 1892, et 1762-1960, — 5<sup>e</sup> législ. — de  
la Chambre des Députés.)



M. le General Billot informe ensuite ses collègues que conformément aux résolutions prises par la Commission dans sa dernière séance ; il a écrit à M. le Ministre de la Marine, pour l'inviter ainsi que M. le Sous-Secrétaire d'Etat aux Colonies à se rendre dans le sein de la Commission. Cette lettre est ainsi conçue :

Paris, le 1<sup>er</sup> avril 1898.

« Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de vous faire connaître verbalement à la dernière séance du Sénat que la Commission de l'armée avait exprimé le désir d'entendre M. le Ministre de la Guerre et de la Marine sur la disposition qui, dans le projet de loi de l'armée coloniale, vise le recrutement des troupes de cette armée et l'organisation du recrutement dans nos colonies.

M. le Ministre de la Guerre auquel j'ai écrit à ce sujet, a fait savoir à la Commission, par lettre du 1<sup>er</sup> avril, que le Conseil des Ministres devant délibérer sur l'ensemble des questions coloniales, le Jeudi 7 avril, il nous offrait le Vendredi 8, à 2 heures, pour être entendu par la Commission.

M. le Ministre de la Guerre a exprimé le désir que vous fussiez également entendu.



"Je crois savoir d'autre part, ajoute M. de Freycinet, dans sa lettre du 4<sup>er</sup> avril courant, que le Sous-Secrétaire d'état des Colonies désirerait être admis à fournir des explications directes."

Monsieur Jamais m'a fait part du reste, en votre présence, du désir mentionné par M. de Freycinet.

La Commission de l'armée dans sa séance d'hier a reçu ces diverses communications.

Elle vous serait reconnaissante de vouloir bien vous rendre dans son sein, le Vendredi 8 avril, à 2 heures, en même temps que M. le Ministre de la Guerre.

La Commission sera également très heureuse de recevoir toutes les communications que M. le Sous Secrétaire à la Marine et aux Colonies voudra bien lui faire au l'agrément de la Délégation du Ministre.

Elle vous prie de vouloir bien se présenter M. Jamais que la Commission entendra avec plaisir dans la même séance que vous.

Je vous serai reconnaissant de vouloir bien me faire connaître ce que vous aurez décidé, afin que je puisse en temps utile, arrêter l'ordre du jour qui doit être porté sur les avis de convocation destinés aux Membres de la Commission.



Je vous prie d'agréer, Monsieur le  
Ministre, l'assurance de ma  
haute considération.

Le Président de la Commission de l'armée  
Signé: Général Billot. 77

M. le Président donne ensuite lecture de la réponse de  
M. le Ministre de la Marine et de celle  
de M. le Sous-Secrétaire d'Etat.

Paris, le 5 avril 1892

Ministère  
de la Marine.

Secrétariat  
Particulier du Ministère.

Monsieur le Président,

La Commission de l'armée ayant  
manifesté le désir de m'entendre en  
même temps que le Ministre de  
la guerre au sujet du projet de  
loi sur l'armée coloniale, j'aurai  
l'honneur de me rendre à votre  
convocation le vendredi 8 avril,  
à 2<sup>h</sup> de l'après-midi, conformément  
à vos indications.

J'ai communiqué votre lettre à  
M. le Sous-Secrétaire d'Etat des Colonies,  
pour qu'il prenne connaissance  
des passages qui le concernent.

Agreez, Monsieur le Président, les  
assurances de ma haute considération.

Le Ministre de la Marine et des Colonies.

Signé: G. Cavaignac.

A. M. le Général Billot, Signataire, Président de la Commission de l'armée.



Ministère

de la Marine et des Colonies.

Cabinet

du Sous-Secrétaire d'Etat

Paris, le 5 avril 1892.

Le Sous-Secrétaire d'Etat des Colonies

à Monsieur le Général Billot, Sénateur,  
Président de la Commission de l'armée du Sénat.

Monsieur le Président,

M. le Ministre de la Marine vient de me communiquer votre lettre du 2 avril, dans laquelle vous voulez bien exprimer le désir que le Sous-Secrétaire d'Etat des Colonies, soit entendu par la Commission de l'armée du Sénat, le vendredi 8 avril 1892, à 2 heures.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je m'empresse de me rendre à cette convocation.

Agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

Signé: Emile Jamais.

M. le Président propose ensuite à ses collègues d'arrêter avant l'avisé des Ministres le sens des questions qui devront leur être posées.

Après un échange de vues à ce sujet et est convenu conformément à l'opinion émise par M. Payer que les Ministres seront interrogés sur les 3 points suivants:

- 1° Le rattachement des Colonies au Ministère de la Marine, intervenu depuis le dépôt du projet de loi sur l'armée coloniale,



a-t-il modifié l'opinion primitive du Gouvernement en ce qui concerne le rattachement de l'armée coloniale au Ministère de la Guerre ?

1<sup>re</sup> A quel Département doit être rattachée l'armée Coloniale ?

2<sup>de</sup> Comment l'armée Coloniale doit elle être recrutée ? Cette question comprend celle du recrutement aux Colonies et celle des "Mauvais numéros".

M. eff. les Ministres de la Guerre et de la Marine ainsi que M. le Sous-Secrétaire d'Etat aux Colonies sont ensuite introduits dans le sein de la Commission.

M. le Président remercie les membres du Gouvernement d'avoir bien voulu se rendre au désir de la Commission pour il énumère les questions sur les quelles ses Collègues ont souhaité entendre les explications des Ministres.

M. de Freycinet, Ministre de la Guerre rappelle qu'aux termes de la convocation qui lui a été adressée à la date du 19 mars dernier la Commission de l'armée exprimait l'intention de provoquer ses explications sur 1 points :

1<sup>re</sup> L'admission des Ecoles pratiques d'agriculture au nombre de celles qui figurent dans l'énumération



insérée dans l'article 13 de la loi sur le recrutement de l'armée.

Le second point est relatif à la disjonction et à la discussion immédiate de l'art. 4 de la loi portant organisation de l'armée coloniale ou d'une disposition analogue réglant la question spéciale du recrutement de l'armée coloniale.

Dans ces conditions limitatives le Ministre ne pouvait pas avoir à donner un avis sur l'ensemble des projets de loi ; le rattachement des Colonies au Ministère de la Marine étant intervenue depuis le dépôt, cette mesure doit entrer en ligne de compte, au regard du rattachement de l'armée coloniale au département de la Guerre, et ne saurait donc à l'heure actuelle, donner une opinion qui pourrait n'être pas conforme à celle du Conseil tout entier car il n'a pas encore délibéré sur ce point.

En ce qui concerne la proposition de loi de M. Lesouff relative aux lois pratiques d'agriculture le Ministre se déclare nettement hostile à une nouvelle extension des catégories de dispensés dont le nombre atteint d'ores et déjà un tiers du contingent. Il faut s'arrêter dans cette voie dangereuse et fermer la porte aux revendications de même nature toujours prêtes à le produire.

M. le Ministre ajoute qu'il est autorisé



a déclaré que M. le Ministre de l'Agriculture lui-même ne juge pas la proposition d'loi utile quand au Département de la guerre il estime qu'elle est mauvaise.

M. le Président fait observer que cette déclaration est conforme à celle qu'il a déjà faite à la Commission.

En ce qui touche le recrutement de l'armée Coloniale, comme ces troupes recrutent actuellement de l'Armée de la Marine, M. le Ministre de la guerre fait observer qu'il est moins directement intéressé dans la question que son Collègue, toutfois il ne fait pas difficulté de dire, à titre officieux, qu'il est très partisan des dispositions de l'article 4 ou de dispositions analogues qui constituent l'amendement de M. Courcier.

Ces deux redactions ont en effet la même objet soit au point de vue de l'application du recrutement dans les armées Colonies soit à l'égard de la suppression des mauvais numéros dans le recrutement.

M. Caraignan, Ministre de la Marine — estime qu'il importe de répondre au plus tôt ou tout au moins de tenter de répondre au plus tôt la question du recrutement de l'armée Coloniale qui est ou peut le devenir, arivée



à l'état aigü. D'ailleurs une solution peut intervenir sur ce point en dehors de la question des attributions ministérielles. Toutefois la rédaction de l'article 4 ne résout pas complètement le problème, en dictant que les Contingents Coloniaux peuvent être incorporés ou pourvus être incorporés dans l'armée coloniale on ne spécifie pas l'emploi qui sera fait de ces hommes si l'incorporation a lieu en bloc et sur place nous rencontrerons tous les inconvénients du système régional dont nous n'avons pas voulu se frayer, si au contraire ces éléments doivent être utilisés hors de leur pays d'origine une difficulté d'un autre ordre maintenant se présente car les Contingents Coloniaux sont encore moins aptes que les contingents européens à supporter les fatigues et le climat des colonies où ils ne sont pas nés.

Dans ces conditions, le ministre serait disposé à se rallier au texte adopté par la Commission, le quel, par ces mots "pourvus être incorporés" donne au gouvernement la faculté de prélever sur les contingents des quatre anciennes Colonies, les hommes en quantité à déterminer qui pourvus être utilement employés dans la colonie même qui sont leur lieu d'origine, et d'autre part permet de prélever, pour le service colonial extérieur, une de ces hommes



qui y seront reconnus après.

M. Lefèvre récite que le texte de M. Lortie tout en présentant l'avantage de pouvoir opérer comme il a été dit plus haut, ne doit pas être considéré comme offrant une solution intégrale de la question qu'il s'agit de résoudre.

L'effectif de l'Infanterie de marine s'élève actuellement à 22 000 hommes environ, dont 7 000 engagés ou engagés volontaires.

Les decrets de janvier et février 1890 constituent un effort en vue d'augmenter le nombre de ces engagements et réengagements, mais il est insuffisant et n'a pas donné ce que l'on en espérait quand on n'a fixé qu'à 2500 le chiffre de hommes à recruter l'année dernière sur les 600 numéros.

Il en résulte que le Ministère de la marine se trouve en face d'une situation qui est, à l'heure actuelle, assez difficile.

D'autre part, il arrive que les demandes d'engagements volontaires émanent surtout de très jeunes gens qui n'ont en vue que le moyen de se débarrasser le plus tôt possible de leurs trois années de service, n'ayant pas réussi à entrer par cette porte dans l'armée d' terre, où le nombre des engagements est très limité, il se rabatent sur l'Infanterie de



marine, le recrutement fait beaucoup à désirer, car ces hommes sont dans de mauvaises conditions pour résister aux fatigues et aux maladies.

Il faut donc faire un effort d'argent en vue d'obtenir de nombreux engagements, dans ce but il y a lieu d'apporter des modifications et des améliorations aux décrets de février et février 1895, le Ministre le déclare prêt à le proposer aux Chambres le vote de crédits supplémentaires qui seront rendus nécessaires.

M. le Ministre de la guerre, attitude d'observateur de pure forme et pour faciliter le vote de la disposition en discussion propose de substituer le mot "provisoirement" à celui de "immédiatement" qui figure dans la rédaction du 3<sup>e</sup> § de l'article unique du contre-projet de M. Lurieu, accepté par le Com<sup>o</sup>.

M. Jamais, Sous-Secrétaire d'Etat aux Colonies — La modification proposée par M. le Ministre de la guerre présente l'avantage de ne pas engager la question des attributions ministérielles, et permettrait d'aboutir très rapidement et sur ce point l'accord est unanime.

La question du rattachement soit au Ministère de la guerre soit au Département de la Marine soulevée dans les deux cas de nombreuses discussions; enfin il existe



un autre système qui consiste dans la création d'un Ministère des Colonies; S'il venait à paraître, il est certain que la question se poserait de savoir s'il n'y a pas lieu de placer les troupes de l'armée coloniale sous la direction.

Il semble donc qu'il y ait intérêt à ne pas engager la question à l'heure actuelle, fut-ce indirectement.

M. le Président fait ensuite un résumé rapide des explications fournies par M. M. les Ministres dont il résulte :

- 1<sup>o</sup> que M. le Ministre de la guerre repousse la proposition de loi relative aux écoles pratiques d'agriculture
- 2<sup>o</sup> que le Gouvernement n'a pas encore délibéré sur la question d'un ensemble portant organisation de l'armée coloniale et notamment sur la question de rattachement des troupes coloniales à tel ou tel Ministère.
- 3<sup>o</sup> que le Gouvernement est partisan du détachement et du vote de l'article 4. ou d'une disposition analogue, sous le bénéfice de l'observation présentée par M. le Ministre de la marine

M. le Général Billot ajoute qu'en dépit de certaines assertions qui se sont produites à la tribune de la Chambre des Députés, la Commission de l'armée du Sénat depuis qu'elle est saisie du projet de loi sur



L'armée coloniale s'est mise avec ardeur  
à l'étude, son zèle ne s'est pas démenti  
un instant, on ne saurait sans injustice  
lui reprocher la perte d'un seul jour;  
elle exprime donc l'espoir que si de  
nouvelles attaques venaient à être  
dirigées contre elle, le gouvernement  
voudra bien rétablir la vérité des faits.

Si elle croit devoir tenir ses déli-  
berations secrètes en défiance des  
indiscretions ou des interprétations souvent  
erronées de la presse, ses réunions n'en  
sont pas moins fréquentes.

M. Courtes : La Commission ne saurait d'ailleurs se  
prononcer sur l'organisation de l'armée  
coloniale tant que le gouvernement lui-  
même n'aura pas délibéré sur  
l'ensemble de la question et fait connaître  
son avis.

M. de Freycinet, Ministre de la guerre - J'ai dit que le gouver-  
nement n'avait pas encore délibéré sur la question  
des attributions ministérielles.

M. Courtes : C'est là précisément une question préjudi-  
cielle de la dernière importance.

L'Assemblée est levée à six heures.

Le Secrétaire  
V. Courtes

Le Président

A. L. L.



( N<sup>o</sup> 9 )

Séance du 9 avril

Présidence de M. le Général Billot.

Sont présents M. eff. Berthetot, Général  
Japy, Chovert, Charis, Général Doffis,  
Courtès, Lacaze Laplagne, de Larcinty.

M. le Président fait observer qu'il y a lieu de procéder  
au vote sur la proposition de  
loi relative aux Ecoles pratiques  
d'agriculture et rappelle que M.  
le Ministre de la Guerre la combat  
tandis que le Ministre de l'Agriculture  
l'en disjuncte.

La proposition est ensuite mise aux  
voix et repoussée à l'unanimité  
moins une voix.

M. le Général Doffis est nommé  
rapporteur par acclamation.

L'ordre du jour appelle ensuite l'examen  
de l'amendement de M. Courtès (art 4) sur  
l'organisation de l'armée coloniale.

M. le Président rappelle à ses collègues  
les considérations développées par M. le  
Ministre de la Marine et relatives aux  
inconvenients possibles de l'incorporation  
au "Blanc" des contingents des 4 armées  
Colonies et d'autre part la proposition  
de M. le Ministre de la Guerre relative à  
la substitution du mot "provisoirement" à celui



de "immédiatement" dans le 3<sup>e</sup> § du texte proposé.

L'art. unique ainsi modifié est ensuite mis aux voix et adopté.

## CONTRE-PROJET

### ARTICLE UNIQUE.

Les troupes de la marine, soit métropolitaines, soit indigènes, telles qu'elles existent, forment les troupes coloniales.

Le recrutement de ces troupes continuera à être réglé par l'article 44 de la loi du 15 juillet 1889; toutefois, les contingents coloniaux visés par le premier alinéa de l'article 81 de la même loi pourront y être incorporés.

Le service du recrutement et de la mobilisation dans les colonies de la Martinique, Guadeloupe, Réunion et Guyane, sera <sup>provisoirement</sup> ~~immédiatement~~ constitué par décret du Président de la République, rendu sur la proposition du Ministre de la Marine.

Le service du recrutement dans les autres colonies sera constitué, au fur et à mesure des besoins, par décrets rendus dans les mêmes formes.

M. Courtes est ensuite nommé rapporteur par acclamation.

M. le Général Doffis appelle ensuite l'attention de ses collègues sur certains inconvénients qui résultent de la résolution prise par la Commission, de faire le silence le plus absolu sur ses travaux. On en conclut que la Commission sommeille. En présence de cette interprétation malique d'une direction peut-être exagérée, le général estime qu'il y aurait intérêt à ne pas maintenir aussi tant de rigueur la prohibition que la Commission s'est imposée et à laquelle il



l'étant lui-même rallié un des premiers.  
 Quoiqu'il en soit la Commission doit  
 poursuivre son œuvre avec activité et  
 sans se préoccuper de la question des  
 attributions ministérielles ou de l'avis  
 du gouvernement, quand elle aura  
 résolu le problème dans l'indépendance  
 de sa conscience il sera temps de  
 voir si les résolutions ont l'assentiment  
 ou non du gouvernement. Ce doit  
 être la Commission et d'ailleurs autre.

M. Lourties partage le sentiment du général Doff.  
 Sur le premier point il estime qu'aucun  
 de l'avis à chacun des membres l'initiative  
 des communications qui pourraient  
 être données dans les mouvements de la presse  
 et il est peut-être préférable de se  
 concentrer à cet égard dans le sein de  
 la Commission.

M. le général Billot estime que le silence fait autour des  
 travaux de la Commission a eu plus d'avantage  
 que d'inconvénients; il appartient d'ailleurs  
 à la Commission de décider si dans des  
 circonstances déterminées il y a lieu de com-  
 muniquez la presse des notes rédigées  
 à l'occasion d'une séance publique ou non.

M. le Président informe ensuite ses collègues qu'il  
 a reçu de M. le Ministre de la Marine  
 une lettre lui demandant de faire  
 entrer dans le projet de loi relatif à



la modification du Code de Justice M<sup>re</sup>  
une disposition analogue à l'égard du Code  
de Justice Maritime.

Dans cet ordre d'idées deux mouvements  
doivent être signés de la Commission.

1<sup>o</sup> Le rapport sur lequel est du ressort de  
la Commission de la Marine et de  
la Commission de l'Armée.

2<sup>o</sup> Elle entraînerait pour le projet de loi la  
renvoi d'un retour devant la Chambre  
ou l'amenée et acceptée.

Dans ces conditions la Commission décide  
qu'il n'y a pas lieu de modifier le projet de loi.

L'Assemblée est ensuite levée.

Le Président.

Le Secrétaire.

V. Lussu

B. Moys



(Séance publique du 12 avril 1892) Notice annexe

Le 9 avril, M. Lourties a déposé son rapport :  
il est ainsi conçu :

N° 101

## SÉNAT

SESSION 1892

Annexe au procès-verbal de la séance du 9 avril 1892.

### RAPPORT

FAIT

*Au nom de la Commission de l'Armée<sup>1</sup> chargée d'examiner  
le projet de loi, ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS,  
portant **organisation de l'armée coloniale,***

PAR M. LOURTIES

Sénateur.

MESSIEURS,

Le Gouvernement a présenté à la Chambre des Députés, dans sa séance du 16 février 1891, un projet de loi portant organisation de l'armée coloniale.

Ce projet, en 19 articles, affectait les troupes coloniales prévues par la loi du 15 juillet 1889 à la garde et à la défense des colonies et des pays de protectorat soumis à la France, à l'exception de la Tunisie, assurait leur autonomie, leur donnait un budget spécial, et, en dernière analyse, les rattachait au Ministère de la Guerre.

L'ensemble de ces troupes prenait le nom d'armée coloniale. La composition des divers corps, infanterie, artillerie, était prévue, tant en troupes métropolitaines qu'en troupes étrangères ou indigènes. Enfin le projet traitait en détail toutes les questions relatives à la constitution non seulement des corps de troupes, mais encore de l'état-major général, de l'état-major particulier de l'infanterie et de l'artillerie coloniales, le service colonial du recrutement et de la mobilisation.

Dix mois après, la Chambre des Députés adoptait, dans sa séance du 17 décembre 1891, un projet de loi en cinq articles dont les résolutions portaient :



1° Sur le rattachement des troupes coloniales au Ministère de la Guerre ;

2° Sur la faculté donnée au Ministre de la Guerre de procéder par voie de décrets, *jusqu'au vote d'une loi définitive d'organisation*, pour la formation des corps coloniaux, leur administration et leur commandement, la composition des cadres et le passage des officiers des troupes coloniales dans les autres troupes de l'armée de terre et réciproquement ;

3° Sur l'obligation de l'incorporation des contingents coloniaux dans les troupes coloniales, contrairement au premier paragraphe de l'article 44 de la loi du 15 juillet 1889, qui laissait les quatre colonies de la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion à l'abri de toute affectation de leur contingent à l'armée coloniale.

Au surplus, il résulte de la discussion elle-même à la Chambre des Députés que la proposition de loi, telle qu'elle avait été adoptée, avait plutôt le caractère d'une résolution provisoire que d'un projet de loi.

Toujours est-il que le texte voté par la Chambre fut envoyé au Sénat le 21 décembre 1891, c'est-à-dire à la fin de la session extraordinaire.

La Commission de l'armée de l'année 1892, constituée à la date du 23 janvier 1892, s'est immédiatement mise à la tâche.

Mais, dès le début de ses travaux, elle s'est trouvée saisie, en même temps que du projet voté par la Chambre des Députés, de divers projets émanant soit de l'initiative parlementaire, comme celui de M. le général Deffis, celui de M. Margaine et celui de M. Isaac ; soit d'une Commission constituée, comme la Commission des colonies, dont le rapport, fait, en son nom, par M. Isaac, en 1890, demandait le rattachement à la Marine.

Dans ces conditions, la Commission de l'armée du Sénat a pensé qu'au lieu de trancher en 5 articles les graves questions du rattachement de l'armée coloniale à la Guerre, du régime des décrets à appliquer à ce Ministère, et de l'incorporation des contingents coloniaux dans les troupes de l'armée coloniale, il y avait lieu de reprendre en sous-œuvre la question de l'organisation de l'armée coloniale, envisagée dans son ensemble et dans ses détails, de prendre pour point de départ de ses travaux le projet primitif du Gouvernement du 16 février 1891 et d'examiner parallèlement les divers projets qui lui étaient soumis.

Aussi bien était-il indispensable de reprendre la question *ab ovo*, la dernière crise ministérielle ayant eu pour conséquence d'enlever le Sous-Secrétariat des Colonies au Commerce pour le rattacher à la Marine.

Or, que disait l'exposé des motifs du projet du Gouvernement ? Il s'exprimait ainsi :



« L'armée coloniale doit, conformément aux prescriptions de l'article 8 de la loi du 15 juillet 1889, être rattachée à un Ministère militaire, Guerre ou Marine. Si ce dernier Ministère avait conservé dans ses attributions l'administration des colonies, il eût été tout naturel de lui laisser, tout en la rendant autonome, l'armée coloniale. Mais, par suite de la remise de cette administration au Ministère du Commerce et de l'Industrie, on a dû se demander s'il n'y avait pas intérêt à remettre au Ministère chargé de la défense de nos frontières de mer comme de celles de terre la totalité des troupes qui doivent y être employées. »

La conclusion, c'était le rattachement de l'armée coloniale à la Guerre.

Les conditions ne sont plus les mêmes à l'heure présente. Une étude nouvelle et complète s'impose cette fois; la Commission de l'armée du Sénat est fermement résolue à l'entreprendre. Elle s'est déjà mise à l'œuvre et, malgré les difficultés de la tâche, elle espère pouvoir soumettre au Sénat, dans un avenir relativement prochain, le résultat de ses travaux.

Mais elle ne se dissimule pas que la question est d'une haute importance pour le pays et qu'elle demande à être étudiée avec toute la maturité que comporte une pareille organisation.

C'est à cette pensée qu'avaient obéi M. le Rapporteur et quelques-uns de ses collègues en proposant à la Commission de l'armée de distraire du projet émané de la Chambre, sous forme de contre-projet, sans attendre la discussion ultérieure du projet de loi sur l'armée coloniale, l'article 4, relatif à l'incorporation des contingents coloniaux, en y apportant toutefois certaines modifications reconnues indispensables.

L'exposé des motifs était ainsi conçu :

« Le Gouvernement a présenté au Sénat, dans sa séance du 21 décembre 1891, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'organisation de l'armée coloniale.

« L'exposé des motifs de ce projet de loi nous renvoie à l'exposé des motifs qui accompagnait un premier projet déposé le 16 février 1891 sur le bureau de la Chambre des Députés.

« Ce dernier projet comprenait le règlement de toutes les questions relatives à la composition des cadres de l'armée coloniale, à son recrutement et à sa mobilisation. Il disposait en outre que cette armée serait autonome, aurait un budget spécial et serait rattachée au Ministère de la Guerre.



« Postérieurement au dépôt de ce projet, MM. de Montfort, de Mahy, le vice-amiral de Dompierre d'Hornoy, Riotteau et un grand nombre de leurs collègues, justement préoccupés de donner satisfaction à l'opinion publique qui, depuis longtemps, réclame contre les charges infligées au contingent métropolitain par l'affectation des *mauvais numéros* à l'armée de mer, soumirent à la Chambre des Députés une proposition de loi organisant le service du recrutement dans les colonies et affectant à l'armée coloniale les contingents de nos quatre vieilles colonies, astreints au service de trois ans par la loi du 15 juillet 1881.

« La Chambre des Députés, s'associant aux désirs exprimés par les auteurs de cette proposition, adoptée en principe par la Commission de l'armée d'accord avec le Gouvernement, a introduit dans le projet qui vous est soumis (art. 4) la proposition de MM. de Montfort et de Mahy ; puis, laissant à l'étude l'organisation proprement dite de l'armée coloniale, elle a jugé à propos de joindre à cette proposition le principe du rattachement des troupes coloniales au Ministère de la Guerre, qui serait chargé provisoirement de pourvoir par décrets à l'organisation si complexe des divers corps de services.

« Le projet de rattachement des troupes coloniales au Ministère de la Guerre, avec introduction du régime des décrets dans ce Ministère, soulève des questions complexes que le Sénat ne peut résoudre sans les avoir mûrement étudiées.

« Sans préjuger la solution à intervenir, on peut donc craindre que l'étude nécessaire de ces questions fondamentales n'ait pour effet de retarder, plus que nous ne voudrions, le vote du projet de loi qui vous est soumis.

« Et cependant l'opinion publique demande instamment qu'une solution intervienne, sinon sur la question même d'organisation de l'armée coloniale, au moins sur la question connexe du recrutement de cette armée.

« Le service colonial pèse lourdement sur les hommes du contingent métropolitain qui, aux termes de la loi, ne devraient qu'exceptionnellement y concourir. L'appel des premiers numéros pour ce service ne constitue pas seulement une sorte d'inégalité devant l'impôt du sang, mais il donne des hommes trop jeunes ou insuffisamment préparés que déciment les maladies et le climat des colonies.

« Pour diminuer ces charges en réduisant la part du contingent métropolitain qui va servir dans les colonies, il faut arriver à augmenter le nombre des engagés volontaires des troupes coloniales et à organiser dans les colonies le service du recrutement.



« Quelle que soit l'organisation de l'armée coloniale, le Ministre qui en est chargé peut, à l'aide d'avantages convenables, favoriser les engagements et les rengagements. Les tentatives faites jusqu'ici dans ce sens ont, il est vrai, donné des résultats peu satisfaisants. Mais nous ne devons pas oublier que la loi sur les rengagements des sous-officiers n'est arrivée à porter ses fruits qu'après bien des essais infructueux, et, par analogie, nous sommes en droit d'espérer que les engagés et les rengagés entreront, pour une large part, dans les contingents de l'armée coloniale lorsqu'une prime suffisante sera offerte aux engagements et aux rengagements.

« Le Sénat, de son côté, peut remédier promptement à l'état de choses contre lequel réclame l'opinion publique, en empruntant au projet qui vous est soumis les dispositions de l'article 4 et en s'unissant à la Chambre des Députés pour faire appel aux ressources des contingents de nos colonies, auxquels la loi de 1889 n'a pas été encore appliquée et qui, parfaitement acclimatés déjà, se trouveraient dans des conditions plus avantageuses, au point de vue du service colonial, que les contingents métropolitains. »

Nous n'avons rien à y ajouter.

MM. les Ministres de la Guerre et de la Marine et M. le Sous-Secrétaire d'État aux Colonies, entendus par la Commission, ont été d'accord qu'il y avait lieu d'ores et déjà de modifier l'article 44 de la loi du 15 juillet 1889, en décidant que, contrairement au paragraphe premier, les contingents de nos quatre anciennes colonies : Martinique, Guadeloupe, Réunion et Guyanne, pourraient être incorporés dans l'armée coloniale.

Les conséquences immédiates sont, d'une part, l'organisation par décret, à titre provisoire, du service du recrutement et de la mobilisation dans ces quatre colonies, quitte à appliquer la mesure ultérieurement aux autres colonies, au fur et à mesure des besoins, et d'autre part le remaniement des décrets relatifs aux engagements et rengagements avec primes, ainsi que M. le Ministre de la Marine en a convenu avec la Commission de l'armée du Sénat.

Une conséquence, prochaine aussi, sera, sinon la suppression totale, tout au moins une réduction quasi complète du contingent fourni par la métropole, par la voie des mauvais numéros du tirage au sort.

En définitive, l'article 4 du projet de la Chambre des Députés, modifié comme suit, contient une disposition que la grande majorité de la Commission du Sénat est d'avis, d'accord avec le Gouvernement, de soumettre d'ores et déjà à votre approbation.



Nous pouvons d'ailleurs donner au Sénat l'assurance que l'examen du projet d'organisation de l'armée coloniale n'en sera pas moins poursuivi sans relâche par votre Commission et qu'elle aura à cœur de vous soumettre ses résolutions dans le plus prochain avenir.

En conséquence, nous vous proposons de voter dès maintenant le contre-projet de loi dont la teneur suit, relatif au recrutement de l'armée coloniale :

## PROJET DE LOI

### ARTICLE UNIQUE.

Les troupes de la marine, soit métropolitaines, soit indigènes, telles qu'elles existent, forment les troupes coloniales.

Le recrutement de ces troupes continuera à être réglé par l'article 44 de loi du 15 juillet 1889; toutefois, les contingents coloniaux visés par le premier alinéa de l'article 81 de la même loi pourront y être incorporés.

Le service du recrutement et de la mobilisation dans les colonies de la Martinique, Guadeloupe, Réunion et Guyane, sera provisoirement réglé par décret du Président de la République, rendu sur la proposition du Ministre de la Marine.

Le service du recrutement dans les autres colonies sera constitué, au fur et à mesure des besoins, par décrets rendus dans les mêmes formes.

*Le 12 avril eut lieu en séance publique la première délibération sur le projet de loi.*

*Outre l'amendement de M. M. Lenoir, Lourttes, Bernard, Godin, portant le n° 1, deux amendements portant les n° 2 et 3 émanant de M. M. Marguier et Lénas ont été imprimés et distribués.*

*Les 14 sont aussi connus :*

*E. S. T. V.*



## AMENDEMENT

*Au projet de loi, ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES  
DÉPUTÉS, portant organisation de l'armée  
coloniale,*

(Voir le n° 103, [sess. extr. 1891.]

PRÉSENTÉ

PAR M. MARGAINE  
Sénateur.

### ARTICLE PREMIER.

Le Ministre de la Guerre et le Ministre de la Marine  
ont dans leurs attributions la garde et la défense des  
colonies.

Le Ministre de la Guerre : la garde et la défense  
de la Tunisie et des départements algériens ;

Le Ministre de la Marine : la garde et la défense  
des autres colonies.

### ARTICLE 2.

Le Ministre de la Guerre pourvoit à la garde et à  
la défense de la Tunisie et des départements algé-  
riens à l'aide des ressources de l'armée de terre.

### ARTICLE 3.

Le Ministre de la Marine pourvoit à la défense des  
autres colonies :

1° A l'aide des ressources propres de l'armée  
navale ;

2° A l'aide des troupes spéciales dépendant de son  
Ministère, artillerie et infanterie de marine ;

3° A l'aide des ressources que lui procure l'incor-  
poration dans ces mêmes troupes du contingent  
colonial déterminé par la loi de recrutement ;

4° A l'aide de celles que lui procure l'organisation  
des corps indigènes, partout où cette organisation est  
reconnue utile et dont les cadres français sont pris  
parmi les officiers des troupes de la marine ;

5° A l'aide de corps ou de fractions de corps de  
troupes mises à sa disposition par le Ministre de la  
Guerre.



ARTICLE 4.

Les troupes spéciales de la marine se recrutent par des engagements et des rengagements.

Les primes sont fixées annuellement par la loi de finances; à défaut d'engagements et de rengagements, les effectifs sont maintenus au chiffre nécessaire par des prélèvements faits sur les troupes de terre, après entente entre les deux Ministres de la Guerre et de la Marine.

ARTICLE 5.

Les cadres des troupes spéciales de la marine sont fixés conformément aux tableaux joints à la présente loi.

Ils peuvent être modifiés par décret en raison de la constitution de nouveaux corps de troupes indigènes.

ARTICLE 6.

Des décrets spéciaux, pour chaque colonie, détermineront les attributions respectives des commandants des troupes et des Gouverneurs civils.

*Amendement N° 3  
présenté par M. le Colonel Lèzenas.*

ARTICLE UNIQUE.

*Remplacer le second alinéa de cet article par la rédaction suivante :*

*Le recrutement de ces troupes continuera à être réglé par l'article 44 de la loi du 15 juillet 1889; toutefois, les contingents coloniaux seront incorporés dans les troupes stationnées dans les colonies. Ils pourront être envoyés, suivant les besoins du service, dans une colonie autre que celle de leur résidence.*

*Au cours de la discussion générale M. le Rapporteur propose au Sénat de dégager du projet d'ensemble la question du Recrutement de l'armée coloniale et dans ce but de voter l'art. unique du contre-projet*



adopté par la Commission de l'armée, qui présent  
l'incorporation dans une mesure à déterminer, des  
Contingents des 4 armées coloniales dans l'armée coloniale.

La discussion générale étant close, l'urgence  
est déclarée.

Il est passé à la discussion de l'article unique  
du projet de loi.

Le Président en donne lecture.

L'amendement proposé à cet article par  
M<sup>e</sup> Margaine étant celui qui s'éloigne le  
plus de la rédaction de la Commission, M. le  
Président en donne lecture :

« L'armée Coloniale se recrute uniquement  
par des engagements et des engagements volontaires.  
A défaut du nombre d'hommes qui seraient  
nécessaires, ils seront demandés au Ministre  
de la Guerre par le Ministre de la Marine. »

M. Margaine déclare qu'il a développé cet amendement  
dans la discussion générale et n'aura rien à ajouter.

La Commission du Gouvernement repousse l'amendement.

Après une épreuve douteuse l'amendement est  
adopté par le Sénat.

M. le Général Billot allègue que l'amendement n'a été  
ni imprimé, ni distribué, ni même soumis à la  
Commission, qui en ignorant l'existence, et estime  
qu'aux termes du règlement il devait être soumis  
à la prise en considération.

M. le Président du Sénat déclare que c'est là une erreur.



Le projet de loi était en 4<sup>me</sup> délibération.  
L'urgence ayant été demandée et a été décidée que  
la question d'urgence ne serait résolue qu'après  
la clôture de la discussion générale.

Or, c'est avant la déclaration d'urgence que  
les différentes propositions qui s'élevaient sous les yeux  
ont été déposées ; elles ne sont donc pas  
soumises à la prise en considération.

M. le Président fait observer que le second § d'un  
amendement déposé par M. Drouot pourrait  
peut-être faire l'objet d'un article 2.

M. Drouot développe ensuite son amendement  
qui est ainsi conçu :

« 1<sup>er</sup> Le service du recrutement et de la mobilisation  
sera constitué immédiatement par décret dans les  
Colonies de la Martinique, de la Guyane, de la  
Réunion et de la Guadeloupe et au fur et à mesure  
des besoins dans les autres Colonies.

2<sup>e</sup> Les dispositions de l'article 81 de la loi du  
11 juillet 1889 sont applicables aux Contingents de  
la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion  
et de la Guyane, comme à ceux de l'Algérie et  
des autres Colonies. ».

M. le Président de la Commission du Gouvernement  
demandant le renvoi à la Commission.

M. le Ministre de la Guerre fait observer qu'en adoptant  
l'amendement de M. Marguier le Sénat a tranché  
des questions importantes qui n'ont même pas  
été examinées. S'il y avait un moyen de



procédure parlementaire qui permet de renvoyer le projet tout entier à la Commission, ce serait véritablement une mesure excellente.

M. le Président du Sénat — Voici les dispositions du règlement relatives à la proposition faite par M. le Ministre de la Guerre : « Le retrait ~~et l'urgence~~ ne pourra plus être demandé après l'ouverture de la discussion sur les articles. Mais il pourra l'être après la discussion des articles et avant le vote sur l'ensemble de la loi. »

M. le Ministre de la Guerre — Je demande alors le retrait de l'urgence.

M. le Président du Sénat — Si la loi ne consistait absolument que dans la disposition unique proposée par M. Margaine et adoptée par le Sénat, il n'y aurait plus rien maintenant en délibération, et le projet ne pourrait être renvoyé à la Commission. Mais le Sénat peut parfaitement prendre en considération la proposition de M. Drouhet et renvoyer l'ensemble à la Commission ; nous ne serions plus en présence d'un vote unique ayant un caractère définitif.

M. le Rapporteur — La Commission demande que la proposition de M. Drouhet lui soit renvoyée, et cela avec d'autant plus de raisons qu'elle se propose d'ajouter à la disposition dont M. Margaine est l'auteur un article additionnel destiné à la compléter.

M. le Président du Sénat — Le renvoi est de droit puisque la Commission le demande.

La proposition est donc renvoyée à la Commission.

(Extrait de l'officiel du 13 avril 1898)



( N<sup>o</sup> 10 )

Séance du 19 Mai 1892.

Présidence de M. le Général Billot.

Sont présents M. M. Lacaze Laplagne  
 Colonel Meinadier  
 Général Japy  
 Général Grivy  
 Chovek  
 Gadaud  
 Général Duffis.  
 Margain  
 Garisson  
 Benazet  
 Courties  
 Bernard.

La séance est ouverte à 1 heure, 10.  
 M. le Président. Le parole est au Secrétaire pour la lecture  
 du procès verbal de la séance du 8 avril.  
 Après une observation de M. Garisson  
 qui signale une lacune relative à une  
 question posée par lui à M. le Sous-Secrétaire  
 d'Etat et concernant l'extension à donner  
 à la création de corps indigènes, le procès  
 verbal est adopté.

M. le Général Duffis informe ensuite ses collègues que M. Lesouff  
 ayant retiré par la voie régulière de la  
 tribune ses propositions de loi relative aux  
 écoles pratiques d'agriculture, il n'y avait  
 plus lieu d'effectuer le dépôt du Rapport  
 dont il avait été chargé (art. 78 du Rég<sup>lt</sup>).



M. le Président rappelle ensuite à ses Collègues que le Sénat a renvoyé à l'examen de la Commission de l'armée une proposition de loi de M. Dreyfus, adoptée par la Chambre des Députés et relative à une modification de l'article 59 de la loi du 18 juillet 1889 (Engagements).

M. le Président informe ensuite la Commission qu'il a reçu de M. Beauregard la lettre suivante:

Monsieur le Président et Cher Collègue,  
J'ai l'honneur de vous adresser pour être soumis à la Commission de l'armée deux amendements à la proposition de loi portant modification de l'article 59 de la loi du 18 juillet 1889 sur le Recrutement de l'armée, votée le 11 et par la Chambre des Députés et dont le Sénat se trouve actuellement saisi.

L'un d'eux a pour but d'assimiler les conditions faites aux engagés volontaires qui ont subi des condamnations légères et d'autres uniques, à celles faites par l'art. 5 de la loi de 1889 aux jeunes conscrits. Appelés avec leur classe, suivant les observations que j'ai faites le 18 courant à la Tribune du Sénat à propos du projet de loi sur le recrutement de l'armée coloniale.

Le second tend à faire insérer dans la même loi une disposition votée en 1888 par le Sénat, après acquiescement des



Ministre de la guerre et donnant au Ministre la faculté de dispenser les individus condamnés dans les mêmes conditions, de l'obligation de servir dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, après enquête faite sur leur conduite depuis leur libération.

La copie ci-jointe de la lettre que j'adresse sur le même sujet à M. le Ministre de la guerre vous fera connaître les motifs de ces amendements. Je vous serai obligé de vouloir bien m'admettre à les expliquer devant la Commission, quand elle reprendra les travaux.

Veuillez agréer etc.

Signé: Béranger.

Ces deux amendements sont ainsi conçus:

( Amendement à l'article 59 )

1889  
L'article 59 de la loi du 15 juillet (est modifiée) comme il suit.

Art. 59. . . . . L'engagement volontaire doit  
1<sup>er</sup> . . . 2<sup>e</sup> . . . 3<sup>e</sup> n'avoir subi aucune des peines  
prévues par l'art 5 de la présente loi, à moins  
qu'il ne veuille contracter son engagement  
pour un bataillon d'infanterie légère  
d'Afrique ou qu'il ne justifie d'une  
décision rendue par le ministre de la  
guerre après enquête sur sa conduite  
depuis sa libération.

V. Béranger



(Amendement à l'art. 5.)

### Amendement

à la proposition de loi portant modification  
de l'article 59 de la loi du 15 juillet  
1889 sur le recrutement de l'armée,  
vote par la chambre des députés

Par M<sup>r</sup> Béranger  
Sénateur

L'article 5 de la loi du 15 juillet  
1889 est modifié comme il suit :

Article 5 Les individus reconnus  
coupables . . . . « sont incorporés  
« dans les bataillons d'infanterie  
« légère d'Afrique, sans décision  
« contraire du Ministre de la Guerre  
« rendue après enquête sur leur  
« conduite depuis leur libération.

B. Béranger

Copie de la lettre adressée par M. Béranger  
à M. le Ministre de la Guerre



Paris le 19 Avril 1892

Copie.

Monsieur le Ministre

J'ai l'honneur de vous soumettre les modifications que je me propose de demander à la loi sur le recrutement de l'armée, je propose d'amendements à la proposition de loi votée le 11 courant par la chambre des députés et dont le Sénat se trouve actuellement saisi.

La première est relative aux conditions de l'engagement volontaire. Par une contradiction singulière, tandis que le jeune soldat appelé sous les drapeaux avec sa classe sert dans les conditions ordinaires, en vertu des dispositions de l'art. 5 de la loi de 1889, s'il n'a pas encouru une condamnation pour crime, ou une peine d'au moins



trois mois de prison pour certains délits, ou encore plusieurs peines successives pour ces mêmes délits, l'engagé volontaire qui se trouve dans les mêmes conditions ne peut être admis qu'à la condition de servir dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, ce qui le mène jusqu'à 45 ans d'une note certainement peu favorable et le détourne d'ailleurs le plus souvent de s'engager.

Cette différence, qui existait dans les lois anciennes et qui paraît n'avoir pris place dans celles de 1872 et de 1889 que par tradition, pouvait y avoir sa raison d'être.

Le service n'étant pas obligatoire pour tous, on pouvait avoir ainsi l'espoir d'éliminer de l'armée certains éléments.

Aujourd'hui elle n'a d'autre résultat que de refuser à 18 et 19 ans, le conscrit qu'il faudrait admettre à 20, ou, si malgré la dure condition qui lui est faite, il persiste à s'engager, de l'obliger à servir dans les bataillons d'Afrique.



alors que, s'il avait attendu 20 ans, il n'y aurait pas été envoyé. Il y a là une inégalité de traitement qui me paraît difficile à justifier.

La justice est en outre blessée sous un autre rapport. L'autorité militaire avec raison ne considère pas comme condamné, le mineur de 16 ans qui après avoir été acquitté comme ayant agi sans discernement a été envoyé souvent pendant plusieurs années dans une colonie pénitentiaire. Celui-là sort en conséquence et peut s'engager dans les conditions ordinaires.

Or il arrive très fréquemment que les tribunaux si la famille du jeune délinquant offre quelque garantie préfèrent lui infliger une courte peine, et le rendre ensuite à ses parents. Le dernier compte rendu de la justice criminelle (1888. Tableau XXXIII) mentionne 1306 mineurs de 16 ans condamnés dans ces conditions, dont 223 à moins de 6 jours de prison et 1083 à une simple amende. Ce sont assurément



les moins mauvais. Or ceux là, même ceux condamnés à la simple amende, sont exclus de l'engagement sauf pour les bataillons spéciaux. Est-ce juste ?

Je me borne sur ces premiers points à demander que les conditions de l'engagement volontaire soient les mêmes que celles édictées par l'art. 5 de la loi pour les appelés.

Une objection est faite, paraît-il, par l'autorité militaire. Il faut se défendre contre le trop grand nombre des engagements. Cette objection tombe évidemment d'elle même, si le recrutement de l'armée coloniale doit désormais se faire par les engagements.

L'autorité militaire n'a-t-elle pas d'ailleurs le droit de fixer chaque année le nombre des engagements ?

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur un autre point. La loi juge indignes de servir dans les conditions ordinaires et envoie d'office dans les bataillons spéciaux les jeunes soldats qui ont subi trois



mais ou plus d'emprisonnement pour  
les délits qu'elle spécifie. On juge  
que leur contact pourrait être  
dangereux pour les jeunes recrues.

C'est une présomption légale d'indignité.

Cette présomption peut être justifiée  
dans un grand nombre de cas. Il arrive  
fréquemment aussi qu'elle est démentie  
par les faits. Un enfant condamné  
à 17 ans, peut être avant 16 ans si le  
tribunal a reconnu qu'il a agi avec  
discernement, même à trois mois  
d'emprisonnement peut avoir donné  
depuis sa libération, par plusieurs  
années de travail assidu et de conduite  
irréprochable, les témoignages les  
plus certains d'amélioration. Son

contact ne pouvant plus alors offrir  
de danger, on peut se demander s'il  
est juste de le replonger, au risque  
de perdre le bénéfice des efforts  
qu'il a fait pour se relever, dans  
le milieu de condamnés où il trouvera  
de si nombreuses chances de se perdre.

Pour satisfaire à cette



l'occupation j'avais proposé au  
Sénat lors de la 2<sup>ème</sup> délibération de  
la loi de 1889, l'amendement suivant

cc Les individus reconnus coupables  
----- sont incorporés dans les  
                  d'infanterie  
bataillons légère d'Afrique sauf  
décision contraire du Ministre de la  
guerre rendue après enquête sur  
leur conduite depuis leur libération.

L'amendement défendu en mon absence par M<sup>r</sup> Cravieux dans la séance du 19 juin 1888 fut adopté par la commission et vous voulûtes bien y acquiescer vous même en ces termes  
« M<sup>r</sup> le Ministre. J'accepte l'amendement de M<sup>r</sup> Béranger — Le conseil de révision est compétent pour apprécier les situations. Le Ministre seul peut apprécier une question de conduite — C'est donc au ministre que doit appartenir la décision. »

La chambre des députés  
préféra élargir les conditions  
édictées par l'art. 5 et supprimer  
l'amend<sup>t</sup>. Elle ne perdait pas



cependant pour cela son utilité,

Il s'agirait de les rétablir dans la loi.

Si ces deux modifications étaient admises je n'aurais pas à insister sur les observations que j'ai présentées à la séance du Sénat du 14 Avril, sur les condamnés avec sursis à l'exécution de la peine. Elles suffiraient en effet pour ce qui les concerne.

« Amendements. Les art. 5 et 59 de la loi du 15 Juillet 1889 sont modifiés comme il suit :

« Art. 5. Les individus reconnus coupables ----- sont incorporés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique sauf décision contraire du Ministre de la guerre, rendue après enquête sur leur conduite depuis leur libération).

Art. 59 ----- L'engagé volontaire doit 1° ----- 2° ----- 3° ----- n'avoir subi aucune des peines



prévues par l'art. 5 de la  
présente loi, à moins qu'il ne  
veuille contracter son engagement  
pour un bataillon d'infanterie légère  
d'Afrique ou qu'il ne justifie d'une  
décision rendue par le Ministre de  
la guerre après enquête sur sa  
conduite depuis sa libération.

Veuillez agréer Monsieur  
le Ministre, l'expression de ma  
respectueuse considération.

R. Béranger  
Sénateur



M. le Président

Informe ensuite la Commission du désir exprimé par M. Drouhet, auteur d'un amendement renvoyé à la Commission de l'armée, d'être entendu au sujet de la proposition aujourd'hui même.

La Commission décide que M. Drouhet sera entendu immédiatement.

M. Drouhet est ensuite introduit et invité à s'expliquer :

M. Drouhet

Développe en faveur de sa thèse qui consiste à appliquer aux quatre anciennes Colonies le système de recrutement adopté pour l'Algérie, c'est à dire le service d'un an et régional. Les arguments qu'il a fait valoir le 12 avril à la tribune du Sénat.

M. Margaine

fait observer que le ~~service des contingents~~ ~~coloniaux~~ régime du recrutement régional présente, parait-il, certains inconvénients, tout au moins à la Martinique et à la Guadeloupe, M. Drouhet pense-t-il que ces inconvénients pourraient être évités en affectant les jeunes soldats de la Martinique aux corps de la Guadeloupe et réciproquement.

M. Drouhet

déclare n'être pas suffisamment renseigné pour se permettre de formuler une opinion ferme à cet égard.

M. Garrison

demande ensuite à M. Drouhet si les Contingents fournis par la Réunion



pourraient être employés sans inconvénients à Madagascar ou en dépendances de Mayotte et Nossi Bé par exemple

M. Drouot déclare que rien ne serait plus conforme au sentiment de la population de la Réunion, qui a d'ailleurs fourni dans des circonstances connues, six cents volontaires ~~qui ont~~ pour Madagascar où ils se sont vaillamment comportés.

M. le Président demande ensuite M. Drouot qui se retire.

L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi portant organisation de l'armée Coloniale.

Avant d'ouvrir la discussion, M. le Général Billot expose rapidement l'état actuel de la question.

Le Sénat dans la séance du 12 avril dernier et sur la demande de M. Margain d'accord d'ailleurs sur ce point avec la Commission, n'a voté l'urgence qu'après la discussion générale.

On se trouvait ainsi, à l'ouverture des débats en 1<sup>ère</sup> délibération. Et c'est son éloquence et son talent habituels, M. Margain présenta et discuta sans impression ni distribution préalable et j'ajouterais sans communication préalable au Président de la Commission, un amendement déposé le jour même entre les mains de M. le Président du Sénat. (Art. 65. du Rég<sup>l</sup>)

Après le vote de l'urgence l'amendement

avec une entière indépendance et son talent habituel et aussi



se trouvait échapper à la formalité de la prise en considération et au renvoi à la Commission (ce qui est de droit en cas d'urgence - voir article 91 du Règlement) puis qu'il <sup>en fait</sup> avait été présenté et discuté en 1<sup>ère</sup> délibération.

Mis aux voix il fut adopté et se substitua ainsi aux propositions de la Commission formulées comme l'amendement dans un article unique.

Le Sénat prononça ensuite le renvoi à la Commission de l'armée de l'amendement de M. Drouhet.

C'est dans ces conditions que l'ordre du jour appelle l'examen de la proposition de M. Drouhet.

Il ne saurait être question de revenir à l'heure actuelle sur les dispositions de l'amendement de M. Margain, sanctionnées par le vote du Sénat, toutefois si la Commission estime que dans ses termes absolus cet amendement présente de graves inconvénients, il y aurait lieu de compléter le projet de loi par l'adjonction d'un ou deux articles, empruntés à l'amendement Drouhet, puis après la discussion en séance publique et avant le vote sur l'ensemble rien n'empêche de demander le retrait de l'urgence (article 93 du Règlement).

Il appartiendra ensuite à la Commission d'avis sur la 1<sup>ère</sup> et la 2<sup>e</sup> délibération s'il ne conviendrait pas d'apporter au Sénat autre et flau d'une disposition.



Spéciale, isolée, un projet complet et définitif sur l'ensemble de l'organisation de l'armée coloniale.

M. le Général Japy est opposé au service d'un an proposé par M. Drouhet pour les 4 anciennes Colonies : leurs représentants ont demandé à grands cris l'assimilation avec la Métropole, il est étrange qu'ils changent d'opinion au moment où on veut leur donner satisfaction. Si l'Algérie est soumise à un régime spécial c'est qu'elle ne nous appartient que depuis 60 ans tandis que les Antilles font partie de notre domaine depuis 12 siècles.

M. le Général Gressy partage cet avis mais il est opposé au recrutement strictement régional qui offrirait aux colonies des inconvénients très grands qu'en France, il suffit d'ailleurs pour les éviter de diriger les Contingents coloniaux sur les colonies voisines de leur lieu d'origine.

M. Lourties L'adoption par le Sénat de l'amendement de M. Margaine semble avoir été, dans une certaine mesure le résultat d'un malentendu ; En effet rien dans la discussion ne permet de penser que le Sénat est opposé à l'utilisation des Contingents coloniaux et de fait nous ne sommes pas assez riches pour avoir uniquement recours à des engagements



volontaires et de engagements très onéreux quand les colonies elles mêmes nous offrent des ressources gratuites, ce qui tend d'ailleurs à prouver l'exactitude de cette appréciation c'est qu'immédiatement après le vote de l'amendement de M. Margaine, celui de M. Drouin concu dans une autre esprit, a bénéficié d'une prise en considération et a été renvoyé à la Commission.

M. Margaine

nous sommes d'accord sur ce point.

M. Lortie

mais alors <sup>la portée de</sup> votre amendement a dépassé votre pensée, car en disant que l'armée Coloniale se recrute uniquement par voie d'engagements et de engagements volontaires vous écartez par cela même toute autre source de recrutement c'est à dire les Contingents Coloniaux que nous avions précisément en vue dans notre rédaction.

M. le General Presy

C'est même l'unique question dont le Sénat était réellement saisi dans la séance du 12 avril et l'amendement de notre collègue n'y répond pas, il est donc permis de dire qu'il y a eu surprise.

M. Margaine

déclare qu'il n'est pas opposé à l'incorporation des Contingents Coloniaux, mais on ne saurait contester que la question de l'entretien du recrutement de l'armée Coloniale était posée, l'amendement qui a rencontré une fâcheuse si margin



De la part du Sénat n'étant point fait pour surprendre la Commission, car l'orateur a débattu à maintes reprises et notamment dans une lettre à M. de Mahy qui a été communiquée à la Commission, quel serait le prétexte de toute occasion qui se présenterait de demander la suppression des mauvais numéros.

En somme l'unique objection qui est ~~relevée~~ faite par les adversaires de l'amendement et surtout par les membres du Gouvernement c'est qu'on ne trouvera pas d'engagés et de rengagés en nombre suffisant.

Il est permis de croire que cette objection n'est pas sérieuse, dernièrement encore un appel aux hommes de bonne volonté pour aller au Dahomey, a prouvé que les volontaires se présentaient en foule j'ai parlé de la résistance des bureaux au recrutement par la voie des engagements et rengagements. Je ne puis que répéter ce que j'ai dit à cet égard : pour étayer la nécessité de l'admission de nos collègues de la guerre, le Ministre de la Marine sera amené à exercer sur eux une surveillance extrême à laquelle l'Administration de la guerre sera elle-même intéressée au premier degré. D'ailleurs et même en cas d'insuffisance j'estime que des prélèvements faits sur l'armée de terre ont infiniment moins d'inconvénients que la



Système de mauvais numéros.

M. le Général Giry Dans cette hypothèse comment se feront les désignations ?

M. Margaine Le Ministre demandera à ses colonels de prescrire sur leurs régiments le nombre nécessaire de volontaires tant à le compléter d'office. On n'agit pas autrement dans la création de nouvelles unités ou quand il s'agit de compléter le Escadron de Spahis Sénégalais ou Soudanais. Une fois incorporés les hommes sont à l'entière disposition du Ministre.

M. Bernard fait observer que l'amendement de M. Margaine est insuffisant s'il a pour but de supprimer le tirage au sort ; car il laisse de côté l'art. 43 de la loi du <sup>17 juillet 1886</sup> ~~24 juillet 1886~~ qui a pour objet le recrutement des équipages de la flotte.

L'orateur est d'ailleurs partisan déclaré de la suppression des mauvais numéros ; et en introduisant dans le projet de loi un article affectant les contingents coloniaux à l'armée coloniale on éviterait de retirer d'une main ce que l'on donne de l'autre.

M. Margaine rappelle que depuis dix années au moins les équipages de la flotte ne demandent plus de recrues au contingent métropolitain.

M. le Général Duff propose à son collègue de trancher la question posée par l'amendement Drouhot qui est seul en discussion, à savoir la durée du service dans les 4 anciennes colonies. — Lors de la



discussions relatives au Recrutement, le service d'un an a été adopté en 1<sup>re</sup> délibération, ce n'est que sur l'insistance extrême des représentants des colonies que le service de 3 ans lui fut substitué.

M. Gadaud estime qu'avant d'organiser l'armée coloniale il serait logique de se fixer sur les éléments qui sont destinés à y entrer. Il faut donc trancher immédiatement la question du recrutement aux colonies. Et d'ailleurs, partisans du service de 3 ans et du recrutement régional.

M. le Colonel Menadier et le Général Giry sont partisans comme ils l'ont toujours été depuis l'ouverture des débats d'une étude d'ensemble.

M. Courtin est convaincu que le Sénat ne reculera pas sur son vote et d'ailleurs il ne le desire pas puisqu'il se trouve d'accord avec M. Magasin sur la question de l'utilisation du contingent colonial.

M. Garnier demande à la Commission de se prononcer sur la durée du service aux colonies, il est partisan du service de 3 ans qui en résumé donne 3 fois plus d'hommes à diminuer en effectif métropolitain menacés.



M. le Général Billoz avant de passer aux votes résume les débats d'où il semble résulter clairement qu'il entre dans les intentions de la Commission d'entrer dans les vues de M. le général Duffis et du Colonel Meinadier, en renonçant à persévérer dans la voie où la Commission n'est d'ailleurs entrée que par déférence pour le gouvernement, celle du détachement de l'article 4 du projet.

Sans insister sur les circonstances qui ont accompagné le vote de l'amendement de M. Margaine, le général fait observer que la disposition en question qui entraîne des désignations effectuées d'office est non seulement entachée d'arbitraire mais aussi d'une injustice flagrante; on remarquera en effet que seuls les hommes versés par l'arme de l'Infanterie et de l'artillerie seront exposés au service d'outre mer, tandis que le tirage au sort s'exerce sur la totalité du contingent.

Quoiqu'il en soit la Commission étant disposée à demander le retrait de l'urgence il y a lieu de procéder à l'adoption d'un article II. Le texte de l'amendement de M. Margaine Constituant l'art. I du Projet de loi.

Le général donne ensuite lecture du 4<sup>or</sup> § de l'amendement Drouhot qui se différencie par la rédaction du texte adopté par la Commission et émanant de M. Lourties.

Le § mis aux voix est adopté à l'unanimité moins une voix et devient l'article II du Projet de loi.

(80e.)



Le Président met ensuite aux voix le  
 l<sup>er</sup> § de l'amendement de M. Douhet  
 (celui d'un an pour les anciens colons).  
 Le § est repoussé.

M. Bernard et Lurty Conformément à la pensée de  
 la Commission proposant le texte suivant  
 comme art. 3.

« Les Contingents Coloniaux visés  
 par le 1<sup>er</sup> alinéa de l'art. 81 de la  
 loi du 15 juillet 1889 pourront  
 être incorporés dans les troupes coloniales »

Cette rédaction est ensuite adoptée  
 ainsi que l'ensemble du projet qui  
 est rédigé de la façon suivante :

Voici le Rapport de M. Lurty.  
 (alapage Suis-moi)



M. Courtin est prié de vouloir bien se charger du  
Rapport supplémentaire.

La prochaine Réunion est fixée au  
10 mai à 2<sup>h</sup> 3/4.

Le Président

G. Billoz

Le Secrétaire

V. Lussier

( N<sup>o</sup> 11 )

Séance du 10 mai 1892.

Présidence de M. le Général Billoz  
Sont présents M. M. le Général Japy.  
le Général Giesy  
Benazet  
Bernard.

Lecture du Rapport supplémentaire de  
M. Courtin :

Adoption.

Le Président

Billoz

Le Secrétaire

V. Lussier



## Note Annexe.

---

Dans sa séance du 24 mai 1892.  
le Sénat a adopté en première  
délibération et avec la rédaction  
ci-dessous le projet de loi présenté  
par la Commission :

### ARTICLE PREMIER.

L'armée coloniale se recrute uniquement par des engagements et des rengagements volontaires. A défaut du nombre d'hommes qui seraient nécessaires, ils seront demandés au Ministre de la Guerre par le Ministre de la Marine.

### ART. 2.

Toutefois, les contingents coloniaux seront incorporés dans les troupes stationnées dans les colonies. Ils seront envoyés, suivant les besoins du service, dans une colonie autre que celle de leur résidence.

### ART. 3.

Le service du recrutement et de la mobilisation sera constitué immédiatement par décret dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane, et, au fur et à mesure des besoins, dans les autres colonies.

Le retrait de l'urgence ayant été prononcé  
avant le vote sur l'ensemble, sur la  
demande de la Commission d'accord  
avec le Gouvernement, le Sénat  
décide ensuite qu'il sera passé  
à une 2<sup>e</sup> délibération.

officié du 24 mai 1892.



N° 121

## SÉNAT

SESSION 1892

---

Annexe au procès-verbal de la séance du 20 mai 1892.

## RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE

FAIT

*Au nom de la Commission de l'Armée<sup>1</sup> chargée d'examiner  
le projet de loi, ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS,  
portant **organisation de l'armée coloniale,***

PAR M. LOURTIES

Sénateur.

MESSIEURS,

La Commission de l'armée a déposé sur le bureau du Sénat, le 9 avril dernier, un contre-projet au projet de loi en cinq articles, adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 17 décembre 1891, relatif à l'organisation de l'armée coloniale.

Les dispositions principales du contre-projet avaient pour objet : 1° de permettre d'affecter aux troupes coloniales,

---

(1) Cette Commission est composée de MM. le Général BILLOT, *Président*; BERTHELOT, Général GRÉVY, *Vice-Présidents*; LOURTIES, PAULIAT, *Secrétaires*; Général JAPY, Général DEFFIS, GARRISSON, Antoine GADAUD, LACAVE-LAPLAGNE, Léopold FAYE, MARGAINE, Baron DE LAREINTY, CLARIS, CHOVET, BERNARD, Colonel MEINADIER, BÉNAZET.

(Voir les n°s 108, , Sénat, session extraordinaire 1891, 101 sess. 1892, et 1201-1590, — 5° législ. — de la Chambre des Députés.)



contrairement au premier alinéa de l'article 81 de la loi du 15 juillet 1889, les contingents coloniaux de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion ; 2° d'organiser par voie de décret le service du recrutement et de la mobilisation dans ces quatre colonies d'abord, et dans les autres ensuite, au fur et à mesure des besoins.

Dans la pensée de la Commission, ces dispositions, combinées avec un remaniement des décrets relatifs aux engagements et rengagements avec primes, devaient avoir pour effet la suppression totale, dans un avenir prochain, du contingent fourni par la métropole à l'armée coloniale par la voie des mauvais numéros du tirage au sort.

La discussion du projet de loi vint à la séance du 12 avril. La déclaration d'urgence fut votée après la clôture de la discussion générale.

Quelques instants après le Sénat adoptait l'amendement de M. Margaine, dont la teneur suit :

« L'armée coloniale se recrute uniquement par des engagements et des rengagements volontaires. A défaut du nombre d'hommes qui seraient nécessaires, ils seront demandés au Ministre de la Guerre par le Ministre de la Marine. »

Nous n'avons pas à rechercher ici si cet amendement n'a pas dépassé la pensée du Sénat et celle de son auteur lui-même. Nous ne conservons, quant à nous, aucun doute à cet égard.

Toujours est-il que le Sénat renvoyait, aussitôt après, à la Commission de l'armée un amendement de M. Drouhet rédigé comme suit :

« Le service du recrutement et de la mobilisation sera constitué immédiatement par décret dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane, et, au fur et à mesure des besoins, dans les autres colonies.



« Les dispositions de l'article 81 de la loi du 15 juillet 1889 sont applicables aux contingents de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane, comme à ceux de l'Algérie et des autres colonies. »

La Commission, après en avoir délibéré, a adopté, à la presque unanimité, le premier paragraphe de l'amendement de M. Drouhet, qui est la reproduction à peu près intégrale des troisième et quatrième paragraphes du contre-projet primitif de la Commission. La seule différence consiste dans la substitution des mots « sera constitué immédiatement par décret » aux mots « sera provisoirement réglé par décret. »

Il n'en a pas été de même pour le deuxième paragraphe, qui avait pour objet de rendre applicables aux quatre anciennes colonies, contrairement aux dispositions du paragraphe premier de l'article 81 de la loi du 15 juillet 1889, les réserves contenues dans les paragraphes suivants en faveur des Français et des naturalisés Français, résidant en Algérie ou dans l'une des colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion et la Guyane.

C'était, en d'autres termes, demander pour nos quatre anciennes colonies, comme pour toutes les autres, la réduction du service militaire à un an. Et encore fallait-il, pour qu'il devint effectif, qu'il se trouvât, dans un rayon fixé par arrêté ministériel, un corps de troupe où le contingent colonial pût recevoir l'instruction militaire.

La Commission n'a pu oublier que les représentants des quatre colonies visées dans le deuxième paragraphe de l'amendement de l'honorable M. Drouhet avaient vivement réclamé, à l'occasion de la loi sur le recrutement, l'application du droit commun aux contingents de ces colonies, et que c'était sur leurs instances qu'avait été adopté le premier paragraphe de l'article 81 de la loi du 15 juillet 1889.

La Commission l'a repoussé à l'unanimité et lui a substitué, d'un commun accord, un amendement de



MM. Bernard et Lourties, qui n'est que la reproduction du deuxième alinéa du second paragraphe de l'article unique du projet de loi déposé le 9 avril.

Cet amendement modifie les deux premiers paragraphes de l'article 44 de ladite loi, ainsi conçu :

« Sont affectés aux troupes coloniales les contingents coloniaux provenant des colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion. »

L'amendement de MM. Lourties et Bernard est libellé de la façon suivante :

« Toutefois, les contingents coloniaux visés par le premier alinéa de l'article 81 de la loi du 15 juillet 1889 pourront être incorporés dans les troupes coloniales. »

Cette disposition permettra à M. le Ministre de la Marine d'utiliser ces contingents d'après les besoins du service. Ce sera réduire d'autant les sacrifices imposés au pays pour les engagements et les rengagements avec primes.

En conséquence, votre Commission de l'armée, en attendant le jour prochain où elle sera en mesure de soumettre au Sénat un projet complet d'organisation de l'armée coloniale, vous propose d'ajouter à l'article unique de l'amendement de M. Margaine, qui devient l'article premier, un article 2 qui est la reproduction de l'amendement de MM. Bernard et Lourties, et un article 3 qui n'est autre que le premier paragraphe de l'amendement de M. Drouhet.

Le projet se trouve dès lors rédigé comme suit :



## PROJET DE LOI

### ARTICLE PREMIER.

L'armée coloniale se recrute uniquement par des engagements et des rengagements volontaires. A défaut du nombre d'hommes qui seraient nécessaires, ils seront demandés au Ministre de la Guerre par le Ministre de la Marine.

### ART. 2.

Toutefois, les contingents coloniaux visés par le premier alinéa de l'article 81 de la loi du 15 juillet 1889 pourront être incorporés dans les troupes coloniales.

### ART. 3.

Le service du recrutement et de la mobilisation sera constitué immédiatement par décret dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane, et, au fur et à mesure des besoins, dans les autres colonies.



( 2<sup>e</sup> 12 )

Séance du Mercredi 25 mai 1892.

Présidence de M. le Général Billot.

Sont présents M. M. Lacaze - d'Aplagne.

Garinon.

le Général Japy.

le Général Grévy

Gadaud

le Général Deffis.

Charis.

Faye.

Benazet

M. M. Marguier et Lourties s'excusent par lettre à M. le Président d'en avoir apporté à la séance pour cause d'absence obligatoire.

La séance est ouverte à 2 heures.

La parole est au Secrétaire pour la lecture du Procès Verbal des 2 dernières séances. Il est adopté sans observations.

M. le Général Billot — Apres avoir rappelé les votes émis par le Sénat dans la séance publique du 24 mai, croit devoir poser à la Commission, la question de savoir s'il entre dans ses intentions de réserver devant le Sénat en 2<sup>e</sup> délibération, ou le projet partiel et plus ou moins hybride voté en première lecture ou si au contraire, elle est déterminée à parachever sans désemparer un projet d'ensemble qui pourrait, grâce



a un effort d'ensemble être soumis aux  
délibérations du Sénat dans un délai  
de quelques jours.

M. le Général Duffi et M. le Général Japy estiment que cette question  
est au moins implicitement tranchée et report  
des délibérations de la Commission qu'il ne  
saurait y avoir de doute à cet égard, elle  
a nettement manifesté son intention d'aban-  
donner le projet partiel et de revenir  
à l'étude de la question d'ensemble après  
avoir provoqué le retrait de l'urgence.

M. le Général Gréy s'adresse à ses collègues car la discussion  
en séance publique n'est pas restée circonscrite  
à l'examen de la disposition contenue  
dans l'art. 4 du projet voté par la Chambre  
et dont le Gouvernement a sollicité le  
détachement; l'amendement de M. Marjain  
a engagé la question entière en élargissant  
le débat; par conséquent est sorti des limites  
de l'article 4. Il faut maintenant  
élaborer un projet d'ensemble.

M. Charis  
emet l'avis qu'une décision dans ce sens  
peut donner lieu à une fausse interprétation  
des sentiments de la Commission ou l'accuser  
d'être de chaque à entraver l'œuvre  
du Gouvernement et de la Chambre.

M. Faye et M. Benazet considèrent la question de  
rattachement de l'armée coloniale à tel  
ou tel ministère, comme primordiale



il semble indispensable, avant de se livrer  
à l'examen des voies et moyens d'organisation  
de l'armée coloniale de savoir du  
gouvernement à quel ministère il  
a l'intention de confier ces troupes.

M. le Général Duffin considère cette question comme accessoire  
et faut prouder sans plus de retard  
à l'organisation de l'armée coloniale  
sauf à voir ensuite à qui elle  
sera confiée.

M. le Général Billot et M. le Général Gresy font observer qu'il  
rensort clairement des discussions récentes  
qui ont eu lieu dans le parlement  
comme au sein même de la Commission  
de l'armée que les idées du gouvernement  
ne sont pas arrêtées au point de vue  
des attributions ministérielles ; peut  
être la Commission fait elle sagement  
d'imiter la Commission d'organisation  
des Colonies qui sans se préoccuper  
autre mesure du sentiment du  
gouvernement expose son opinion avec  
une entière indépendance en ne  
s'inspirant que de la sagesse, en  
présence de l'hésitation ou de l'incertitude  
du gouvernement il appartient à la  
Commission de l'armée et au Sénat s'il  
vaut la peine d'indiquer au gouvernement  
quelles sont les meilleures solutions.



M. Gadaud estime qu'il faut s'enquérir de la question telle qu'elle se présente sans insister davantage auprès du gouvernement qui n'a d'ailleurs pas caélé qu'il était d'avis l'interrogation formelle de demander la création d'un Ministère des Colonies.

La Commission est saisie de nombreux projets dont l'examen parallèle ou successif offre de grandes difficultés pour une Commission de 18 membres, la meilleure méthode était, ainsi que l'indiquait M. le Président de s'attacher de confier à une sous-commission le soin de préparer un avant-projet emprunté aux meilleures dispositions contenues dans les différents projets; la Commission plénière se voit ensuite consultée sur le travail de la sous-commission.

M. le Président  
(Vote)

propose ensuite aux collègues de voter sur le passage à une 2<sup>e</sup> délibération du projet partiel.

La question est mise aux voix et repoussée à l'unanimité.

Il est donc décidé que la Commission présentera un projet d'ensemble dans le plus bref délai possible.

M. le Général Billot propose ensuite aux collègues de voter sur le principe du rattachement de l'armée coloniale au Ministère de la guerre ou au Ministère de la marine.

On l'a dit c'est une question primordiale



et dont les conséquences se feront  
forcément sentir sur les détails  
d'organisation des troupes. Ce premier  
examen le frondeur même de l'Etat.

M. Garrison est partisan du rattachement à la marine  
elle offre de précieux garanties contre la  
politique d'aventures Coloniale, il est grand  
temps de nous arrêter dans le voie de  
l'extension.

Les colonies sont de deux sortes, celles  
dont le territoire est nettement délimité  
et dans les quelles notre occupation est  
effective et celle au contraire qui  
compréhendent d'immenses espaces peu  
connus et qui nécessitent d'innombrables  
expéditions dont l'importance peut être  
accrue au gré du Ministre chargé des  
Colonies.

M. Charis estime qu'avant de trancher la question du  
rattachement il faudrait statuer sur  
l'organisation même de l'armée Coloniale.

Le commandant en effet se trouve  
en présence de deux types de profits  
dont la conception est très différente.

Dans le système préconisé par M. le  
Général Duffin comme par le Général Driessche  
il s'agit d'une force armée qui serait  
en état de se parer à toutes les  
éventualités, qu'elles soient futures  
ou une vaste expédition en Extrême  
Orient ou ailleurs, sans qu'il



soit nécessaire d'attacher à un seul  
homme compris dans le effectif prévu  
par la mobilisation, de nos corps  
d'armée en cas de conflit européen.

Dans le système du 1<sup>er</sup> Japy  
au contraire, dans l'hypothèse d'un  
général colonel de quelque importance  
il faudrait emprunter 22 unités  
à l'armée d' terre, or c'est avec  
l'Orateur ne veut à aucun degré  
il a eu pour objet à l'esprit la  
difficulté qui ont surgi quand il  
fallait faire face aux exigences de  
la campagne de l'Est, ou de l'ouest.  
Il rappelle la retraite du Ministre  
de guerre M. de Camille qui  
n'est pas d'autre motif.

M. Benazet et partisan de l'attachement  
au Ministère de la marine; il est  
d'ailleurs permis d'avoir que le  
élément de la guerre lui-même n'y  
est pas opposé, car son projet date  
d'une époque où la colonie appartenait  
au Ministère de la guerre, ce qui modifie  
complètement l'objet de la question.

M. le général Billot met ensuite aux voix la question  
du rattachement au Ministère de la  
marine.

(Vote)

Il est adopté à l'unanimité moins  
une abstention (M. Clavié).



M. le Président met aux voix la question de la nomination  
d'une sous commission <sup>des membres</sup> avec mandat  
d'avoir terminé son travail le 7 Juin  
prochain.

Adopté :

Sont nommés membres de cette sous commission

Mess. le General Grey  
le General Duffin  
le General Japry.  
Garrison  
Courtis.

L'assemblée est ensuite levée à 4<sup>h</sup> 1/2.

Le Président

*[Signature]*

Le Secrétaire

*[Signature]*



(N<sup>o</sup> 13)

Sous-Commission d'armée

Séance du 27 Mai 1892.

Présidence de M<sup>r</sup> le Général Grévy.

Sont présents M. M. le Général Duffo.

Garnisson

Lauries

M. le Général Japy empêché s'excuse par lettre.

Après un échange d'observations sur la meilleure méthode de travail à suivre dans les travaux la Sous-Commission décide qu'elle adopte pour base de discussion le projet initial du gouvernement, déposé le 16 février 1891 sur le bureau de la Chambre.

M<sup>r</sup> le Général Grévy donne lecture du 4<sup>es</sup> article de ce projet et rappelle à ses collègues que la Commission plénière s'est prononcée sur la question du rattachement de l'armée coloniale au Ministère de la Marine, il y donne lieu d'introduire une disposition dans ce sens dans le rédaction de l'article.

M<sup>r</sup> le Président observe en outre que le texte n'indique pas comment il sera pourvu à la défense des Côtes.

Observant qu'à l'heure actuelle cette mission est confiée à l'artillerie de marine concurremment avec l'artillerie d'armée. Ce



Système est combattu par un certain nombre de bons esprits. Si l'artillerie demandait assumer seule la charge de la défense des côtes, il aurait lieu de tenir compte des exigences de l'avenir quand la Commission sera appelée à statuer sur les effets qu'il conviendrait de donner à l'artillerie coloniale.

Comme cette question n'a certainement pas échappé à l'attention du gouvernement, il est permis de croire que c'est avec intention qu'elle a été passée sous silence par les rédacteurs de l'article 1<sup>er</sup>.

Tout en réservant et pour tenir compte du vote exprimé par la Commission, le Président propose d'adopter la rédaction de l'art. 1<sup>er</sup> du projet de M. le G<sup>ral</sup> Doffe, tout en semblable à celle du gouvernement, sauf le 3<sup>e</sup> relatif aux attributions minist<sup>elles</sup> mis aux voix : cet article 1<sup>er</sup> est adopté. Il est ainsi conçu :

## CHAPITRE PREMIER

### Rôle et composition de l'armée coloniale.

#### ARTICLE PREMIER.

Les troupes coloniales, prévues par la loi du 15 juillet 1889, sont chargées de la garde et de la défense des colonies et des pays de protectorat soumis à la France, à l'exception de la Tunisie.

Ces troupes relèvent du Ministre de la Marine. Elles sont distinctes des équipages de la flotte et ont leur régime propre.

Elles ont un budget spécial qui devra pourvoir aux dépenses militaires de toute nature, tant dans la métropole que dans les colonies et les pays de protectorat.

L'ensemble de ces troupes prend le nom d'armée colo-



M. le Général Deffis. Avant de passer à l'examen de l'article II du projet du gouvernement, appelle l'attention de ses collègues sur les dispositions de l'article II de la proposition de loi de M. le Général Japy; il s'agit de l'organisation du commandement qui devra trouver sa place dans le projet de la Commission.

En effet il semble indispensable de modifier les attributions actuellement confiées aux Gouverneurs des Colonies en leur retirant les pouvoirs militaires. Aux termes de la loi Consultative du 3 mai 1884, aggravée encore par le décret du 3 février 1890, les Gouverneurs sont actuellement les chefs de la Justice Militaire; on ne peut sans inconvénients leur abandonner cette prérogative par plus que le droit de punir des officiers ou de les proposer pour des récompenses.

Sans insister davantage sur des considérations qui mériteraient d'ailleurs de plus longs développements, le Général se borne à ces brèves indications. La solution que la 1<sup>re</sup> Commission croira devoir donner à cette question peut d'ailleurs être insérée ailleurs que dans les dispositions de l'article 2.

Dans ces conditions il est pris acte de la motion de M. le Général Deffis et l'Assemblée passe à l'examen de l'article 2 du projet ministériel.

M. le Général Grevy. en donne lecture.

Nelle  
et al



## ART. 2.

L'armée coloniale comprend :

- 1° Des corps de troupes d'infanterie et d'artillerie ;
- 2° L'état-major général de l'armée coloniale ;
- 3° L'état-major particulier de l'infanterie coloniale ;
- 4° L'état-major particulier de l'artillerie coloniale ;
- 5° Le service colonial du recrutement et de la mobilisation.

*M. Garrison* <sup>demande l'ajout</sup> ~~estime~~ <sup>qu'il y aurait lieu de faire figurer</sup>  
dans la nomenclature de la composition de  
l'armée coloniale les corps de cavalerie  
tels que les escadrons de spahis Sénégalais  
et Soudanais qui existent d'ores et déjà  
et rendent d'ailleurs de brillants services.

Il résulte d'un échange d'observations sur  
ce point que les escadrons en question  
ne figurent pas à l'art. 2 parce qu'ils  
relèvent directement du Ministre de la  
Guerre au même titre que les autres  
troupes qui sont prêtées par le département  
de la guerre à celui de la Marine — Génie,  
Train de campagne etc.

*M. le Général Doffe* demande qu'avant d'arrêter définitivement  
la question de l'effectif de l'armée coloniale  
les renseignements les plus exacts soient  
recueillis et fournis à la Commission  
en ce qui concerne l'effectif indispensable  
à la garde des colonies d'un côté et  
en ce qui touche les corps français et  
indigènes, et aussi au regard des cadres



français pour les corps étrangers et indigènes.

Le Secrétaire est chargé de recueillir et recueillir  
ces renseignements.

L'Assemblée est ouverte à 1 heure  
Le Lundi 30 mai à 1 heure

Le Président.

Le Secrétaire.

Orléans

( N° 14 )

Séance du Lundi 30 mai

Présidence de M. le Général Gressy

Sont présents M. M. le Général Deffis  
le Général Gressy  
Garnisson.

M. le Président Rappelle à ses collègues qu'une nouvelle  
proposition de loi portant organisation de  
l'armée coloniale a été déposée sur le  
Bureau du Sénat par M. Marguerite  
Tautou. Considérant il de l'inviter à  
venir dans le sein de la 1<sup>re</sup> Commission  
soutenir ses conclusions; d'autre part, M.  
Isaac, auteur lui aussi d'une proposition  
de loi sur le même objet pourait être  
entendu.

Sur la proposition de M. le Général  
Gressy Deffis, la 1<sup>re</sup> Commission décide  
qu'il y a lieu de pousser sans retard  
l'avancement des travaux, sauf à entendre



Les auteurs de propositions doivent avoir  
deposer son travail à la Commission  
plénière.

Dans ces conditions la 1<sup>re</sup> Commission  
passe à l'examen de l'article 3 du  
projet m<sup>el</sup> dont M. le Président donne  
lecture. (4<sup>me</sup> partie)

## CHAPITRE I

### Troupes.

#### Art. 3.

L'infanterie comprend :

#### (a) TROUPES MÉTROPOLITAINES.

8 régiments d'infanterie coloniale à 5 bataillons de  
4 compagnies, groupés en 4 brigades.

Les trois premiers bataillons de chaque régiment sont  
normalement stationnés en France.

Les 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> bataillons fournissent les garnisons colo-  
niales et constituent une réserve expéditionnaire. Ils reçoivent  
de préférence les engagés volontaires et les rengagés.

3 compagnies disciplinaires des colonies, plus un dépôt  
commun aux trois compagnies.

1 compagnie de discipline de l'armée coloniale, plus un  
dépôt.

M. *Garrisson*.

La Commission qui a présidé à l'élabora-  
tion de cet article qui organise 8  
rég<sup>ts</sup> à 5 bataillons, dont trois sont  
normalement stationnés en France se  
justifie dans le système du rattachement  
à la guerre, elle s'expliquerait  
difficilement dans l'hypothèse du ratta-  
chement à la marine voté par la  
Commission plénière.

Si deux bataillons suffisent pour répondre



aux <sup>besoins</sup> ~~besoins~~ de la défense des colonies  
et de la relève, on n'aperçoit pas la  
nécessité de 3 autres bataillons par régiments  
dont l'objet n'était autre que de concourir  
à la formation d'un 2<sup>e</sup> corps d'armée  
incompatible avec le rattachement à la marine.

M. le Général Japy partage entièrement l'opinion de M. Garisson.  
En présence du vote du Sénat qui entend  
recruter les troupes coloniales métropolitaines  
à l'aide de volontaires, il faut réduire  
cette fraction de l'armée coloniale au  
strict nécessaire.

Les 3 bat<sup>ons</sup> continentaux doivent servir  
de réservoir pour y puiser les rengagés  
nécessaires de c'est l'armée de terre  
elle-même qui remplira cet office de  
réservoir.

Notre base d'évaluation pour fixer le  
effectif indispensable doit être le chiffre  
de garnison coloniales; or la Commission  
technique elle-même demande 49 C<sup>es</sup>  
métropolitaines.

Si la 1<sup>re</sup> Commission admet les créations que  
je propose à savoir 10 C<sup>es</sup> du Reg<sup>t</sup> de sautelle,  
7 C<sup>es</sup> du Reg<sup>t</sup> de sautelle, et 3 C<sup>es</sup> de sautelle  
étranger, ce chiffre de 49 C<sup>es</sup> se réduit à  
32, soit 8 bataillons à 4 C<sup>es</sup>.

C'est ainsi que j'en ai aussi à vous proposer  
4 Reg<sup>t</sup> à 4 bataillons.

Cette organisation permet d'avoir par reg<sup>t</sup>  
2 bataillons aux colonies; un 3<sup>e</sup> destiné  
au relève et un 4<sup>e</sup> comme réserve expéditionnaire.



Le général Delooff expose ensuite la considération qui s'est fait valoir dans l'urgence du motif de la proposition, selon au regard de son système de réserve par moitié qui a cet immense avantage d'entretenir dans le corps statutaire dans les divers colonies les traditions et la tactique appropriée au terrain sur lequel les troupes sont appelées à combattre.

Le général se résume en disant que la conception d'un 10<sup>e</sup> Corps d'armée doit être abandonnée en présence de sentiment qui s'est dégagé très nettement de la discussion de la Commission plénière et du vote de l'amendement de M. Marguier. Les troupes métropolitaines seront très onéreuses pour le trésor et pour donc les réduire autant que possible.

M. le général Deffi estime que les effectifs inscrits dans le projet ministériel sont peut-être un maximum, mais ceux du 9<sup>ae</sup> Corps représentant le corps sur un minimum d'effectif est peut-être entre ces deux termes.

La création d'un 10<sup>e</sup> Corps n'était pas sans offrir certains avantages, d'une part toute l'actualité de recours à l'armée de terre, se trouvant écartée; quelque soit l'importance des expéditions coloniales que les événements pourraient rendre nécessaires cette création laisserait la mobilisation absolument intacte, c'est là un point de haute importance. Il faut faire.



Quoiqu'il en soit le Général se  
rallierait son esprit aux propositions  
contenues dans le projet de M. Mayeux  
à savoir: 4 régiments à 5 bataillons.

M. le Général Grey - admet avec M. le Général Japy  
que si les troupes métropolitaines redoutent  
de recruter que parmi les volontaires, il  
faut abandonner la création d'un 2<sup>e</sup> corps  
d'armée, et renvoyer aux régiments à  
5 bataillons dont 3 n'étant pas  
employés aux colonies; on ne voit pas en  
effet pourquoi ces 3 bataillons continuellement  
servant recrutés à grands frais pour accom-  
plir leur service dans la métropole, et d'autre part  
on n'imagine pas d'augmenter les régiments  
composés de bataillons de composition  
entièrement différente; En examinant faits  
et à en fait pas moins tenir compte  
de la situation actuelle et de celle qui  
serait faite au corps de officiers d'infan-  
terie de marine si la moitié des  
régiments était supprimée d'un côté de  
l'autre. Il y a lieu de ménager des  
intérêts respectables, c'est dans cette pensée  
que le Général s'est porté au de  
8 régiments à 3 bataillons

M. le Général Japy estime que ce chiffre est beaucoup trop élevé  
il donne 14 bataillons, quand 8 suffisent  
pour les garnisons coloniales; Sans doute  
quelques intérêts particuliers seront lésés  
dans une certaine mesure, mais de



semblable considérations doivent s'appliquer  
à l'intérêt supérieur du pays.

M. Lefebvre-Dupré

fait observer que les 5 rég<sup>ts</sup> à 3 bataillons  
proposés par M. Margaine représentent  
10 bat<sup>ons</sup> à 4 <sup>comp</sup> soit 40 <sup>comp</sup> à 150 hommes  
qui donnent un total de 12000 hommes.  
Or les engagements s'élèveront annuellement à  
2000<sup>+</sup> par cinq années, c'est donc  
12000 x 2000 ou 24 millions  
à répartir sur une période de cinq années  
soit un million annuel d'engagements cinq  
millions.

M. le Général Greig insiste pour que la S<sup>te</sup> Commission  
s'efforce de faire avec les officiers de  
l'Infanterie de Marine, au point de vue  
de l'avancement une situation au moins  
égale à ceux de l'armée de terre.  
Il accepterait d'ailleurs 8 régiments à  
3 bat<sup>ons</sup>.

Les discussions ont ensuite été reprises  
à la proposition de M. qui a été votée le  
mardi 1<sup>er</sup> juin à 1<sup>h</sup> 1/2.

Le Président.

Le Secrétaire  
V. B. B.



(N<sup>o</sup> 15)Séance du Mercredi 4<sup>er</sup> JuinPrésidence de M<sup>r</sup> le Général Gressy

Sont présents M. M. le général Japy  
Garrison  
Lourties  
le général Deffis.

M. le Président rappelle à ses collègues que l'ordre du jour appelle la fixation des effectifs métropolitains qui doivent entrer dans la composition de l'armée Coloniale ; Sur la question de principe, c'est-à-dire la réduction de ces effectifs au chiffre nécessaire à la garde des colonies et à la relever la 1<sup>re</sup> Commission semble unanime, il y a bien néanmoins à trancher cette question par un vote.

Le général met en conséquence, aux voix la première question.

Il est adopté à l'unanimité.

M. le Président renouvelle ensuite la proposition 1. fixer le nombre de régiments d'infanterie Coloniale à 6 Rég<sup>ts</sup> de 3 bataillons à 4 Compagnies. Cette le groupement du chiffre de 18 bataillons lui semble préférable à celui de 6 bataillons en 4 régiments et à celui de 16 bataillons en 4 régiments ainsi que le propose M. le général Japy, en effet le commandement des régiments de frame composés de 3 bataillons semble déjà une charge suffisante pour les



Colonels de l'armée d'élite, il est à craindre qu'il n'exécute les forces du chef qui aura la charge de 4 ou 5 bataillons rendus plus difficiles encore à commander et à administrer par le fait qu'une partie d'entre eux se trouvera aux colonies et l'autre dans la métropole.

M. le Général Lamy fait observer que ces régiments de l'Infanterie Coloniale auront un état major suffisant pour alléger la charge qui incombe à leur colonel; les 2 bataillons stationnés aux colonies seront placés directement sous les ordres du colonel assisté d'un lieutenant colonel, l'autre fraction aura elle-même un 1<sup>er</sup> colonel à la tête.

M. le Général Durr invite pour que M. le Ministre de la marine soit invité à déclarer à la commission quel est, à son estimation, le chiffre de troupes métropolitaines qu'il juge indispensable.

Les renseignements qui résultent, à cet égard, des documents fournis par la commission technique, datent déjà de deux années aussi un concordant de par ou les chiffres que M. le Sous-Secrétaire d'Etat a produits à la tribune du Sénat. Il faut même remarquer un écart considérable puisque le chiffre de garnisons coloniales varie suivant les deux sources où ils ont été puisés de 12 000 à 16 700 hommes.



Il importe donc de se renseigner exactement  
auprès du ministre de la marine, en attendant  
la Commission, les aurait de bons à un  
travail vraiment utile.

M. Garrison

estime qu'il serait plus expédient d'envoyer  
la Commission de la marine, en l'envoyant à  
fournir tous les renseignements de détail  
dans le sein de la Commission.

Cette motion est adoptée à l'unanimité.

Dans ces conditions M. le Président propose  
à ses collègues de renvoyer à l'examen des  
articles du projet de loi ministériel en  
examinant jusqu'après l'audition de l'avis  
des articles 3 et 4.

Avant de passer à l'examen des dispositions  
de l'article 5 M. le Général Japy  
propose à ses collègues l'adoption de l'article  
à ses propositions de loi, relatif à  
l'organisation du Commandement et qui  
est ainsi conçu :

L'officier le plus élevé en grade ou le plus ancien dans le  
grade le plus élevé dans chaque Colonie, exerce le  
Commandement de toutes les troupes qui s'y trouvent, y  
compris les milices, et a la responsabilité de toutes  
les opérations militaires — Le Gouverneur agit  
sur lui par voie de réquisition.

Conséquemment de M. le Général Japy, une disposition  
de cette nature a une haute importance et doit  
à sa place comme article 1.



M. le g<sup>al</sup> Deffis

ne fait pas d'objections de fond, mais il pense après mûre réflexion que l'article est inutile, en ce que dans la première partie il ne fait que reproduire une disposition qui n'est autre que la base même des règles d'attributions de commandement dans l'armée, et dans la seconde partie il reproduit une disposition fondamentale de notre Droit Constitutionnel.

M. le g<sup>al</sup> Gréy

pense d'autre part qu'il appartient à la loi d'organisation Coloniale de régler les attributions des gouverneurs et que la question n'est pas du ressort de l'organisation de l'armée Coloniale.

La question étant réservée la 1<sup>re</sup> Commission, vient à l'examen de l'art 5 du projet M<sup>el</sup>. dont M. le Président donne lecture :

#### Art. 5.

Les troupes coloniales sont recrutées conformément aux dispositions de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée.

Les troupes indigènes, qui en font partie, continueront à être recrutées d'après les règles actuellement en vigueur pour chacune d'elles.

Les unes et les autres seront instruites, administrées et commandées d'après les lois et règlements en vigueur pour l'armée de terre. Toutefois, le bénéfice du droit à une pension de retraite au bout de vingt-cinq ans de services dont six ans de séjour aux colonies ou dans les pays de protectorat, actuellement attribué aux officiers des troupes de la marine, est maintenu aux officiers des troupes coloniales, sans distinction d'origine.

M. le Général Gréy fait observer qu'en organisant le recrutement



des troupes coloniales métropolitaines la 1<sup>re</sup> Commission ne doit pas perdre de vue le vote émis par le Sénat au regard de l'amendement Margaine, il y a donc lieu de ne pas faire intervenir la loi du 15 juillet 1902 sur la levée du 1<sup>er</sup> S. il s'agit d'ailleurs plus expédient de prendre pour base des discussions sur cette partie de la loi le texte présenté par M. Margaine.

Cette motion est adoptée et la 1<sup>re</sup> Commission prend connaissance de l'art. 17 de la proposition de loi de M. Margaine. Il est ainsi conçu :

#### ART. 17.

Les troupes coloniales métropolitaines se recrutent :

1° Par voie d'engagements volontaires contractés pour une durée de cinq années;

2° Par voie d'incorporation des jeunes gens qui, au moment des opérations du conseil de revision, auront demandé à entrer dans les troupes coloniales et auront été reconnus aptes à ce service;

3° Par voie de rengagements contractés dans les conditions spéciales déterminées par les articles suivants;

4° En cas d'urgence, par l'appel fait aux volontaires parmi les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats de l'armée de terre dont l'instruction peut être considérée comme terminée et qui ont encore au moins une année de service à accomplir.

Tout engagement, rengagement ou incorporation volontaire dans les troupes coloniales donne droit à l'obtention d'une prime en argent; tout rengagement donne droit, en outre, à une haute paye.

La sous-com<sup>me</sup> décide que les engagements volontaires seront acceptés pour une durée de 3, 4 ou 5 ans et le § numéroté 1<sup>er</sup> est adopté avec cette modification.

Les § numérotés 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> sont adoptés sans modification.



Le § numéroté 4<sup>e</sup> soulève plusieurs objections.  
 En premier lieu les mots "En cas d'urgence"  
 semblent répondre à la préoccupation à l'éventualité  
 d'une expédition coloniale importante qui  
 serait entreprise précipitamment et sans être  
 sans consultations préalable du parlement  
 il y a donc lieu de remplacer ces mots par  
 ceux de "en cas d'insuffisance" qui  
 répondent à une objection qui ne manquera  
 pas de se produire, à savoir : ~~Les engagements~~  
 Les demandes de engagements se produiront-elles  
 en un grand nombre ?.

En second lieu on fait remarquer que  
 le § en question fait appel aux volontaires  
 des régiments qui n'auraient qu'une année  
 de service à accomplir.

Cette disposition semble devoir être rejetée  
 si l'on songe au temps nécessaire pour  
 le voyage d'aller et de retour dans les  
 colonies lointaines, les frais de traversée  
 ne seraient pas compris, enfin que  
 les hommes devraient être rapatriés après un  
 séjour de quelques mois après dans nos  
 possessions d'outre mer.

Dans ces conditions ces engagements ne  
 devraient jamais s'exercer qu'avec des  
 soldats ayant encore deux années de  
 service à accomplir. (G<sup>al</sup> Duffi).

M. le Général Japy fait observer que ces hommes seraient encore  
 trop jeunes pour supporter dans de bonnes  
 conditions le climat et les fatigues des colonies.



Après un échange d'observations sur ce point la 1<sup>re</sup> Commission décide que le 4<sup>e</sup> § de la proposition de M. Margain sera remplacé par un texte se bornant à autoriser les caporaux & soldats à contracter un engagement pour les troupes coloniales au cours de leur dernier année de service.

Ces termes du dernier § de l'art. 17 de M. Margain, tout engagement, engagement ou incorporatif volontaire donne droit à une prime en argent.

M. le Général Deffis fait observer que le redaction de ce § pour sous silence la mention d'une gratification annuelle, il y aura lieu de rétablir cet avantage accordé actuellement.

Quant à la quotité de primes, de gratifications annuelles & de Hauts pay, le Général est d'avis de laisser au Ministre de la marine la soin de la fixer suivant la loi de l'offre & de la demande.

M. le Général Japy préfère hautement que la prime et les avantages attribués aux engagés soient fixés par la loi et une fois pour toutes sans une semblable disposition les intéressés ne sauront jamais sur quoi ils peuvent compter et cette ignorance se traduira par une grande diminution dans le nombre de volontaires. Le Général est d'ailleurs opposé à l'octroi d'une prime pour les engagés volontaires de 3 ans, sans entraver complètement cette source de recrutement et ne faut pas



l'encourager, personne n'ignore la grande mortalité qui frappe les jeunes gens qui vont aux colonies.

M. Leconte

partage entièrement. Cette opinion, et trait partant d'un dispositif spécial inter-  
disant la faculté de contracter l'engagement pour les troupes coloniales a été l'ag-  
r. 1. sur.

L'art. 18 (h. <sup>ou</sup> Mayani) est ensuite adopté avec l'addition des mots "et de incorporations":

#### ART. 18. (M)

Le nombre des engagements volontaires et celui des rengagements sont fixés chaque année, et pour chaque corps, par le Ministre de la Marine, qui détermine également les conditions d'aptitude physique et militaire à remplir par les postulants.

L'article 19, 20, et 21 sont ensuite adoptés.  
art. 19 (M)

La quotité et le mode de paiement des primes, le chiffre des hautes payes, le montant de la solde supplémentaire afférente à chaque colonie sont déterminés par le Ministre dans la limite des crédits alloués par la loi des finances.

#### ART. 20. (M)

Les tarifs en vigueur au moment de l'entrée au service des volontaires appartenant à l'une ou à l'autre des catégories énumérées à l'article 17 ne peuvent être modifiés à leur détriment pendant toute la durée de leur engagement ou rengagement.

#### ART. 21. (M)

Les rengagements dans les troupes coloniales sont contractés par les sous-officiers conformément aux dispositions de la loi spéciale sur les rengagements des sous-officiers de l'armée de terre.



Il est ensuite passé à l'examen  
de l'article 22. Il est ainsi conçu :

## ART. 22.

Les rengagements des caporaux ou brigadiers et soldats  
sont renouvelables jusqu'à l'accomplissement de quinze  
années de service.

Ils peuvent être contractés pour une durée de deux ans,  
dans le premier trimestre de la dernière année de service à  
laquelle l'homme est tenu; passé cette limite, ou pendant  
les six mois qui suivent la rentrée de l'homme dans ses  
foyers, ils ne sont plus recevables que pour une durée de  
quatre ans au moins.

M. le Général Japy propose d'étendre la faculté du Rengagement  
pour les Caporaux et Soldats jusqu'à l'âge de  
27 ans.

M. le Général Duffi fait observer que toutes les questions  
relatives aux engagements et rengagements  
ont été l'objet d'une étude extrêmement  
sérieuse de la part de la Commission de  
l'armée qui a élaboré la loi du 15  
juillet 1889 et qu'il serait peut-être  
plus sage de s'approprier la rédaction  
de l'article 22 de cette loi.

Elle admet, on le sait, au rengagement  
les Caporaux et Soldats de toutes armes  
jusqu'à l'âge de 28 ans.

Cette proposition est adoptée.

La Commission revient ensuite à l'examen  
du 2<sup>e</sup> dernier § de l'art. 5 du projet  
Ministériel.

Le 2<sup>e</sup> § est adopté.

Il est ainsi conçu :



« Les Groupes indigènes continueront à se être recrutés d'après les règles actuellement en vigueur pour chacune d'elles.

En outre la 1<sup>re</sup> phrase du 3<sup>es</sup> para l'objet d'un article spécial.

« Le bénéfice du droit à une pension de ... sans restrictions d'origine ».

Ensemble de l'article 6.

#### Art. 6.

Les conditions dans lesquelles s'effectuera la relève des garnisons coloniales seront réglées par décrets. Les engagés et rengagés étant inscrits en tête des listes de départ.

En ce qui concerne la légion étrangère coloniale, la relève des officiers sera assurée par l'ensemble des officiers de l'infanterie coloniale, tandis que celle des sous-officiers, caporaux et soldats sera effectuée par les régiments étrangers stationnés en Algérie.

Après un échange d'observations sur les conditions dans lesquelles doit s'effectuer la relève la 1<sup>re</sup> Commission d'aujourd'hui a une séance ultérieure sans avoir pris de résolution ferme à cet égard.

Le Secrétaire et moi-même

Le Président.

Le Secrétaire.



(N° 16)

Séance du Vendredi 3 juin

Présidence de M. le Général Grévy.

Sont présents M. M. le Général Japy.

Garnison.

le Général Duffis.

Laurières.

M. le Général Grévy informe ses collègues que conformément au désir exprimé par M. le Général Duffis et à la décision de la 1<sup>re</sup> Com<sup>on</sup> M. le Ministre de la Marine a été invité à vouloir bien se rendre dans la 1<sup>re</sup> Com<sup>on</sup> pour y être entendu sur la question des effectifs.

La 1<sup>re</sup> Commission vient ensuite à l'examen de l'article 6 du projet m<sup>al</sup>.

M. le Président fait observer que la 1<sup>re</sup> phrase du 1<sup>er</sup> §. doit nécessairement disparaître par suite du mode de recrutement adopté.

M. le Général Japy s'élève contre la faculté laissée au Ministre de régler les conditions de la retraite par décrets. Il y voit la source des plus grands abus, et le prétexte qui permet d'entretenir des état-majors hors de proportion avec les besoins réels, c'est ainsi qu'en jetant les yeux sur l'annuaire de l'Infanterie de Marine on y voit plus de 200 officiers à la suite, la plupart sans emplois effectifs.

Enfin il est de tradition au Ministère de la Marine que les troupes de la retraite doivent être en nombre double de celles employées aux colonies, ces recrutements sont injustifiables. Le général reprend ensuite les motifs qui le portent à faire insérer dans la loi le système de la retraite par moitié.

M. le Général Duffis fait observer que les considérations développées par M.



le général Japy pourrait figurer dans le rapport, à titre d'indications, mais elle n'embrasse qu'un des côtés de la question, c'est ainsi qu'il est indispensable de laisser au Ministre la faculté de fixer la durée du séjour des troupes aux colonies selon leur salubrité plus ou moins grande. D'autre part la relègue par moitié présenterait de graves et incontestables difficultés dans nos possessions où la garnison est fixée à 1 ou à 3 compagnies par exemple à Diego Suarez; dans ces conditions il semble préférable de laisser une certaine latitude au Ministre qui a seul tous les éléments d'appréciation nécessaires.

M. le Président ajoute que dans certaines circonstances exceptionnelles la relègue peut même devenir nécessaire après 6 mois de séjour.

D'autre part le paragraphe en discussion ne mentionne pas les conditions de la relègue des cadres métropolitains des troupes indigènes, il y aurait lieu de réparer cette omission.

M. le Général Japy est partisan de la suppression de la relègue pour cette catégorie de cadres; il suffira de les constituer assez fortement pour qu'il soit possible de donner tous les 3 ou 4 ans des congés de convalescence à une partie de ces cadres.

Le § est ensuite mis aux voix, il est ainsi rédigé:

« Les Conditions dans lesquelles s'effectuera la relègue des garnisons coloniales et des cadres



des troupes indigènes seront réglés par décret. 77.

Le 3<sup>e</sup> est adopté à l'unanimité moins la voix de M. le Général Japy.

Le 2<sup>e</sup> § de l'article 6 est ensuite réservé.

Examen de l'article 7.

M. le Président en donne lecture.

Art. 7.

1<sup>er</sup> Les unités des armes autres que l'infanterie et l'artillerie qu'il y aura lieu de détacher dans les colonies et dans les pays de protectorat seront fournies par l'armée de terre. Ces unités seront constituées hors cadres et les dépenses nécessitées par leur entretien seront supportées par le budget de l'armée coloniale.

2<sup>e</sup> Elles seront complétées par des auxiliaires indigènes.

3<sup>e</sup> L'armée de terre continuera à fournir dans les conditions actuelles, le personnel de la gendarmerie coloniale.

M. Garrison pense qu'il serait peut-être possible de trouver parmi les indigènes des auxiliaires utiles pour le recrutement de la gendarmerie coloniale.

M. le Général Japy et M. le Président partagent cet avis et la 3<sup>e</sup> Commission adopte cette manière de voir en reportant à la fin de l'article, le 2<sup>e</sup> § qui devient le 3<sup>e</sup> §.

L'article est ensuite adopté avec cette modification.

Les articles 8 et 9 sont ensuite réservés.

Examen de l'article 10.

M. le Président en donne lecture, il est aussi connu :



## Art. 10.

1<sup>er</sup> § L'état-major particulier de l'artillerie coloniale remplit dans l'armée coloniale les missions attribuées par l'article 11 de la loi du 13 mars 1875 à l'état-major de l'artillerie dans l'armée de terre. Il est, de plus, chargé, aux colonies, des services dévolus, dans l'armée de terre, aux officiers du génie, et même de tous les travaux militaires exécutés au compte de l'État.

2<sup>e</sup> § Les officiers qui font partie de l'état-major particulier de l'artillerie coloniale servent à assurer le service de l'état-major en France et aux colonies, à compléter les états-majors des détachements de l'arme, employés aux colonies, et à assurer, avec le concours des officiers employés dans les troupes stationnées en France, la relève des officiers supérieurs et subalternes employés aux colonies. Ils peuvent être employés dans le service du recrutement colonial.

3<sup>e</sup> § La composition de l'état-major particulier de l'artillerie coloniale est fixée par le tableau n° 19 annexé à la présente loi.

4<sup>e</sup> § Les officiers de tous grades et les compagnies d'ouvriers et d'artificiers de l'artillerie coloniale continueront à assurer dans les conditions actuelles le service technique de l'artillerie de la flotte.

5<sup>e</sup> § Les officiers et les troupes d'artillerie coloniale mis à la disposition du Ministère de la marine seront payés sur le budget de ce ministère.

Le 1<sup>er</sup> § est adopté.

Sur le 2<sup>e</sup> § M. le général Japy fait observer qu'étant donné le grand nombre de postes sédentaires qui peuvent être attribués aux officiers de l'artillerie de marine dans les manufactures ou Directions il y aurait pu être lieu de verser aux officiers d'infanterie les postes du service du recrutement.

M. le général Duffa estime qu'il n'y a pas lieu de faire une exception à l'égard des officiers d'artillerie de marine.

Le 2<sup>e</sup> § est ensuite adopté.

Le 3<sup>e</sup> § est réservé.



(27/16. Suite)

Sur le 4<sup>e</sup> § M. le général Japy fait observer que le service de la flotte pourrait être assuré dans d'aussi bonnes conditions par des compagnies d'artificiers empruntés au Ministère de la Guerre.

M. le Général Grévy pense que ce service exige une instruction technique, toute spéciale qui peut être donnée à ces ouvriers artificiers dans de meilleures conditions par l'artillerie de marine.

M. le Général Duffis fait observer qu'il est rationnel que les services rendus à la flotte soient rétribués sur son propre budget; il y a en outre intérêt à voir clairement la charge qui incombe au titre du chef de l'armée coloniale. Il y a donc lieu de rédiger ainsi le dernier § de l'article en le liant au précédent.

« Les officiers et les Groupes d'artillerie Coloniale chargés de ce service seront payés sur le budget de la flotte. »

### Examen du Chapitre de Recrutement et de la Mobilisation.

M. le Général Duffis estime que les dispositions adoptées par la 8<sup>e</sup> Commission dans une précédente séance et relatives au recrutement de l'armée coloniale ont leur place marquée en tête de ce chapitre.

Il y a lieu d'insérer le Sentiment de la Commission à codifier ces dispositions en y faisant entrer



les articles du projet de loi adopté en première délibération par le Sénat.

Le Secrétaire donne lecture des dispositions en question.

R. Les Corps Coloniaux métropolitains se recrutent :

- 1<sup>o</sup> par voie d'engagements volontaires contractés pour une durée de 3, 4 ou 5 années ;
- 2<sup>o</sup> par voie d'incorporation des jeunes gens qui, au moment des opérations du Conseil de révision, auront demandé à entrer dans les troupes coloniales et auront été reconnus aptes à ce service ;
- 3<sup>o</sup> par voie de engagements contractés au cours de leur dernière année de service et conformément aux dispositions de la loi du 15 juillet 1889 ; article 63, § 3<sup>o</sup>, 9<sup>o</sup> & 10<sup>o</sup> et article 65.

Les engagements dans les troupes coloniales sont contractés par les sous-officiers, conformément aux dispositions de la loi du 18 mars 1889, sur les engagements des sous-officiers de l'armée de terre.

Le nombre des engagements, des incorporations volontaires et des engagements est fixé chaque année et pour chaque corps par le Ministre de la Marine qui détermine également les conditions d'aptitude physique et militaire à remplir par



les postulants ;

Par dérogation aux dispositions de l'article 44 de la loi du 15 juillet 1889, les Contingents Coloniaux seront incorporés dans les corps Stationnés dans les Colonies. Ils seront envoyés suivant les besoins du service dans une colonie autre que celle de leur résidence.

Le service du recrutement et de la mobilisation sera constitué immédiatement par décret dans les Colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane et au fur et à mesure des besoins dans les autres Colonies.

Les articles 11, 12, 13, 14 et 15 du projet M<sup>e</sup> sont ensuite adoptés.

L'article 16 est réservé.

L'article 17 disparaît en raison de votes antérieurs.

Les articles 18 et 19 sont adoptés.

Le Président.

Le Secrétaire.

*Chenée*



( Sous - Commission )  
( N<sup>o</sup> 17 )

Séance du Samedi 4 Juin 1898.

Présidence de M. le Général Grévy.

Sont présents M. M. Garribou ;  
le Général Deffis,  
Courtès,  
le Général Japy.

M. le Président Informe ses collègues que M. le Ministre de la Marine se rendra aujourd'hui même à 2 heures dans le sein de la sous commission. Dans une lettre qui est parvenue au Général dans la soirée du 3 juin M. le Ministre se mettait à la disposition de la S<sup>e</sup> Commission soit le 4 juin soit le 5 - Dans l'intérêt des travaux de la Commission et en vue de leur prompt achèvement, M. le Président a cru devoir accepter la date la plus rapprochée.

M. Caraigne, Ministre de la Marine est ensuite introduit.

M. le Président Après les remerciements d'usage, expose à M. le Ministre quel est le mandat que la Sous - Commission a reçu de la Commission plénière : Elle est chargée d'élaborer un avant projet, basé 1<sup>o</sup> sur les résolutions votées par le Sénat lui-même quant au recrutement de l'armée Coloniale, et 2<sup>o</sup> sur le rattachement de cette armée à la Marine, voté par la Comm<sup>on</sup> plénière.



Les travaux de la sous-commission sont à l'heure actuelle très avancés, mais avant de délibérer et surtout de statuer sur la question des effectifs, notamment en ce qui concerne la composition de l'armée coloniale en troupes métropolitaines, la S<sup>t</sup>e Commission a désiré savoir: si le gouvernement maintient aujourd'hui encore les termes du projet déposé sur le bureau de la chambre à la date du 16 février 1891; elle se propose en outre de demander à M. le Ministre de la guerre quel est actuellement le chiffre et la composition des garnisons coloniales, en troupes métropolitaines, ainsi que la qualité des cadres français des troupes indigènes ou auxiliaires; Enfin si les effectifs actuels affectés soit aux colonies soit à la relève ne lui semblent pas correspondre aux nécessités, la sous-commission priera M. le Ministre de vouloir bien lui faire connaître souvenement à cet égard. Elle a pensé que les réponses du Ministre à ces différentes questions constitueront la base la plus précieuse pour ses délibérations ultérieures.

M. le Ministre

Aux termes de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, je pensais n'avoir à répondre que sur le chiffre des effectifs existant actuellement, et celui qui est jugé nécessaire, ou me demande ~~est~~ ce moment, de formuler un avis sur la question de principe; en effet, deux conceptions sont en présence, au point de



une de l'organisation des troupes coloniales ;  
 L'une consiste dans l'organisation d'une  
 armée coloniale proprement dite, c'est à dire  
 restreinte aux besoins de la garde et de la  
 défense de nos possessions d'outre mer,  
 La seconde Conception beaucoup plus large  
 a pour objet de créer, avec ces troupes  
 coloniales proprement dites, le noyau d'une  
 armée ~~qui permette~~ destinée à utiliser  
 pour la défense du territoire les éléments  
 actifs, ardents et plus aguerris par un  
 service spécial.

C'est ce 2<sup>e</sup> Système qui a été proposé  
 par le Cabinet précédent et le Cabinet  
 actuel le maintient.

Il n'échappera pas aux membres de la  
 1<sup>re</sup> Commission que dans cette seconde  
 hypothèse, c'est à M. le Ministre de la  
 Guerre qu'il appartient de défendre les  
 dispositions d'un projet qui place sous  
 son administration les troupes de l'armée  
 Coloniale.

M. le Ministre fournit ensuite à la 1<sup>re</sup> Com<sup>on</sup>  
 les renseignements suivants sur l'état actuel  
 de nos forces.

Troupes métropolitaines — y compris les  
 Cadres des troupes indigènes et auxiliaires —

Infanterie	En France:	14 000 <sup>(1)</sup>
	aux Colonies:	9 612
Artillerie	en France:	4 137
	aux Colonies	6 613

(1) Tous les chiffres ayant été pris au cours de la discussion, le secrétaire n'en fait  
 en garantie l'exactitude rigoureuse.



M. le Ministre de la Marine fait observer qu'en ce qui concerne les chiffres et le ~~morceau~~ fonctionnement théorique de la réserve, M. le Sous Secrétaire d'Etat aux Colonies serait mieux en situation que lui-même de fournir des explications précises à la sous-Commission; on sait en effet que les Gouverneurs ont la charge de la défense des Colonies et que le sous-secrétaire d'Etat a seul la correspondance avec les Gouverneurs.

Cependant le Ministre de la Marine peut fournir des chiffres qui correspondent à la moyenne qui ont été envoyés aux Colonies en 1890: — 6122 h. d'infanterie  
en 1891 — 6189 do

en 1890: — 1250 artilleurs  
en 1891: — 1157 do

Comme ressources actuelles pour la réserve le Ministère de la Marine dispose de 4129 hommes sur les trois classes libérables en 1893, 1894 et 1895. Or les besoins s'élevant à 6000 hommes environ, il existe donc un déficit assez considérable qui provient du préjudice très restreint qui a été fait l'an passé sur le contingent, de 4 mille en 1888 et de 8 mille environ en 1889 il est tombé à 2600 en 1890.

M. le Ministre ajoute à titre de renseignement de nature à intéresser la Commission que les hommes destinés à la réserve sont classés en 4 catégories appelées contrôles.

Le 1<sup>er</sup> comprend les volontaires;



le 2<sup>e</sup> les engagés de 4 et 5 ans.  
 le 3<sup>e</sup> les appelés qui ont demandé au moment  
 des opérations du conseil de révision à  
 être incorporés dans les troupes de la marine.  
 le 4<sup>e</sup> Contingent comprend les engagés  
 volontaires pour 3 ans et les hommes  
 présents sur le contingent qui ne  
 désirent pas aller aux colonies.  
 En 1891, aucun homme de cette dernière  
 catégorie n'a été envoyé dans nos possessions  
 d'outre mer et en 1892, 98 hommes  
 seulement furent désignés.

On voit donc que déjà dans l'état actuel  
 des choses le système de la suppression  
 des mauvais numéros fonctionne dans  
 une certaine mesure, puisque les hommes  
 désignés pour les colonies ne se recrutent  
 presque exclusivement parmi les volontaires.

Il n'en est pas moins vrai que la  
 question du recrutement des troupes coloniales  
 est arrivée à l'état aigue, <sup>une</sup> la solution  
 s'impose avant l'époque de la répartition  
 du contingent.

Il est indispensable de prendre les mesures  
 nécessaires à très bref délai, le Ministre  
 ne se dissimule pas qu'il faut se résigner  
 à un sacrifice d'argent, il est résolu  
 à demander les crédits nécessaires aux Chambres.  
 Il faut, en effet, pour faire face au déficit  
 en hommes, dont il a été parlé et surtout  
 pour remplacer le prélèvement annuel sur  
 le contingent par l'avis des premiers numéros.



attirer dans les rangs de l'armée coloniale, des engagés volontaires pour cinq ans et surtout des rengagés, car ces derniers fournissent les meilleurs éléments. Dans ces conditions l'état de la prime devra être élévé.

En réponse à une demande de M. Garriou le Ministre fait connaître la proportion qui existe actuellement dans les effectifs de troupes de la marine entre les appels et les engagés volontaires et les rengagés.

au 1<sup>er</sup> mai 1892, Sur un total de 23,617 hommes d'Infanterie de M<sup>ine</sup> on compte : 14 900 hommes provenant des classes 1888, 19 et 90.

6 124 engagés volontaires

2 180 rengagés - Sous-officiers.

2 123 rengagés - Caporaux ou Soldats.

Soit : 25 327 dont il faut déduire les pertes.

On arrive ainsi au résultat suivant :

environ 13 000 h. provenant des appels

et 10 500 volontaires. (engagés ou rengagés)

M. Garriou fait observer que dans ces conditions, la conception d'un 10<sup>e</sup> corps d'armée ne peut être soutenue ; En dehors même de autres considérations que l'on peut faire valoir contre ce système, on ne saurait demander au recrutement volontaire les ressources nécessaires pour constituer 8 régiments à 5 bataillons.

M. le Général Japy demande à M. le Ministre de vouloir bien préciser ses renseignements en indiquant à la Commission non pas seulement des chiffres totalisés



main le nombre de Compagnies qu'il juge nécessaire à la garde et à la défense de chaque colonie.  
Le général demande aussi à M. le Ministre s'il accepte à cet égard la composition des garnisons coloniales qui ressort des travaux de la Commission technique.

M. le Ministre répète qu'il n'est pas en mesure de répondre d'une manière ferme sur ce point puisqu'il ne peut, aux termes des décrets de 1890, prendre ces renseignements auprès des gouverneurs chargés de la défense avec les quels il n'a pas la correspondance. Il pourra d'ailleurs s'entendre avec M. le Sous-Secrétaire d'Etat pour obtenir les renseignements en question.

M. Courton. Demande à M. le Ministre si dans sa pensée l'armée coloniale doit être autonome.

M. le Ministre répond affirmativement et cela quelle que soit la système adopté au point de vue de la constitution et du Rattachement.

M. le Général Deffis desire poser à M. le Ministre de la Marine un certain nombre de questions dont il remettra <sup>lui</sup> la liste et sur les quelles il veut bien avoir une réponse écrite.

Elles portent sur le nombre de régiments métropolitains d'Infanterie et d'artillerie coloniales;  
Sur les effectifs nécessaires pour la relève;  
Sur la constitution des cadres en officiers;  
Sur l'effectif des cadres de troupes indigènes;



Sur l'opinion du ministre de la marine en ce qui concerne les avantages d'une réserve coloniale et par suite la création d'un 2<sup>e</sup> corps.

Sur la question des lois d'il exist pourvoir se passer des préliminaires sur le contingent par la voie des premiers numéros.

Outre le régiment et la bataillon de légion étrangère réservoir il par utile de former un ou deux bataillons de travailleurs algériens?

L'état des primes doit il être fixé par la loi ou par décret?

Si le contingent colonial est incorporé en totalité pour il être utilisé dans les colonies auquel il appartient?

La relève doit elle être effectuée tous les deux ans, outous les 3 ans, doit elle être fixée par la loi?

Les artificiers de la marine doivent ils constituer un corps spécial ou peuvent ils être empruntés au département de la guerre?

M. le Ministre fera parvenir à la S<sup>t</sup>e Commission les réponses aux questions posées par M. le Général Duffi et peut d'ailleurs répondre immédiatement à un certain nombre d'entre elles:

Sur la question des effectifs il s'entendra avec M. le S<sup>t</sup>e Secrétaire d'Etat.

Sur la question d'une réserve coloniale et de la création du 2<sup>e</sup> corps il a déjà fait connaître l'avis du Gouvernement qui maintient son projet en vue de l'utilisation des troupes coloniales pour la défense nationale.

Sur la suppression possible des mauvais numéros



le ministre répond affirmativement, à la condition  
d'élever le taux de la prime; l'intention du  
gouvernement est de résoudre cette question  
à brève échéance, et s'efforcera d'attirer dans  
les rangs de l'armée coloniale surtout des  
jeunes gens, qu'il considère comme le meilleur  
sujet de recrutement; quant aux engagements  
à 18 ans pour trois années il n'y a pas  
lieu de les encourager particulièrement,  
les jeunes gens qui demandent cette forme  
n'ont d'autre but que de se débarrasser  
le plus tôt possible de leurs obligations militaires.  
On contraindrait certains avantages surtout  
offerts aux jeunes gens qui s'engagent  
à 20 ans au moins et pour cinq années.  
Cette catégorie peut en effet rendre d'utiles  
services.

~~La séance est terminée~~

Quant à la création de deux bataillons  
de tirailleurs algériens, qui entreraient  
dans la composition de l'armée coloniale  
et appartient à M. le Ministre de la Guerre  
de faire connaître son avis sur ce point.

Sur ce qui touche la fixation de la quotité  
des primes, soit par décret soit par la  
loi elle-même, il y a là une question de  
mesure qui doit être laissée à l'appré-  
ciation du Parlement.

Sur l'utilisation des contingents coloniaux  
dans leur lieu d'origine et dans les colonies



voies, le Ministre ne pouvant que répéter  
ce qu'il a eu l'occasion de dire à la tribune  
du Sénat :

M. le Ministre termine en prenant l'engagement  
de faire parvenir dans un bref délai à la 1<sup>re</sup> Com<sup>te</sup>  
les renseignements les plus précis sur l'état  
actuel de nos garnisons coloniales, et après  
s'être concerté avec M. le S<sup>er</sup> Secrétaire d'Etat,  
sur les effectifs qu'il juge nécessaires pour la  
garde la défense des colonies et pour la relève.

M. Courties insiste pour que les renseignements relatifs  
à la relève soient fournis en se plaçant  
dans l'hypothèse d'une armée coloniale  
coloniale restreinte aux besoins de la défense  
des colonies, puisque telle est la conception  
adoptée par la Commission.

M. le Président remercie ensuite M. le Ministre de la Marine  
qui se retire.

La séance est ensuite levée

Le Président

Le Secrétaire

*[Signature]*



Sous-Commission

Séance du Jeudi 9 Juin 1892

( 2<sup>e</sup> 18 )

Présidence de M. le Général Gressy

Sont présents M. le Général Diffis.  
le Général Japy  
Garnisson  
Courtès.

M. Dupré Secrétaire adjoint donne lecture  
du procès verbal des deux dernières séances.  
Ils sont adoptés.

M. le Président donne communication des Documents  
qui lui ont été adressés par M. le  
Ministre de la Marine à M. le Général  
Billot et transmis par ce dernier.  
Les renseignements seront complétés  
ultérieurement au sujet des effectifs  
jugés nécessaires aux colonies.  
Ils consistent pour le moment, mais  
sans le détail de la répartition <sup>actuelle</sup> par  
colonies dans les chiffres donnés ci-dessous.

Infanterie

1<sup>re</sup> France (Budget Marine)

officiers : 802.

Groupe . . . . . 14 00 f.

2<sup>de</sup> Colonies (Budget Colonial)

officiers : 560

Groupe . . . . . 9 612 f.

15 819 Indig.



1<sup>o</sup> France (Budget Marine)

officiers : 380

Troupe ..... 4137

2<sup>o</sup> Colonies (Budget Colonial)

officiers : 278

Troupe ..... 2613.

Il résulte d'un échange d'observations entre les membres de la 2<sup>e</sup> Commission que le chiffre des troupes nécessaires pour la relève peut être évalué en <sup>théorie</sup> principe au tiers de l'effectif total, c'est-à-dire de la moitié du chiffre des troupes stationnées aux colonies afin de permettre la relève par moitié, la durée du séjour étant évaluée à 2 ans.

Cependant il faut tenir compte des circonstances, telles que les maladies, les courables, les pertes, de plus et en même temps de se ménager une petite réserve expéditionnaire. Dans les conditions la Commission admet un chiffre de 6000 hommes européens affectés à l'infanterie coloniale; qui d'après le document du Ministère s'élève actuellement pour la garnison coloniale à 9600 hommes européens.

Soit 19600 d. comme effectifs de troupes d'infanterie coloniale, c'est-à-dire européens 96 Compagnies de 160 hommes. (Chiffre normal, analogue à celui des 2<sup>es</sup> métropolitaines d'infanterie), ou 24 bataillons, que la 2<sup>e</sup> Commission estime



devoir être répartis en 6 Régiments

M. le Président met aux voix cette  
Composition de l'Infanterie Coloniale,  
dont d'ailleurs entendue que les  
Contingents Coloniaux entendent dans  
l'effectif de ces régiments.

L'As. G<sup>l</sup> Communes par la voix contre  
une fixe le nombre de régiments à  
6, à 4 bataillons de 4 C<sup>is</sup>.

M. le Général Japy explique son vote  
en disant qu'il considère la réunion  
générallement fournie par le Ministère  
Commun absolument insuffisante.

Il faudrait en outre demander au  
Ministère de la Guerre le relèvement de  
troupes prêtées par le Département  
au Service des Colonies.

Conformément au vote de la Com<sup>m</sup>  
le 1<sup>er</sup> § de l'art. 3. (a) rédigé  
ainsi:

« 6 Régiments d'Infanterie Coloniale  
à 4 bataillons de 4 Compagnies.

Les 1<sup>re</sup> et 2<sup>es</sup> § disparaissent comme  
redundantes de votes précédents.

Les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> § sont adoptés.

L'As. G<sup>l</sup> Communes adopte ensuite le § relatif  
à la création d'une légion étrangère  
Coloniale comprenant 1 Rég<sup>t</sup> = 3  
bat<sup>ons</sup> de 4 C<sup>is</sup> et 1 bat<sup>on</sup> formant  
Corps.



Sur le § Saisant relatif aux conditions dans les  
quelles cette légion sera formée au point de vue  
inclusif des officiers, M. le Général Duffi fait  
observer qu'il s'agit bien d'obliger le commandant  
dela légion à s'entendre à ce sujet avec les  
collègues de la marine, car si le projet de la  
S<sup>e</sup> Commission est mis en œuvre il ne faut  
pas oublier qu'un grand nombre d'officiers  
d'infanterie de marine verront leurs emplois  
actuels supprimés. Il faut donc avoir égard à  
ces officiers l'accent de la légion étrangère.

Après un échange d'observations cette opinion est  
adoptée par la majorité de la Commission et  
les mots "et de la marine" sont ajoutés au texte  
du § après ceux de "Ministère de la guerre."  
Les mots "les ministres" sont par suite substitués à ceux  
de "le Ministre".

Conformément à une proposition formulée dans  
le rapport projet de M. Trac et soutenu d'ailleurs  
par M. le Général Grey, la S<sup>e</sup> Commission décide,  
sans élever de objections sur pourrants être faits  
à ce sujet par le commandant de la marine, qu'il  
s'en crée aussi un bataillon de tirailleurs  
Algériens.

En conséquence le § 3 du Chapitre (6) "Groupe Étranger"  
sera rédigé ainsi.

« 1 bat<sup>on</sup> de tirailleurs algériens ».

Le Chap. (c) Groupe indigènes est ensuite  
adopté sans élever d'observations à demander.



Au Ministère en ce qui concerne :  
 le nombre de bataillons de travailleurs haouas  
 le chiffre de  $\frac{1}{2}$  bat<sup>on</sup> de travailleurs malgaches  
 qui est de 25000 soit de 25000 de porter = 1 bataillon  
 et ont donné la situation tendue qui existe  
 à Madagascar. Quant au budget observé  
 M. Jaurès  
 enfin le chiffre de 1 ou de 2 c<sup>est</sup> de l'opinion de  
 l'Inde.

Conformément aux résolutions arrêtées dans  
 cette séance l'article 3 se rédige ainsi :

## Chapitre I

### Groupe.

#### art. 3.

L'infanterie comprend :

#### (a) Groupes métropolitains

- 6 Régiments d'Infanterie Coloniale à  
 4 bataillons de 4 Compagnies.
- 3 Compagnies disciplinaires des Colonies,  
 plus un dépôt commun aux  
 trois compagnies.
- 1 Compagnie de discipline de l'armée  
 Coloniale, plus un dépôt.



## (b) Groupes étrangers.

## (b) TROUPES ÉTRANGÈRES.

1 légion étrangère coloniale comprenant 1 régiment à 5 bataillons de 4 compagnies, et 1 bataillon formant corps.

Pour la formation de cette légion, les officiers supérieurs et subalternes de toutes armes de l'armée de terre concourront dans la limite et dans les conditions fixées par les Ministres de la Guerre. Ceux qui seront admis passeront dans l'infanterie coloniale, où ils prendront rang d'après leur ancienneté.

*et de la Marine.*

## 1 Bataillon de tirailleurs algériens.

## (c) TROUPES INDIGÈNES.

3 régiments de tirailleurs tonkinois à 4 bataillons de 4 compagnies;

1 régiment de tirailleurs annamites à 3 bataillons de 4 compagnies;

1 régiment de tirailleurs sénégalais à 3 bataillons de 4 compagnies;

1 bataillon de tirailleurs haoussas de 4 compagnies; 2

1 demi-bataillon de tirailleurs malgaches à 2 compagnies; 2

1 4 compagnie de cipahis de l'Inde. 2

La composition des cadres des corps de troupe sus-énumérés et leurs effectifs en simples soldats sur le pied de paix et sur le pied de guerre, en France ou aux colonies, sont déterminés par les tableaux numérotés de 1 à 11 annexés à la présente loi.

*La 1<sup>re</sup> Commission s'ajourne ensuite au lendemain  
lundi 10 juin à 1 heure.*

*Le Président*

*Secrétaire*

*Brasseur*



Sous-Commission

Séance du 10 juin

(N<sup>o</sup> 10)

Présidence de M. le Général Grévy

Sont présents M. M. Garibaldi.

Courtès

Général Daffis

Général Japy.

M. Garibaldi

demande la parole pour attirer l'attention des membres de la Commission sur la suppression de l'une des deux Compagnies de Cipayas de l'Inde, sur laquelle il y aurait lieu de demander des explications à M. le Ministre de la Marine.

Cette Compagnie se recrutait d'ailleurs avec la plus grande facilité et la population s'est montrée très défavorable à une réduction des effectifs qui laisse de telles troupes populeuses comme Kankal qui compte 80 000 âmes dans un seul homme de troupe à opposer en cas d'insurrection.

D'autre part nous avons à Obok un point de ravitaillement fort important sur lequel aucune troupe européenne ne peut vivre, il serait facile d'imiter le Anglais à Aden, en confiant le soin de ce point vital à un détachement de Cipayas de l'Inde, les indigènes n'ayant rien à redouter du climat.



Après un échange d'observations il est décidé  
que M. le Ministre de la Marine sera invité  
à fournir des explications sur ce point et  
la Commission sera en mesure d'admettre l'absence  
de ce point au lieu d'une.

La 1<sup>re</sup> Commission revient ensuite à l'examen  
de l'article 4 du projet ministériel et à  
l'étude des tableaux fournis par M. le  
Ministre de la Marine.

Sur le sentiment de M. le Général Japy, il  
y a lieu de procéder à l'égard des effectifs  
de l'artillerie comme il a été fait pour  
celle de l'Infanterie Coloniale Métropolitaine.  
C'est à dire de prendre pour base le  
nombre de batteries indispensables à  
la défense des Colonies, malheureusement  
on ne rencontre pas dans les renseignements  
fournis jusqu'à présent par  
le Ministre de la Marine une netteté  
suffisante.

M. le Général Grévy fait observer que le système adopté  
pour la défense des ports doit influer  
directement sur les délibérations de la  
sous-commission, selon que l'artillerie  
Coloniale sera ou non chargée du  
service des batteries affectées à la défense  
des ports.

M. le Général Japy ne saurait admettre qu'un service



de cette nature, c'est à dire essentiellement  
métropolitain, soit déliberement exclu  
plus particulièrement ou même  
exclusivement à des rengagnés, ce  
à dire à des hommes qui l'on ne  
se procure qu'à prix d'or.

Le Sénat en votant que l'armée  
coloniale soit exclusivement composée  
(au point de vue métropolitain) de rengagnés  
à par la même, entend que  
les saufs en question ne soient  
consentis qu'en faveur d'hommes  
affectés spécialement au service colonial.

Aux termes de l'ordonnance de la Commission  
technique les garnisons coloniales exigent  
un total de 16 batteries, en  
doubleant ce chiffre pour assurer la  
résistance et la réserve expéditionnaire  
on est certain d'en pas être au delà  
de 32. En conséquence M. le  
Général propose de fixer la composition  
de l'artillerie coloniale à 2 régiments  
à 16 batteries.

M. le Général Duffi et M. le Général Grey font observer  
qu'il est nécessaire d'être complètement  
éclairé sur la nature même des  
batteries fixes nécessaires; quelle est  
la composition en batteries à pied, ou  
montées, ou de montagne qui entrent  
dans la formation des régiments.

Dans ces conditions le V<sup>e</sup> Com<sup>on</sup> décide



que de nouveaux renseignements seront demandés  
en ce qui concerne le nombre de batteries, soit  
à pied, soit montées, soit de montagne  
stationnées actuellement aux colonies, etc  
d'autre part en France; ainsi aurait  
lieu en outre d'être très nettement fixé  
sur le rôle des batteries de Martellani de marine  
sur le côtes.

La séance est ouverte à 1 heure et finie au  
Lundi 13 Juin à 1 heure

Le Président

Le Secrétaire.

Orateur.

Sous-Commission -  
( N° 20 )

Séance du Lundi 13 Juin

Président M. le Général Grisy

Sont présents M. M. Garnier

Général Japy

Général Duffès.

M. le Général Grisy donne communication à ses collègues  
d'un état émanant des bureaux de Sous-  
Secrétariat et relatif aux existants aux  
Colonies en batteries et compagnies d'ouvriers



Il faut ressortir les totaux suivants :

Etablissements existants.	{	7 batteries à pied
		8 do montées
		3 Compagnies de Conducteurs
		4 do d'ouvriers.

M. le Général Duffi fait observer que le projet ministériel fixe le nombre de batteries à 44 dont 12 normalement stationnées en France et dont la nécessité ne se justifie que dans l'hypothèse d'un 20<sup>e</sup> corps ; réduction faite de ces douze batteries, on est ramené au chiffre de 32 batteries auquel le général s'arrête au moins provisoirement et en attendant de nouveaux éléments d'appréciation qui font défaut à l'heure actuelle.

M. le Général Japy se rallie au même chiffre en se basant sur les travaux de la Commission technique qui établissent à 16 batteries  $\frac{1}{2}$  le besoin d'artillerie aux colonies.

M. le Général Gréy partage lui aussi de 32 batteries groupées en deux régiments propose de laisser au Ministre le soin de déterminer la nature des batteries en se bornant à lui indiquer le nombre de 16 par régiments.

Après un échange d'observations la 1<sup>re</sup> Com<sup>on</sup> décide la suppression des bataillons d'artillerie coloniale de forteresse, qui ne sont autre chose que des groupements de batteries.



après. Cette disposition est mise aux voix et adoptée.

Une discussion s'établit ensuite sur la question des Compagnies de Conducteurs; il est convenu que des explications seront demandées, sur ce point à qui en veut.

La Commission passe ensuite à la fixation du nombre de Compagnies d'ouvriers.

M. le Général Diffs. Il résulte des renseignements fournis qu'il existe aux colonies la valeur de 4 compagnies et faut tenir compte des besoins de la relève et aussi des armées, mais ne possédant pas d'éléments suffisant d'approvisionnement.

M. le Général Gasp. propose 5 compagnies ayant leur siège central dans nos 5 grands ports et fournissant les détachements nécessaires.

Une échange d'observations s'établit entre M. Garnier et M. le Général Gasp. sur la fixation du siège central de ces compagnies la relation des détachements aux colonies avec la métropole se fait avec certains de longs retards et des frais très onéreux peut être y aurait-il lieu d'établir une ou deux Compagnies aux colonies mêmes.

M. le Général Gasp. fait observer que les compagnies de santé se recrutent en France, administrent les malades et les convalescents il semble nécessaire qu'ils aient leur siège principal en France.



M. le Président estime que ces détails d'organisation  
doivent être laissés à l'appréciation de  
l'assemblée qui administre sous sa  
responsabilité.

Le chiffre de 5 Compagnies est ensuite  
mis aux voix et adopté par 2 voix  
contre 1 abstention, la voix de M.  
le Président étant prépondérante.

Par 3 voix contre une M. le Commissaire  
adopté la Compagnie d'artilleurs.

Dans ces conditions l'Article 4.  
(a) Groupes métropolitains se redige  
ainsi :

art. 4.

L'artillerie Coloniale Comprend :

1 Régiments d'artillerie Coloniale  
Chacun = 16 Batteries ;

5 Compagnies d'ouvriers d'artillerie Coloniale

1 Compagnie d'ouvriers d'artilleurs coloniaux

Les dispositions (b) Groupes indigènes  
sont ensuite adoptées.

Les articles 8 et 9 qui avaient été dressés  
sont ensuite adoptés sous réserve de  
modifications à introduire dans les  
tableaux qui sont versés dans ces  
articles.

L'art. 16 qui avait été introduit dans  
le projet par suite du rattachement de



l'armée coloniale au moment de la guerre, n'e  
plus serons d'être et disparaît.

Une disposition aussi connue et qui figure  
dans le projet de loi de M. le général Delfi, en  
cours d'adoption par 3 voix contre une :

Les Écoles militaires métropolitaines de troupes coloniales  
qui seraient en excédent de besoins des  
Corps coloniaux, pour atteindre le complet  
de mobilisation, seront versés dans l'armée  
active, au moment de leur passage dans  
la réserve de l'armée active.

Il est ensuite convenu que les dispositions  
arrêtées par la 1<sup>re</sup> Commission seront imprimées  
et distribuées aux membres de la Commission  
plénière.

La 1<sup>re</sup> Commission s'ajourne ensuite  
au jeudi 18 février pour l'examen  
des tableaux.

L. Prud'homme

Le Secrétaire.

De la Roche



Sous-Commission  
(N° 21)

Séance du 15 Juin 1892

Présidence de M. le Général Grey.

Sont présents M. M. le Général Deffis.  
le Général Japy  
Garrison  
Courtes.

M. le Président donne communication d'une lettre de M. le Ministre de la Marine l'informant qu'il "a transmis à M. le Ministre de la Guerre la demande relative aux effectifs jugés nécessaires pour l'occupation de colonies et pour la relève des garnisons coloniales."

L'ordre du jour appelle l'examen des tableaux

Examen du tableau n° 1

M. le Général Japy propose 2 lieut<sup>ts</sup> colonels au lieu d'un seul par régiment d'Infanterie Coloniale ; en effet une fraction du régiment est toujours en France tandis que l'autre est aux colonies, l'une est commandée par le Colonel et l'autre par le 1<sup>er</sup> Colonel ; dans l'hypothèse où l'un ou l'autre de ces officiers supérieurs est atteint de maladie il est utile qu'il puisse être remplacé par un 1<sup>er</sup> Colonel non étranger au régiment.

M. le Général Grey et M. le Général Deffis pensent que cet officier supérieur doit être placé à l'état-major Général ou il sera à la disposition de



Ministre ; il faut en effet envoyer aux colonies  
en officiers surtout le strict nécessaire pour les  
besoins du Service afin d'en exposer le moins  
grand nombre possible aux inconvénients du Climat  
quant aux officiers de remplacement et servir  
dans de meilleures conditions en France.

Dans ces conditions la 1<sup>re</sup> Commission, maintenant le  
Chiffre d'un 2<sup>e</sup> Colonel par régiment.

En raison du chiffre de 4 bataillons au lieu de cinq  
adopté par la 1<sup>re</sup> Commission, le nombre de chefs de  
bataillons, de capitaines adjudants majors et  
de médecins de 1<sup>re</sup> classe (adjud. majors) est respectivement  
ramené à 4, 4 et 4 au lieu de 5, 5 et 5.  
Il en est de même des adjudants de bataillon et  
des capitaines elaisons ramené à 4 au lieu de 5.  
Les autres annexes, scribes, tailleurs, cordonniers  
et les conducteurs de voitures sont portés à 4. 8. 8  
et 4 au lieu de 5. 9. 9 et 5.

Examen du tableau relatif à la Composition des Compagnies.

M. le Général Duffi fait observer qu'à l'époque où ce tableau a été  
établi on n'a pas escompté l'incorporation  
des contingents coloniaux dans l'armée coloniale  
ce qui est admis en principe à l'heure actuelle  
conformément au texte de l'amendement  
légalement voté par le Sénat. On pourrait  
donc n'admettre que deux colonnes, l'une  
relative aux effectifs de la C<sup>ie</sup> en France et  
l'autre fixant à 160 hommes uniformément  
l'effectif des Compagnies aux colonies.

M. le Général Guez propose d'admettre le chiffre indiqué au tableau



du projet M<sup>le</sup> tout en indiquant sans  
une note qu'il s'agit de chiffres maxima  
qu'il appartient à M. le Ministre de la  
Guerre de diminuer au point de vue de la  
composition en Européens dans la mesure  
rendue possible par les ressources qui offusent  
le contingent du recrutement colonial.

Cette motion est adoptée — (G<sup>re</sup> D<sup>re</sup> Contre)

Le tableau relatif aux 12 Compagnies stationnées  
normalement en France est supprimé consi-  
dérant aux résolutions adoptées précédemment  
par la loi communale.

Dans ces conditions le tableau N°1 se redige ainsi

TABLEAU N° 1

Composition d'un régiment d'infanterie coloniale à <sup>4</sup> batail-  
lons de 4 compagnies (sur le pied de paix).

ÉTAT-MAJOR DU RÉGIMENT

OFFICIERS

	Hommes.	Chevaux.
Colonel.....	1	2
Lieutenant-colonel.....	1	2
Chefs de bataillon.....	5 4	5 4
Major.....	1	1
Médecin principal (major de 1 <sup>re</sup> classe).....	(1)	1
Capitaines adjudants-majors.....	5 4	5 4
Capitaine-trésorier.....	1	»
Capitaine d'habillement.....	1	»
Lieutenant officier d'armement.....	1	»
Lieutenant adjoint au trésorier.....	1	»
Lieutenant adjoint à l'officier d'habillement..	1	»
Lieutenant ou sous-lieutenant porte-drapeau.	1	»
Médecin de 1 <sup>re</sup> classe (major de 2 <sup>e</sup> classe).....	(1)	1
Médecins de 2 <sup>e</sup> classe (aides-majors).....	(3) 2	2 2
Total de l'état-major.....	49 17	20 17

Les chiffres entre parenthèses n'ont pas été compris dans les additions.



— 16 —

## TROUPE

		Hommes. Chevaux.	
Petit état-major.	Adjutants de bataillon . . . . .	54	»
	Chef de fanfare . . . . .	1	»
	Sergent-major ou sergent clairon . . . . .	1	»
	Caporaux clairons . . . . .	54	»
	Caporal sapeur . . . . .	1	»
	Sapeurs ouvriers d'art. . . . .	12	»
	Chef armurier . . . . .	1	»
	Adjudant vaguemestre . . . . .	1	»
	Maître d'escrime (adjudant ou sergent) . . . . .	1	»
	Sergent-major de la compagnie H. R. . . . .	1	»
	Sergent ou sergent-major 1 <sup>er</sup> secrétaire du trésorier . . . . .	1	»
	Secrétaire du colonel . . . . .	1	»
	2 <sup>e</sup> Secrétaire du trésorier . . . . .	1	»
	1 <sup>er</sup> Secrétaire du capitaine d'habillement . . . . .	1	»
Compagnie hors rang.	Garde-magasin de l'habillement . . . . .	1	»
	Maître tailleur . . . . .	1	»
	Maître cordonnier . . . . .	1	»
	Sergent-fourrier . . . . .	1	»
	1 <sup>er</sup> Secrétaire du major . . . . .	1	»
	3 <sup>e</sup> Secrétaire du trésorier . . . . .	1	»
	2 <sup>e</sup> Secrétaire du capitaine d'habillement . . . . .	1	»
	Secrétaire de l'officier d'armement . . . . .	1	»
	Moniteur d'escrime . . . . .	1	»
	Chargé des détails de l'infirmerie . . . . .	1	»
	Moniteur de gymnase . . . . .	1	»
	Premiers ouvriers armuriers . . . . .	2	»
	Premiers ouvriers tailleurs . . . . .	3	»
	Premiers ouvriers cordonniers . . . . .	3	»
	Conducteur des équipages . . . . .	1	»
	2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> secrétaires du major . . . . .	2	»
	4 <sup>e</sup> Secrétaire du trésorier . . . . .	1	»
	3 <sup>e</sup> Secrétaire du capitaine d'habillement . . . . .	1	»
	Ouvriers armuriers . . . . .	54	»
Soldats.	Ouvriers tailleurs . . . . .	98	»
	Ouvriers cordonniers . . . . .	98	»
	Conducteurs de voitures . . . . .	54	54
		Chevaux de trait.	
Total du petit état-major et de la section hors rang . . . . .		879	54
Enfants de troupe . . . . .		1	»
Chefs armuriers détachés pour les portions aux colonies . . . . .		4	»



3

— 17 —

N° 1201

## COMPAGNIES

*Une compagnie en France et aux colonies.*

	France.	Tonkin Annam Cochinchine Sénégal Réunion et Guyane.	Martinique et Guadeloupe.	Nouvelle- Calédonie et Diégo- Suarez.	Chevaux par compagnie.
Capitaines .....	1	1	1	1	1
Lieutenants ou sous-lieutenants.....	2	2	2	2	»
Total des officiers .....	3	3	3	3	1
Adjudants.....	1	1	1	1	»
Sergents-majors .....	1	1	1	1	»
Sergents.....	6	6	6	6	»
Sergents-fourriers.....	1	1	1	1	»
Caporaux .....	12	12	12	12	»
Clairons .....	3	3	3	3	»
Effectif total des cadres de la compagnie .....	24	24	24	24	»
Soldats .....	97	125 <sup>(1)</sup>	75 <sup>(1)</sup>	150 <sup>(1)</sup>	»
Effectif total de la com- pagnie.....	124	152	102	177	1
Enfants de troupe.....	1	1	1	1	»

(1) N.-B. — Les compagnies de la Martinique et de la Guadeloupe ne comptent que 75 soldats à l'effectif, afin de permettre d'encadrer les réservistes et de recevoir les hommes qui, pour une des causes prévues par la loi, sont appelés à faire leur service dans leur pays d'origine. Ce nombre <sup>constituent</sup> est un maximum de soldats métropolitains qui devra être réduit par M. le Ministre de la Marine dans proportionnellement aux ressources locales de recrutement colonial.

Les tableaux n° 2  
3  
4  
5

Sont adoptés sans modifications.



Il y a lieu d'introduire un tableau relatif à la composition du bataillon de travailleurs algériens adopté par le S<sup>r</sup> Commissaire.

La composition adoptée est conforme aux dispositions de l'arrêté de cadres de 1877 mais qui concerne les travailleurs algériens.

Les tableaux n<sup>os</sup> 6, 7 et 8 sont adoptés sans modifications.

Sur le tableau n<sup>o</sup> 9. M. le général Duffi fait observer qu'il y a lieu de demander au Ministère Compétent des renseignements relatifs à une question récente d'un ou deux bataillons soudanais.

Sur cette base le tableau n<sup>o</sup> 9 est adopté.

Tableau n<sup>o</sup> 10 — adopté.

Tableau n<sup>o</sup> 11 — adopté.

Sur le tableau n<sup>o</sup> 12. Comme conséquence d'un vote précédent relatif à la suppression des bataillons d'artillerie de forteresse, ce tableau est supprimé.

Sur le tableau n<sup>o</sup> 13. Sur la observation de M. le général Japy et conformément aux indications données par M. le général Duffi, basées sur la loi de cadres de 1877.

Les modifications suivantes sont introduites dans ce tableau.

D'autre part, la brigade d'artillerie indigène n'a jamais été formée et est supprimée.



D'autre part la 2<sup>e</sup> commission d'état bornée à fixer le nombre de batteries sans indiquer leur nature, soit batt<sup>e</sup> a pied, montée, ou de montagne, dont le projet est dans chaque régiment sera suivi par M. l'officier de la Marine et qu'il lui de déterminer la composition de la batterie a pied qui en fera tout le corps susdite :

## COMPOSITION D'UNE BATTERIE

*a pied*

## OFFICIERS

	Hommes. Chevaux	
	—	—
Capitaine commandant. . . . .	1	1
Capitaine en second . . . . .	1	1
Lieutenant en premier . . . . .	1	1
Lieutenant en second ou sous-lieutenant . . . . .	1	1
Total . . . . .	<u>4</u>	<u>4</u>

## TROUPE

Adjudant . . . . .	1	»
Maréchal des logis chef . . . . .	1	»
Maréchaux des logis (dont 1 sous-chef artificier . . . . .	7	} 8 »
Maréchal des logis fourrier . . . . .	1	
Brigadiers (dont 1 élève fourrier). . . . .	8	»
Artificiers. . . . .	5	»
Ouvriers en fer et en bois . . . . .	4	»
Trompettes . . . . .	2	»
Canonniers. . . . .	100	»
Total . . . . .	<u>129</u>	<u>»</u>

et le tableau n° 13 conformément au modèle ci-dessus :



TABLEAU N° 13

16

**Composition d'un régiment d'artillerie coloniale à 2 batteries  
montées et 9 batteries de montagne (sur le pied de paix).**

## ÉTAT-MAJOR.

## OFFICIERS.

		Hommes.	Chevaux
Colonel. . . . .	1	8	3
Lieutenant-colonel. . . . .	1		2
Chefs d'escadron . . . . .	5		10
Major. . . . .	1		2
Médecin principal (major de 1 <sup>re</sup> classe) . . . . .	(1)		2
Capitaines	Instructeur d'équitation . . . . .	1	2
en premier	Adjudants-majors (1) . . . . .	1	»
ou en second.	Trésorier . . . . .	1	»
	d'habillement. . . . .	1	»
Lieutenant ou sous-lieutenant adjoint au trésorier. . .	1	4	»
Médecin de 2 <sup>e</sup> classe (aide-major) . . . . .	(1)		1
Vétérinaires.	En premier. . . . .	(1)	1
	En second . . . . .	(1)	1
	Aide . . . . .	(1)	1
Total . . . . .		12	25

(1) Ces emplois, au nombre de deux, sont remplis, en temps de paix, par des capitaines en second de batterie.

## TROUPE.

		Hommes.	Chevaux.
	Adjudants (dont 1 chargé du casernement) . . . . .	3	3
	Chefs artificiers. . . . .	7	1
Petit	Maréchal des logis chef, mécanicien et	13	
état-major.	garde du parc . . . . .		
	Maréchal des logis trompette . . . . .		1
	Brigadier trompette. . . . .		1
Total . . . . .		13	6



		Hommes. Chevaux.	
Compagnie hors rang.	Chef armurier.....	»	31
	Adjoint au capitaine d'habillement.....	1	
	Chargé de l'armement et du harnachement....	1	
	Adjudants. 1 <sup>er</sup> Secrétaire du major.....	1	5 2
	1 <sup>er</sup> Secrétaire du trésorier.....	1	
	1 <sup>er</sup> Secrétaire du capitaine d'habillement.....	1	
	Maréchaux Du peloton hors rang.....	1	
	des 2 <sup>e</sup> Secrétaire du major.....	1	3 2
	logis chefs. Vaguemestre.....	1	
	Premier maître d'escrime (adjudant ou maréchal des logis)	»	1
	Secrétaire du colonel.....	1	
	2 <sup>e</sup> Secrétaire du major.....	1	
	2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> secrétaire du trésorier.....	1	
	2 <sup>e</sup> Secrétaire du capitaine d'habillement.....	1	
	Chargé de la bibliothèque et du matériel des écoles.....	1	11
	Chargé de l'infirmerie des hommes.....	1	
	Chargé de l'infirmerie des chevaux.....	1	
	Chargé de la remonte.....	1	
	Maître sellier.....	1	
	Maître tailleur.....	1	
	Maître cordonnier.....	1	
Compagnie hors rang.	Fourrier.....	»	1
	4 <sup>e</sup> secrétaire du major.....	1	
	4 <sup>e</sup> secrétaire du trésorier.....	1	
	2 <sup>e</sup> secrétaire du capitaine d'habillement.....	1	
	Secrétaire de l'adjudant chargé de l'armement.	1	
	Brigadiers... Moniteurs d'escrime.....	1	42 9
	Premier ouvrier armurier.....	1	
	— sellier.....	1	
	— tailleur.....	1	
	— cordonnier.....	1	
Compagnie hors rang.	Prévôts d'escrime.....	6	
	pour l'infirmerie des chevaux.....	1	
	Ouvriers armuriers.....	2	24
	— tailleurs.....	6	
Compagnie hors rang.	— cordonniers.....	6	
	Totaux.....	55	31

4<sup>e</sup> Secrétaire du major  
3<sup>e</sup> = 2<sup>e</sup> du trésorier  
3<sup>e</sup> = 2<sup>e</sup> du cap. d'habil.

# BATTERIES.

	BATTERIE	
	Montée	de Montagne
Capitaine commandant.....	1	1
Capitaine en second.....	1	1
Lieutenant en premier.....	1	1
Lieutenants en second ou sous-Lieutenants.....	2	2
Adjudant.....	1	1
Maréchal des logis chef.....	1	1
Maréchaux des logis, dont 1 sous-chef artificier.....	7	8
Maréchal des logis fourrier.....	1	1
Brigadier fourrier.....	1	4
Brigadiers.....	7	9
Brigadier maître maréchal-ferrant.....	1	1
Artificiers.....	5	6
Ouvriers en fer et en bois.....	4	4
Aide maréchaux-ferrants.....	2	1
Bourreliers.....	2	2
	120	138



Les effectifs en canonnières, chevaux et mulets des batteries aux colonies peuvent être modifiés par arrêté ministériel selon les besoins et d'après les prévisions du budget.

Des auxiliaires indigènes peuvent également être adjoints aux auxiliaires européens partout où le climat rend cette mesure utile et où les circonstances locales la rendent possible.

Examen du tableau n° 14 - adopté. mais la 1<sup>e</sup> partie de l'annexe finale qui li'après d'arrêter d'être parvenue du Ratt =  
absolue.

Tableau n° 16 - adopté.

Examen du tableau 17.

La 1<sup>re</sup> commission réduit à 8 le nombre des généraux de brigade pour rétablir avec la proportion qui existe dans l'armée d'été relativement aux nombres de généraux de division.

Elle porte à 8 le nombre de colonels, étant donné la réduction qu'elle a opérée d'autre part sur le nombre de régiments d'infanterie coloniale, et adopte les autres fixations, n'étant pas suffisamment éclairée sur le nombre et la nature de divers emplois auquel il y a lieu de pourvoir.

La Commission s'ajourne ensuite  
au Vendredi 17 Juin à 1 heure

Le Président

Le Secrétaire.  
B. Lureau

Rellou



Séance du 17 Juin 1892.

La Séance est ouverte à 1<sup>h</sup> 1/2, sous la présidence de M. le Général Gervy.

M. le Président donne communication à ses collègues de deux documents émanant du Sous-Secrétariat d'Etat aux Colonies et adressés par M. Jarnois à M. le Général Billoz.

Ces renseignements consistent : 1<sup>o</sup> dans un tableau des effectifs par arme et par Colonie des différents Corps de troupe entretenus en 1892 aux Colonies ;

## Récapitulation

Marine		Guerre.	
32 715 <sup>h.</sup> dont	{ 13 330 Européens 19 385 Indigènes	39 477 <sup>h.</sup> dont	{ 34 56 Européens 4 91 Indigènes.

2<sup>o</sup> : un tableau des effectifs que donnera l'application de la loi sur le recrutement aux Colonies (évaluation de 1885).

Colonies	Contingent Annuel	Effectif de la 1 <sup>re</sup> classe, 2/3 du Contingent	Effectif disponible dans la Colonie 2 <sup>e</sup> Classe	Observations.
Martinique	650	450	4.500	
Guadeloupe	1200	800	8 400	
Réunion	750	500	5280	
Guyane	169	120	1280	
Inde	1100	730	7800	
Sénégal	200	160	1400	dont deux
N <sup>elle</sup> Calédonie	100	60	630	dont deux.



M. le Général Grévy rappelle qu'il a été distribué aux membres de la Sous-Commission un texte (en épreuve) imprimé de l'avant-projet qui sera soumis à l'examen de la Commission plénière, il demande à ses collègues s'ils ont des observations à présenter sur la rédaction de ce document avant que l'impression définitive ne soit ordonnée.

M. le Général Duffis sur l'art. 6 propose pour laisser toute latitude au Ministre compétent en ce qui concerne la relève de la Légion étrangère de supprimer le 2<sup>e</sup> § et de remplacer dans le 1<sup>er</sup> § les mots "troups indigènes" par ceux de "divers corps coloniaux". (adopté)

Le général propose ensuite une modification reforme à l'art. 7.

Le 3<sup>e</sup> § devient le 2<sup>e</sup> et se complète par le mot "qui pourra également être complété par des auxiliaires indigènes".

M. le Général Grévy fait observer qu'il y aurait lieu d'introduire dans les dispositions de l'article 8 (a) un § indiquant que les 6 régiments d'Infanterie métropolitaine seront groupés en 3 brigades placés sous les ordres des généraux de l'armée Coloniale.

M. le Général Duffis estime que l'article 1<sup>er</sup> répond à la pensée qui guide M. le Général Grévy en édictant de la façon la plus formelle que ces troupes ont un régime propre, elles échappent ainsi à l'action des officiers de Vaisseau.



M. le général Giry n'insiste pas sur sa proposition ; il est  
d'ailleurs entendu que le rapport fera  
mention expresse des vœux de la S<sup>e</sup> Commission  
à cet égard, dans la partie de travail  
qui sera consacrée au commentaire  
de l'article 1<sup>er</sup>.

Le général fait ensuite observer que  
la disposition de l'article 19 qui permet  
au ministre de désigner <sup>d'office</sup> pour le service  
de recrutement colonial, des officiers de  
l'armée de terre, peut paraître comporter  
certaines inconvénients ; tout permet de croire  
que nombre de demandes se produiront,  
mais il paraît peut-être plus expédient  
de supprimer purement et simplement le  
mot "Sur leur demande ou d'office"  
adopté.

Le secrétaire est ensuite chargé de vérifier  
les références aux articles, et aux tableaux  
dont le numérotage a été modifié.

L'assemblée est ensuite levée à 2<sup>h</sup> 1/4.

Le Président.

*[Signature]*

Le Secrétaire.

*[Signature]*



(N° 23)

## Commission plénière de l'armée.

Séance du 17 juin 1892

La séance est ouverte à 2<sup>h</sup> 1/2 sous la Présidence de M. le général Billot.

La parole est au Secrétaire pour la lecture du Procès verbal de la précédente séance de la Commission plénière. Il est adopté sans observations.

M. le Général Billot fait savoir à ses collègues que la Sous-Commission Présidée par M. le Général Giry et chargée de l'élaboration d'un avant projet portant organisation de l'armée coloniale a terminé ses travaux. Ce document sera imprimé et distribué sans délai aux Membres de la Commission.

M. le Président rend hommage aux membres de la Sous-Commission et les remercie du zèle qu'ils ont apporté dans l'accomplissement du mandat qu'ils ont bien voulu accepter.

L'ordre du jour appelle l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés dans sa séance du 11 avril 1891 ayant pour objet la modification de l'article 59 de la loi du 15 juillet 1889 (Engagements) Enaus mise à M. le Président du Sénat le 12 avril et envoyée à la Commission de l'armée.



L'arant dernier § de l'article 59 est ainsi conçu :

« L'engagé volontaire admis, après concours, à l'école normale supérieure, à l'école centrale des arts et manufactures, ou à l'une des écoles spéciales visées à l'article 23, pourra bénéficier des dispositions dudit article, après un an de présence sous les drapeaux, à la condition que la demande ait été formulée au moment de l'engagement ».

Le but poursuivi par M. C. Dreyfus et ses collègues signataires de la proposition de loi consiste dans l'extension à toutes les catégories de jeunes gens qui relèvent de l'article 23 du privilège ou plutôt de la faculté accordée par l'arant dernier § de l'article 59.

On remarquera en effet, ainsi qu'il résulte d'ailleurs de l'avis du Conseil d'état consulté sur ce point que « les dispositions de l'arant dernier alinéa de l'article 59 ne sont applicables qu'aux engagés volontaires admis soit à l'école normale supérieure soit dans une des écoles spéciales, visées à l'article 23 de la loi, où l'on entre à la suite d'un concours. »

Il s'en suit que les jeunes gens ayant obtenu ou poursuivant leurs études en vue d'obtenir les diplômes qui se décernent à la suite d'épreuves probatoires (Licence et lettres - sciences - Docteurs en droit ou en médecine etc...) ne peuvent bénéficier des facilités données par l'article 59.

Ils obtiennent ainsi après, s'ils subissent de bonne heure leurs études et arrivent



a voir leurs études supérieures coupées  
par le service militaire

Dans ces conditions la Chambre des  
Députés a modifié comme suit l'ancien  
dernier alinéa de l'article 59

« L'engagé volontaire qui remplira  
l'une quelconque des conditions fixées par  
l'article 23, pourra bénéficier des dis-  
positions dudit article, après un an de  
présence sous les drapeaux, à la condition  
que la demande ait été formulée au  
moment de l'engagement. »

M. Berteloot

Je déclare favorable à la proposition de loi  
s'il ne se pose qu'au point de vue de  
l'intérêt des études, c'est aux membres  
de l'armée à dire s'ils ne voient  
aucun inconvénient à cette mesure  
au point de vue militaire

M. le Général Duffis rappelle que lors des discussions relatives  
à l'article 59 lui-même il a fait  
les plus grands efforts pour faire triompher  
la proposition sur laquelle la Commission  
est appelée aujourd'hui à se prononcer.

L'intérêt militaire n'est à proprement parler  
pas engagé dans la question puisque il  
ne s'agit en somme que d'un dérance-  
ment d'appel en cas de déclaration de  
guerre, l'armée se trouvant même avec  
quelques hommes de plus dans le rang.  
Ceux qui usent de la faculté en question  
seront en cas de mobilisation dans leurs études



repris par l'autorité militaire au même âge dans les deux cas, c'est à dire à 26 ans.

M. Bertelsch La faculté de l'engagement (d'un an) est actuellement limitée à certaines catégories de jeunes gens qui, au point de vue des études qu'ils poursuivent, offrent de véritables garanties assurées par le concours ou des grades acquis; on propose aujourd'hui d'étendre le droit en question à tous les jeunes gens qui sur la présentation d'un simple diplôme de Bachelier pourront se faire inscrire dans une faculté. La loi est l'écueil. La disposition est excellente quand elle s'adresse aux étudiants sérieux mais il faut éviter les abus. Tout bien y aurait-il lieu d'introduire dans la loi une disposition permettant d'exercer une surveillance rigoureuse sur les jeunes gens en question et de les rendre à l'autorité militaire après un ou deux échecs dans la série des examens qu'ils ont à subir.

M. le Général Billot Il ne veut pas d'un retour au volontariat d'un an.

M. Bertelsch Aggravé par cette circonstance que s'ils sont très nombreux dans la situation d'être repris à 26 ans par le service militaire, ils s'ingénieront pour tricher avec la loi et mettront tout en oeuvre pour exercer une pression sur l'administration supérieure. Au sentiment de l'orateur il y a lieu de s'enquérir auprès des divers ministères des mesures prises actuellement pour éviter les



abus, puis d'apprecier s'il faut renforcer  
les règlements par une mesure législative  
enfin, au lieu de laisser à la proposition  
selon le caractère de généralité que l'on  
a donné la chambre des députés il  
serait peut être bon de limiter ses actions  
à un nombre déterminé de catégories d'éle-  
vants.

M. Binaud rappelle à ses collègues qu'aux termes de  
l'article 23 les jeunes gens sont tenus à  
certaines justifications chaque année  
pendant la durée de leurs études.

M. le Général Duffo estime qu'il faut examiner de près  
quelles sont les garanties établies par  
les règlements d'administration publique  
auxquels M. Binaud vient de  
faire allusion, une juste raison.  
Il faut en outre examiner chaque  
catégorie prise à part ainsi que l'a  
demandé M. Berthelot et s'il y a lieu  
introduire une rédaction nouvelle  
offrant toutes les garanties désirables, autant  
que possible il s'en est opposé à un  
volontariat déguisé.

M. le Général Billot propose à la Commission de nommer  
immédiatement le Rapporteur de la propo-  
sition de loi avec mission de recueillir  
tous les renseignements nécessaires sur  
le fonctionnement actuel des garanties  
exigées des jeunes gens qui bénéficient



de la faculté que l'on veut étendre aux autres catégories de l'art. 28, et aussi d'apporter la solution.

Un échange d'observation a lieu entre M. le Général Berthelot, M. le Général Billot et M. le Général Duffi sur les difficultés que présente l'application de la proposition de loi aux œuvres d'art.

Le Commissaire est ensuite unanime pour faire M. le Général Duffi se charger du Rapport.

M. le Général Duffi accepte mais à la condition expresse que la proposition de loi sera adoptée sous sa formule actuelle au moins dans son principe général.

Le principe mis au vote est adopté.

M. le Général Billot rappelle ensuite à ses collègues que M. Beranger auteur d'un amendement aussi connu devra être entendu.

#### ARTICLE UNIQUE.

Ajouter à la proposition, adoptée par la Chambre des Députés, la disposition suivante :

« Les articles 5 et 59 de la loi du 15 juillet 1889 sont modifiés comme il suit :

« Art. 5. — Les individus reconnus coupables..... sont incorporés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, *sauf décision contraire du*

*Ministre de la Guerre, rendue après enquête sur leur conduite depuis leur libération.*

« Art. 59. — L'engagé volontaire doit : 1° .....; 2° .....; 3° n'avoir subi aucune des peines prévues par l'article 5 de la présente loi, à moins qu'il ne veuille contracter son engagement pour un bataillon d'infanterie légère d'Afrique, ou qu'il ne justifie d'une décision rendue par le Ministre de la Guerre après enquête sur sa conduite depuis sa libération.



Il résulte d'un échange d'observations entre  
plusieurs membres que la Commission  
ne se refuse en aucune façon à étudier  
la question soulevée par M. Borenger.  
Toutefois elle n'est pas saisie d'une  
modification à apporter à l'art 5  
et y aurait donc lieu d'insérer l'autre  
amendement à présenter sur la  
matière une proposition spéciale.  
Il se pose en effet dans un tout autre  
d'idées que celui dont relève la  
proposition de M. Dreyfus.

La séance est ensuite  
levée à 3<sup>h</sup> 1/4.

Le Secrétaire  
Orlandi

Le Président  
Ritter



(N<sup>o</sup> 24)  
(Sous-Commission)

186  
Séance du 22 Juin 1892.

Présidence de M. le général Giry

Sont présents M. le général Duffis  
Paris.

Gadaud

Chovert

Général Japy

Colonel Meinadier

Général Giry

Courties

Pauliat

Lacaze Laplagne

Faye

Garnisson

Bawg de Varenety.

M. le Général Duffis déclare être prêt à lire son rapport sur  
le projet de loi relatif aux modifications apportées  
à l'art. 59 de la loi du recrutement.

Sur interrogatoire de M. le Président, la  
Commission vote la lecture du Rapport.

Lecture en est donnée.

M. Lacaze Laplagne pense que les garanties exigées des  
engagés volontaires en cours d'études seraient  
inscrites dans la loi ou moins dans  
le rapport.

M. le Rapporteur fait observer qu'il n'y a pas lieu de reproduire  
in extenso, les termes du règlement du 23  
novembre 1889, il suffit de s'en référer  
à ce document, c'est ce qui a été fait  
à 2 reprises dans la rédaction du Rapport.



M. Faye estime qu'il y a lieu d'introduire dans la rédaction de la proposition de loi elle-même un § additionnel indiquant que les engagés volontaires seront astreints à fournir toutes les justifications mentionnées dans le règlement d'administration publique.

M. le Rapporteur signale l'incisément qui résultera de cette mesure, à savoir : le renvoi du projet à la Chambre des Députés. Il suffirait, semble-t-il, d'indiquer la pensée exprimée par M. Faye dans les termes du Rapport.

M. le Général Gréy, Président propose à ses collègues d'ajourner la question pour permettre à M. Berthelot, qui s'est excusé d'une possible absence à la séance, de prendre part à la discussion.

Cette motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle l'examen de l'avis projet, portant organisation de l'armée coloniale, élaboré par la Sous-Commission de l'armée.

Par les soins de M. le Président un exemplaire de ce document a été remis à chacun des Membres de la Commission plénière.

Il est aussi conçu : (Voir ci-contre)

M. le Président rappelle à ses collègues dans quelle condition, la Commission



ÉPREUVE

# SÉNAT

SESSION 1892

---

## AVANT-PROJET

Portant organisation de l'**ARMÉE COLONIALE**

PRÉSENTÉ

*par la Sous-Commission sénatoriale de l'armée.*

---

### CHAPITRE PREMIER

**Rôle**  
**et composition de l'armée coloniale**

---

#### ARTICLE PREMIER

Les troupes coloniales, prévues par la loi du 15 juillet 1889, sont chargées de la garde et de la défense des colonies et des pays de protectorat soumis à la France, à l'exception de la Tunisie.

Ces troupes relèvent du Ministre de la Marine. Elles sont distinctes des équipages de la flotte et ont leur régime propre.

Elles ont un budget spécial qui devra pourvoir aux dépenses militaires de toute nature, tant dans la métropole que dans les colonies et les pays de protectorat.



L'ensemble de ces troupes prend le nom d'armée coloniale.

ART. 2.

L'armée coloniale comprend :

- 1° Des corps de troupe d'infanterie et d'artillerie ;
- 2° L'état-major général de l'armée coloniale ;
- 3° L'état-major particulier de l'infanterie coloniale ;
- 4° L'état-major particulier de l'artillerie coloniale ;
- 5° Le service colonial du recrutement et de la mobilisation.

CHAPITRE II

**Troupes.**

---

ART. 3.

L'infanterie comprend :

(a) TROUPES MÉTROPOLITAINES

6 régiments d'infanterie coloniale à 4 bataillons de 4 compagnies ;

3 compagnies disciplinaires des colonies, plus un dépôt commun aux trois compagnies ;

1 compagnie de discipline de l'armée coloniale, plus un dépôt.



(b) TROUPES

ÉTRANGÈRES ET AUXILIAIRES

1 légion étrangère coloniale comprenant 1 régiment à 5 bataillons de 4 compagnies, et 1 bataillon formant corps.

Pour la formation de cette légion, les officiers supérieurs et subalternes de toutes armes de l'armée de terre concourront dans la limite et dans les conditions fixées par les Ministres de la Guerre et de la Marine. Ceux qui seront admis passeront dans l'infanterie coloniale, où ils prendront rang d'après leur ancienneté;

1 bataillon de tirailleurs algériens.

(c) TROUPES INDIGÈNES

3 régiments de tirailleurs tonkinois à 4 bataillons de 4 compagnies;

1 régiment de tirailleurs annamites à 3 bataillons de 4 compagnies;

1 régiment de tirailleurs sénégalais à 3 bataillons de 4 compagnies;

1 bataillon de tirailleurs haoussas de 4 compagnies;

1 demi-bataillon de tirailleurs malgaches à 2 compagnies;

2 compagnies de cipayes de l'Inde.

La composition des cadres des corps de troupe sus-énumérés et leurs effectifs en simples soldats, en France ou aux colonies, sont déterminés par les tableaux numérotés de 1 à 12 annexés à la présente loi.



ART. 4.

L'artillerie coloniale comprend :

(a) TROUPES MÉTROPOLITAINES

2 régiments d'artillerie coloniale, chacun à 16 batteries à pied, montées et montagne.

Le Ministre de la Marine fixera, suivant les besoins le nombre des batteries de chaque espèce ;

5 compagnies d'ouvriers d'artillerie coloniale ;

1 compagnie d'artificiers coloniaux.

(b) TROUPES INDIGÈNES

Une compagnie de conducteurs sénégalais.

La composition de ces corps de troupe et leurs effectifs en simples soldats, en France et aux colonies, sont déterminés par les tableaux numérotés de 13 à 16 annexés à la présente loi.

ART. 5.

Les troupes coloniales sont recrutées conformément aux dispositions des articles ci-après.

Les troupes indigènes qui en font partie continueront à être recrutées d'après les règles actuellement en vigueur pour chacune d'elles.

ART. 6.

Le bénéfice du droit à une pension de retraite au bout de vingt-



cinq ans de services, dont six ans de séjour aux colonies ou dans les pays de protectorat, actuellement attribué aux officiers des troupes de la marine, est maintenu aux officiers des troupes coloniales, sans distinction d'origine.

ART. 7.

Les conditions dans lesquelles s'effectuera la relève des garnisons coloniales et celle des cadres des divers corps coloniaux seront réglées par décrets.

ART. 8.

§ 1<sup>er</sup>. — Les unités des armes autres que l'infanterie et l'artillerie qu'il y aura lieu de détacher dans les colonies et dans les pays de protectorat seront fournies par l'armée de terre. Ces unités seront constituées hors cadres et les dépenses nécessitées par leur entretien seront supportées par le budget de l'armée coloniale.

§ 2. — Elles seront complétées par des auxiliaires indigènes.

§ 3. — L'armée de terre continuera à fournir, dans les conditions actuelles, le personnel de la gendarmerie coloniale qui pourra également être complétée par des auxiliaires indigènes.



### CHAPITRE III

#### **Personnel de l'Etat-Major général de l'armée coloniale.**

---

##### ART. 9.

L'Etat-Major général de l'armée coloniale comprend :

Les généraux de division ;

Les généraux de brigade.

Les cadres des officiers généraux se divisent en deux sections.

La première section, dont l'effectif est déterminée par le tableau n° 17 annexé à la présente loi, comprend les officiers généraux en activité et en disponibilité.

La seconde section comprend les généraux de division et de brigade placés dans le cadre de réserve.

Toutes les dispositions de l'article 8 de la loi du 13 mars 1875 sont applicables au personnel de l'Etat-Major général de l'armée coloniale.

### CHAPITRE IV

#### **États-Majors et services particuliers.**

---

##### ART. 10.

L'Etat-Major particulier de l'infanterie coloniale a pour mission :



1° D'assurer le service d'état-major de l'armée coloniale en France et aux colonies;

2° De compléter les états-majors des détachements d'infanterie coloniale employés aux colonies;

3° De fournir des officiers au service du recrutement colonial;

4° D'assurer, avec le concours des officiers employés dans les troupes stationnées en France, la relève des officiers supérieurs et subalternes employés aux colonies.

La composition de l'État-Major particulier de l'infanterie coloniale est fixée par le tableau n° 18 annexé à la présente loi.

ART. 11.

L'État-Major particulier de l'artillerie coloniale remplit dans l'armée coloniale les missions attribuées par l'article 11 de la loi du 13 mars 1875 à l'État-Major de l'artillerie dans l'armée de terre. Il est de plus chargé, aux colonies, des services dévolus, dans l'armée de terre, aux officiers du génie, et même de tous les travaux militaires exécutés au compte de l'État.

Les officiers qui font partie de l'État-Major particulier de l'artillerie coloniale servent à assurer le service de l'État-Major en France et aux colonies, à compléter les États-Majors des détachements de l'arme employés aux colonies et à assurer, avec le concours des officiers employés dans les troupes stationnées en France, la relève des officiers supérieurs et subalternes



employés aux colonies. Ils peuvent être employés dans le service du recrutement colonial.

La composition de l'État-Major particulier de l'artillerie coloniale est fixée par le tableau n° 19 annexé à la présente loi.

Les officiers de tous grades et les compagnies d'ouvriers et d'artificiers de l'artillerie coloniale continueront à assurer, dans les conditions actuelles, le service technique de l'artillerie de la flotte. Les officiers et les troupes d'artillerie coloniale chargés de ce service seront payés sur le budget de la flotte.

#### **Recrutement et Mobilisation.**

##### **ART. 12.**

Les troupes coloniales métropolitaines se recrutent :

1° Par voie d'engagements volontaires contractés pour une durée de trois, quatre ou cinq années;

2° Par voie d'incorporation des jeunes gens qui, au moment des opérations du conseil de revision, auront demandé à entrer dans les troupes coloniales et auront été reconnus aptes à ce service;

3° Par voie de rengagements contractés conformément aux dispositions spéciales contenues dans les articles 63 et 65 de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée.



ART. 13.

Un certain nombre d'emplois civils et militaires déterminés par un règlement d'administration publique sera exclusivement réservé en France, en Algérie et aux colonies, aux caporaux, brigadiers et soldats ayant accompli quinze années de service dans les troupes coloniales.

Ils pourront, s'ils sont mariés et s'ils en font la demande, recevoir, dans l'année qui suit leur libération, un titre de concession sur les terres disponibles en Algérie ou dans les colonies. Cette concession leur sera accordée dans les mêmes conditions que celles qui sont faites aux autres colons.

ART. 14.

Les rengagements dans les troupes coloniales sont contractés par les sous-officiers conformément aux dispositions de la loi du 18 mars 1889 sur les rengagements des sous-officiers de l'armée de terre.

ART. 15.

Le nombre des engagements des incorporations volontaires et des rengagements est fixé chaque année, et pour chaque corps, par le Ministre de la Marine, qui détermine également les conditions d'aptitude physique et militaire à remplir par les postulants.



ART. 16.

Par dérogation aux dispositions de l'article 44 de la loi du 15 juillet 1889, les contingents coloniaux seront incorporés dans les troupes stationnées dans les colonies. Ils seront envoyés, suivant les besoins du service, dans une colonie autre que celle de leur résidence.

ART. 17.

Le service du recrutement et de la mobilisation sera constitué immédiatement par décret dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane, et, au fur et à mesure des besoins, dans les autres colonies.

ART. 18.

Conformément aux dispositions de la loi du 15 juillet 1889, les colonies de la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion et la Guyane constituent chacune une subdivision de région au point de vue du recrutement.

Chaque subdivision porte le nom de la colonie correspondante et comprend le territoire qui relève normalement du [Gouverneur de cette colonie.

ART. 19.

Il est institué, dans chacune des subdivisions de région ainsi déter-



minées, un bureau de recrutement ayant les mêmes attributions que ceux de la métropole et fonctionnant dans des conditions analogues.

Les commandants de ces bureaux sont sous l'autorité hiérarchique des commandants des troupes stationnées dans chacune des colonies visées à l'article 17.

Le personnel de ces bureaux est fixé par le tableau n° 20 annexé à la présente loi.

Les officiers sont compris dans les Etats-Majors particuliers de l'infanterie ou de l'artillerie coloniale. La troupe compte en surnombre dans les troupes d'infanterie coloniale en garnison dans la colonie où se trouve le bureau de recrutement.

#### ART. 20.

Pour la première formation, les commandants des bureaux de recrutement et une partie du personnel subalterne, officiers et troupe, seront pris, parmi les officiers de l'armée de terre appartenant ou ayant appartenu au service du recrutement de l'armée de terre. Les officiers, les sous-officiers et caporaux ainsi désignés seront versés avec leur grade et leur ancienneté dans l'armée coloniale.



ART. 21.

Les réservistes métropolitains des troupes coloniales qui seraient en excédent des besoins des corps coloniaux, pour atteindre le complet de mobilisation, seront versés dans l'armée de terre au moment de leur passage dans la réserve de l'armée active.

CHAPITRE V

**Du cadre de réserve de l'Etat-  
Major général et des officiers de  
réserve de l'armée coloniale.**

---

ART. 22.

Toutes les dispositions du chapitre VII de la loi du 13 mars 1875 sont applicables aux officiers généraux du cadre de réserve et aux officiers de réserve de l'armée coloniale.

ART. 23.

La composition et le fonctionnement de l'armée territoriale dans les colonies seront réglés ultérieurement par une loi.



**Dispositions transitoires.**

**ART. 24.**

Les dispositions de la présente loi seront applicables dans les trois mois qui suivront sa promulgation.

**ART. 25.**

Les lois, ordonnances, sénatus-consultes, décrets et règlements antérieurs sont abrogés, en ce qu'ils ont de contraire à la présente loi.



## TABLEAU N° 1

Composition d'un régiment d'infanterie coloniale  
à 4 bataillons de 4 compagnies.

## ÉTAT-MAJOR DU RÉGIMENT

OFFICIERS		Hommes. Chevaux.	
		—	—
Etat-major.	Colonel . . . . .	1	2
	Lieutenant-colonel . . . . .	1	2
	Chefs de bataillon . . . . .	4	4
	Major . . . . .	1	1
	Médecin principal (major de 1 <sup>re</sup> classe) . . . . .	(1)	1
	Capitaines adjutants-majors . . . . .	4	4
	Capitaine-trésorier . . . . .	1	»
	Capitaine d'habillement . . . . .	1	»
	Lieutenant officier d'armement . . . . .	1	»
	Lieutenant adjoint au trésorier . . . . .	1	»
	Lieutenant adjoint à l'officier d'habillement . . . . .	1	»
	Lieutenant ou sous-lieutenant porte-drapeau . . . . .	1	»
Total de l'état-major . . . . .		17	17

TROUPE		Hommes. Chevaux.	
		—	—
Petit état-major.	Adjutants de bataillon . . . . .	4	»
	Chef de fanfare . . . . .	1	»
	Sergent-major ou sergent clairon . . . . .	1	»
	Caporaux clairons . . . . .	4	»
	Caporal sapeur . . . . .	1	»
	Sapeurs ouvriers d'art . . . . .	12	»

Les chiffres entre parenthèses n'ont pas été compris dans les additions.



TROUPE. (Suite).

		Hommes. Chevaux.		
		—	—	
Compagnie hors rang.		Chef armurier. . . . .	1 »	
		Adjudant vaguemestre. . . . .	1 »	
		Maître d'escrime (adjudant ou sergent) . . . .	1 »	
		Sergent-major de la compagnie hors rang. .	1 »	
		Sergent ou sergent-major 1 <sup>er</sup> secrétaire du trésorier . . . . .	1 »	
	Sergents.		Secrétaire du colonel. . . . .	1 »
			2 <sup>e</sup> Secrétaire du trésorier. . . . .	1 »
			1 <sup>er</sup> Secrétaire du capitaine d'habillem- ent. . . . .	1 »
			Garde-magasin de l'habillement. . . . .	1 »
			Maître tailleur. . . . .	1 »
	Caporaux.		Maître cordonnier. . . . .	1 »
			Sergent-fourrier . . . . .	1 »
			1 <sup>er</sup> Secrétaire du major . . . . .	1 »
			3 <sup>e</sup> Secrétaire du trésorier. . . . .	1 »
			2 <sup>e</sup> Secrétaire du capitaine d'habillement.	1 »
			Secrétaire de l'officier d'armement. . . .	1 »
			Moniteur d'escrime. . . . .	1 »
			Chargé des détails de l'infirmerie . . . .	1 »
			Moniteur de gymnase. . . . .	1 »
			Premiers ouvriers armuriers . . . . .	2 »
			Premiers ouvriers tailleurs . . . . .	3 »
			Premiers ouvriers cordonniers . . . . .	3 »
	Soldats.		Conducteur des équipages. . . . .	1 »
			2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> Secrétaires du major. . . . .	2 »
			4 <sup>e</sup> Secrétaire du trésorier. . . . .	1 »
			3 <sup>e</sup> Secrétaire du capitaine d'habillement.	1 »
			Ouvriers armuriers . . . . .	4 »
			Ouvriers tailleurs . . . . .	8 »
			Ouvriers cordonniers. . . . .	8 »
		Conducteurs de voitures . . . . .	4 4	
Total du petit état-major et de la section hors rang. . . . .		79	4	
Enfant de troupe. . . . .		1	»	
Chefs armuriers détachés pour les portions aux colonies. . .		4	»	

</



COMPAGNIES

*Une compagnie en France et aux colonies.*

	France.	Tonkin Annam Cochinchine Sénégal Réunion et Guyane	Martinique et Guadeloupe	Nouvelle- Calédonie et Diégo- Suarez	Chevaux par compagnie
Capitaine. . . . .	1	1	1	1	1
Lieutenants ou sous- lieutenants. . . . .	2	2	2	2	»
Total des officiers. .	<u>3</u>	<u>3</u>	<u>3</u>	<u>3</u>	<u>1</u>
Adjudant. . . . .	1	1	1	1	»
Sergent-major. . . . .	1	1	1	1	»
Sergents . . . . .	6	6	6	6	»
Sergents-fourriers. . .	1	1	1	1	»
Caporaux. . . . .	12	12	12	12	»
Clairons . . . . .	3	3	3	3	»
Effectif total des cadres de la compagnie . .	<u>24</u>	<u>24</u>	<u>24</u>	<u>24</u>	<u>»</u>
Soldats . . . . .	97	125 (1)	75 (1)	150 (1)	»
Effectif total de la compagnie. . . . .	<u>124</u>	<u>152</u>	<u>102</u>	<u>177</u>	<u>1</u>
Enfant de troupe . .	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>»</u>

(1) N.-B. — Ces nombres constituent un maximum de soldats métropolitains qui devra être réduit proportionnellement aux ressources du recrutement colonial.



TABLEAU N° 2

**Composition du corps des disciplinaires (3 compagnies  
et une compagnie de dépôt).**

ÉTAT-MAJOR DU CORPS DES DISCIPLINAIRES

OFFICIERS		Hommes. Chevaux.	
État-major. . . . .	Chef de bataillon. . . . .	1	1
	Capitaine-major. . . . .	1	»
Total de l'état-major. . . . .		2	1
TROUPE			
Section hors rang. . . . .	Sergent maître ouvrier tailleur. . . . .	1	»
	Sergent maître ouvrier cordonnier. . . . .	1	»
	Caporal 1 <sup>er</sup> ouvrier tailleur. . . . .	1	»
	Caporal 1 <sup>er</sup> ouvrier cordonnier. . . . .	1	»
Total de la section hors rang. . . . .		4	»

COMPAGNIES

UNE COMPAGNIE		TROIS COMPAGNIES	
Hommes. Chevaux.		Hommes. Chevaux.	
Capitaine. . . . .	1 1	Capitaines . . . . .	3 3
Lieutenants ou sous-lieu- tenants. . . . .	3 »	Lieutenants ou sous-lieu- tenants. . . . .	9 »
Total des officiers. . . . .	4 1	Total des officiers. . . . .	12 3
TROUPE		TROUPE	
Adjudant. . . . .	1 »	Adjudants . . . . .	3 »
Sergent-major. . . . .	1 »	Sergents-majors. . . . .	3 »
Sergents . . . . .	12 »	Sergents. . . . .	36 »
Sergent-fourrier. . . . .	1 »	Sergents-fourriers. . . . .	3 »
Caporaux. . . . .	12 »	Caporaux. . . . .	36 »
Clairons. . . . .	2 »	Clairons. . . . .	6 »
Soldats ordonnances des officiers. . . . .	4 »	Soldats ordonnances des officiers. . . . .	12 »
Effectif total des cadres de la compagnie. . . . .	33 »	Effectif total des cadres. . . . .	99 »
Disciplinaires(maximum) . . . . .	200 »	Disciplinaires(maximum) . . . . .	600 »
Effectif total de la com- pagnie . . . . .	237 1	Effectif total des 3 com- pagnies. . . . .	711 3
Enfant de troupe . . . . .	1 »	Enfants de troupe. . . . .	3 »



### DÉPOT

	Hommes. Chevaux.	
Capitaine. . . . .	1	1
Lieutenants ou sous-lieutenants. . . . .	2	»
Total des officiers. . . . .	<u>3</u>	<u>1</u>

### TROUPE

Adjudant. . . . .	1
Sergent-major. . . . .	1
Sergent-fourrier . . . . .	1
Sergents. . . . .	9
Caporaux . . . . .	12
Clairons. . . . .	2
Soldats ordonnances des officiers. . . . .	5
Effectif total des cadres du dépôt. . . . .	31
Disciplinaires (maximum) . . . . .	93
Effectif total du dépôt. . . . .	<u>127</u>

### RÉSUMÉ

Officier supérieur . . . . .	1
Officiers des autres grades . . . . .	16
Sous-officiers, caporaux et hommes des cadres. . . . .	134
Total des cadres. . . . .	<u>151</u>
Disciplinaires (maximum). . . . .	693
Effectif total du corps des disciplinaires. . . . .	844
Enfants de troupe. . . . .	3
Chevaux d'officiers. . . . .	5

Ces compagnies recevront les inscrits du Département de la Marine qu'il y aura lieu d'incorporer dans ce corps.



TABLEAU N° 3.

**Composition de la compagnie de discipline.**

	Compagnie.	Dépôt.	Totaux.	Chevaux.
Capitaine . . . . .	1	»	1	1
Lieutenants ou sous-lieutenants . .	4	1	5	»
Total des officiers. . . . .	5	1	6	1
Adjudant . . . . .	1	»	1	»
Sergent-major . . . . .	1	»	1	»
Sergents. . . . .	10	1	11	»
Sergent-fourrier . . . . .	1	»	1	»
Caporaux . . . . .	10	2	12	»
Clairons. . . . .	2	»	2	»
Soldats ordonnances . . . . .	5	1	6	»
Total des hommes des cadres . .	30	4	34	»
Fusiliers et pionniers. . . . .	Variable.			

On incorporera à cette compagnie ceux des hommes appartenant à l'armée de mer qui seront proposés pour l'envoi dans une compagnie de discipline.



TABLEAU N° 4

LÉGION ÉTRANGÈRE

Composition d'un régiment à cinq bataillons de 4 Compagnies.

OFFICIERS		Hommes.	Chevaux.
Colonel . . . . .		1	2
Lieutenant-colonel . . . . .		1	2
Chefs de bataillon . . . . .		5	5
Major . . . . .		1	1
Médecin principal (major de 1 <sup>re</sup> classe) . . . . .		(1)	1
Capitaines adjudants-majors . . . . .		5	5
Capitaine-trésorier . . . . .		1	»
Capitaine d'habillement . . . . .		1	»
Lieutenant adjoint au trésorier . . . . .		1	»
Officier payeur et d'habillement pour le 5 <sup>e</sup> bataillon . . . . .		1	»
Porte-drapeau . . . . .		1	»
Médecin de 1 <sup>re</sup> classe (major de 2 <sup>e</sup> classe) . . . . .		(1)	1
Médecins de 2 <sup>e</sup> classe (aide-major) . . . . .		(3)	3
Total de l'état-major . . . . .		18	20

TROUPE

		Hommes.	Chevaux.
Petit état-major.	Adjudants de bataillon . . . . .	5	»
	Sergent-major clairon . . . . .	1	»
	Chef de fanfare . . . . .	1	»
	Sergent clairon . . . . .	1	»
	Caporaux clairons . . . . .	4	»
	Caporal sapeur . . . . .	1	»
Sapeurs ouvriers d'art. . . . .		15	»



TROUPE (Suite).

		Hommes.	Chevaux de trait.
Section hors rang.	Sergents.	Adjudant vaguemestre. . . . .	1 1 »
		Chef armurier. . . . .	1 »
		1 <sup>er</sup> secrétaire du trésorier. . . . .	1 »
		1 <sup>er</sup> secrétaire de l'officier payeur du 5 <sup>e</sup> B <sup>on</sup> . . .	1 6 »
		Garde-magasin de l'habillement. . . . .	1 »
		Maître d'escrime . . . . .	1 »
	Caporaux.	Fourrier . . . . .	1 »
		2 <sup>e</sup> secrétaire du trésorier . . . . .	1 »
		Secrétaire de l'officier d'habillement. . . . .	1 »
		Secrétaire de l'officier d'armement . . . . .	1 »
		Moniteurs d'escrime. . . . .	2 »
		Chargé des détails de l'infirmerie. . . . .	1 »
		Conducteur des équipages . . . . .	1 15 »
		1 <sup>ers</sup> ouvriers armuriers . . . . .	2 »
		1 <sup>ers</sup> ouvriers tailleurs . . . . .	2 »
		1 <sup>ers</sup> ouvriers cordonniers . . . . .	2 »
	Soldats.	2 <sup>e</sup> secrétaire pour l'officier payeur du 5 <sup>e</sup> B <sup>on</sup> . .	1 »
		Garde-magasin pour le 5 <sup>e</sup> B <sup>on</sup> . . . . .	1 »
		Secrétaire du colonel . . . . .	1 »
		Secrétaire du major . . . . .	1 »
		Secrétaire du commandant du 5 <sup>e</sup> B <sup>on</sup> . . . .	1 »
		3 <sup>e</sup> secrétaire du trésorier . . . . .	1 »
		2 <sup>e</sup> secrétaire de l'officier d'habillement. . . .	1 25 »
		3 <sup>e</sup> secrétaire de l'officier payeur du 5 <sup>e</sup> B <sup>on</sup> . .	1 »
		Ouvriers armuriers . . . . .	4 »
		Ouvriers tailleurs . . . . .	5 »
		Ouvriers cordonniers . . . . .	5 »
		Conducteurs. . . . .	5 5
Total du petit état-major et de la section hors rang. . . . .		75	5



## COMPAGNIES

UNE COMPAGNIE			VINGT COMPAGNIES		
	Hommes.	Chevaux.		Hommes.	Chevaux.
Capitaine. . . . .	1	1	Capitaines. . . . .	20	20
Lieutenants ou sous- lieutenants. . . . .	2	»	Lieutenants ou sous-lieutenants. . . . .	40	»
Total des officiers. .	3	1	Total des officiers. .	60	20
Adjudant. . . . .	1	»	Adjudants. . . . .	20	»
Sergent-major. . . . .	1	»	Sergents-majors . . . . .	20	»
Sergents . . . . .	6	»	Sergents. . . . .	120	»
Sergent-fourrier. . . .	1	»	Sergents-fourriers. . . .	20	»
Caporaux. . . . .	12	»	Caporaux. . . . .	240	»
Clairons . . . . .	3	»	Clairons. . . . .	60	»
Total des hommes des cadres. . . . .	24	»	Total des hommes des cadres. . . . .	480	»
Soldats. . . . .	125	»	Soldats. . . . .	2.500	»
Effectif total de la compagnie. . . . .	152	1	Effectif total des 20 compagnies . . . .	3.040	20

## RÉSUMÉ

Officiers supérieurs (Médecin principal non compris). . . . .	8
Officiers des autres grades (Médecins de 1 <sup>re</sup> et de 2 <sup>e</sup> classe non compris). . . . .	70
Sous-officiers, caporaux et hommes des cadres. . . . .	555
Effectif total des cadres du régiment complet. . . . .	633
Soldats. . . . .	2.500
Effectif total du régiment. . . . .	3.133
Chevaux d'officiers. . . . .	40
Chevaux de trait. . . . .	5



TABLEAU N° 5

## LÉGION ÉTRANGÈRE

## Composition d'un bataillon formant corps à 4 compagnies.

OFFICIERS		Hommes.	Chevaux.	
Chef de bataillon commandant. . . . .		1	1	
Capitaine-major . . . . .		1	»	
Capitaine adjudant-major . . . . .		1	1	
Lieutenant-trésorier. . . . .		1	»	
Lieutenant d'habillement et d'armement. . . . .		1	»	
Médecin de 1 <sup>re</sup> classe (major de 2 <sup>e</sup> classe) . . . . .		(1)	1	
Total de l'état-major . . . . .		5	3	
TROUPE				
Petit état-major.	Adjudant sous-officier. . . . .	1	»	
	Caporal clairon. . . . .	1	3 »	
	Chef armurier. . . . .	1	»	
Section hors rang.	Sergents.	Vaguemestre. . . . .	1	»
		1 <sup>er</sup> secrétaire du trésorier. . . . .	1	»
		Garde-magasin d'habillement. . . . .	1	5 »
		Maître d'escrime. . . . .	1	»
		Fourrier . . . . .	1	»
	Caporaux.	2 <sup>e</sup> secrétaire du trésorier. . . . .	1	»
		Conducteur des équipages. . . . .	1	»
		1 <sup>er</sup> ouvrier tailleur . . . . .	1	5 »
		1 <sup>er</sup> ouvrier cordonnier. . . . .	1	»
	Soldats.	Armurier. . . . .	1	»
		Secrétaire du chef de bataillon . . . . .	1	»
		Secrétaire de l'officier d'habillement. . . . .	1	»
		Ouvriers armuriers. . . . .	2	9 »
		Ouvriers tailleurs. . . . .	2	»
		Ouvriers cordonniers. . . . .	2	»
		Conducteur. . . . .	1	1 (a)
Total du petit état-major et de la section hors rang . .		22	1	

(a) Cheval de trait.



COMPAGNIES

UNE COMPAGNIE			QUATRE COMPAGNIES		
	Hommes	Chevaux		Hommes	Chevaux
Capitaine . . . . .	1	1	Capitaines. . . . .	4	4
Lieutenants ou sous-lieutenants . . . . .	2	»	Lieutenants ou sous-lieutenants . . . . .	8	»
Total des offi- ciers . . . . .	3	1	Total des offi- ciers . . . . .	12	4
Adjudant . . . . .	1	»	Adjudants. . . . .	4	»
Sergent-major . . . . .	1	»	Sergents-majors . . . . .	4	»
Sergents . . . . .	6	»	Sergents . . . . .	24	»
Sergent-fourrier . . . . .	1	»	Sergents-fourriers . . . . .	4	»
Caporaux . . . . .	12	»	Caporaux . . . . .	48	»
Clairons . . . . .	3	»	Clairons . . . . .	12	»
Total des hommes des cadres . . . . .	24	»	Total des hommes des cadres . . . . .	96	»
Soldats . . . . .	125	»	Soldats . . . . .	500	»
Effectif total d'une Compagnie . . . . .	152	1	Effectif total des 4 compagnies . . . . .	608	4

RÉSUMÉ

Officier supérieur . . . . .	1
Officiers des autres grades . . . . . (Médecin de 1 <sup>re</sup> classe non compris.)	16
Sous-officiers, caporaux et hommes des cadres . . . . .	118
Effectif total des cadres du bataillon . . . . .	135
Soldats . . . . .	500
Effectif total du bataillon . . . . .	635
Chevaux d'officiers . . . . .	7
Cheval de trait . . . . .	1



TABLEAU N° 6

**Composition d'un bataillon de tirailleurs algériens  
formant corps à 4 compagnies.**

OFFICIERS		Hommes	Chevaux
Chef de bataillon commandant . . . . .		1	1
Capitaine-major . . . . .		1	»
Capitaine adjudant-major . . . . .		1	1
Lieutenant-trésorier . . . . .		1	»
Lieutenant d'habillement et d'armement . . . . .		1	»
Médecin de 1 <sup>re</sup> classe (major de 2 <sup>e</sup> classe) . . . . .		(1)	1
Total de l'état-major . . . . .		5	3

  

TROUPE				
Petit état-major.	{	Adjudant sous-officier . . . . .	1	»
		Caporal clairon . . . . .	1	3
		Chef armurier . . . . .	1	»
Section hors rang.	{	Sergents.		
		Vaguemestre . . . . .	1	»
		1 <sup>er</sup> secrétaire du trésorier . . . . .	1	»
		Garde-magasin d'habillement . . . . .	1	5
		Maître d'escrime . . . . .	1	»
	{	Fourrier . . . . .	1	»
		Caporaux.		
		2 <sup>e</sup> secrétaire du trésorier . . . . .	1	»
		Conducteur des équipages . . . . .	1	»
	{	1 <sup>er</sup> ouvrier tailleur . . . . .	1	5
		1 <sup>er</sup> ouvrier cordonnier . . . . .	1	»
		Armurier . . . . .	1	»
		Soldats.		
		Secrétaire du chef de bataillon . . . . .	1	»
		Secrétaire de l'officier d'habillement . . . . .	1	»
		Ouvriers armuriers . . . . .	2	9
{	Ouvriers tailleurs . . . . .	2	»	
	Ouvriers cordonniers . . . . .	2	»	
	Conducteur . . . . .	1	1 (a)	
Total du petit état-major et de la section hors rang . . .		22	1	

(a) Cheval de trait.



# COMPAGNIES

## UNE COMPAGNIE

## QUATRE COMPAGNIES

	Français	Indigènes		Français	Indigènes
Capitaine. . . . .	1	»	Capitaines. . . . .	4	»
Lieutenant. . . . .	1	1	Lieutenants. . . . .	4	4
Sous-lieutenant. . . . .	1	1	Sous-lieutenants. . . . .	4	4
Total des officiers. . . . .	5		Total des officiers. . . . .	20	
	Français	Indigènes		Français	Indigènes
Sergent-major. . . . .	1	»	Sergents-majors. . . . .	4	»
Sergents. . . . .	2	4	Sergents. . . . .	8	16
Sergent-fourrier. . . . .	1	»	Sergents-fourriers. . . . .	4	»
Caporaux. . . . .	4	8	Caporaux. . . . .	16	32
Tambours et clairons. . . . .	»	»	Tambours et clairons. . . . .	»	»
Total des hommes des cadres. . . . .	23		Total des hommes des cadres. . . . .	92	
Soldats, dont 1/4 au maximum de 1 <sup>re</sup> classe. . . . .	140		Soldats, dont 1/4 au maximum de 1 <sup>re</sup> classe. . . . .	560	
Effectif total de la compagnie. . . . .	168		Effectif total des 4 compagnies. . . . .	672	
Enfant de troupe. . . . .	1		Enfants de troupe. . . . .	4	

Chaque compagnie compte dans le rang : 1 soldat ouvrier tailleur, 1 soldat ouvrier cordonnier, plus 2 sapeurs porteurs d'outils.

## RÉSUMÉ

Officier supérieur. . . . .	1
Officiers des autres grades. . . . .	24
(Médecins de 1 <sup>re</sup> classe non compris.)	
Sous-officiers, caporaux et hommes des cadres. . . . .	114
Effectif total des cadres du bataillon. . . . .	139
Soldats. . . . .	560
Effectif total du bataillon. . . . .	699
Chevaux d'officiers. . . . .	3
Cheval de trait. . . . .	1



TABLEAU N° 7

**Composition d'un régiment de tirailleurs tonkinois  
de 4 bataillons de 4 compagnies.**

OFFICIERS		Hommes. Chevaux.	
		—	—
Colonel. . . . .	1	2	
Lieutenant-colonel. . . . .	1	2	
Chefs de bataillon . . . . .	4	4	
Médecin principal (Major de 1 <sup>re</sup> classe). . . . .	(1)	1	
Capitaine-major . . . . .	1	»	
Lieutenant adjoint au colonel. . . . .	1	1	
Lieutenant-trésorier. . . . .	1	»	
Lieutenant d'habillement et d'armement. . . . .	1	»	
Médecin de 1 <sup>re</sup> classe (major de 2 <sup>e</sup> classe). . . . .	(1)	1	
Médecin de 2 <sup>e</sup> classe (aides-majors). . . . .	(2)	2	
Total de l'état-major . . . . .		10	13

TROUPE					
Petit état-major.	{	Sergent clairon . . . . .	1	»	
		Caporaux clairs . . . . .	4	6 »	
		Chef armurier. . . . .	1	»	
Section hors rang.	{	Sergents	Secrétaire du chef de corps. . . . .	1	»
			Secrétaire du capitaine-major. . . . .	1	»
			Secrétaire du trésorier. . . . .	1	4 »
			Secrétaire de l'officier d'habillement. . . . .	1	»
	{	Caporaux	1 <sup>er</sup> ouvrier tailleur. . . . .	1	»
			1 <sup>er</sup> ouvrier cordonnier. . . . .	1	3 »
			1 <sup>er</sup> ouvrier armurier. . . . .	1	»
		Soldats ouvriers armuriers . . . . .	2	2 »	
Total du petit état-major et de la section hors rang. .			15	»	



# COMPAGNIES

## UNE COMPAGNIE

## SEIZE COMPAGNIES

	Européens.	Indigènes.	Chevaux.		Européens.	Indigènes.	Chevaux.
Capitaine . . . . .	1	»	1	Capitaines . . . . .	16	»	16
Lieutenants ou sous - lieute- nants . . . . .	2	1	»	Lieutenants ou sous - lieute- nants . . . . .	32	16	»
Total des officiers	<u>3</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	Total des officiers	<u>48</u>	<u>16</u>	<u>16</u>
Adjudant . . . . .	1	»		Adjudants . . . . .	16	»	
Sergent-major . . . . .	1	»		Sergents-majors . . . . .	16	»	
Sergent-fourrier . . . . .	1	»		Sergents-fourriers . . . . .	16	»	
Sergents . . . . .	8	8		Sergents . . . . .	128	128	
Caporaux . . . . .	»	16		Caporaux . . . . .	»	256	
Clairons . . . . .	»	2		Clairons . . . . .	»	32	
Elèves clairons . . . . .	»	2		Elèves clairons . . . . .	»	32	
Total des hom- mes des cadres . . . . .	<u>13</u>	<u>28</u>		Total des hom- mes des cadres . . . . .	<u>176</u>	<u>448</u>	
Tirailleurs . . . . .	»	220		Tirailleurs . . . . .	»	3.520	
Effectif total de la compagnie . . . . .	<u>14</u>	<u>249</u>	<u>1</u>	Effectif total des 16 compagnies . . . . .	<u>224</u>	<u>3.984</u>	<u>16 »</u>

Chaque compagnie comprend soit un adjudant, soit un officier indigène.

## RÉSUMÉ

Officiers supérieurs (médecin principal non compris) . . . . .	6
Officiers des autres grades (médecins de 1 <sup>re</sup> et de 2 <sup>e</sup> classe non compris) . . . . .	68
Sous-officiers, caporaux et hommes des cadres . . . . .	639
Effectif total des cadres du régiment complet . . . . .	713
Tirailleurs . . . . .	3.520
Effectif total du régiment . . . . .	4.233
Chevaux d'officiers . . . . .	29



# TABLEAU N° 8

## Composition du régiment de tirailleurs annamites à 3 bataillons de 4 compagnies.

### ÉTAT-MAJOR DU RÉGIMENT

#### OFFICIERS

	Hommes. Chevaux.	
Colonel ou lieutenant-colonel. . . . .	1	2
Chefs de bataillon . . . . .	3	3
Médecin de 1 <sup>re</sup> classe (major de 2 <sup>e</sup> classe). . . . .	(1)	1
Capitaine-major. . . . .	1	»
Lieutenant adjoint au colonel. . . . .	1	1
Lieutenant-trésorier. . . . .	1	»
Lieutenant d'habillement et d'armement. . . . .	1	»
Médecins de 2 <sup>e</sup> classe (aide-major). . . . .	(2)	2
Total de l'état-major. . . . .	8	9

#### TROUPE

Petit état-major.	{	Sergent clairon. . . . .	1	}	4	»
		Caporaux clairons. . . . .	3			
	{	Chef armurier. . . . .	1	}	1	»
		Sergents { Secrétaire du chef de corps. . . . .	1			
			Secrétaire du capitaine-major. . . . .	1	}	»
			Secrétaire du trésorier. . . . .	1		
			Serétaire de l'officier d'habillement. . . . .	1	}	»
Section hors rang.	{	Caporaux. { 1 <sup>er</sup> ouvrier tailleur. . . . .	1	}		
			1 <sup>er</sup> ouvrier cordonnier. . . . .		1	}
			1 <sup>er</sup> ouvrier armurier. . . . .	1	}	
		Soldats ouvriers armuriers. . . . .	2	}		2
Total du petit état-major et de la section hors rang. . .			14		»	



# COMPAGNIES

## UNE COMPAGNIE

## DOUZE COMPAGNIES

	Européens	Indigènes	Chev.		Européens	Indigènes	Chev.
Capitaine. . . . .	1	»	1	Capitaines. . . . .	12	»	12
Lieutenants ou sous- lieutenants. . . . .	2	1	»	Lieutenants ou sous- lieutenants. . . . .	24	12	»
Total des officiers. .	3	1	1	Total des officiers. .	36	12	12
Adjudant. . . . .	1	»	»	Adjudants. . . . .	12	»	»
Sergent-major. . . .	1	»	»	Sergents-majors. . .	12	»	»
Sergent-fourrier. . .	1	»	»	Sergents-fourriers. .	12	»	»
Sergents. . . . .	8	8	»	Sergents. . . . .	96	96	»
Caporaux. . . . .	»	16	»	Caporaux. . . . .	»	192	»
Clairons. . . . .	»	2	»	Clairons. . . . .	»	24	»
Total des hommes des cadres. . . . .	11	26	»	Total des hommes des cadres. . . . .	132	312	»
Tirailleurs. . . . .	»	200	»	Tirailleurs. . . . .	»	2.400	»
Effectif total de la compagnie. . . . .	14	227	1	Effectif total des 12 compagnies. . .	168	2.724	12

NOTE. — Chaque compagnie comprend soit un adjudant, soit un officier indigène.

## RÉSUMÉ

Officiers supérieurs. . . . .	4
Officiers des autres grades (médecins de 1 <sup>re</sup> et de 2 <sup>e</sup> classe non compris). . . . .	52
Sous-officiers, caporaux et hommes des cadres. . . . .	458
Effectif total des cadres du régiment complet. . . . .	514
Soldats. . . . .	2.400
Effectif total du régiment. . . . .	2.914
Chevaux d'officiers. . . . .	21



## TABLEAU N° 9

### Composition du régiment de tirailleurs sénégalais à 3 bataillons de 4 compagnies.

#### ÉTAT-MAJOR DU RÉGIMENT

OFFICIERS.		Hommes.	Chevaux.	
Etat-major.	Colonel ou lieutenant-colonel . . . . .	1	2	
	Chefs de bataillon. . . . .	3	3	
	Capitaine-major . . . . .	1	»	
	Lieutenant adjoint au colonel . . . . .	1	1	
	Lieutenant-trésorier . . . . .	1	»	
	Lieutenant d'habillement et d'armement. .	1	»	
	Lieutenant adjoint au trésorier . . . . .	1	»	
	Porte-drapeau. . . . .	1	»	
	Médecin de 1 <sup>re</sup> classe (major de 2 <sup>e</sup> classe). .	(1)	1	
Médecins de 2 <sup>e</sup> classe (aide-major). . . . .	(2)	2		
Total de l'état-major . . . . .		10	9	
Petit état-major.	Adjudants de bataillon . . . . .	3	28	
	Chef armurier . . . . .	1		
	Sergent-major ou sergent-clairon. . . . .	1		
	Caporaux clairons . . . . .	3		
	Chef de fanfare . . . . .	1		
	Musiciens . . . . .	19		
	Adjudant vaguemestre. . . . .	1	1	
Section hors rang.	Ser gents	Sergent-fourrier. . . . .	1	4
		Garde-magasin . . . . .	1	
		1 <sup>er</sup> secrétaire du trésorier. . . . .	1	
	Caporaux.	Secrétaire du lieutenant d'habillement.	1	9
		Secrétaire du chef de corps . . . . .	1	
		Secrétaire du capitaine-major. . . . .	1	
		Secrétaire du capitaine-trésorier. . . . .	1	
		Secrétaire du lieutenant d'habillement	1	
		Moniteur d'escrime. . . . .	1	
		Caporal d'infirmerie . . . . .	1	
		1 <sup>er</sup> ouvrier tailleur. . . . .	1	
		1 <sup>er</sup> ouvrier cordonnier. . . . .	1	
		1 <sup>er</sup> ouvrier armurier . . . . .	1	
	Soldats	Ouvriers tailleurs. . . . .	6	17
		Ouvriers cordonniers . . . . .	4	
		Ouvriers armuriers. . . . .	7	
Total du petit état-major et de la section hors rang.		59		



COMPAGNIES  
RÉSUMÉ

UNE COMPAGNIE

DOUZE COMPAGNIES

	Européens.	Indigènes.	Chevaux.		Européens.	Indigènes.	Chevaux.
Capitaine . . .	1	»	1	Capitaines . . .	12	»	12
Lieutenants				Lieutenants			
ousous-lieu-				ou sous-lieu-			
tenants . . .	2	»	»	tenants . . .	24	»	»
Lieutenant ou				Lieutenants ou			
sous - lieute-				s.-lieutenants			
nant indigène.	»	1	»	indigènes . . .	»	12	»
Total des				Total des			
officiers . . . .	3	1	1	officiers . . . .	36	12	12
Adjudant . . .	1	»	»	Adjudants . . .	12	»	»
Sergent-ma-				Sergents-ma-			
jor. . . . .	1	»	»	jors . . . . .	12	»	»
Sergent-four-				Sergents four-			
rier . . . . .	1	»	»	riers . . . . .	12	»	»
Sergents . . .	6	4	»	Sergents . . .	72	48	»
Caporaux . . .	»	8	»	Caporaux . . .	»	96	»
Clairons . . .	3	1	»	Clairons . . .	36	12	»
Total des				Total des			
hommes des				hommes des			
cadres . . . . .	12	13	»	cadres . . . . .	144	156	»
Tirailleurs . .	»	120	»	Tirailleurs . .	»	1.440	»
Effectif to-				Effectif to-			
tal de la com-				tal des 12 com-			
pagnie . . . .	15	134	1	pagnies . . . .	180	1.608	12
Enfants de				Enfants de			
troupe . . . . .	»	2	»	troupe . . . . .	»	24	»

NOTE. — Chaque compagnie comprend soit un adjudant, soit un officier indigène.



## RÉSUMÉ

Officiers supérieurs. . . . .	4
Officiers des autres grades (médecins de 1 <sup>re</sup> et de 2 <sup>e</sup> classe non compris) . . . . .	54
Sous-officiers, caporaux et hommes des cadres . . . . .	359
Effectif total des cadres du régiment complet . . . . .	417
Soldats. . . . .	1.440
Effectif total du régiment . . . . .	1.857
Enfants de troupe . . . . .	24
Chevaux d'officiers. . . . .	21



# TABLEAU N° 10

## Composition du bataillon de tirailleurs haoussas à 4 compagnies.

### ÉTAT-MAJOR DU BATAILLON

#### OFFICIERS

		Hommes.	Chevaux.
État-major . . . . .	Chef de bataillon commandant. . . . .	1	1
	Lieutenant-trésorier. . . . .	1	»
	Officier payeur et d'habillement. . . . .	1	»
	Médecin de 2 <sup>e</sup> classe (aide-major) . . . . .	(1)	1
Total de l'état-major. . . . .		<u>3</u>	<u>2</u>

#### TROUPE

		Adjudant de bataillon . . . . .	1		»		
Petit état-major.	{	Chef armurier. . . . .	1	}	3	»	
		Caporal clairon . . . . .	1				
Section hors rang.	{	Sergents . .	Sergent vaguemestre et se- crétaire du chef de corps.	1	}	4	»
			Sergent-fourrier . . . . .	1			
			Garde-magasin . . . . .	1			
			1 <sup>er</sup> secrétaire du trésorier.	1			
		Caporaux . .	2 <sup>e</sup> secrétaire du trésorier. .	1	}	2	»
			Caporal d'infirmerie. . . .	1			
		Soldats . . .	3 <sup>e</sup> secrétaire du trésorier .	1	}	7	»
			Ouvriers armuriers . . . . .	2			
			Ouvriers tailleurs . . . . .	2			
			Ouvriers cordonniers . . .	2			
		Total du petit état-major et de la section hors rang. .			16		»



### COMPAGNIES

UNE COMPAGNIE				QUATRE COMPAGNIES			
	Européens.	Indigènes.	Chevaux.		Européens.	Indigènes.	Chevaux.
Capitaine . . . . .	1	»	1	Capitaines . . . . .	4	»	4
Lieutenants ou sous-lieutenants . . . . .	2	»	»	Lieutenants ou sous-lieutenants . . . . .	8	»	»
Officier indigène . . . . .	»	1	»	Officiers indigènes . . . . .	»	4	»
Total des officiers . . . . .	3	1	1	Total des officiers . . . . .	12	4	4
Adjudant . . . . .	1	»	»	Adjudants . . . . .	4	»	»
Sergent-major . . . . .	1	»	»	Sergents-majors . . . . .	4	»	»
Sergent-fourrier . . . . .	1	»	»	Sergents-fourriers . . . . .	4	»	»
Sergents . . . . .	8	4	»	Sergents . . . . .	32	16	»
Caporaux . . . . .	»	8	»	Caporaux . . . . .	»	32	»
Clairons . . . . .	2	2	»	Clairons . . . . .	8	8	»
Total des hommes des cadres . . . . .	13	14	»	Total des hommes des cadres . . . . .	52	56	»
Tirailleurs . . . . .	»	120	»	Tirailleurs . . . . .	»	480	»
Effectif total de la compagnie . . . . .	16	135	1	Effectif total des 4 compagnies . . . . .	64	540	4

Chaque compagnie comprend soit un adjudant, soit un officier indigène.

### RÉSUMÉ

Officier supérieur . . . . .	1
Officiers des autres grades (médecins de 2 <sup>e</sup> classe non compris) . . . . .	18
Sous-officiers, caporaux et hommes des cadres . . . . .	124
Effectif total des cadres du bataillon complet . . . . .	143
Soldats . . . . .	480
Effectif total du bataillon . . . . .	623
Chevaux d'officiers . . . . .	6



TABLEAU N° 11

## Composition du demi-bataillon de tirailleurs malgaches

## ÉTAT-MAJOR DU DEMI-BATAILLON

		Hommes.	Chevaux.
OFFICIERS			
État-major. . . . .	Chef de bataillon commandant . . . . .	1	1
	Lieutenant, officier payeur, d'habillement et d'armement . . . . .	1	»
	Total de l'état-major. . . . .	2	1

## TROUPE

Section hors rang.	Caporal secrétaire du lieutenant payeur	1	
	Ouvriers tailleurs . . . . .	2	
	Ouvrier cordonniers . . . . .	2	
Total de la section hors rang. . . . .		5	

## COMPAGNIES

UNE COMPAGNIE			DEUX COMPAGNIES		
	Européens.	Indigènes.		Européens.	Indigènes.
Capitaine. . . . .	1	» 1	Capitaines . . . . .	2	» 2
Lieutenants ou sous-lieutenants. . . . .	2	» »	Lieutenants ou sous-lieutenants . . . . .	4	» »
Lieutenant ou sous-lieutenant indigène. . . . .	»	1 »	Lieutenants ou sous-lieutenants indigènes, . . .	»	2 »
Total des officiers. . . . .	3	1 1	Total des officiers. . . . .	6	2 2
Adjudant. . . . .	1	» »	Adjudants . . . . .	2	» »
Sergent-major. . . . .	1	» »	Sergents-majors. . . . .	2	» »
Sergent-fourrier. . . . .	1	» »	Sergents-fourriers . . . . .	2	» »
Sergents . . . . .	6	4 »	Sergents . . . . .	12	8 »
Caporaux. . . . .	»	8 »	Caporaux. . . . .	»	16 »
Clairons . . . . .	3	1 »	Clairons . . . . .	6	2 »
Total des hommes des cadres. . . . .	12	13 »	Total des hommes des cadres. . . . .	24	26 »
Tirailleurs. . . . .	»	120 »	Tirailleurs . . . . .	»	240 »
Effectif total de la compagnie. . . . .	15	134 1	Effectif total des deux compagnies . . . . .	30	268 2

NOTE. — Chaque compagnie comprend soit un adjudant, soit un officier indigène.



## RÉSUMÉ

Officier supérieur . . . . .	1
Officiers des autres grades. . . . .	9
Sous-officiers, caporaux et hommes des cadres. .	55
<hr/>	
Effectif total des cadres du demi-bataillon complet	65
Soldats. . . . .	240
<hr/>	
Effectif total du demi-bataillon . . . . .	305
<hr/>	
Chevaux d'officiers. . . . .	3
<hr/>	



TABLEAU N° 12

**Composition de la compagnie de Cipahis.**

	OFFICIERS		
	Européens.	Indigènes.	Chevaux.
Capitaine chef de corps . . . . .	1	»	1
Lieutenant officier payeur, d'habillement et d'armement . . . . .	1	»	»
Lieutenants . . . . .	2	»	»
Lieutenants ou sous-lieutenants . . . . .	»	2	»
Total des officiers . . . . .	<u>4</u>	<u>2</u>	<u>1</u>
	TROUPES		
	Européens.	Indigènes.	Chevaux.
Sergent-major . . . . .	»	1	»
Sergents . . . . .	»	5	»
Sergent-fourrier . . . . .	»	1	»
Caporaux . . . . .	»	12	»
Tambours . . . . .	»	2	»
Total des hommes des cadres . . . . .	<u>»</u>	<u>21</u>	<u>»</u>
Soldats . . . . .	»	139 (a)	»
Effectif total de la compagnie . . . . .	<u>4</u>	<u>162</u>	<u>1</u>

(a) Dans cet effectif de 139 hommes sont compris les 16 soldats musiciens de la fanfare.— Toutes les dépenses résultant de cette fanfare sont supportées par le budget local, sauf la solde militaire proprement dite des musiciens.



# TABLEAU N° 13

## Composition d'un régiment d'artillerie coloniale à 16 batteries

### ÉTAT-MAJOR.

OFFICIERS.		Hommes.	Chevaux
Colonel. . . . .	1	8	3
Lieutenant-colonel. . . . .	1		2
Chefs d'escadron . . . . .	5		10
Major. . . . .	1		2
Médecin principal (major de 1 <sup>re</sup> classe) . . . . .	(1)		2
Capitaines	Instructeur d'équitation . . . . .	1	2
en premier	Adjutants-majors (1) . . . . .	»	»
ou en second.	Trésorier . . . . .	1	»
	D'habillement. . . . .	1	»
Lieutenant ou sous-lieutenant adjoint au trésorier. . .	1	4	»
Médecin de 2 <sup>e</sup> classe (aide-major) . . . . .	(1)		1
Vétérinaires.	En premier. . . . .	(1)	1
	En second . . . . .	(1)	1
	Aide . . . . .	(1)	1
Total . . . . .		12	25

(1) Ces emplois, au nombre de deux, sont remplis, en temps de paix, par des capitaines en second de batterie.

### TROUPE.

		Hommes.	Chevaux.
Petit état-major.	Adjutants (dont 1 chargé du casernement) . . . . .	3	3
	Chefs artificiers. . . . .	7	1
	Maréchal des logis chef, mécanicien et garde du parc . . . . .	1	13
	Maréchal des logis trompette . . . . .	1	
	Brigadier trompette. . . . .	1	
Total . . . . .		13	6



Hommes. Chevaux.

Compagnie hors rang.

Chef armurier	»	1	1	
Adjudants {	Adjoint au capitaine d'habillement	1	} 2	
	Chargé de l'armement et du harnachement	1		
Maréchaux {	Du peloton hors rang.	1	} 2	
des logis chefs {	Vaguemestre	1		
Premier maître d'escrime (adjudant ou maréchal des logis)	»	1		
Maréchaux des logis {	Secrétaire du colonel	1	} 11	
	1 <sup>er</sup> Secrétaire du major	1		
	1 <sup>er</sup> Secrétaire du trésorier	1		
	1 <sup>er</sup> Secrétaire du capitaine d'habillement	1		
	Chargé de la bibliothèque et du matériel des écoles	1		
	Chargé de l'infirmerie des hommes	1		
	Chargé de l'infirmerie des chevaux	1		
	Chargé de la remonte	1		
	Maître sellier	1		
	Maître tailleur	1		
Maître cordonnier	1			
Fourrier	»	1		
Brigadiers {	2 <sup>e</sup> Secrétaire du major	1	} 9	
	2 <sup>e</sup> Secrétaire du trésorier	1		
	2 <sup>e</sup> Secrétaire du capitaine d'habillement	1		
	Secrétaire de l'adjudant chargé de l'armement	1		
	Moniteur d'escrime	1		
	Premier ouvrier armurier	1		
	— sellier	1		
— tailleur	1			
— cordonnier	1			
Canonniers {	3 <sup>e</sup> Secrétaire du major	1	} 24	
	3 <sup>e</sup> Secrétaire du trésorier	1		
	3 <sup>e</sup> Secrétaire du capitaine d'habillement	1		
	Prévôts d'escrime	6		
	Pour l'infirmerie des chevaux	1		
	Ouvriers armuriers	2		
	— tailleurs	6		
— cordonniers	6			
Totaux			50	1



# BATTERIES

BATTERIE			
	Montée	de Montagne	à pied
Capitaine commandant . . . . .	1	1	1
Capitaine en second. . . . .	1	1	1
Lieutenant en premier . . . . .	1	1	1
Lieutenants en second ou sous-Lieutenants. . . . .	2	2	1
Adjudant . . . . .	1	1	1
Maréchal des logis chef. . . . .	1	1	1
Maréchaux des logis, dont 1 sous-chef artificier. . . . .	7	8	7
Maréchal des logis fourrier. . . . .	1	1	1
Brigadier fourrier. . . . .	1	1	1
Brigadiers. . . . .	7	9	8
Brigadier maître maréchal ferrant. . . . .	1	1	1
Artificiers. . . . .	5	6	5
Ouvriers en fer et en bois. . . . .	4	4	4
Aides maréchaux ferrants. . . . .	2	1	1
Bourreliers. . . . .	2	2	2
Trompettes. . . . .	3	3	2
Canonniers servants. . . . .	35	40	100
Canonniers conducteurs. . . . .	50	60	
Total de la troupe. . . . .	120	138	129
Total de la batterie. . . . .	125	143	133
Chevaux. . . . .	7	7	4
{ d'officiers . . . . .	7	7	4
{ de trait léger. . . . .	22	12	
{ de trait. . . . .	32	12	
Mulets. . . . .	»	30	
Total. . . . .	61	61	4

Les effectifs en canonniers, chevaux et mulets des batteries aux colonies peuvent être modifiés par arrêté ministériel selon les besoins et d'après les prévisions du budget.

Des auxiliaires indigènes peuvent également être adjoints aux militaires européens partout où le climat rend cette mesure utile et où les circonstances locales la rendent possible.



## TABLEAU N° 14

**Composition d'une compagnie d'ouvriers.**

## OFFICIERS

Capitaine en premier. . . . .	1
Capitaine en second . . . . .	1
Lieutenant en premier. . . . .	1
Lieutenant en second ou sous-lieutenant . . . .	1
Total. . . . .	<u>4</u>

## TROUPE

Maréchal des logis chef. . . . .	1
Maréchaux des logis . . . . .	8
Fourrier. . . . .	1
Brigadiers. . . . .	8
Maîtres ouvriers. . . . .	12
Trompettes. . . . .	2
Canonnières. . . . .	100
Total. . . . .	<u>132</u>

L'effectif en simples soldats peut être élevé de 100 à 300 hommes. Dans ce cas, pour chaque augmentation de 10 hommes, il peut être nommé un maréchal des logis, un brigadier, un maître ouvrier ; pour chaque augmentation de 50 hommes, un lieutenant en premier ou en second, ou un sous-lieutenant et un trompette.



TABLEAU N° 15

**Composition d'une compagnie d'artificiers.**

OFFICIERS

Capitaine en premier. . . . .	1
Capitaine en second. . . . .	1
Lieutenant en premier. . . . .	1
Lieutenant en second. . . . .	1
Total. . . . .	<u>4</u>

TROUPE

Maréchal des logis chef. . . . .	1
Maréchaux des logis. . . . .	6
Fourrier. . . . .	1
Brigadiers . . . . .	5
Maitres artificiers. . . . .	12
Trompettes. . . . .	2
Artificiers . . . . .	92
Total. . . . .	<u>120</u>



TABLEAU N° 16

**Composition de la compagnie de conducteurs  
d'artillerie sénégalais.**

OFFICIERS

	Effectif des officiers, sous-officiers et conducteurs servant au titre d'		Effectif des	
	Européens.	Indigènes.	Chevaux.	Mulets.
Capitaine-commandant . .	1	»	1	»
Lieutenant en premier. . .	1	»	1	»
Lieutenants en second ou sous-lieutenants . . . . .	2	2	2	»
Vétérinaires . . . . .	(1)	»	1	»
Total . . . . .	4	»	7	»

TROUPE

Adjudant . . . . .	1	»	1	»
Maréchal des logis chef . .	1	»	1	»
Maréchaux des logis . . .	7	7	14	»
Fourriers . . . . .	2	»	2	»
Brigadiers, dont 1 bourre- lier . . . . .	10	9	19	»
Maréchaux ferrants . . . .	8	»	»	»
Bourreliers . . . . .	5	1	»	»
Trompettes . . . . .	2	2	2	»
Conducteurs . . . . .	12	133	»	300
Total . . . . .	48	152	39	300



TABLEAU N° 17

---

**Etat-major général de l'armée coloniale.**

Généraux de division. . . . .	4
Généraux de brigade. . . . .	8

TABLEAU N° 18

---

**Etat-major particulier de l'infanterie coloniale.**

Colonels. . . . .	8
Lieutenants-colonels. . . . .	8
Chefs de bataillon. . . . .	34
Capitaines. . . . .	108
Lieutenants. . . . .	83

Le nombre de colonels ou lieutenants-colonels, soit dans les troupes, soit à l'état-major particulier de l'infanterie coloniale, ne pourra pas dépasser le total de 22 dans chaque grade.



# TABLEAU N° 19

## Cadre de l'état-major particulier de l'artillerie coloniale.

### OFFICIERS

Colonels. . . . .	10
Lieutenants-colonels . . . . .	10
Chefs d'escadron. . . . .	25
Capitaines en premier et en second. . . . .	83
Total. . . . .	<u>128</u>

### EMPLOYÉS MILITAIRES

Gardes d'artillerie (1). . .	principaux {	de 1 <sup>re</sup> classe. . . . .	6	184
		de 2 <sup>e</sup> classe. . . . .	24	
	de 1 <sup>re</sup> classe. . . . .		45	
	de 2 <sup>e</sup> classe. . . . .		45	
Gardes auxiliaires . . .	de 3 <sup>e</sup> classe. . . . .		64	36
	de 1 <sup>re</sup> classe. . . . .		10	
	de 2 <sup>e</sup> classe. . . . .		10	
Gardiens de batterie . .	de 3 <sup>e</sup> classe. . . . .		16	54
	de 1 <sup>re</sup> classe. . . . .		27	
	de 3 <sup>e</sup> classe. . . . .		27	
Total. . . . .				<u>274</u>

Sont également classés dans l'état-major particulier de l'artillerie les sous-lieutenants élèves à l'École d'application, dont le nombre varie suivant les besoins du recrutement de l'arme.

Le nombre des chevaux à attribuer, en temps de paix, aux officiers de tous grades de l'état-major particulier de l'artillerie est le même que celui attribué dans les situations analogues aux officiers du même grade dans l'armée de terre.

(1) Les gardes contrôleurs d'armes qui doivent, comme le personnel des armuriers, être attachés à la Marine, ne sont pas comptés dans le tableau; il y en a actuellement 24 en France et 12 aux colonies.



TABLEAU N° 20

**Composition du service du recrutement.**

	Martinique.	Guadeloupe.	Réunion.	Guyane.	Total.
Chef de bataillon, commandant du bureau . . . . .	1	»	1	»	2
Capitaine, commandant de bureau . . . . .	»	1	»	1	2
Capitaines . . . . .	1	»	1	»	2
Lieutenants ou sous-lieutenants . . . . .	»	1	»	1	2
Sous-officiers . . . . .	3	3	3	2	11
Caporal ou brigadier . . . . .	1	1	1	1	4
Totaux . . . . .	6	6	6	5	23

NOTE. — Les officiers portés sur ce tableau figurent également sur le tableau n° 18 de l'état-major particulier de l'infanterie coloniale.



a nommé une sous-commission chargée de préparer un avant-projet : Elle a considéré que son mandat devait s'exercer dans les limites qui lui étaient tracées par trois votes émanant ; les deux premiers du Sénat lui-même, le 3<sup>e</sup> de la Commission plénière : à savoir.

1<sup>o</sup> l'amendement de M<sup>e</sup> Margaine relatif au recrutement de l'armée coloniale métropolitaine par voie d'engagements et de rengagements ;  
2<sup>o</sup> l'amendement de M. le Colonel Lépinois relatif à l'incorporation des contingents coloniaux dans l'armée coloniale et à leur service dans leur colonie d'origine ou dans une colonie voisine.

3<sup>e</sup> enfin le rattachement de l'armée coloniale au Ministère de la Marine voté par la Commission plénière à l'unanimité des voix moins une.

La sous-commission s'est dès lors préoccupée de l'organisation d'une armée proprement coloniale, c'est-à-dire restreinte, limitée aux stricts besoins de la garde, de la défense des colonies et de la relève et comprenant en outre une petite réserve expéditionnaire destinée à faire face à des éventualités de médiocre importance et non à répondre aux nécessités d'une guerre ou une puissance telle que la Chine par exemple.

Dans cet ordre d'idées et pour d'autres causes encore qui ont déjà été développées antérieurement, la conception d'un 2<sup>o</sup> corps d'armée devait être abandonnée.



Nos régiments d'Infanterie et d'artillerie  
Coloniale, d'aut, aux termes de l'amend<sup>t</sup>  
de M. Margaine se recrutent par voie  
de rengagements principalement, c'est  
à dire à prix d'or il importait d'étudier  
avec la plus scrupuleuse attention la  
fixation des effectifs indispensables.

La sous-commission prit pour base  
de ses évaluations le chiffre des garni-  
sons coloniales existant à l'époque  
actuelle dans chacune de nos possessions  
d'outre mer, en outre et pour  
l'entretien de toutes les lumières désirables  
elle pria M. le Ministre de la Marine  
de vouloir bien lui faire connaître  
(dans le cas où les garnisons actuelles  
ne lui sembleraient pas répondre exacte-  
ment aux besoins de la sécurité des  
colonies) quels étaient les effectifs jugés  
nécessaires à la défense et à la police.  
M. le Ministre de la Marine fit répondre  
que M. le Sous-Secrétaire d'Etat ayant  
seul droit de correspondance avec les  
Gouverneurs chargés de la défense, il  
ne pouvait que s'entendre avec son  
collaborateur pour fournir à la  
Sous-commission les renseignements  
d'appréciation qu'elle désirait.

Après un certain délai pendant  
lequel la sous-commission reçut  
plusieurs documents relatifs aux  
effectifs existant actuellement tant  
aux colonies qu'en France métropolitaine.



M. le Ministre de la Marine nous informa qu'il transmettait à M. le Ministre de la Guerre la demande formulée par le Sous-Commissary.

Une discussion approfondie nous a amenés à fixer le nombre des régiments d'Infanterie Coloniale à 6 régiments à 4 bataillons de 4 compagnies et celui du régiment d'Artillerie à 2 à 16 batteries.

La question se posait de savoir s'il était possible de constituer nos corps métropolitains avec les seuls renouveau de l'engagement et du rengagement.

M. le Ministre de la Marine nous a donné l'assurance que dans un délai très proche il promulguerait de nouveaux décrets portant fixation de primes portés à un taux qui lui permet d'espérer que la demande se produirait en nombre suffisant pour répondre aux besoins.

Enfin en vue de parer à une insuffisance éventuelle le Sous-Commissary propose la création d'un bataillon de tirailleurs algériens destiné à couvrir "un tiers" dans les effectifs nécessaires s'il venait à se produire.

Le général rappelle ensuite au Colonel brièvement les principales dispositions adoptées par le Sous-Commissary et qui constituent l'avant projet soumis actuellement à l'examen de la Commission Supérieure.

Après un échange d'observations le Commissary passe à l'examen des articles.



M. le Président donne lecture de l'article 1<sup>er</sup>.

M. Clavis développe les arguments qu'il a fait valoir antérieurement et notamment sur les séances du 21 mars et du 29 mai 1892 et qui justifient dans sa pensée le rattachement de l'armée Coloniale au Ministère de la guerre.

(Vote) art. 1<sup>er</sup>.

Le rattachement au Ministère de la guerre est mis aux voix et repoussé à l'unanimité moins une voix (M. Clavis).  
L'article 1<sup>er</sup> mis aux voix est ensuite adopté dans les mêmes conditions.

La séance est levée et la prochaine réunion fixée au Vendredi 26 Juin à 1 h 1/2

Le Président.

Billoy

Le Secrétaire.

De la Roche



Séance du Vendredi 14 Juin 1892

La séance est ouverte à 1<sup>h</sup>35 sous  
la Présidence de M. le Général Giry.

Sont présents M. M. Claris,

Lacave - Laplagne,

Loustais

Pauliat

Général Japy

Colonel Meinadier

Faye

Général Duffès

Bernard

Gadaud

Choré

M. Marguier s'excuse par lettre.

M. le Général Japy

demande à la Commission d'introduire  
dans le texte du projet de loi une disposition  
qu'il considère comme de la dernière importance  
et qui figure sous la forme d'un article  
spécial dans la proposition de loi dont  
il est l'auteur.

Elle est ainsi conçue : « L'officier le  
plus élevé en grade ou le plus ancien dans  
le grade le plus élevé dans chaque colonie  
exerce le commandement de toutes les  
troupes qui s'y trouvent, y compris les  
milices ; il a la responsabilité de toutes  
les opérations militaires. — Le Gouverneur Civil  
agit sur lui par voie de réquisition. »

C'est le régime qui fonctionne en  
Algérie et qui établit à la satisfaction de  
tous les pouvoirs respectifs de gouvernements



et du Général Commandant Les Troupes.  
 Il faut éviter des causes de dissentiments,  
 des conflits d'attributions dont les  
 conséquences peuvent être funestes.

M. le Général Grog cède la présidence de la Réunion à  
 M. Berthelot qui en entrant dans le  
 sein de la Commission s'excuse d'un  
 retard involontaire.

La séance continue sous la Présidence  
 de M. Berthelot.

M. Sayer estime que le Gouverneur d'une Colonie,  
 qu'il appartienne d'ailleurs à l'ordre civil ou  
 militaire, doit être investi de la plénitude  
 de l'autorité, puisqu'il possède la confiance  
 du Gouvernement qui lui a confié les pouvoirs.  
 Les plus grands inconvénients naissent  
 précisément de la présence, à côté du  
 Gouverneur Civil, d'un officier ayant  
 la plénitude des pouvoirs militaires et  
 le droit, par exemple, d'entreprendre  
 une opération sans l'assentiment du  
 Gouverneur; si telle n'est pas la pensée  
 de M. le Général Grog et si aucune  
 initiative n'est laissée au Commandant  
 des troupes, j'admets les résolutions qu'après  
 avoir été invité à engager une  
 action, le Commandant M<sup>re</sup> exerce ses  
 pouvoirs techniques sous sa propre responsabilité  
 au point de vue militaire. Mais il faut  
 qu'il soit bien entendu que le Commandant  
 militaire est toujours le subordonné du



## Gouvernement.

M. le General Duffis pense que le régime établi pour l'Algérie par le décret du 6 avril 1882 devrait être étendu à toutes nos colonies. Il donne satisfaction à M. le General Japy et à M. Foye, en ce qu'il n'a jamais donné lieu à aucune difficulté dans l'application. Le General ou l'officier commandant Supérieur des troupes relève directement du Ministre de la Guerre ou de la Marine mais il n'en est pas moins subordonné à l'autorité du Gouverneur qui agit sur lui par voie de réquisition - Les Préfets dans les départements en usent ainsi vis à vis de l'autorité M<sup>re</sup> en cas de troubles.

Quant à la première partie de la rédaction proposée par M. le General Japy elle semble inutile et peut même être nuisible.

D'une part en effet elle ne fait que rappeler une règle fondamentale du droit au Commandement qui est toujours d'être au l'officier le plus élevé en grade ou au plus ancien dans le même grade et d'autre part elle peut créer des embarras dans le cas où il se trouverait dans la Colonie un officier plus d'un grade plus élevé ou plus ancien dans le grade que le Commandant des troupes, mais qui se trouverait sur le lieu ou une mission ou dans un service spécial quelconque.

Ces questions de commandement sont d'ailleurs résolues entre militaires par des règles strictes



sur lesquels il n'y a pas lieu de réserves et  
franchies d'avis quand les circonstances  
le commandent par des lettres d'avis.  
que ~~seul~~ ~~en~~ ~~formation~~ les officiers en question  
ont en leur possession.

Quant à la 2<sup>e</sup> partie de l'amendement  
du Général Gaspé il constitue une  
disposition prudente et sage qui a  
donné les meilleurs résultats en Algérie  
et qui est de nature à produire les  
mêmes effets dans toutes nos possessions  
d'outre mer.

M. le Général Grévy. partage l'avis du Général Doffin  
sur l'inutilité de la première partie  
de l'amendement en discussion.  
Quant à la nature des attributions  
respectives du Commandant M<sup>re</sup> et  
du Gouverneur Civil il semble  
que la question soit du ressort de la  
loi d'organisation des Colonies, et non  
de la loi d'organisation de l'armée coloniale.

M. le Baron de Valenciennes, membre de la Commission chargée de  
l'examen de la loi d'organisation des colonies  
déclare que non seulement la  
Commission de l'armée est apte  
à trancher la question de Commandement  
mais qu'il y a là pour elle un  
devoir impérieux qui exige le bon  
ordre aux colonies et le respect dû  
à l'armée, de plus en édictant  
que le régime qui porte de si bons



faits en algérie sera appliqué aux autres colonies. Le commandant de l'armée facilitera beaucoup la tâche de la Commission d'organisation des colonies.

M. Clavis

pense qu'aussi longtemps que les colonies seront placées sous le régime civil il sera inadmissible que le gouverneur n'ait pas seul le droit d'indiquer au Commandant des troupes quel est le but qu'il se propose d'atteindre.

M. Gadon

déclare appuyer sans réserve l'amendement de M. le Général Japy et regarde son insertion dans la loi d'organisation de l'armée coloniale comme indispensable.

M. le Général Japy

vous avons au Cambodge par exemple deux sorts de troupes, celles qui commandent nos officiers d'infanterie de marine et à côté des forces de police, elles agissent parallèlement en maintes occasions. Je n'aurais accepté cette dualité à aucun degré.

M. Faye

S'il s'est produit des abus il ne faut pas en faire remonter la responsabilité au principe de la subordination du Commandant en chef au gouverneur.

M. le Baron de Varigny

Une fois les troupes réquisitionnées le gouverneur civil ne doit plus avoir



aucune action sur la force armée  
quelle soit régulière ou dépositaire, ou  
ne peut admettre 2 armées parallèles.

M. Faye pense que les troupes dépositaires ne peuvent  
échapper à l'action du gouvernement.

M. le Colonel Meunadier fait observer que l'art. 8 de la loi du  
11 juillet 1889 place tous les corps armés  
sous les ordres du Ministre de la guerre  
ou de la Marine.

M. Voertin partage l'avis de M. Faye - Le Commandant  
des troupes doit rester la subordonnée du  
gouvernement civil, puis quand une  
action militaire est engagée l'officier  
qui dirige les opérations a évidemment  
la responsabilité spéciale; d'ailleurs  
la question semble être du ressort de  
la loi d'organisation de colonies.

M. Bernard estime aussi que la Commission de  
l'armée doit des attributions en traitant  
une question d'ordre général.

M. Boubelot Président propose de clore la discussion  
sur l'amendement de M. le général Japy  
et de le mettre aux voix en procédant  
par division, et contient en effet 2  
parties distinctes sur les quelles les  
opinions semblent divisées.

M. le Président donne lecture de la  
première partie de l'amendement.



« L'officier le plus élevé en grade ou le plus ancien dans le grade le plus élevé, dans chaque colonie exerce le commandement de toutes les troupes qui s'y trouvent, y compris les milices, et a la responsabilité de toutes les opérations militaires.

M. le Colonel Meinadier préférerait un autre mode de rédaction et n'est pas partisan de la première partie de l'amendement dans son ensemble et cependant il sera forcé de lui donner son suffrage pour ne pas abandonner l'idée qui continue les mots "y compris les milices", et n'est donc pas entièrement libre.

M. le B<sup>on</sup> de Farault exprime la même pensée.

M. le Président après un échange d'observations avec ses collègues propose de soumettre au vote de ses collègues l'ensemble de l'amendement tout et donne une nouvelle lecture, en ajoutant que le principe seul est mis aux voix et la rédaction révisée.  
Par 8 voix contre 1 le principe est adopté.

M. le Général Japy propose la rédaction suivante  
« Le Commandant des troupes, y compris les milices a la responsabilité etc - la rest- comme au texte ».

(Note)

Cette rédaction est adoptée.

Après un échange d'observations la commission décide que l'amendement prendra place à la fin de l'article 1<sup>er</sup>.

M. le Président donne lecture de l'article 1<sup>er</sup> — adopté.



M. le Président donne lecture de l'art. 3.

(a) Groupes métropolitains — adopté

(b) Groupes étrangers et auxiliaires.

M. Lacavé ~~de~~ l'Asplagne se plaçant au point de vue budgétaire demande si l'on pourrait pas éviter un surcroît de dépenses en incorporant dans les troupes coloniales cinq des bataillons de la Légion étrangère existant actuellement au lieu de procéder à la création d'un nouveau régiment.

M. le Général Japy fait observer que les bataillons de la Légion stationnés actuellement dans la province d'Oran sont utilisés pour la défense de l'Algérie et seront en outre indispensables pour le recrutement et la relève de la Légion Coloniale.

M. le Général Japy fait observer que les dispositions adoptées pour faciliter la formation de la Légion sont applicables à celle du bataillon de tirailleurs algériens et y aurait donc lieu d'intervenir l'ordre des deux derniers paragraphes et de compléter le 3<sup>e</sup> en disant « Le point de formation de cette légion et des deux bataillons formant corps les officiers supérieurs etc... le reste comme au texte »

adopté ainsi que l'ensemble.

M. le Président. (c) Groupes indigènes : (future).

M. le G<sup>al</sup> Deffis - fait les réserves sur la constitution de 2 Compagnies de tirailleurs au lieu d'une seule actuellement existante.



M. Garrison rappelle en le développant les considérations qu'il a fait valoir dans le sein de la sous-commission à cet égard.

En cas de troubles dans nos grands centres de population aux indés, on serait réduit à demander aux anglais de vouloir bien nous prêter main-forte, puis qu'à Karikal par exemple il n'existe pas un homme de troupe.

L'orateur insiste d'autre part sur les services que des détachements de ce pays recrutés aux indés pourraient rendre à Obolé dont le climat est meurtrier pour les européens. Les anglais l'ont bien compris et emploient ces indigènes à adan.

Quant au recrutement des deux compagnies il s'opérera avec une extrême facilité la suppression d'une des deux compagnies qui existait encore il y a quelques années a été très défavorablement accueillie par la population.

L'article est ensuite adopté.

Article 4.	—	adopté sans observations.
Article 5	—	90
Article 6	—	90
Article 7	—	90
Article 8	—	90.
Article 9	—	90
Article 10	—	90
Article 11	—	90
Article 12	—	90
Article 13	—	90
Article 14	—	90.



Article 15 - adopté sans observations.  
 Article 16 - 30  
 Article 17 - 30  
 Article 18 - 30  
 Article 19 - 30  
 Article 20 - 30  
 Article 21 -

M. le Général Japy ne voit pas la nécessité de cet article  
 l'armée coloniale ne comportant pas de  
 réserve; après avoir accompli leur service  
 dans les troupes coloniales les hommes qui  
 en ont fait partie doivent être réversés  
 dans les réserves de l'armée d'active.

M. Pauliat pense comme le général Japy que les  
 réserves de l'armée coloniale ne sauront  
 être appelés à servir de nouveau dans  
 cette armée jusqu'à l'accomplissement de  
 leur 25<sup>e</sup> année de service.

Mais nous voter l'art. 21 et adopté.

Article 22 - voté sans observations.  
 Article 23 - 30  
 Article 24 - 30  
 Article 25 - 30

M. le Colonel Meinadis propose à ses collègues, avant le vote  
 sur l'ensemble d'introduire dans le projet  
 une disposition interdisant aux hommes  
 âgés de moins de 22 ans de contracter  
 un engagement volontaire dans les troupes  
 coloniales.

(Soti)

Après un échange d'observations, le Comité  
 repousse toute disposition tendant à fixer  
 une limite d'âge minimum autre que celle



qui est fait par lui-même.

M. le Général Grey fait d'ailleurs observer que le chiffre de la marine détermine les conditions d'aptitude physique qu'il y a lieu d'exiger des engagés volontaires. Cette garantie semble suffisante à la majorité de la Commission.

M. le Colonel Meinadier (M. Baro, de Larenty) votait contre cette manière d'être.

M. le Président consulte aux voix l'ensemble du projet qui est adopté.

M. le Général Doff informe ensuite ses collègues qu'après entente avec M. Berthelot et pour tenir compte du vœu exprimé par un certain nombre de membres de la Commission, il propose d'introduire dans les dispositions de la proposition de loi relative aux modifications de l'art. 37 de la loi du 15 juillet 1889 le § additionnel suivant. Les engagés volontaires sont astreints à toutes les justifications déterminées par le règlement élaboré en vertu des dispositions finales de l'art. 23-77.

adopté.

3 h 1/2.

L'assemblée est ensuite levée à

Le Président

Secrétaire

Berthelot

Berthelot



( n° 26 )

Séance du Lundi 27 Juin 1892.

Présidence de M. le Général Billot

La Séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents MM. Benazet

Rays

Lacaze Laspagne

Bou de Larenty

Garrisson

Claris

Général Gervy

Général Japy

Général Billot

Courtès

Pauliat.

La parole est au Secrétaire adjoint  
pour la lecture de ses procès verbaux des  
deux dernières séances.

Ils sont adoptés sans observations.

M. Pauliat Exprime le regret qu'ayant de procéder  
au vote sur l'ensemble du projet relatif  
à l'armée coloniale, la Commission  
n'ait pas entendu les ministres  
compétents. L'autorité des résolutions  
de la Commission s'en trouvera affaiblie  
lors de la discussion en séance publique.

M. le Président informe ses collègues qu'il a reçu de  
M. le Ministre de la guerre une lettre  
lui exprimant le désir de voir la  
Commission de l'armée procéder dans



le plus bref délai possible à l'examen du projet de loi, voté par la chambre des députés et relatif à la durée du service dans la réserve de l'armée active.

Dans ces conditions le général a cru devoir profiter de son passage à Paris entre deux tournées d'inspection, pour réunir la commission et lui demander de suivre l'exemple qui a été donné souvent par la Commission des Finances en étudiant un projet de loi, non encore déposé mais qui le sera lors de la prochaine séance publique.

Aucun défetuz ne se produisant M. le Président donne lecture du projet de loi qui est ainsi conçu :

#### PROJET DE LOI.

Le Président de la République française

Décète :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des Députés par le Ministre de la Guerre, qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

#### Article premier.

Les articles 37, 49 et 64 de la loi du 15 juillet 1889 sont modifiés comme il suit :

« ART. 37. — Tout Français reconnu propre au service militaire fait partie successivement.

- « De l'armée active, pendant trois ans;
- « De la réserve de l'armée active pendant dix ans;
- « De l'armée territoriale pendant six ans;
- « De la réserve de l'armée territoriale pendant six ans. »

« ART. 49. — Les hommes de la réserve de l'armée active sont assujettis, pendant leur temps de service dans ladite réserve, à prendre part à deux manœuvres, chacune d'une durée de quatre semaines.



— 6 —

« Les hommes de l'armée territoriale sont assujettis à à une période d'exercices dont la durée sera de deux semaines.

« Peuvent être dispensés de ces manœuvres ou exercices, comme soutiens indispensables de famille et s'ils en remplissent effectivement les devoirs, les hommes de la réserve et de l'armée territoriale qui en font la demande.

« Le maire soumet les demandes au Conseil municipal qui opère comme il est prescrit à l'article 22 ci-dessus.

« Les listes de demandes annotées sont envoyées par les maires aux généraux commandant les subdivisions, qui statuent.

« Ces dispenses peuvent être accordées par subdivision de région jusqu'à concurrence de 6 0/0 du nombre des hommes appelés momentanément sous les drapeaux ; elles n'ont d'effet que pour la convocation en vue de laquelle elles sont délivrées.

« Les hommes de la réserve de l'armée territoriale peuvent être soumis, pendant leur temps de service dans ladite réserve, à une revue d'appel pour laquelle la durée du déplacement imposé n'excèdera pas une journée.

« Peuvent être dispensés de ces manœuvres, exercices ou revues d'appel les fonctionnaires et agents désignés au tableau B de la présente loi. »

« ART. 64. — Sont abrogées les dispositions du deuxième alinéa de l'article 64 ainsi conçues :

« Par dérogation aux dispositions de l'article 37, il ne  
« restera que six ans dans la réserve de l'armée active ; il pas-  
« sera dans l'armée territoriale, et par suite dans la réserve de  
« cette armée, trois ans avant la classe à laquelle il appar-  
« tient. »

#### Art. 2.

Les officiers du cadre actif et les officiers de réserve sont affectés aux formations constituées au titre de l'armée active,



les officiers territoriaux aux formations constituées au titre de l'armée territoriale.

Toutefois, le Ministre de la Guerre peut, quand les besoins du service l'exigent, affecter des officiers du cadre actif ou de réserve à des formations territoriales. Il peut également affecter à des formations de l'armée active les officiers de l'armée territoriale qui en feraient la demande.

Les officiers jouissant d'une pension de retraite restent à la disposition entière du Ministre pendant le temps fixé par la loi et peuvent être employés indistinctement dans toutes les formations.

#### Art. 3.

L'article 56 de la loi du 13 mars 1875 est complété comme il suit :

« Toutefois le Ministre de la Guerre a la faculté d'utiliser, sur leur demande, dans des emplois sédentaires, ceux de ces officiers qui, ayant dépassé les limites d'âge ci-dessus indiquées, seront jugés susceptibles d'être conservés dans les cadres.

« En temps de paix, les officiers ainsi maintenus dans les cadres ne peuvent être convoqués pour des exercices qu'avec leur assentiment. »

#### Art. 4.

Sont abrogées toutes les dispositions antérieures et contraires à la présente loi, et notamment celles des 24 juillet 1873, 13 mars 1875 et 15 juillet 1889.

Fait à Paris, le 21 mai 1892.

Le Président de la République française,

*Signé : CARNOT.*

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil, Ministre de la Guerre,

*Signé : C. DE FREYCINET.*

*En vue de faciliter le travail de la Commission, M. le Président a rédigé une note empruntée aux archives du Comité Supérieur de la Guerre qui a l'unanimité adopté les dispositions du projet. M. le Secrétaire adjoint est invité à*



donner lecture de ce document où se trouvent développés les raisons qui militent en faveur du projet de loi et qui figurent en partie dans l'exposé des motifs.

M. Bénazet

Celui qui partisan du projet de loi qui ne modifie pas les obligations militaires actuelles des hommes de troupe, se préoccupe de la question du commandement lors de la création des régiments mixtes, les officiers territoriaux appelés à constituer les cadres des bataillons destinés à former le régiment avec le bataillon actif, se montrent pleins de zèle, et animés au plus haut degré de l'ambition de faire bonne figure à côté de leurs camarades de l'armée active; aux termes du projet de loi en discussion, les officiers de l'un et l'autre cadre seront mêlés, certains officiers territoriaux auront sous leurs ordres des officiers de l'armée active, il est permis de se demander si les choses marcheront sans frottements.

M. le Général Billot fait observer que précisément au point de vue du commandement, le projet de loi donne au Ministre des facultés très précieuses en permettant les mutations entre officiers de l'armée active et de l'armée territoriale, en autorisant aussi l'emploi d'officiers retraités dans des emplois secondaires. C'est ainsi que le 1<sup>er</sup> Bataillon aura à sa tête l'officier supérieur de l'armée active, le



2<sup>e</sup> bataillon, sera commandé par le major, le 3<sup>e</sup> restera à pourvoir, et ne sera pas impossible de trouver dans les rangs de l'armée territoriale des officiers ayant servi, retraités ou demi-mouvables, mais aptes aux fonctions de chef de bataillon.

M. le Général Japy craint que les emprunts aussi faits aux cadres de l'armée active ne soit une cause d'affaiblissement. En un mot le gouvernement semble mettre la charrue devant les bœufs; nous avons des soldats mais pas assez d'officiers, aussi la conclusion est-elle qu'il faut mettre le ministre à présenter immédiatement la loi de cadres.

M. de Varnut approuve énergiquement cette motion qui a l'assentiment des membres de la commission.

M. le Général Gréy se préoccupe grandement de voir les cadres des régiments mixtes composés d'un amalgame d'officiers de 4 espèces différents et qui les plus souvent servent fort étrangers les uns aux autres. On verra dans une même compagnie 1 officier de l'active, 1 officier de réserve, 1 officier territorial, 1 officier retraité.

M. le Général Billot. En chose ne se passant pas autrement à l'heure actuelle, si ce



n'est que le fauvelot d'introduire dans  
les réserves successivement des éléments  
de l'armée active, ne peut avoir qu'une  
très favorable influence.

En réalité la partie la plus importante  
du projet consiste tout simplement  
à réorganiser les 3 plus jeunes classes de  
l'armée territoriale, car leur rôle est  
le même.

Sur l'avis de M. le Président les  
articles du projet sont successivement  
adoptés ainsi que l'ensemble.

M. le Général Duff est ensuite  
nommé rapporteur.

M. le Président fait ensuite observer au sujet de la  
proposition de loi portant organisation  
de l'armée coloniale, qu'il y aurait  
lieu avant d'arrêter définitivement les  
termes de la rédaction du projet d'entendre  
les observations de MM. F. Isaac, Marguier  
et Menadier; depuis M. le Président  
de la Commission de la Marine a  
manifesté le désir d'être entendu.  
Enfin les ministres intéressés pourraient  
être convoqués, il y a là un usage  
constant à respecter.

M. Faye partage entièrement cet avis, les auteurs  
d'amendement et les ministres sont  
toujours entendus et la Commission de  
l'armée ne saurait se soustraire à  
un usage de haute courtoisie parlementaire,  
elle doit d'ailleurs insister sur ce point que



Les résolutions qui figurent dans le texte  
de l'ancien projet n'ont aucun  
caractère définitif.

Enfin il serait bon d'entendre aussi  
M. le Président du Conseil, car M.  
le Ministre de la Marine ne manquera  
pas d'alléguer qu'étant d'accord avec  
les collègues du cabinet il ne peut  
accepter le rattachement de l'armée  
Coloniale et Marine.

Cette proposition est adoptée.

L'Assemblée est ensuite levée  
à 4 heures.

L. Président

Le Secrétaire.  
V. Lecomte

A. M.



Présidence de M. le général Billot.

L'ordre du jour appelle l'adoption du Rapport de M. le général Duffis sur le projet de loi portant modification de la durée du service dans la réserve de l'armée active.

M. le général Duffis, rappelle dans quelles conditions la Commission a bien voulu lui demander de se charger du Rapport dans la séance du 27 juin à laquelle il n'a pu assister.

Après avoir reçu une lettre du Ministre de la guerre le priant de vouloir bien hâter le plus possible le dépôt du rapport il a prié M. le général Billot de vouloir bien convoquer la Commission, malgré l'heure tardive, afin de pouvoir effectuer le dépôt du Rapport dans la séance de ce jour.

Le général donne ensuite lecture de son rapport qui est ainsi conçu et exprime ainsi que les Membres de la Commission peuvent le constater aux termes de la note émanant de M. le général Billot et dont il a été donné lecture lors de la précédente séance :

(Voir ci contre : n° ).

M. le général Billot, la lecture achevée, demande à ses collègues s'ils ont des observations à présenter :

M. le général Japy aurait désiré que le vote formulé



par la Commission, au regard du dépôt immédiat delà loi des Cadres fut exprimé en termes plus expressifs ou plus catégoriques.

M. le Général Duffis donne une nouvelle lecture du passage de son rapport relatif au désir suprême par la Commission, et souligne l'expression "d'adjurer" qui lui semble marquer l'extrême limite au delà de laquelle la phrase prendrait une allure comminatoire.

M. le Général Giry demande à M. le Rapporteur de vouloir bien ajouter un mot indiquant que les objections que le projet delà loi a soulevées dans une autre assemblée ont été reproduites dans le sein de la Commission législative en outre et y aurait lieu d'indiquer que le projet delà loi a été adopté non à l'unanimité mais seulement à une grande majorité.

Cette motion est adoptée.

M. Binazet

Il demande s'il n'y a pas une sorte de contradiction entre les deux phrases suivantes qu'il relève dans le Rapport de M. Dreyfus. D'une part il est dit que l'armée territoriale se trouvera après l'adoption du projet, placée dans des conditions plus favorables, parce qu'elle est actuellement privée de ses meilleurs éléments :

D'autre part, il est dit que la formation



restent demain ce qu'ils sont aujourd'hui.  
En quoi les régiments territoriaux sont-ils  
devenus les meilleurs éléments qu'ils ont  
perdu parce qu'ils sont restés en l'état.

Après un échange d'observations au cours  
duquel M. le général Bellot et M. le  
général Duffé insistent sur le mécanis-  
me de l'organisation des régiments et  
le Rapport est adopté.

M. le Président remercie ensuite les membres de la Commission  
d'avoir bien voulu se rendre à <sup>une</sup> la convocation  
hâtive dont il est qui ne doit pas constituer  
un précédent à suivre, car il est  
en principe ennemi de ~~cette~~ procédure.

M. le général Giry sur invitation de M. le Président  
que d'autres devoirs obligent peut être  
à s'absenter momentanément, rappelle  
que la Commission avait décidé d'être  
réunie pour entendre les observations  
des auteurs de projets ou amendements  
relatifs à l'organisation de l'armée colo-  
niale ainsi que M. M. les ministres  
compétents.

Présenté par M. le général Giry :

M. le ministre de la Marine a répondu  
qu'il ne croyait pas avoir rien à  
ajouter aux explications qu'il avait  
fournies soit dans la Commission  
pléniaire, soit dans la sous-commission.  
M. le Président du Conseil d'un côté  
n'a pas manifesté le désir d'être entendu;



M. le Ministre de la guerre, aurait  
fait une réponse analogue à M.  
Courtin, Rapporteur

Enfin M. le Président de la Commission  
de la marine a fait connaître  
qu'il n'avait pas reçu de mandat  
dans ce sens de la part de ses collègues  
M. le Président de la Commission de  
l'organisation des colonies se trouve  
dans le même cas.

Dans ces conditions la prochaine  
réunion est fixée au Vendredi 1<sup>er</sup>  
Juillet à l'issue de la séance  
publique pour entendre M. Laroche  
et s'il y a lieu M. M. Margaine  
et Espinadier.

L'Assemblée est aussitôt levée.

Le Président.

Le Secrétaire  
Verhaeghe

*[Signature]*



Séance du 1<sup>er</sup> juillet 1892.

Présidence de M. le Général Billot

Sont présents M. le général Japy.  
 le général Deffer.  
 Garnison,  
 le général Grévy  
 Lacaze Daplague  
 Margaine  
 Courties.  
 Barzy de Larivinty  
 Charis.  
 Pauliat  
 Bernard  
 Benazet.

M. le Président, Conformément à l'ordre du jour de la séance, propose à ses collègues d'entendre immédiatement M. Isaac, Sénateur de la Guadeloupe auteur d'une proposition de loi sur l'armée coloniale.

M. Isaac est introduit dans le sein de la Commission ; il est invité par M. le Président à prendre la parole.

M. Isaac : L'orateur en débutant se félicite d'être en complet accord avec la Commission de l'armée sur la question du rattachement de l'armée coloniale au Ministère de la Marine ; en effet, on ne peut pas concevoir une défense des colonies en dehors de l'intervention dominante de



## La Marine.

On ne saurait se le dissimuler le rattachement à la guerre marque une tendance vers la création du ministère de la Défense nationale, conception néfaste au sentiment de M. Haas, comme aussi le système comportant un ministère spécial des Colonies car les partisans considèrent qu'il doit avoir la pleine disposition de ses troupes.

Le mouvement d'opinion qui dans le corps des officiers d'artillerie et d'infanterie de la Marine s'est produit en faveur du rattachement à la guerre est beaucoup plus fort que réel, et a d'ailleurs pris naissance dans leur désir légitime d'être placés plus complètement dans la main de leurs chefs naturels et d'échapper à la subordination des officiers de vaisseau ; déjà à l'heure actuelle une réaction se produit.

Le capitaine Général Friebault, d'une si haute compétence n'a jamais varié sur ce point.

Passant ensuite à l'examen de la question relative à l'incorporation des Contingents Coloniaux l'orateur rappelle que depuis longtemps déjà les Français d'outre-mer ont réclame patristiquement l'honneur de servir le France au même titre et dans les mêmes conditions que les Métropolitains.

Au sein du législateur de leur accord.



Le droit commun s'ajoute aujourd'hui  
celui de faire disparaître les "mauvais  
numéros" car le service colonial devient  
de plus en plus lourd à raison de la réduction  
du temps de service et à mesure que notre  
empire colonial prend plus d'extension.  
Mais n'y a-t-il pas un véritable danger  
à proclamer ainsi la suppression des  
mauvais numéros, et si le recrutement  
par des volontaires se montre insuffisant  
ne faut-il pas prévoir la nécessité  
d'avoir recours au contingent de France?  
Si la France veut faire sentir ses  
actes au dehors peut-elle ainsi  
déclarer hautement que ses enfants  
ne quitteront jamais le continent?  
Enfin il n'est peut-être pas sans  
inconvénient d'avoir une armée coloniale  
composée exclusivement de mercenaires.

L'orateur combat ensuite l'amendement  
du Colonel Lézénas qui interdit aux  
contingents coloniaux de servir en France.  
Il montre que l'incorporation sur place  
est impraticable car chaque de nos  
colonies fournirait un trop plein que  
l'on ne peut ni entretenir sur place  
ni déverser sur la colonne voisine ce  
qui se traduirait par un débordement de  
trop plein. La Guadeloupe par exemple  
donne un contingent de 4000 hommes.  
Est-ce à dire que nos compatriotes  
seront dirigés sur la Cochinchine  
ou le Sénégal? il en résulterait cette



conséquence souverainement injuste  
que tous les mauvais numéros que  
vous refusez d'attribuer aux Français  
de la métropole seraient réservés à  
ceux des très vieilles colonies.

La loi de 1889, qui a tort ou à bon  
appliqué pour des raisons budgétaires  
mal comprises et tout infiniment plus  
respectueuses de l'équité, ne saurait  
créer aux contingents coloniaux une  
situation aussi exceptionnelle.  
J'admettrais qu'ils fussent employés  
comme l'a indiqué M. Lockroy dans  
un projet qui est à l'étude, à la  
défense des côtes et en cas de  
conflagration européenne, partout où  
ils pourraient être utiles, en tous  
cas ils ne sauraient relever que d'un  
ministère militaire.

Enfin il est indispensable d'indiquer  
nettement que les jeunes gens du recrute-  
ment colonial auront la faculté  
de s'engager en devançant l'appel,  
sans qu'on puisse leur opposer le manque  
de place, sur parole de engagement  
dans un des corps de l'armée métropoli-  
taine. Il est non moins important de  
statuer sur la situation au point de vue  
du recrutement des jeunes gens nés en  
France et domiciliés aux colonies au  
moment de l'opération du conseil de  
révision ainsi que sur la situation des  
jeunes gens nés aux colonies et domiciliés



en forme au moment des mêmes opérations.  
 M. Haac rappelle ensuite que le projet dont il est l'auteur règle la nature des relations qui d'après lui, doivent exister entre le pouvoir civil et l'autorité m<sup>re</sup>. Une disposition législative de cette nature lui semble en effet bien à sa place dans une loi d'organisation de l'armée coloniale et propre à supprimer toute l'occasion de conflits.

L'orateur termine en développant les arguments qui justifient, selon lui, l'institution près du Ministre de la Marine et des Colonies, d'une direction de troupes chargée de pourvoir à la préparation et à l'exécution de toutes les mesures concernant l'armée coloniale. Il est nécessaire de donner aux troupes dépendant de la Marine des garanties dont elles n'ont peut être pas joui suffisamment jusqu'ici et de les placer complètement entre les mains de leurs chefs naturels en leur assurant à côté des autres corps de la Marine une individualité dont elles sont justement jalouses.

M. le général Duffès fait observer à M. Haac que sur ce point le projet de la Commission lui donne satisfaction, il ajoute, en effet, dans son article 1<sup>er</sup> que l'armée coloniale aura un régime propre; de lors une direction spéciale devra être instituée au Ministère de la Marine.



D'autre part les articles 18 et 59 de la loi du recrutement résolvent les questions dont s'est préoccupé M. Isaac au regard des jeunes gens nés en France et domiciliés aux colonies, ou des jeunes gens nés aux colonies et résidant en France, ainsi que le droit à l'engagement volontaire.

M. le Président remercie ensuite M. Isaac qui se retire. Il constate que la Commission est assurée de son appui au moins en ce qui concerne l'article 1<sup>er</sup> du texte adopté. M. Albert Grisy, Président de la Commission d'organisation des colonies, d'accord avec ses collègues apportera de même son concours; enfin M. le Président de la Commission de la marine soutiendra lui aussi la thèse du rattachement à la Marine au moins en son nom personnel. La Commission n'ayant pas encore délibéré sur ce point et ignore s'il pourra s'appuyer sur la majorité de ses collègues.

M. Margaine expose que la proposition de loi qui porte son nom, n'émane pas de lui, mais elle lui a été apportée par un homme d'une haute compétence dont il partage à ce point les vues qu'il a consenti à <sup>mettre</sup> ~~donner~~ sa signature au bas d'une œuvre qui lui paraît résoudre toutes les difficultés dans la mesure du possible.



L'orateur fait ensuite un rapide examen de sa proposition de loi dont il justifie les principales dispositions.

Il déclare au premier lieu que si la conception d'un 2<sup>e</sup> corps d'armée composé de troupes coloniales s'est triomphée, il n'en conçoit la fonctionnement que sous l'administration du ministère de la guerre ; il considère aussi comme inadmissible le rattachement de l'armée coloniale à un ministère spécial. Comme il s'agit de l'organisation d'une armée proprement coloniale et se place donc uniquement au point de vue du rattachement à la marine, tel est l'objet des articles 1 et 2.

Au sentiment de l'orateur un certain nombre de nos colonies devraient être l'aisées sans garnison aucune et suffirait d'y renforcer la gendarmerie pour y réprimer des troubles locaux s'il venait à s'en produire. En cas de guerre européenne, il importe peu que l'Angleterre, par exemple, mette la main sur partie de nos possessions d'outre mer ; le fait de posséder une garnison ne peut qu'y attirer nos ennemis par le désir de nous infliger un échec mais à l'issue de la campagne, si elle est favorable pour nos armes nous obtiendrons sans difficulté la restitution de ce qui nous aura été enlevé.

Mais cette manière de voir ne sera jamais partagée par un ministère spécial des



colonies dont l'objectif sera toujours  
d'augmenter le plus possible nos effectifs  
coloniaux.

Les dispositions de l'article 5 pressent les  
nécessités de la chose pour les cadres des  
troups indigènes et métropolitains, c'est-à-dire  
pourquoi on s'est arrêté au chiffre de  
5 bataillons par régiment 3 de ces  
bataillons constitueront une sorte d'"hôpital  
de reconstitution" pour les deux autres  
stationnés aux colonies.

La gendarmerie a été augmentée dans  
une certaine proportion car s'il est  
impolitique de mettre des troupes dans  
quelques unes d'entre nos colonies ou  
l'élément indigène menace souvent  
de produire des troubles il est bon d'y  
renforcer la gendarmerie pour assurer  
l'ordre.

Au point de vue du recrutement il  
est indispensable de penser dans les  
prochaines années que le contingent annuel  
amène sous les drapeaux, en faisant  
appel aux volontaires de 18 qu'ils auront  
quelques mois de service mais si la  
Commission limite le champ de son  
recrutement aux hommes âgés de moins  
de 21 ans et à ceux qui auront quitté  
les drapeaux il est très à craindre que  
nous ne trouvions pas d'engagés de 22 ans  
en nombre suffisant. D'ailleurs tout  
en n'acceptant pas le système que je  
précise, la Commission ne s'en éloigne



guerre pour laquelle prévoit dans son article  
8 que l'armée d' terre fournira aux colonies  
les unités nécessaires.

M. Margaine justifie ensuite par les considérations  
suivantes que les collègues des colonies ne doivent  
point prendre en mauvaise part les  
dispositions de son article 31: « Les  
contingents coloniaux ne sont astreints qu'à  
une période d'instruction dont la durée est  
déterminée par le Ministre de 77.

On ne saurait nier que nos anciennes  
colonies et notamment la Guadeloupe et  
la Martinique sont exposées dans un  
avenir peut être peu éloigné aux dangers  
d'une guerre de race; les représentants  
de ces colonies se préoccupent de donner  
une instruction militaire à leurs concitoyens,  
et seront bien de la leur mesurer. Quand  
ils demandent que les contingents coloniaux  
soient admis à servir dans les corps métrop.  
littains, ils ont cette ardue pensée et l'espoir  
que l'"infusion continentale" produira les  
meilleurs effets, si craint qu'ils ne se  
trompent et que le séjour dans nos troupes  
ne forme des chefs pour les insurrections de  
l'avenir.

Quoi qu'il en soit l'amendement Legendre  
qui débarrasse nos contingents des mauvais numéros  
pour en gratifier le fiancé d'autre ind  
constitue une injustice flagrante qui  
apportera aux noirs un nouvel élément  
de haine contre les blancs, en un mot nous



nous exposons à l'extranéité d'être entraînés  
d'envoyer un jour ou l'autre aux colonies  
uniquement pour contenir les noirs, que  
vous voulez instruire aujourd'hui pour le  
métier de arm.

M. le Général Doffe demande à M. Margaine de vouloir bien  
faire connaître à la Commission les  
critiques qu'il formule contre le projet de  
la Commission et quelle attitude il compte  
prendre à son égard, lors de la discussion  
en séance publique.

M. Margaine Si la Commission accepte mes critiques,  
je ne pourrai que lui en exprimer toute  
ma satisfaction; si elle croit devoir  
les repousser je m'efforcerai de  
les faire prévaloir devant le Sénat en  
défendant mon "enfant".

L'orateur développe ensuite les inconvénients  
que lui semble présenter la constitution  
d'une légis. étrangère coloniale, et  
le système de recrutement adopté par  
la Commission.

M. le Président obligé de quitter Paris pour remplir  
d'autres devoirs pense qu'il y a lieu  
de procéder à une dernière révision  
du projet en s'inspirant des  
considérations développées par M. M.  
Isaac et Margaine afin de ne pas  
substituer que le moins grand nombre  
possible de points de divergence  
afin d'éviter d'ajouter ce qu'il demande



la permission d'appeler le "feu de la rampe"

La séance est ouverte à 6 heures.

Le Président

Le Secrétaire

Orléans

Ph. Moys



( n° 29 )

Séance du Mercredi 6 Juillet 1892

Présidence de M. le Général Billot

Sont présents M. M. Lacaze-Laplague,  
 Courtès,  
 de Lamoignon,  
 Clavis,  
 Garriou,  
 Général Duffis,  
 Général Japy,  
 Général Grévy,  
 Pauliat.

M. le Président propose à ses collègues de procéder à une dernière lecture des articles du projet de la Commission avant d'entendre la lecture du rapport de M. Courtès.

Pas d'observations sur l'article 1<sup>er</sup>.

M. Marguier appelle l'attention de ses collègues sur la rédaction de l'article 1<sup>er</sup> qui est ainsi conçu :

« Le Commandant des Groupes y compris les milices a la responsabilité de toutes les opérations militaires — Le Gouverneur Civil agit sur lui par voie de réquisition »

Au sentiment de l'orateur, les milices coloniales constituent la plus déplorable des institutions, elles recrutent même dans leurs rangs les traîtres et les espions qui trahissent nos ennemis, et les méritent dans la toute même de la loi



C'est consacrer leur existence

M. le général Billot partage l'avis de M. Margaine et propose d'imprimer à l'article 8 de la loi du recrutement l'expression "tout corps organisé en armes".

M. Pécarré Lapaque propose la rédaction suivante qui est adoptée: « Le Commandant de troupes a sous ses ordres tous les corps organisés en armes ».

M. Garnier dans l'hypothèse où le gouverneur de la Colonie appartenant à l'ordre militaire propose la suppression du mot "Civil" dans le dernier membre de phrase, et se redigeant alors: « Le Gouverneur agit sur lui par voie de Réquisition » adopte.

art. 3 — Par observation

art. 4 — Par observations

Chapitre II. — Troupes —

M. Margaine préférait 4 régiments d'Infanterie coloniale à 5 bataillons au lieu de 6 régiments à 4 bataillons, on réaliserait ainsi une économie importante sur les états majors régimentaires trop nombreux à son gré, en regard au nombre de compagnies nécessaires aux Colonies.

M. le Général Giesy fait observer que cette question a déjà fait l'objet de discussions appa-



fondées sanctionnées par un vote de la Commission, peut être y aurait-il lieu de procéder à la lecture du Rapport de M. Lourties. Les observations pourraient d'ailleurs trouver leur place au cours de l'audition de ce document au fur et à mesure des développements donnés à chaque question.

Cette motion est adoptée et M. Lourties est invité à donner lecture de son rapport qui est ainsi conçu : (Voir Ci-joint).

M. le Baron de Lareinty — proteste contre la déclaration anti-patriotique, selon lui et contre militaire, relative à la suppression des "maisons numéros".

M. le Général Japy — estime que le Rapport devrait être muet sur la question de la défense des ports et arsenaux par les troupes Coloniales, si l'on entre dans cette voie les effectifs de l'armée coloniale prendront une extension exagérée.

M. Clavié rappelle qu'il est partisan de la création de 20<sup>e</sup> Corps et du profit du Gouvernement.

Le rapport est ensuite adopté à l'unanimité des Membres présents et la Commission décide que ce document sera imprimé et distribué immédiatement après le dépôt sur le bureau du Sénat fixé au Lendemain 7 Juillet 1897.

L' séance est levée à 5 heures.

Le Président

Le Secrétaire

*[Signature]*

*[Signature]*



Séance du Mardi 12 Juillet

Présidence de M. le Général Bittol.

Sont présents M. le Général Grévy  
Courtis

Garrisson

Lacaze - Laplagne

Berthelot

Général Daffis.

Pauliat.

L'ordre du jour appelle l'examen du  
projet de loi portant modification à  
l'article 28 de la loi du 15 juillet  
1889 sur le Recrutement de l'armée.  
Déposé par M. de Freycinet, ministre  
de la Guerre, sur le bureau du Sénat  
le 4 juillet 1892 et renvoyé à  
la Commission de l'armée.

M. le Président développe les considérations contenues  
dans l'exposé des motifs du projet  
de loi, et donne en outre lecture  
de l'article 28 de la loi du 15 juillet  
1889 et des modifications que l'on  
propose d'y introduire dans le texte :

L'article 28 de la loi du 15 juillet 1889 est modifié  
ainsi qu'il suit :

« Art. 28. — Les jeunes gens reçus à l'École poly-  
« technique, à l'École forestière ou à l'École centrale des  
« arts et manufactures, qui sont reconnus propres au  
« service militaire, n'y sont définitivement admis qu'à la  
« condition de contracter un engagement volontaire de  
« trois ans pour les deux premières Écoles, et de quatre ans  
« pour l'École centrale.



« Ils sont considérés comme présents sous les drapeaux  
 « dans l'armée active pendant tout le temps passé par eux  
 « dans lesdites Écoles. Ils reçoivent dans ces Écoles l'ins-  
 « truction militaire complète et sont à la disposition du  
 « Ministre de la Guerre.

« S'ils ne peuvent satisfaire aux examens de sortie ou  
 « s'ils sont renvoyés pour inconduite, ils sont incorporés  
 « dans un corps de troupe pour y terminer le temps de ser-  
 « vice qu'il leur reste à faire.

« Les élèves de l'École polytechnique admis dans l'un  
 « des services civils recrutés à l'École, ou quittant l'École

« après avoir satisfait aux examens de sortie sans entrer  
 « dans aucun de ces services, et les élèves de l'École fores-  
 « tière admis dans l'administration des forêts, sont nommés  
 « sous-lieutenant de réserve et accomplissent en cette qua-  
 « lité, dans un corps de troupe, leur troisième année de  
 « service.

« Ceux qui viendraient à quitter le service civil dans  
 « lequel ils ont été admis n'en resteront pas moins soumis  
 « aux obligations indiquées par le paragraphe précédent.

« Les élèves de l'École centrale des arts et manu-  
 « factures, quittant l'École après avoir satisfait aux examens  
 « de sortie, sont admis à subir des épreuves d'aptitude au  
 « grade de sous-lieutenant de réserve déterminées par le  
 « Ministre de la Guerre.

« Ceux de ces élèves qui satisfont à ces examens sont  
 « nommés sous-lieutenants de réserve et accomplissent,  
 « en cette qualité, dans un corps de troupe d'artillerie,  
 « leur quatrième année de service.

« Ceux qui n'ont pas été jugés susceptibles d'être  
 « nommés immédiatement sous-lieutenants de réserve  
 « sont incorporés dans un corps de troupe d'artillerie  
 « comme simples soldats et accomplissent une année de  
 « service. A la fin de cette année de service, ils peuvent  
 « être nommés sous-lieutenants de réserve, s'ils satisfont  
 « aux conditions d'aptitude fixées par le Ministre.

« Les jeunes gens qui, en sortant de l'École polytech-  
 « nique, de l'École forestière ou de l'École centrale, ont été  
 « nommés sous-lieutenants de réserve, et qui donneraient  
 « leur démission avant la fin de l'année de service qu'ils  
 « doivent accomplir dans un corps de troupe, n'en resteront  
 « pas moins soumis à toutes les conséquences de l'engage-  
 « ment volontaire de trois ou quatre ans, contracté par eux  
 « lors de leur entrée à l'École.

« Les conditions d'aptitude physique, pour l'entrée à ces  
 « Écoles, des jeunes gens qui, au moment de leur admis-  
 « sion, ne sont pas aptes au service militaire, sont fixées par  
 « un règlement d'administration publique.



*Exposé des motifs et avis concu :*

Aux termes de l'article 28 de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée, les élèves de l'École centrale des arts et manufactures, liés au service par un engagement spécial, doivent accomplir dans un corps de troupe la quatrième année de cet engagement. A la fin de cette année de service seulement, ils peuvent recevoir le grade de sous-lieutenant de réserve.

D'autre part, ils doivent, pendant les trois années d'école, recevoir une instruction militaire complète.

L'application de ces dernières dispositions, faite pendant trois années consécutives, a montré, par les excellents résultats qu'elle donne, tout le parti qu'on peut tirer pour l'organisation de nos forces nationales des anciens élèves de l'École centrale. Dès lors, l'incorporation de tous ces jeunes gens comme simples soldats apparaît comme une sanction insuffisante de l'instruction militaire donnée et reçue à l'École avec un zèle et un entrain incontestables. Il nous a, dès lors, paru équitable, en même temps que conforme aux intérêts de l'armée et de l'École, d'augmenter, au moins pour une partie des élèves, les avantages concédés par la loi ; nous pensons tenir ainsi un compte exact des faits acquis et de la situation modifiée depuis les dispositions prévues par le législateur de 1889.

Nous vous proposons, en conséquence, d'apporter à l'article 28 de la loi du 15 juillet 1889 une modification qui permette de nommer au grade de sous-lieutenant de réserve, dès la sortie de l'École centrale, ceux des élèves qui, ayant satisfait aux examens de sortie et présentant d'ailleurs, au point de vue de la conduite et de l'esprit de discipline, toutes les garanties, auraient en outre subi avec succès des épreuves spéciales d'aptitude. Ces épreuves comprendraient notamment celles des connaissances militaires exigées qui n'auraient pu être enseignées à l'École, et notamment l'équitation.

L'institution de ces épreuves maintiendra d'ailleurs, entre les élèves de l'École centrale et ceux de l'École polytechnique et de l'École forestière la distinction établie par le législateur de 1889.

Telles sont les dispositions que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à vos délibérations.

*M. le Général Giry: Il est vrai que les formations de guerre font à l'artillerie une situation spéciale puisqu'elles doublent le nombre des batteries*



et par suite exigent un nombre considérable d'officiers de réserve de cette arme, néanmoins le général déclare ne pas être partisan de l'offetativy exclusive de l'école Centrale à l'artillerie, les études qu'ils font sont de nature à les rendre également aptes au service de l'arme ou même de autres armes.

M. le général Duffès partage l'avis du général Grévy, d'autant plus qu'il faut tenir compte de ce fait <sup>l'augmentation</sup> que <sup>des effectifs</sup> <sup>porte principalement sur</sup> l'infanterie, aussi la pénurie d'officiers de réserve se fait elle sentir surtout dans cette arme, les hautes études scientifiques y trouvent d'ailleurs leur emploi comme partout ailleurs; de plus si tous les élèves de l'École Centrale sont dirigés sur l'artillerie il devront suivre des cours d'équitation qu'il faudra leur procurer non sans difficultés.

Le général ajoute qu'il y aurait lieu d'étudier la question du recrutement de officiers de réserve parmi les éléments fournis par les divers catégories de jeunes gens instruits qui figurent dans l'article 15.

Une instruction militaire pourrait être donnée aux élèves de l'École de chartes peut être même aux élèves de facultés, en un mot il serait facile de se procurer de concours de jeunes gens qui constitueront en somme une élite de



## La jeunesse française

M. Berthelot estime, comme le Général Deffs, qu'il y a lieu de généraliser les dispositions du projet de loi en entrant dans une voie analogue, à l'égard de l'Ecole normale et d'autres catégories de l'article 13 qu'il faudrait déterminer, en vue de pourvoir à l'insuffisance du recrutement des officiers de réserve.

Cependant, si l'on entre dans cet ordre d'idées, deux conditions devraient appeler spécialement l'attention de la législature :

1<sup>o</sup> s'attacher au meilleur système de préparation militaire et en second lieu utiliser dans ce système de préparation les études techniques des jeunes gens pour les diriger spécialement sur les divers armements, en un mot la spécialisation.

M. le Général Deffs fait observer qu'il est néanmoins désirable que le projet de loi en discussion soit discuté et voté avec rapidité pour que la promotion de l'Ecole Centrale qui va quitter les bancs puisse bénéficier de la loi. Tout en concluant à l'adoption du projet actuel, le Rapporteur pourrait insister sur les considérations qui ont été développées par un certain nombre de membres de la Commission en ce qui concerne la généralisation



des mesures prises à l'égard des élèves  
de l'Ecole Centrale et même émettre  
le vœu que le gouvernement prépare  
un projet de loi dans ce sens.

M. le Général Grévy pose la question de savoir s'il y a lieu de  
traiter les élèves de l'Ecole Centrale qui auront  
échoué dans leurs examens de sortie comme  
les élèves "fautes sur" de l'Ecole Polytechnique  
c'est à dire s'ils sont admis à accomplir  
leur année de service comme des officiers.

M. le Général Beller fait observer que les élèves de l'Ecole Polytechnique  
aux quels M. le Général Grévy fait allusion,  
sont en nombre extrêmement restreint, à  
peine deux ou trois par promotion, bien  
au contraire les élèves de l'Ecole Centrale  
qui abandonnent leurs études avant la  
fin du cours ~~se comptent~~ sont presque  
aussi nombreux que ceux qui sortent avec  
succès.

Dans ces conditions M. le Général Grévy n'insiste pas.

M. le Président résume ensuite les débats et propose  
de supprimer les mots "dans un corps de  
troupes d'artillerie" qui figurent dans le  
§ 3 puisque la majorité est opposée  
à l'affectation exclusive des élèves reconnus  
aptes aux fonctions d'officiers de réserve, à  
l'arme de l'artillerie, et est en effet préférable  
de laisser au Ministre le soin de les  
répartir dans les différents corps au mieux  
des intérêts de l'armée et conformément aussi



à leurs aptitudes physiques.

Cette nouvelle rédaction est adoptée, et M. le Général Billot est sollicité de vouloir bien se charger du Rapport. M. le Général Doff demande qu'il soit fait mention dans le Rapport de l'opinion qui a été soutenue par lui-même et par M. Berthelot.

M. le Général Billot exprime la crainte que la Commission ne semble ainsi faire un nouveau pas vers le retour au volontariat d'un an. De nouvelles demandes ne manqueraient pas de se produire, bien des catégories tentent de passer par la porte déjà entre ouverte; et il domine le danger de l'ouvrir à deux battants.

D'autre part il ne faut pas décourager les anciens sous-officiers qui, en réalité nous donnent nos meilleurs officiers de réserve, admettre aux examens tous les jeunes gens de l'armée et c'est leur créer une concurrence trop considérable.

Le général ajoute qu'il est trop opposé à cette doctrine pour accepter dans ces conditions la mission d'être rapporteur.

M. Berthelot estime que le rapport doit rendre compte des opinions émises dans le sein de la Commission, fut-ce par la minorité et qu'il y a là une tradition qui doit être respectée.



M. le général Gréy est un bon homme  
Rapporteur.

La séance est levée à 3 heures.

Le Président

Le Secrétaire

V. L. L.

Bellet



N<sup>o</sup> 18 octobre 1892 M. le général Grévy  
déposait sur le bureau du Sénat le  
rapport ci-contre.



N° 2

# SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE 1892

---

Annexe au procès-verbal de la séance du 18 octobre 1892.

## RAPPORT

FAIT

*Au nom de la Commission de l'Armée<sup>1</sup> chargée d'examiner  
le projet de loi, ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS,  
portant modification à l'article 28 de la loi du  
15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée,*

PAR M. LE GÉNÉRAL GRÉVY

Sénateur.

---

MESSIEURS,

Le Gouvernement a déposé, le 4 juillet dernier, sur le bureau du Sénat, un projet de loi tendant à modifier l'article 28 de la loi du 15 juillet 1889, en ce qui concerne les élèves de l'École centrale.

Cet article prescrit que les élèves doivent contracter, au moment de leur admission à l'École, un engagement de

---

(1) Cette Commission est composée de MM. le Général BILLOT, *Président*; BERTHELOT, Général GRÉVY, *Vice-Présidents*; LOURTIES, PAULIAT, *Secrétaires*; Général JAPY, Général DEFFIS, GARRISSON, Antoine GADAUD, LACAVE-LAPLAGNE, Léopold FAYE, MARGAINE, Baron DE LAREINTY, CLARIS, CHOVET, BERNARD, Colonel MEINADIER, BÉNAZET.



quatre ans, et qu'ils doivent accomplir dans un corps de troupe la quatrième année de cet engagement. A la fin de cette quatrième année, ils peuvent être nommés sous-lieutenants de réserve.

La modification qui vous est soumise consiste à autoriser la nomination au grade de sous-lieutenant de réserve non plus à la fin de la quatrième année de service, mais bien au commencement de cette quatrième année, au moment de la sortie de l'École et de l'entrée dans un corps de troupe. Ne pourraient d'ailleurs obtenir cette nomination que ceux des élèves qui, ayant satisfait aux examens de sortie, présenteraient les garanties désirables de conduite et de discipline, et auraient en outre subi avec succès des épreuves spéciales d'aptitude, d'après un programme arrêté par le Ministre de la Guerre et comprenant les connaissances militaires à exiger des candidats.

Dès la mise en vigueur de la loi du 15 juillet 1889, l'instruction militaire a été organisée à l'École centrale dans de très bonnes conditions, sous la direction d'un officier supérieur. Cette instruction comprend des exercices pratiques et des cours sur les lois et l'art militaires. Le nombre des élèves permet de parcourir toute la série des instructions pratiques qui ont lieu dans les régiments. De plus, des conférences sont faites, pendant les trois années d'études, sur la législation, l'organisation et les connaissances spéciales que doivent posséder les jeunes officiers.

Grâce au dévouement des instructeurs, à la bonne volonté et au zèle des élèves, des résultats remarquables ont été obtenus dans ces trois dernières années, et l'on peut dire que ces jeunes gens, intelligents et instruits comme ils le sont, n'ont presque rien à apprendre dans le rang comme hommes de troupe, et qu'ils sont à même de rendre de bons services dans la formation des cadres.

La constatation de ces excellents résultats suffirait pour justifier les modifications qui vous sont soumises. Mais on doit observer immédiatement que ces modifica-



tions sont, en tous points, profitables aux intérêts de l'armée et à la bonne organisation des cadres de réservistes. Les nombreuses formations nouvelles exigent en effet la nomination d'un grand nombre d'officiers de réserve ; et il est vivement à désirer que ces officiers, lorsqu'ils seront appelés au jour de la mobilisation, aient fait dans un corps de troupe, en qualité d'officiers, un séjour assez prolongé pour avoir pu acquérir l'habitude du commandement et des fonctions de leur grade. Il faut qu'au moment de l'entrée en campagne chacun soit fixé sur ses devoirs et ses attributions.

Pour tous ces motifs, votre Commission de l'armée est unanime à vous proposer l'adoption du projet de loi. Elle demande seulement une légère modification de rédaction dans le paragraphe relatif au classement obligatoire dans l'artillerie. Elle pense que le législateur doit laisser au Ministre de la Guerre toute latitude pour déterminer dans quelle arme les jeunes officiers de réserve seront classés, suivant les besoins du service et les aptitudes de chacun.

Bien que les travaux exécutés par les élèves de l'École centrale, pendant leurs trois années d'études, puissent trouver des applications diverses dans le service de l'artillerie, il peut y avoir exceptionnellement, pour quelques-uns de ces jeunes gens, des inconvénients à les placer dans cette arme. Il peut y avoir, au contraire, intérêt à en placer quelques-uns dans le génie, où ils trouveraient à faire application de leurs études sur les chemins de fer et les constructions de toute nature. Mieux vaut donc laisser au Ministre toute liberté et ne pas stipuler un classement obligatoire dans telle ou telle arme.

Quelques membres de la Commission ont demandé si la modification proposée pour l'École centrale ne devrait pas être étendue à d'autres écoles. Il a été répondu qu'en principe l'observation paraissait fondée ; mais que l'extension dont il s'agit ne pourrait être accordée qu'aux écoles où l'instruction militaire aurait été organisée sur des bases



convenables et où les résultats obtenus justifieraient cette mesure.

Sous le bénéfice de ces observations, nous avons l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de loi dont la teneur suit :

## PROJET DE LOI

### ARTICLE PREMIER.

L'article 28 de la loi du 15 juillet 1889 est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 28. — Les jeunes gens reçus à l'École polytechnique, à l'École forestière ou à l'École centrale des arts et manufactures, qui sont reconnus propres au service militaire, n'y sont définitivement admis qu'à la condition de contracter un engagement volontaire de trois ans pour les deux premières Écoles, et de quatre ans pour l'École centrale.

« Ils sont considérés comme présents sous les drapeaux dans l'armée active pendant tout le temps passé par eux dans lesdites Écoles. Ils reçoivent dans ces Écoles l'instruction militaire complète et sont à la disposition du Ministre de la Guerre.

« S'ils ne peuvent satisfaire aux examens de sortie ou s'ils sont renvoyés pour inconduite, ils sont incorporés



« dans un corps de troupe pour y terminer le temps de service qu'il leur reste à faire.

« Les élèves de l'École polytechnique admis dans l'un  
« des services civils recrutés à l'École, ou quittant l'École  
« après avoir satisfait aux examens de sortie sans entrer  
« dans aucun de ces services, et les élèves de l'École forestière admis dans l'administration des forêts, sont nommés  
« sous-lieutenant de réserve et accomplissent en cette qualité, dans un corps de troupe, leur troisième année de  
« service.

« Ceux qui viendraient à quitter le service civil dans lequel ils ont été admis n'en resteront pas moins soumis  
« aux obligations indiquées par le paragraphe précédent.

« Les élèves de l'École centrale des arts et manufactures, quittant l'École après avoir satisfait aux examens  
« de sortie, sont admis à subir des épreuves d'aptitude au  
« grade de sous-lieutenant de réserve déterminées par le  
« Ministre de la Guerre.

« Ceux de ces élèves qui satisfont à ces examens sont  
« nommés sous-lieutenants de réserve et accomplissent,  
« en cette qualité, dans un corps de troupe leur quatrième  
« année de service.

« Ceux qui n'ont pas été jugés susceptibles d'être  
« nommés immédiatement sous-lieutenants de réserve sont  
« incorporés dans un corps de troupe comme simples  
« soldats et accomplissent une année de service. A la  
« fin de cette année de service, ils peuvent être nommés  
« sous-lieutenants de réserve, s'ils satisfont aux conditions  
« d'aptitude fixées par le Ministre.

« Les jeunes gens qui, en sortant de l'École polytechnique, de l'École forestière ou de l'École centrale, ont été  
« nommés sous-lieutenants de réserve, et qui donneraient  
« leur démission avant la fin de l'année de service qu'ils  
« doivent accomplir dans un corps de troupe, n'en resteront  
« pas moins soumis à toutes les conséquences de l'engage-



« ment volontaire de trois ou quatre ans, contracté par eux  
« lors de leur entrée à l'École.

« Les conditions d'aptitude physique, pour l'entrée à ces  
« Écoles, des jeunes gens qui, au moment de leur admis-  
« sion, ne sont pas aptes au service militaire, sont fixées par  
« un règlement d'administration publique.

ART. 2.

Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont  
abrogées.



Memoirs of the



(N<sup>o</sup> 31)

Séance du Jeudi 27 Octobre 1892.

Présidence de M<sup>r</sup> le Général Billot

Sont présents M<sup>rs</sup> Claris, Marguier, O<sup>r</sup>  
Meinadier, Benard, Gadaud, G<sup>al</sup> Grey,  
Pauliat, Courtis, G<sup>al</sup> Japy, Berthetol.  
M. Lacave Laplagne s'excuse de ne pouvoir assister au jour.

M. le Président ouvre la séance en déplorant la perte  
que la Commission de l'armée vient de  
faire dans la personne de l'un de  
ses membres les plus éminents, M. le  
Général Duff.

M. le Général Billot expose ensuite à  
ses collègues dans un résumé succinct  
l'état des travaux de la Commission en  
ce qui concerne le projet de loi relatif  
à l'organisation de l'armée coloniale.

Dès la rentrée des Chambres M. le  
Président du Sénat lui a exprimé le  
désir de pouvoir mettre à l'ordre du  
jour la discussion de cet important  
projet, le même vœu a été transmis  
à M. le Ministre de la guerre.

La Commission ne s'est pas d'objectives  
son rapport était distribué.

M. le Ministre de la guerre était prêt.  
Mais M. le Ministre de la Marine, nouvel-  
lement arrivé au pouvoir a demandé  
quelques jours de délai afin d'étudier  
les meilleures solutions à proposer au  
Sénat.



En outre deux amendements de M. le Colonel  
Lépinas et deux amendements de M. Drouot  
ont été déposés à la date du 18 octobre 1892.

La Commission décide que les auteurs de  
ces amendements soient entendus, le  
lundi 18 octobre.

La séance est ensuite levée.

Le Président

Le Secrétaire

*Verlaque*

*P. May*

( N° 32 )

Séance du 18 octobre 1892.

Présidence de M. le général Billot.

Sont présents M. M. le général Japy;

Lauries

Pauliat

Margaine

Charis

Général Gresy

Benazet

Colonel Meinadier

Gadaud.

M. Lacaze Laplagne se fait excuser.

M. Dupré, Secrétaire donne lecture du Procès Verbal  
de la précédente séance qui est adopté sans  
observations.



M. Lépénas et Drouhet sont introduits dans le sein de la Commission.

M. le Président donne la parole à M. Drouhet.

M. Drouhet : avant de développer les deux amendements dont il est signataire et qui portent les nos 8 et 9, l'orateur déclare s'être rallié à la pensée du rattachement de l'armée coloniale au ministère de la guerre, s'il n'a pas cru devoir déposer un amendement dans ce sens, c'est que M. le Colonel Lépénas avait pris les devants dans son amendement n° 10. Il croit savoir, d'ailleurs, que le siège de la Commission et même du Sénat est fait sur ce point et il ne garde pas l'espoir de le convertir à <sup>l'opinion</sup> ~~l'avis~~ ~~déclaré~~ minorité dont il fait partie.

Amendement n° 8 :

Rédiger comme suit l'article 2 :

Le Commandant des Groupes est placé sous l'autorité du Gouverneur.

Il a sous ses ordres tous les corps organisés en armes.

Il a la responsabilité des opérations militaires. Un décret rendu en Conseil d'Etat, réglera ses rapports avec le Gouverneur.

M. Drouhet justifie son amendement par les considérations suivantes :

Le Gouverneur étant le représentant du Gouvernement de la République, le Commandant des Groupes doit être placé sous son autorité comme tous les autres fonctionnaires, et peut néanmoins relever directement du Ministre de



de la guerre ou de l'Armée de la Marine, une semblable situation n'est pas nouvelle, elle existe même actuellement, c'est ainsi que le Trésorier payeur aux colonies reçoit directement des ordres du Ministère des Finances. Le système adopté par la Commission et qui se borne à donner au Gouverneur le droit de réquisition, semble insuffisant, tout au moins quand s'agit de colonies éloignées de la Métropole et dont la communication avec le pouvoir central requiert de longs délais, tandis qu'en cas de conflits ou simplement de difficultés le Gouverneur de l'Algérie peut en deux heures demander une solution à Paris.

- amend<sup>t</sup> n<sup>o</sup> 9. L'orateur passe ensuite aux considérations qui l'ont porté à formuler son amendement à l'article 17, n<sup>o</sup> 9 et qui est ainsi conçu :
- « 1<sup>er</sup> §. Par dérogation aux dispositions de l'article 44 de la loi du 15 juillet 1889, les contingents des Antilles, de la Réunion et de la Guyane seront régis par l'article 81 de la dite loi et soumis aux mêmes obligations que ceux de l'Algérie et des autres colonies.
- 2<sup>o</sup> §. Toutefois, les engagés volontaires seront, sur leur demande, affectés à des corps de troupes de l'armée de terre ou de mer stationnés en France.
- 3<sup>o</sup> §. Les engagements seront contractés dans la colonie.

Le 4<sup>o</sup> § a pour but de mettre les anciennes colonies sur le même pied que l'Algérie et



nos autres colonies, en un mot de leur appliquer le service d'un an.

Au nom de l'équité l'orateur proteste contre un système qui ferait peser exclusivement sur les annuaires colonies les charges que la métropole estime trop lourdes pour ses contingents, en un mot elle les rapproche des "mauvais numéros" pour en gratifier les Antilles, la Réunion et la Guyane. Ce système viole l'esprit et la lettre de la loi de 1879 qui s'inspire d'une égale répartition des charges militaires.

Quant au 2<sup>e</sup> § de l'amendement, M. Drouot confesse qu'il lui a été suggéré par M. Haac, peut-être n'en a-t-il pas mis en toute la portée.

M. le Président et M. Courtin rappellent que le texte adopté par la Commission a pour but d'assimiler entièrement, au point de vue du droit à l'engagement volontaire, les jeunes gens des colonies à ceux de la métropole.

M. Drouot déclare que dans ces conditions et à pleine satisfaction, il ne réclame pour les cosignataires que le droit commun;

3<sup>e</sup> §.

D'autre part l'article 18 organisé au service du recrutement aux colonies, M. Drouot reçoit aussi pleine satisfaction au point de vue de la faculté qu'il déclarait en ce qui concerne les engagements sur place.

M. le Président remercie ensuite M. Drouot qui se retire.



M. le Président donne la parole à M. le Colonel Cérénas.

M. Cérénas — Mon amendement relatif au rattachement  
(Annuaire n° 10) des troupes coloniales au Ministère de la  
Guerre est conforme au profit du  
Gouvernement, je n'en conclus pas, d'ailleurs,  
qu'il ait des chances sérieuses de succès,  
mais la question n'est pas encore nouvelle  
pour qu'il me soit permis de m'étendre  
beaucoup sur ce point.

Je dirai seulement que je ne partage pas  
le sentiment exprimé à la tribune de  
la chambre par M. le Député de Cherbourg;  
"Connaissant ~~à fond~~ <sup>les troupes de</sup> l'esprit ~~de~~ <sup>de</sup> corps  
"la marine, comme je les connais,  
~~qui anime les officiers d'infanterie de marine~~  
"mon devoir est de protester contre ~~celle~~  
"transfert de ce corps d'élite au Ministère  
"de la Guerre". Je n'ai pas la prétention  
d'avoir une connaissance aussi approfondie  
que M. le Député de Cherbourg, des sentiments  
qui animent ces régiments, cependant  
au cours de ma carrière j'en suis ~~venu~~  
trouvé un contact avec eux et je  
dois dire que j'ai souvent entendu  
exprimer par le corps d'officiers l'opinion  
diamétralement opposée; ils se sont  
plaines en maintes occasions de leur  
état d'infériorité vis à vis des officiers de  
Vaisseau. J'ajoute que notre regretté  
Collègue, l'amiral Peyroz lui-même  
ancien Ministre de la Marine, ayant  
été partisan du rattachement de l'Infan-  
terie de Marine à la guerre, il



reconnaissant à ce département plus de compétence surtout en ce qui touche à la direction des opérations à terre.

Enfin le Colonel Lègues a la conviction que si le rattachement était effectué, on trouverait à meilleur compte et un plus grand nombre de engagés et engagés réengagés à la constitution de l'armée coloniale.

M. le C<sup>te</sup> Lègues passe ensuite à l'examen de son amendement (n<sup>o</sup> 11) sur l'article 17:

« Les jeunes gens des Colonies accomplissent leur temps de service dans les colonies.

Ils peuvent être envoyés, si les besoins du service l'exigent, dans une colonie autre que celle de leur résidence. »

Le Colonel rappelle à ses collègues que ce texte a été adopté par le Sénat et par la Commission, aussi a-t-il été surpris de ne pas le retrouver dans la rédaction proposée par la Commission en seconde délibération.

Au texte de la Commission, le Ministre peut envoyer en France tous les contingents coloniaux, puisque les  $\frac{3}{5}$  de l'armée coloniale sont répartis dans les grands ports de la métropole; or c'est précisément le but que les députés de colonies ont toujours poursuivi avec la dernière énergie, que M. de Mahy, par exemple, soit appelé par les besoins de la politique à appliquer la loi, ou une rédaction aussi vague que celle de la Commission, il



pourra prouver en toute liberté, à ce  
 que la représentation coloniale appelle  
 l'unification des contingents coloniaux  
 et métropolitains, c'est-à-dire qu'à  
 la place de chaque jeune doit  
 des autelles que l'on fera venir à  
 grands frais - Brest ou à Cherbourg  
 il faudra envoyer pour prendre la  
 place aux colonies, un de nos jeunes  
 soldats qui y périra de la fièvre.  
 Il ne faut pas oublier que la mortalité  
 a atteint jusqu'à 68 % de nos soldats,  
 donc pas un <sup>engagé volontaire ou homme de loi</sup> ~~crève~~ en France puisqu'il  
 faut le remplacer dans la colonne d'origine  
 par un de nos nôtres.

En définitive je ne demande que le droit  
 commun : le système régulier appliqué  
 aux colonies.

M. Margaine Comme il faut éviter toute ambiguïté,  
 permettez moi une question.

Entendez vous, par votre rédaction, autoriser  
 l'envoi des contingents de Roubois ou  
 des autelles soit au Sénégal soit  
 au Loukin ? J'estime que ce serait  
 commettre une iniquité, mais votre  
 texte permet de leur donner cette destination.

M. le C<sup>te</sup> Lamas Ce n'est pas la ma pensée ; j'admets  
 que pour des raisons politiques ou sociales  
 il peut être bon, à un moment  
 donné, d'envoyer un contingent  
 mais pour l'envoyer dans une



Colonie Voisine et se décide à  
 substituer ce mot à celui de "Colonie Autre  
 que celle d'une résidence" qui figure dans  
 mon amendement.

M. le Président remercie ensuite M. le Colonel Ezenos qui  
 se retire.

M. le C<sup>te</sup> Meinadier rappelle à ses collègues qu'il est l'auteur  
 d'un amendement à l'article 16 et aux  
 termes duquel les engagements volontaires  
 et les rengagements ne peuvent être admis  
 dans les troupes coloniales qu'à l'âge de  
 18 ans révolus.

M. le Général Grévy fait observer que cette disposition a fait l'objet  
 d'un débat dans le sein de la Commission  
 qui a pu se donner satisfaction à l'auteur  
 de l'amendement, au moins dans une certaine  
 mesure, en laissant au Ministre de la  
 Marine le soin d'apprécier les conditions  
 d'aptitude physique à exiger des postulants.

M. Courtès rappelle que M. le Ministre de la Marine a  
 été le premier à déclarer dans le sein de  
 la Commission qu'il était disposé à restreindre  
 le plus possible le nombre des engagements  
 volontaires contractés par les jeunes gens  
 de 18 et 19 ans qui n'ont pour la plupart  
 d'autre but que de se débarrasser le plus tôt  
 possible de leurs obligations militaires.

M. le Président propose à ses collègues de passer immédiatement



au vote des amendements proposés par M. M.  
Drouhet et Lézénas.

Cette motion est adoptée.

Rapport de l'amendement L'amendement n° 8 de M. Drouhet, relatif  
n° 8 de M. Drouhet, à l'organisation du Commandement est mis  
aux voix et repoussé à l'unanimité.

M. Marguain demande la parole sur l'amendement n° 9  
de M. Drouhet et relatif à l'article 17.

En votant l'amendement Lézénas, il est  
permis de croire que le Sénat s'est  
proposé d'alléger le contingent métropolitain  
d'un nombre de "mauvais numéros"  
correspondant au chiffre du contingent  
colonial, en tous cas, l'opinion publique  
a interprété le vote dans ce sens ;  
aussi compris on ressemblerait le mal  
il contient une profonde injustice et  
notre rédaction devrait faire entendre  
que le service militaire est imposé  
aux Coloniaux dans des conditions  
analogues à celles que la loi exige  
des Métropolitains, c'est-à-dire que les  
uns et les autres accomplissent la  
durée du service dans les garnisons  
de leur pays d'origine.

Mais ce système soulève une objection  
grave : si vous appliquez, dit-on, le  
recrutement régional aux Colonies,  
il vous donnera une surabondance  
considérable d'effectifs, il y aura  
pléthore aux unités et à la Réunion -  
Je le crois et j'y vois une double



difficulté: d'abord un danger, indéniable  
bien qu'il ne puisse être signalé à la tribune;  
en effet, au moins dans certaines colonies, il  
y aurait une imprudence grave à initier  
au métier des armes par une instruction m<sup>re</sup>  
de trois années consécutives que l'on retrouverait  
pout être, un jour transformés en insurgés  
d'autant plus redoutables.

D'autre part, comment utiliser le Surplus  
du contingent méridional aux garnisons de  
Bourbon, par exemple, le transporter  
vous dans l'une des Antilles? mais là aussi  
vous serez en présence d'une surabondance  
d'hommes dont vous ne saurez que faire.

C'est précisément aux difficultés de cette situation  
que répond l'article 31 de mon Contre-projet.  
Je laisse au Ministre le soin de déterminer  
au gré des circonstances, la durée du service dans  
les 4 anciennes colonies, et le réduira à quelques  
semaines s'il le juge convenable, tandis que  
M. Drouot finit cette durée à un an.

M. Charis

Si le danger que vous redoutez est réel, il existera  
aussi après un an d'instruction, pourquoi  
ne pas laisser au Ministre toute latitude  
d'incorporation en ce qui concerne les contin-  
gents coloniaux, quand en France même  
le Ministre peut diriger où bon lui  
semble les recrues?

M. Courtès

D'accord avec M. le Président déclare être  
frappé des avantages que présenterait une  
disposition permettant au Ministre de



la Marine de déterminer la durée du service.  
D'ailleurs la rédaction de l'article 17 n'exprime pas nettement toute la pensée de la Commission qu'il faut rechercher dans l'exposé des motifs du rapport - article 23 - La difficulté qui a été signalée d'un échange de trop plein entre les colonies voisines est incontestable, et d'autre part il n'est pas dans la pensée de la Commission de diriger sur le Sénégal ou la Louisiane les jeunes soldats de Cayenne ou de la Réunion; il y aurait donc lieu de modifier notre rédaction de la manière suivante:

Article 17:

« Par dérogation aux dispositions de l'article 44 de la loi du 15 juillet 1889, les contingents coloniaux seront incorporés dans les troupes coloniales.

1<sup>er</sup>. (ajouter:) Ils accompliront leur temps de service dans leur Colonie d'origine ou dans une Colonie voisine.

3<sup>es</sup>. Toutefois les engagés volontaires pourront être.  
(Comme au texte.)

4<sup>es</sup> (ajouter:) Le Ministre de la Marine déterminera suivant les besoins, la durée du service.

M. Clavis déclare être partisan de l'amendement émis tel qu'il a été rédigé par l'auteur.

M. le Président fait observer qu'il contient une iniquité et met aux voix l'amendement de M. Drouhot (n<sup>o</sup> 9). Il est adopté à l'unanimité.



M. le Président met ensuite aux voix l'amendement de M.  
le Colonel Lezinas (n° 11) relatif aussi à l'article 17.  
Il est repoussé à l'unanimité moins une voix.

M. le Président met alors aux voix l'article 17 remanié et  
complété par M. Lourties.  
Il est adopté.

M. le Président met enfin aux voix l'amendement n° 10 de  
M. le Colonel Lezinas et relatif au rattachement  
au Ministère de la Guerre :  
Il est repoussé à l'unanimité moins une voix.

Un échange d'observations s'établit, en suite  
entre M. Margaine, Lourties, Japy et  
Gresy sur le fonctionnement de la  
réserve en ce qui concerne les officiers et  
la troupe ; M. Margaine est partisan  
du système autonome par régiment  
et dans cet ordre d'idées la composition  
à 5 bataillons lui semble répondre  
aux nécessités si l'on admet que pour  
2 bataillons tenant garnison aux colonies  
1 est en route, 1 en instruction et 1  
prêt à la réserve. Il ne faut pas oublier  
en effet qu'après un séjour colonial  
le compagnon se vide par suite  
des congés de 11 mois qu'en réalité  $1/5^{e}$   $1/2$   
seulement du régiment se trouve constitué  
en France. Le système de la Commission  
au contraire suppose 2 bataillons pleins  
sur 4 stations en France, ce qui  
semble inutile.



M. Lœuier fait observer que le mécanisme actuel de la rétro n'est pas autonome par régiments, pour les officiers le tour de départ colonial s'établit sur toute l'arme, d'après le rang d'ancienneté de séjour en France; il pour la troupe la rétro a lieu par détachements.

M. le Général Billot ajoute que les Groupes d'Infanterie de Marine ont aussi la charge d'assurer la garde des arsenaux et des ports, ils sont spécialisés dans ce service et indispensables à la sécurité du pays.

M. Clavis estime que ces considérations ont précisément inspiré le gouvernement et la création du 2<sup>e</sup> Corps n'a pas d'autre objet.

M. le Général Billot résume ensuite le débat et demande à ses collègues de groupes tous leurs efforts sur la question du rattachement au Ministère de la Marine - Toute la loi tient dans l'article 1<sup>er</sup>. Nous l'avons acquis; M. le Ministre de la Marine sera invité à venir conférer avec les membres de la Commission sur tous les points de détails et il est permis de croire qu'il ne surgira pas de difficultés insurmontables.

M. Marguin se range à cet avis et déclare passer dans ces conditions retirer son vote. - Il projette en disant qu'il se réserve



de discuter la disposition qui se trouverait  
en contradiction avec son opinion sur  
cet article projeté.

L'assemblée est levée à 5 heures.

Le Président

Le Secrétaire

V. Durand

Billog

Séance publique du 3 novembre 1892 - Session Générale.

Séance publique du 4 " " - Rejet au scrutin de l'amendement de Legéras sur le Rattachement à la Guerre.

Séance du 8 novembre 1892

Présidence de M. le Général Billot.

(N<sup>o</sup> 33)

Sont présents M. Margarin, Courtès,  
Charis, Gadaud, J<sup>al</sup> Japy, J<sup>al</sup> Grisy,  
Taubiat.

M. le Colonel Meinadier s'excuse par dépêche  
de ne pouvoir assister à la séance.

M. Courtès informe les collègues que M. Haas, Sénateur  
exprime le désir d'être entendu sur l'article  
2.

M. le Président après avoir consulté la Commission lui  
propose d'entendre M. Haas aujourd'hui même  
et dit qu'il aura rendu compte des  
pourparlers qui ont eu lieu avec M. le  
Ministre de la Marine depuis le vote du  
Sénat sur l'article 1<sup>er</sup> ou du moins sur  
la disposition relative au Rattachement de



l'armée coloniale au Ministère de la guerre.

Le 6 novembre j'ai reçu de M. le Ministre de la Marine la lettre ci-jointe :

" Mon cher Général "

" Il serait bien nécessaire que je puisse  
 " vous voir, ainsi que M. Lourties, pour  
 " m'entendre avec vous sur la suite de  
 " la discussion du projet relatif à l'armée  
 " Coloniale. Peut-être même y aura-t-il  
 " ensuite utilité à ce que je m'entende  
 " avec la Commission, mais nous en con-  
 " férons. A quelle heure et où voulez-vous  
 " que nous nous voyions ? Demain de  
 " 2 à 4, ici à la Marine, ou au Sénat,  
 " cela vous conviendrait-il ? Vous chargez-vous  
 " de représenter en tant que de besoin M. Lourties ?

" Croyez moi, Mon cher Général, bien  
 " affectueusement à vous.

Signé : A. Burdeau

8 g<sup>bre</sup> 1892

En réponse à cette lettre M. le Général Billot fit savoir  
 à M. le Ministre de la Marine qu'il était  
 absent des fonctions de midi à une heure  
 et qu'il présentait M. Lourties.

Le 7 g<sup>bre</sup> M. le Ministre de la Marine écrivait :

" Mon cher Général ,

" Pour être l'obligé et la priyance même  
 " à 10 h<sup>1/2</sup>, j'ai eu une conversation avec  
 " M. de Freycinet, j'espère être de retour  
 " à la Marine vers 11 h<sup>1/4</sup>, et j'aurais bien  
 " plaisir de vous y trouver avec M. Lourties.



"Je vous remercie encore, mon cher général,  
Croyez moi affectueusement à vous.

Signé: Baudouin

En effet M. Courtes et moi nous eûmes un entretien  
à midi avec M. le Ministre de la Marine, et nous promet  
de consacrer sa journée à rédiger les observations  
et les modifications qu'il jugeait indispensables de  
faire sur le projet de loi.

M. le Ministre tint parole et a même  
fait venir le projet de loi modifié avec la lettre  
d'envoi ci dessous :

" Mon cher général, Voici le projet mis  
à son pied. J'ai mis à votre disposition (et à la disposi  
tion des Commissaires) pour fournir les explications que  
vous jugerez nécessaires; J'espère que vous n'aurez pas marché plus vite  
ce nous avons fait de notre mieux. Agréez etc ...

M. le Président donne lecture du projet de loi en indiquant  
les modifications demandées par M. le Ministre  
de la Marine.

Art. 1<sup>er</sup> Pas de changement.

art 2. Le gouvernement demande la suppression  
de cet article.

art. 3 Pas de chang<sup>t</sup>.

art. 4.

(a) Groupes métropolitains.

Le gouvernement demande 8 Reg<sup>ts</sup> à 5 bataillons  
et 1 seule C<sup>ie</sup> de Disciplinaires de colonies au lieu  
de 3.

(b) Groupes étrangers et auxiliaires.

Le gouv<sup>t</sup> demande la suppression du bataillon  
de Disciplinaires algériens.

(c) Groupes indigènes

Le g<sup>t</sup> demande la substitution de la dénomination



de tirailleurs de Diego-Suarez à celle de  
tirailleurs Malgaches.

2<sup>e</sup> L'addition de la mention du Régiment  
de tirailleurs Soudanais récemment créé;

3<sup>e</sup> enfin un 3<sup>e</sup> additionnel aussi conçu :

« Toutefois des unités nouvelles de troupes  
indigènes pourront être créées par  
décrets. »

Art. 5.

(a) Groupes métropolitains.

Le g<sup>t</sup> demande en outre 2 bataillons  
d'artillerie de forteresse, qu'il regarde  
comme indispensables pour assurer  
la défense des côtes;

et 8 Compagnies d'ouvriers d'artillerie coloniale  
autour de 5.

(b) Groupes indigènes.

Le g<sup>t</sup> demande l'addition d'1 Compagnie  
de Conducteurs Soudanais.

Art. 6 - pas de change<sup>t</sup>

Art. 7 30

Art. 8 30

Art. 9 30

Art. 10 - Le g<sup>t</sup> demande 10 généraux  
de Brigade et 5 généraux de Division.

Art. 11 - pas de change<sup>t</sup>

Art. 12 - 30

Art. 13 - Le g<sup>t</sup> demande deux dispositions  
additionnelles, l'une autorisant les Sous-  
officiers, Caporaux et Soldats des réserves  
à rengager jusqu'à 32 ans révolus



dans des conditions déterminées après entente  
entre les Ministres de la guerre et de la marine;  
la 2<sup>e</sup> stipulant que les hommes du contingent  
pourront être incorporés dans les 3 premiers  
bataillons et dans les 6 premières batteries  
normalement stationnés en France.

art. 14. - pas de changement.

art. 15 - 90

art. 16 - 90

art. 17 - 9<sup>e</sup> g<sup>t</sup> demande la suppression de  
cet article dans l'intention, si il est d'appliquer  
toutes les prescriptions de la loi du 17 juillet  
1889 au regard des contingents de nos  
quatre anciennes colonies.

articles de 18 à 24. - sans changement

art. 25 - le g<sup>t</sup> demande d'augmenter de  
3 mois le délai d'application de la loi.

art. 26 - sans changement.

Avant d'entamer la discussion sur les  
modifications proposées par M. le Ministre  
de la Marine, le Président estime  
qu'il y a lieu d'entendre M. Isaac  
conformément d'ailleurs à la résolution  
adoptée par la Commission au début  
de ses délibérations.

M. Isaac est introduit dans le sein de la



Com. 012.

M. Isaac.

(Sur l'article 1)

Le titre de la Commission est aussi conçu :  
 « Le Commandant des Troupes a sous ses ordres  
 tous les corps organisés en armes. Il a la res-  
 ponsabilité des opérations militaires. »

Le Gouverneur agit sur lui par voie de  
 réquisition. »

Au sentiment de M. Isaac cette rédaction  
 est trop sommaire. En cas de dissentiment  
 le droit de réquisition ne suffit pas, il  
 faudrait donner au Gouverneur les  
 pouvoirs du Ministre de la Marine lui  
 même sur le Commandant des Troupes.  
 Par voie de délégation, bien entendu.  
 Un semblable système ne présente aucune  
 impossibilité dans la pratique, les  
 ordonnances, si remarquables de 1827 et  
 de 1828 pour les Antilles l'avaient  
 organisé <sup>en deux instans</sup> à l'égard des Gouverneurs M<sup>res</sup>  
 réputés incompetents dans les affaires  
 civiles, aujourd'hui que les Gouverneurs  
 sont civils il n'y aurait qu'à  
 retourner la situation, et dire :

« Le Gouverneur dans chaque Colonie est  
 spécialement vis à vis des Chefs M<sup>res</sup>  
 le représentant du Ministre de la  
 Marine — Ses rapports avec le Commandant  
 des Troupes seront déterminés par un  
 règlement d'administration publique. »

Le Commandant des Troupes a sous ses  
 ordres tous les corps organisés en armes.  
 Il a la responsabilité des opérations  
 militaires. »



M. le Général Billot - fait observer qu'un semblable système aurait précisément pour résultat de perpétuer la situation illégale créée par les décrets de 1890. C'est aussi que l'on a vu des hommes recrutés du caractère militaire, des officiers du service de haute par ex: traduits devant des Cours de guerre sur l'ordre de fonctionnaires civils - En un mot c'est introduire la milice

Après un échange d'observations la Commission adopte la rédaction suivante empreinte au projet de décret proposé par la Commission de l'Algérie.

Le Gouverneur représente le Gouvernement de la République dans toute l'étendue du territoire de la Colonie.

Il a le droit de présider sur tous les fonctionnaires civils et militaires.

Le Gouverneur a sous sa direction les officiers chargés de l'administration des Territoires de Commandement.

Le Commandant des troupes relève directement du Ministre de la Marine.

Le Gouverneur prend d'accord avec lui les mesures que nécessite la sûreté intérieure et extérieure de la Colonie.

En cas de dissentiment, il agit par voie de réquisition. 77

L'Assemblée est ensuite levée à midi 1/2.

Le Président

Le Secrétaire  
B. Billot

Billot



(N<sup>o</sup> 34)2<sup>e</sup> Séance du Mardi 8 novembre 1898.

Présidence de M. le Général Billot

M. le Président Informe ses collègues que M. le Ministre de la Marine a accepté d'indiquer vous dans le sein de la Commission à 1<sup>h</sup> 1/2.

M. le Ministre de la Marine est introduit. Après les compliments d'usage M. le Ministre de la Marine a la parole.

M. Bureau - Ministre de la Marine, déclare en premier lieu qu'il est d'accord avec M. le Ministre de la guerre. Il exprime le vif désir de voir les débats se poursuivre après entente préalable avec la Commission aussi il s'est appliqué à introduire dans le texte soumis par elle au Sénat le moins de modifications possibles.

Le point capital à l'heure actuelle serait l'article 4 il fera aussi des réserves sur l'article 17.

art. 4.

Cet article règle les effectifs en ce qui concerne l'Infanterie de Marine, la Commission les fixe à 6 régiments de 4 bataillons, soit 96 compagnies. Le gouvernement propose 8 régiments à 5 bataillons, soit 160 compagnies d'où un écart entre les deux propositions de 64 compagnies.

Si l'on envisage l'ensemble de l'armée,



Coloniale - Infanterie - Le projet du gouv<sup>t</sup>  
Comporte 282 C<sup>ies</sup> et le projet de la  
Commission 208 C<sup>ies</sup> seulement.

Or la situation actuelle se traduit par 281 C<sup>ies</sup>  
l'écart d'1 C<sup>ie</sup> provient de la 2<sup>e</sup> Compagnie  
de Cipahis acceptée par le gouvernement et  
introduite dans le projet par la Commission,  
mais dont à la rigueur on pourrait se  
passer.

Voici les raisons qui militent en faveur du  
maintien de la situation actuelle qui est  
ou vient de le être conforme au projet  
ministériel.

Chaque mutation exigée par la relève  
emporte une perte de 10 mois consacrés  
au voyage et aux congés ~~et si l'on~~  
~~tient compte~~ ~~de la~~ des vides qui se  
produisent, ~~et~~ nous avons 2 cadres  
pour en relever 3, cela nous suffit  
mais non largement; or la Commission  
nous réduit à 1 pour 3 c'est trop peu.  
Effectuer la relève dans ces conditions  
est impossible.

Voici dans quelle alternative nous nous  
trouverions placés.

Un officier fait au moins 3 ans de  
séjour aux Colonies pour une année  
passée en France.

Et dans cette hypothèse je ne tiens compte ni  
de la durée du voyage, ni du temps passé en  
congé de courtes cence, ni de la fatigue éprou-  
vée par les vides que produisent les décès  
ou simplement l'anémie et qui provoquent



des renvois anticipés. En sorte que la proportion de 1 annee en France pour 3 ans de séjour aux colonies constitue un maximum presque irréalisable.

Si 10 mois sont absorbés par le voyage et le repos que restera-t-il pour l'instruction?

On conçoit à la rigueur que les officiers subalternes puissent trouver aux colonies les ressources indispensables à leur instruction personnelle mais elle fait absolument défaut aux officiers supérieurs.

2<sup>e</sup> alternative.

Si nous nous plaçons dans la seconde hypothèse et que nous supposions que ces officiers soient retenus en France 14 mois, c'est à dire défalcatio, faite des 10 mois de repos, qu'ils seront présents au corps 14 mois, minimum, aprem suffisant pour les officiers supérieurs, on se voit contraint de prolonger leur séjour aux colonies 6 ou même 7 années, or aucun tempérament ne résiste à plus de 4 années aux colonies.

On voit d'ailleurs qu'à mesure que les officiers avancent en âge, il faut leur accorder un temps plus long pour refaire leur santé et surtout pour qu'il soient en état de retourner aux colonies. Il faut bien le dire aussi le séjour en France est nécessaire au



point de vue moral, car le milieu colonial n'est pas excellent; et résistent à son influence, voilà ce que l'oy peut dire de mieux.

On n'aperçoit donc aucun moyen de combler les besoins de la relève avec les propositions extraites de la Commission.

Il faut donc s'en tenir au régime actuel. Simplement appliqué, qui nous a donné les excellents cadres que nous possédons, car si le théâtre de leurs opérations est restreint il n'exige pas moins toutes les qualités que réclamant les nécessités de la grande guerre.

La question est en outre liée à celle de l'effectif et du recrutement.

Nous avons un effectif 2 catégories d'effectif et par suite deux catégories de cadres.

J'entend les effectifs français et les effectifs indigènes.

Seuls les effectifs français ont besoin d'effectifs correspondants en France puisque les troupes indigènes sont normalement stationnées aux colonies; la question est de savoir si le cadre "officiers" et sous-officiers qui correspond aux effectifs indigènes sera vide ou plein.

S'ils sont vides le système de la Commission peut fonctionner mais alors avec ce grave inconvénient déjà signalé que l'instruction professionnelle de l'officier est impossible.

Déjà à l'heure actuelle les hommes recrutés dans le contingent sont rarement



désignés pour le service des Colonies, au Dahomey, par exemple, 60 à 80 hommes du contingent font partie du corps expéditionnaire et 850 autres font partie de la réserve qui va être embarquée. Donc dès à présent, le départ qui assure aux hommes du contingent qu'ils n'iront pas aux Colonies, existe. Il faut consolider cette pratique et précisément dans cette vue le projet du gouvernement spécifie les bataillons qui serviront à la réserve et ceux qui sont normalement stationnés en France. (Les éléments de ces bataillons ne serviront pas plus exposés à aller aux colonies que leurs camarades de l'armée d'Afrique).

En résumé avec des cadres trop restreints le moral, le physique et l'instruction souffrent, pour éviter ces inconvénients il faut des cadres remplis avec des effectifs servant à l'instruction mais n'allant pas aux Colonies.

Dans notre système, l'armée coloniale proprement dite, est divisée dans sa partie composée de 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> bataillons ne sera composée exclusivement d'engagés volontaires et de rengagés, et le dernier appel fait aux hommes du contingent est celui de cette année, l'an prochain, fallut-il demander aux Chambres les crédits nécessaires



Je n'aurai recours qu'aux volontaires.

M. le Président fait observer que l'heure de la séance publique publique a sonné et qu'il y a lieu de s'entendre sur la marche à suivre dans la discussion.

Sur l'article 1<sup>er</sup> il n'existe aucune difficulté.  
Quant à l'article 2, M. le Ministre en demande l'ajournement sous le retrait.

M. le Ministre de la Marine — Sur cet article, M. le Ministre de la guerre et moi nous n'aurions pas à formuler d'objections graves, mais il intéresse plus particulièrement M. le Sous-Secrétaire d'Etat aux Colonies qui a l'intention de présenter des observations sur ce point, en vue d'un accord à intervenir, il y aurait lieu de demander l'ajournement.

Le gouvernement que d'ailleurs n'a pas en la loi d'en délibérer encore préférant ne pas voir figurer cet article dans la loi actuelle, peut être faut il aussi tenir compte de ce fait que la disposition qui y est contenue viendrait ajouter aux difficultés que le gouvernement rencontrera pour faire triompher le projet à la chambre. Il ne nous paraît pas d'y parvenir bien que le vote du Sénat sur le rattachement à la guerre soit en contradiction avec le vote de l'autre assemblée, toutefois l'introduction de l'article 2 rend certainement la tâche du gouvernement beaucoup plus ardue. D'ailleurs,



M. le Ministre s'en rapporte à la sagesse  
de la Commission.

L'ordre est ensuite lu

Le Président

Le Secrétaire.  
Verlinden

R. Moys

(N<sup>o</sup> 35)

Séance du Mercredi 9 novembre 1892

Présidence de M. le Général Billot

Sont présents M. M. Margaine

G<sup>ral</sup> Japy.

G<sup>ral</sup> Feiry

Garnisson

Claris

B<sup>on</sup> de Valenciennes

Bernard

Pauliat

La séance est ouverte à 10 heures du  
matin, M. le Ministre de la Marine et  
M. le Sous Secrétaire d'Etat aux Colonies y  
assistent.

M. le Président donne la parole à M. le Ministre de  
la Marine.



M. Budeau - Ministre de la Marine demande le rétablissement  
art. 5. dans les dispositions de l'article 5 des deux  
bataillons d'artillerie de forteresse supprimés  
par la Commission.

Les éléments de ces batteries existent et elles  
sont nécessaires pour assurer la défense des côtes.  
Elles n'ont d'ailleurs de coloniales que le  
nom puisqu'elles ne sont pas destinées à  
servir aux colonies.

M. le Général Grévy demande si l'intention du Gouvernement est  
de maintenir le statu quo en ce qui concerne  
l'organisation actuelle de la défense des côtes  
qui appartient partie à la guerre, partie à  
la Marine.

M. le Ministre de la Marine répond que le G<sup>e</sup> se préoccupe de cette  
question qui n'est pas close.

Le Ministre rappelle ensuite qu'il réclame  
8 compagnies d'ouvriers d'artillerie au lieu de  
5; ce qu'il demande c'est que la Commission  
veuille bien à cet égard aussi sanctionner  
ce qui existe.

article 4 (6) Par rapport à l'article 4 (6) M. le Ministre  
demande à la Commission de renoncer à  
la création du bataillon de tirailleurs  
algériens, il se base sur les raisons suivantes:  
l'expérience a été faite et elle n'a pas été  
heureuse, ces troupes excellentes en Algérie  
fondent littéralement sous les climats tropicaux.  
C'est aussi qu'au Loukhia leurs pertes ont  
été quatre fois plus fortes que celle de  
l'Infanterie de Marine; en outre cette



création présente de grandes difficultés pratiques et faudrait édifier des casernements etc.

Quant à la légion étrangère, M. le Ministre demande que le recrutement des officiers soit assuré par l'ensemble de l'armée coloniale tandis que celle des sous-officiers et soldats serait faite par les régiments étrangers relevant de la guerre, et il est indispensable que les effectifs de la légion étrangère d'Algérie servent de réservoir.

En ce qui concerne les troupes indigènes et en raison des besoins des colonies si différents de ceux de la métropole il y aurait lieu d'ajouter qu'il pourra être créé des unités par décret.

art. 10.

En ce qui touche les cadres des officiers généraux M. le Ministre juge nécessaires 10 emplois de généraux de brigade et 5 de généraux de division qu'il justifie ainsi.

5 brigades dont 1 d'artillerie, 1 brigadier au Louvre, où nous avons 2500 hommes, 1 général inspecteur et enfin 1 général de brigade à mettre à la tête du bureau des troupes au Ministère de la Marine. La présence serait une garantie pour le personnel des troupes et ferait sans doute disparaître une des causes des froissements. légitimes supportés par les troupes de la marine, le général aurait la correspondance directe avec le Ministre et serait l'égal du contre-amiral qui dirige le personnel de la marine. Les intérêts des troupes coloniales ne sauraient



être groupés dans l'armée comme elles l'étaient  
à l'époque où elles ne représentaient qu'une  
division. Le ministre ajoute que les généraux  
doivent être fusionnés, c'est à dire recréer  
le caractère d'officiers aptes à commander  
indistinctement à toutes les armes.

Quant au nombre des généraux de division, il  
doit y avoir corrélation avec celui des généraux  
de brigade et d'ailleurs le chiffre de troupes semble  
comporter 5 divisions.

M. le Président ne voit pas d'inconvénient à ce que les troupes de  
la marine soient dirigées par des généraux  
de division mais quand à leur constitution  
des divisions il considérerait cela comme une  
pénurie.

Le Ministre déclare réserves toutes les questions qui résulteraient  
du rattachement de l'armée Coloniale au  
Ministère de la Guerre.

article 17. Le gouvernement demande ensuite la suppression  
de l'art. 17 ce qui revient à dire que  
l'art. 44 de la loi du 15 juillet 1889 sur le  
recrutement de l'armée Recense son application.  
Les objections qui se sont fait jour sont les  
suivantes :

- 1<sup>re</sup> On ne peut incorporer sur place les contingents  
Coloniaux à cause de leur nombre trop élevé.
- 2<sup>re</sup> On ne peut les diriger sur nos colonies d'extrême  
orient ou du Sénégal sans commettre une  
iniquité et les exposer à la mortalité que nous  
redoutons pour les métropolitains.



3<sup>e</sup>. Appliquer l'art. 44 et l'incorporer dans les régiments de France entraînerait une dépense exagérée.

Cette 3<sup>e</sup> solution  $\mathcal{F}$  est aux yeux du Ministre la moins imparfaite et n'exige pas d'ailleurs des sacrifices aussi considérables qu'on pourrait le croire.

Le contingent annuel des 4 anciennes colonies peut être évalué à 5500 hommes sur les quels 1800 hommes seulement sont prélevables pour le service de 3 ans, car en dehors des dispenses au titre des articles 21, 22 et 23 il faut s'attendre à de nombreux décrets.

Dans ces conditions, le coût du voyage en France compris il résulte des calculs auxquels le Ministre s'est livré que la dépense ne dépassant pas 5 à 600 mille francs.

Il semble que cette charge ne peut pas être mise en balance avec les avantages que présente une solution qui favorise l'assimilation des éléments des colonies à ceux de la mère patrie et qui assure aux Antilles et à la Réunion les ressources nécessaires à leur propre défense.

On a fait aussi des objections d'un autre ordre, mais il est permis de croire que les réserves dont l'éducation m<sup>re</sup> aura été pourvue pendant 3 années dans nos régiments métropolitains ne constitueront jamais un danger



surtout encadrés comme ils le seront  
au milieu de Métropolitains.

M. Barthe. - Rapporteur s'informe si le Ministère a tenu  
compte dans les calculs de ce fait que  
le système qui vient d'être défini, entraîne  
une double source de dépenses puisque  
au coût de colonial qui sera incorporé  
en France il faut ajouter celui du  
Métropolitain qui ira prendre sa place  
aux Colonies.

M. le Ministre fait observer qu'il ne se trouve pas en  
présence d'unités ayant toute la même  
valeur et dont il pourrait disposer en  
toute liberté, avec la seule préoccupation  
de rechercher la répartition la plus écon-  
omique sur l'ensemble du territoire  
Il est bien obligé de tenir compte de  
l'impossibilité constatée de confier la  
défense des Colonies aux seuls Coloniaux.

Il faut donc se placer à ce point de vue  
que nous entretiendrons toujours le même  
nombre de Compagnies métropolitaines aux  
Colonies, en sorte que la dépense a été  
calculée par lui par comparaison à ce  
qui existe aujourd'hui; il l'estime à  
12 000 mille francs. Les hommes d'armes  
qui accomplissent leur service sur place ne  
doivent pas non plus être considérés comme  
une décharge pour la métropole puisque  
la garnison des 4 anciennes colonies n'en  
seront pas diminuées.



Sur interrogation de M. Margaine, M. le Ministre déclare que les effectifs de l'Infanterie composant la garnison coloniale s'élèvent à 10 000 hommes environ et qu'il lui faut chaque année 4000 volontaires ou les suppléant engagés pour une moyenne de 4 ans.

M. le Président quelle est la proportion mensuelle pour effectuer la relève ?

M. le Ministre environ, égalité entre les effectifs en France et ceux aux Colonies.

M. le Président estime que les  $\frac{2}{3}$  seraient suffisants en tenant compte de ce fait que les éléments de l'armée coloniale étant recrutés en grande partie parmi les engagés, ils offrent grâce à leur âge une plus grande force de résistance. Le Général demande ensuite au Ministre d'établir le chiffre le coût probable de l'armée coloniale.

M. le Ministre environ 6 millions.

M. le Général Japy demande à M. le Ministre à quel taux il compte porter les engagements.

M. le Ministre accepte en principe les chiffres proposés par le Commandeur technique, toutefois il est très partisan du système des hautes payes qui a l'avantage d'être



plus morale et de contribuer au bien-être  
du soldat qui en bénéficie surtout qu'à  
son tour l'Etat en tire profit.

Bien que la prime payée comptant soit  
nécessaire pour attirer les volontaires on  
ne saurait nier l'emploi qui en est fait  
n'est pas toujours celui qui devait être.

M. Margaine Considère le recrutement de la Légion étrangère  
Coloniale comme extrêmement compliqué  
si non impossible.

Les hommes qui alimentent la Légion viennent  
surtout contracter leur engagement dans nos  
départements de l'Est, ils se présentent dans  
le bureau de recrutement de la guerre et  
faudra donc que le ministre de la marine.  
S'adresse à son collègue pour lui demander  
les éléments indispensables à la constitution  
de la Légion coloniale.

En résumé de l'orateur le système qu'il  
propose est infiniment plus simple, il  
constituerait le réservoir dont a parlé M. le  
ministre au 1<sup>er</sup> Infanterie légère d'Afrique  
Corps de réhabilitation.

M. le Ministre L'attrait d'armées coloniales attirera  
beaucoup d'hommes de la Légion dans les  
rangs de l'armée coloniale, d'ailleurs  
je me contenterai d'avis le règlement de  
la Légion - me disant.

Quant aux bataillons d'Infanterie légère  
ce sont de troupes bonnes quelquefois mais  
les plus souvent très mauvaises en tous



car elles ne sauraient inspirer une grande confiance dans les situations difficiles. Elles ont en outre leur rôle à remplir en Algérie. En un mot je me soucie médiocrement de ce cadeau.

Une armée coloniale comme la nôtre ne peut supporter une trop lourde charge d'éléments secondaires, elle qui ne doit entrer dans sa composition qu'avec un dosage prudent, car en réalité il n'y a de réellement bonnes que les troupes animées de sentiments patriotiques.

M. Bernard fait observer que le système du gouvernement emporte la suppression du tirage au sort avec les conséquences relatives aux mauvais numéros en ce qui touche les troupes de marine, et semble se fonder et logiquement supprimer aussi les mauvais numéros à l'égard du recrutement de la flotte.

M. le Ministre rappelle qu'en fait, il n'a été procédé à aucun appel aux contingents pour les équipages de la flotte depuis plusieurs années, mais il ne demande pas mieux que la disposition de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1889 votée par M. Bernard soit respectée, elle n'a rien à voir avec le projet actuel relatif à l'armée coloniale et cette suppression soulèverait d'ailleurs de graves considérations ayant repercussion sur le système de l'incorporation.



maintenant par exemple.

M. Jamais, Sous-Secrétaire d'Etat aux Colonies demande ensuite  
à la Commission si elle maintient l'article 8  
dans le projet ou discussion.

M. le Président répond que la Commission n'a pas encore délibéré  
sur ce point, mais il ne semble pas probable  
que la Com<sup>on</sup> consente au retrait.

M. Jamais demande alors que la Commission veuille bien  
consentir à l'ajournement de la discussion de  
cette question après le vote des articles du  
projet pour le cas où le Sénat ne  
saurait pas le gouvernement quand il  
lui demandera le retrait, ou gagnant  
aussi le temps nécessaire pour préparer  
une rédaction d'attente.

M. le Ministre de la Marine appuie cette motion.

M. le Président fait observer que la Commission est également  
saisie ainsi que le Sénat, que la question  
des armées comment l'armée coloniale sera  
commandée est de la plus haute gravité et  
qu'enfin en vue d'éviter un conflit avec  
la Chambre il y a intérêt à trancher cette  
question avant qu'elle soit discutée sous  
une forme ou une autre dans la seconde  
Assemblée.

D'ailleurs la Commission en délibérant sera  
en réf. dir. & consultative.

(L'Assemblée est levée à 12<sup>h</sup> 1/2.)

Le Secrétaire.

Orléans

Le Président

Rolland



1<sup>re</sup> Séance du Mercredi 9 novembre 1892

Présidence de M. le Général Billot.

Sont présents M. M. G<sup>al</sup> Japy - Courtès, Garriou, Marguier, Bernard, Charis, Pauliat, de Lamoignon, G<sup>al</sup> Gréy, Benazet.

M. le Président Rappelle à ses collègues la demande du Gouvernement relative à l'article 2.  
Il estime qu'il faut éviter de permettre à la Chambre l'émission d'un vote qui dénouerait celui du Sénat sur cette question et qui lui laisserait ainsi la responsabilité du conflit en cas de divergence, quand à l'ajournement à la fin de la discussion du projet la tradition de courtoisie en usage au Sénat ne permettant pas de refuser cette satisfaction au Gouvernement.  
Cette motion de présidence est mise aux voix et adoptée.

L' rédaction de l'art. 2 proposée par M. Haas est ensuite mise aux voix et repoussée.

L' rédaction de la Commission est ensuite mise aux voix et adoptée, sauf une abstention celle de M. Charis qui déclare se réserver en attendant la proposition du Gouvernement sur ce point.

L'art. 1 est dès lors ainsi rédigé.

« Le Gouverneur représente le Gouvernement  
« de la République dans toute l'étendue des



" *Servitude de la République Colonie.*

" *Habitude de présence sur tous les fonctionnaires*

" *Civils ou militaires.*

" *Le Gouverneur a sous sa direction les officiers*

chargés de l'administration des territoires de commandement.

Le commandant des troupes relève directement du Ministre de la Marine.

Le Gouverneur prend, d'accord avec lui, les mesures que nécessite la sûreté intérieure et extérieure de la colonie.

En cas de dissentiment, il agit par voie de réquisition.

*La Commission passe ensuite au vote des autres articles du projet : après avoir pris la résolution de demander l'ajournement des articles 4 et 5 relatifs aux effectifs.*

art. 6 par de difficultés d'accord avec le g<sup>t</sup>

art. 7 *go*

art. 8 *go*

art. 9 *go*

art. 10 *Reservé*

art. 11 *go*

art. 12 *go*

art. 13 *est aussi rédigé :*

*Les troupes coloniales métropolitaines se composent exclusivement de volontaires. Le recrutement en est facilité au moyen de primes et de hautes payes dans les conditions déterminées aux paragraphes ci-après :*

*1° Par voie d'engagements volontaires pour une durée de trois, quatre ou cinq années ;*

2° Par voie d'incorporation des jeunes gens qui, au moment des opérations du conseil de revision, auront demandé à entrer dans les troupes coloniales et auront été reconnus aptes à ce service ;

3° Par voie de rengagements contractés conformément aux dispositions spéciales contenues dans les articles 63 et 65 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée ; toutefois les sous-officiers, brigadiers, caporaux et soldats des réserves seront admis à rengager jusqu'à trente-deux ans révolus, dans des conditions déterminées, après entente entre les Ministres de la Guerre et de la Marine ;

4° En cas d'insuffisance par l'appel fait sous forme d'engagements, aux volontaires de l'armée de terre, sous-officiers, brigadiers, caporaux ou soldats ayant plus d'une année de présence sous les drapeaux.

En cas d'expédition, s'il y a insuffisance des engagés et rengagés volontaires, il sera fait appel à la légion étrangère qui relève du Ministre de la Guerre.



art. 14 par de difficultés, il y a accord avec g<sup>r</sup>

art. 15

20

art. 16

20

art. 17

~~20~~

M. le Président consulte les collègues, car le Gouvernement demande, ils se le rappellent, la suppression pure et simple de cet article.

M. Bernard fait observer que la Commission se trouve en présence du vote du Sénat qui a adopté l'amendement du Colonel Lérinas et dont les dispositions sont, on le sait diamétralement opposées aux vœux actuels du Gouvernement.

M. Loubet rappelle le texte de l'amendement n° 11 déposé par M. le C<sup>te</sup> Lérinas et qui est ainsi conçu :

« Rédiger aussi l'article 17

« Les jeunes gens des colonies accomplissent leur temps de service militaire dans les colonies.

« Ils peuvent être envoyés, si le besoin de service

« l'exigeant dans une colonie autre que celle de leur résidence.

M. le Président met aux voix cette rédaction.

Elle est repoussée.

M. Loubet rappelle le texte de l'amendement n° 13 signé de M. Isaac, Drouot, Allégre, J. Godin et propose d'y rallier une légende modificative en disant :

#### ARTICLE 17.

Rédiger comme suit cet article :

Les dispositions des articles 44, § 1<sup>er</sup>, et 81 de la loi du 15 juillet 1889 restent applicables aux contingents coloniaux.



Cette rédaction mise aux voix est adoptée.  
Les articles 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25 et 26.  
ne soulèvent aucune difficulté.

L'Assemblée est ensuite passée à 7 heures.

Le Président

Secrétaire  
V. Lurieu

Billot

Séance publique le 10 novembre 92. art. 6 à 12 - 14. 15 - 16 - 18 et 19 adoptés.  
articles 2. 4. 5. 13. 17, ajournés.

(CV<sup>n</sup> 37)

Séance du Vendredi 11 novembre

Présidence de M. le Général Billot

Sont présents M. M. Béraud, G<sup>al</sup> Grévy, Garçon, Charis, D. Larceny, Lurieu, Margaine, G<sup>al</sup> Joffe, Meinadier, Cholet, Paulat.

Après un échange d'observations sur l'article 1  
M. le rapporteur demande à la Commission  
d'arrêter des textes définitifs au regard des  
articles réservés sur lesquels il y a lieu de  
renvoyer.

M. Garçon appuie cette motion car il pense dans le sein  
une certaine impatience en présence des  
ajournements continus.

M. le Colonel Meinadier estime qu'une autre impression se  
fait jour aussi, c'est que la Commission  
est dans l'indécision.

M. le Général Billot dit que la Commission ne saurait



porte la responsabilité d'atermoiements  
imputables aux seuls ministres <sup>c'est seulement</sup>; depuis  
le vote sur le rattachement à la Marine  
qu'elle a un ministre devant elle  
encore n'est-il pas d'accord avec son  
Sous-Secrétaire d'Etat.

M. Courtès fait remarquer qu'il y a une connexité  
incoutestable entre tous les articles qui  
restent en discussion, selon le système  
de recrutement adopté les effectifs varient.  
Quant à lui il est disposé à ne pas  
s'écarter de la conception adoptée par  
la Com<sup>on</sup> d'une armée coloniale propre-  
ment dite, et à ~~refuser~~ les effectifs  
de bataillons destinés à ne jamais quitter  
le sol de la France; le ministre demande  
par exemple deux bataillons d'artillerie  
d'infanterie, si n'y voit pas d'inconvénient.  
Mais qu'ils ne s'adressent pas à nous  
qui ne sommes chargés que d'organiser  
une armée coloniale et nous de veiller  
à la défense du côté de la France.

M. le Général Japy et M. le Général Guey parlent dans  
le même sens.

M. le Général Billot considère nos ports et arsenaux comme  
les bases d'opérations de l'armée coloniale  
à ce titre elles s'entendent au premier  
chef au même degré que les points  
d'appui et d'approvisionnement, les cables  
enfin qui jalonnent les lignes de  
communication.



M. Margaine ne saurait entrer dans les vues du gouvernement qui veut deux armées coloniales, une qui ira aux colonies et l'autre qui sera, dit-il, normalement stationnée en France. Il désire d'ailleurs soumettre à la Commission les observations que lui suggèrent les comparaisons budgétaires et les renseignements que fournit l'annuaire.

Il existe actuellement en France, numériquement 8 régiments d'Inf<sup>ie</sup> de Marine, et les anciens reg<sup>s</sup> dédoublés, il y a aux colonies 4 reg<sup>s</sup> à 2 bat<sup>ons</sup> commandés par des Lt<sup>s</sup> Colonels. En outre on trouve :

- 1 bat<sup>on</sup> à Diego. Suarez
- 1 " à la Réunion
- 1 " au Sénégal
- 1 " à la Martinique
- 1/2 " à la Guyane

et un plus nombre de détachements constitues sur différents points.

Ces deux corps et détachements font 8 parties integrantes des 4 régiments de marche, j'en laisse pour...

Cependant est-il que lorsque le gouvernement déposera son projet de loi il apparaît dans son ensemble qu'il comprenait :

- 1<sup>o</sup> L'effectif nécessaire aux troupes stationnées en France, 2<sup>o</sup> aux Groupes de réserve, 3<sup>o</sup> aux troupes stationnées aux colonies, j'en vois la preuve dans ce fait que certains C<sup>os</sup> à la Guadeloupe, la Réunion... de étaient constitués à 77 hommes.

En somme, M. réclamait à cette époque



après les mêmes effectifs qu'aujourd'hui.  
Si l'on tient compte des 58 officiers provenant  
du régiment Soudanais récemment créé.

Mon raisonnement portera sur le cadre  
des officiers de marine - Infanterie - mais il  
faut le répéter et il s'applique de même  
à quelques sous-officiers et troupes  
à l'artillerie de marine.

Le 9<sup>e</sup> le contenait en 1890-91 de  
1087 officiers d'Infanterie de Marine, il  
en avait alors 1166 sur l'annuaire.

Ces officiers que demandait le gouvernement  
en 1890-91 se répartissaient ainsi :

440 pour les 40 bataillons.

177 pour les disciplinaires

222 pour les Koukinois

50 pour les annamites

58 pour les Sénégalais

22 pour les Haoussas

11 pour Diego Suarez

4 pour les Cipahis.

Total 846 aux quels s'ajoutaient 243 officiers  
pour les états-majors subalternes et la relève  
des corps indigènes fantassins marins.

Ajoutons pour le corps Soudanais 58 officiers  
nous arrivons au total de 1147.

C'est cela comprenait : le 1<sup>er</sup> Corps d'armée,  
l'Infanterie de Marine (1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> bataillons)  
stationnée en France, l'Infanterie Coloniale  
proprement dite (4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> bataillons) et le Régiment  
de Marche (9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>).

Or en 1891, sans formations nouvelles,  
on voit le nombre des officiers d'Infanterie



de Marine monter à 1808, ce sont les Capitaines que l'on compte. En 1898, le nombre s'élève à 1803, ce sont des Lieutenants et sous Lieutenants qu'on compte.

Ce qui s'y a créé dans le court intervalle du dépôt du projet et de la discussion actuelle, pas moins de 356 officiers. Pourqu'on faire ? Sans doute pour pourvoir faire sortir des cadres normaux primitivement arrêtés les petits cadres supplémentaires qui y étaient compris et néanmoins les conserver après le vote obtenu.

Mais ce qui est plus grave peut-être, c'est la comparaison des budgets et des annuaires.

Nous trouvons, en effet, dans le pré-sous de 1893

"Service Marine" :	769	officiers de marine
	28	" ou nos actuels "
	128	" Service Colonial "

Total 925

Voilà donc 925 officiers d'infanterie de marine sur 1803 qui sont titulaires d'emplois et ne vivent pas de l'air du temps.

Où sont donc les 878 officiers qui représentent la différence ?

Voici à mon sens ou est le mot de l'énigme. Je désire me tromper d'ailleurs. Ils vivent. Ces 878 officiers fantômes marins aux dépens du Chapitre 14, du Chapitre 15 et du Chapitre 16 du Service Colonial ; alors, en admettant qu'une disposition législative antérieure accordant ce que demandait le gouvernement et sanctionnant ce qui existe, on faisait passer aux Chapitres "Variés" du Service Marine



ou au Chapitre 6 du service Colonial  
Les dépenses qui dès lors devenaient  
réglementaires. Mais comme l'article  
24 restera doté de ses 24 millions  
est le déficit du Louvre et du Louvre  
que vous permettez de combler par  
le système.

Je le répète le travail de recherche n'est  
relatif qu'aux officiers de l'Infanterie de  
Marine mais on pourrait en faire  
autant à l'égard des sous-officiers  
et de la troupe.

M. Charis

est résolu que les dépenses de colonies  
dépassant les crédits portés au Chapitre  
est purgées et demandant voir les colonies  
absolument séparées de l'entretien de la  
marine, quoiqu'il en soit purgées de la  
celle-ci doit être entendue demain  
dans le sein de la Commission et y a  
lieu de lui soumettre les observations  
qui ont été présentées par M. Margaine

M. Margaine exprime le regret que des  
raisons de famille le forcent à s'éloigner  
de Paris mais il rédige immédiatement  
une lettre où il énumère les observations  
ci-dessus et qu'il adresse à M. le Ministre  
de la Marine, qui fournira à la Com<sup>on</sup>  
les explications qu'il juge convenables.

Il est ensuite convenu que M. le Ministre  
de la Marine sera convoqué pour le samedi



12 novembre à 4<sup>h</sup> 1/2.

L'assemblée est ouverte bien à l'heure.

Le Président

Le Secrétaire.

Verhaeghe

Pilloy



(N<sup>o</sup> 387)Séance du Samedi 18<sup>e</sup> Novembre 1892Présidence de M<sup>r</sup> le Général Billot

Sont présents M<sup>r</sup>. M<sup>r</sup>. le Général Japy,  
 Bénazet,  
 Pauliat,  
 Choret,  
 Gadaud,  
 Garriou,  
 de Larcinty,  
 Lourttes  
 C<sup>al</sup> Meinadier  
 G<sup>al</sup> Geigy

La séance est ouverte à 4 heures.

M<sup>r</sup>. le G<sup>al</sup> Billot rappelle à ses collègues que M<sup>r</sup>. le Ministre de la Marine doit être entendu à 4 h<sup>1</sup>/<sub>2</sub> en premier lieu sur l'article 1<sup>er</sup>.

Pour bien définir la nature des relations de l'autorité civile et de l'autorité militaire aux colonies comme dans la métropole il importe de se pénétrer des dispositions fondamentales de la loi du 10 juillet 1891 qui régissent la matière, enver à l'heure actuelle bien que la majorité de nos préfets l'ignorent ou faignent de l'ignorer.

Une étude approfondie de cette loi qu'il a eu trop souvent l'occasion d'appliquer dans l'exercice de son commandement soit dans le Nord soit à Marseille sur amener le Général à proposer la rédaction suivante :

Article 1<sup>er</sup> — Dans chaque Colonie ou



Pays de protectorat, le Commandement de tous les corps organisés en armes, est confié à un officier nommé par décret, sur la proposition du ministre de la Marine dont il relève directement.

Le Commandant M<sup>re</sup> est tenu de se concerter avec le Gouverneur pour assurer l'exécution de toutes les mesures de précaution que celui-ci juge nécessaires pour assurer la sécurité intérieure et extérieure de la Colonie, aussi que d'obtempérer à des réquisitions dans les conditions prévues par les lois.

Après un échange d'observations entre M. Gadant et le Président la Commission décide qu'avant de prendre parti, elle attendra la proposition de M. le Ministre de la Marine.

M. le Ministre de la Marine est introduit dans le sein de la Commission.

Après les compliments d'usage M. le Ministre se lève.

M. Burdeau - Ministre de la Marine — déclare que le Gouvernement persiste dans l'opinion qu'il y a lieu d'ajourner la discussion des dispositions contenues dans l'article 2 et de les faire sortir du projet de loi sur l'organisation de l'armée coloniale.

Il est incontestable que les troupes doivent être placées exclusivement sous les ordres de l'autorité militaire mais la matière



est beaucoup plus complexe, et le gouvernement pense que pour la régler ce n'est pas trop d'un projet de loi spécial en neuf articles et d'un règlement d'administration publique qui pourra être considéré comme un commentaire de l'article 4<sup>er</sup>.

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> doivent en outre comprendre l'organisation sur de nouvelles bases du service de Santé et des Services administratifs, la redaction de la Commission ne saurait régler toutes ces questions.

Cependant on ne saurait contester que le Sénat semble pencher vers le maintien de l'article 1<sup>er</sup> dans le projet de loi, s'il persiste, en effet, dans cette voie le gouvernement ne fera pas d'objections au libellé proposé par la Commission non pas qu'il le fasse bien car il considère encore une fois qu'il ne suffit pas au règlement des questions qu'il soulève. Le gouvernement dans ces conditions n'a pas délibéré sur une formule.

M. le général Billot. Le point qui nous sépare, c'est le décret de 1890 qui place les troupes sous le commandement de M. le Sous-Secrétaire d'Etat, nous n'admettons pas que cette autorité vienne s'interposer entre le Ministre de la Marine et le Commandant M<sup>re</sup>.

M. le Ministre. Ainsi posé le problème semble précisément



mieux placé dans un projet de loi spécial, il faut en effet se préoccuper aussi de régler les relations du gouverneur avec le Commandant de la Marine; on voit donc que la seule même de la question n'est pas dans l'unique solution du problème au regard du Commandant  
m<sup>re</sup>

M. le <sup>g<sup>e</sup></sup> Billot nous n'avons à nous préoccuper que de ce dernier objet dans l'élaboration de notre loi d'organisation d'une armée coloniale. nous sommes d'ailleurs en parfaite communauté d'idée sur ce point avec la Com<sup>on</sup> technique.

M. le Ministre ajoute qu'il ne peut entrer dans le fond du débat et qu'il doit se borner comme il l'a fait à indiquer les raisons qui semblent permettre de faire sortir l'art. 2 du projet de loi actuel, on comprendra qu'il ne lui appartient pas d'engager le Gouvernement dans une question qu'il n'a pas encore traitée.

Le Ministre ne propose donc à la Commission aucun texte.

M. le Ministre exprime ensuite le regret de constater l'absence de M. Marguier dont il a reçu une communication sur laquelle il est nécessaire de fournir à la Commission toutes les observations désirables.

M. le Président informe M. le Ministre, que M. Marguier



est retenue par l'impérieux besoin de famille.

M. le Ministre donne ensuite lecture de la lettre de M. Margaine  
à laquelle il répond par les déclarations suivantes :

Les deux corps et détachements stationnés à  
Diego-Suarez, à Réunion, au Sénégal, à la  
Martinique, au Guyane ne font pas partie  
des 4 régiments de marche, constitués par les 8 premiers  
régiments ; cet état de choses a été établi par  
les décrets de 1890.

M. le Ministre oppose ensuite aux chiffres  
avancés par M. Margaine et relatifs au  
nombre des officiers de marine des états  
officiels dont il a sous les yeux la justification.

Il ressort de cette comparaison qu'il n'existe  
actuellement que 1371 officiers fantaisies marins  
et non 1503 dans lesquels est fait d'ailleurs  
signalé le premier des 8 officiers du Reg<sup>t</sup>  
Soudanais récemment créé et de 37 H<sup>ts</sup> L<sup>ts</sup>  
de la dernière promotion de S<sup>te</sup> Cyr, or en 1890  
le nombre des officiers était de 1288 on ne  
peut donc pas dire que de 90 à 92 il  
y ait eu augmentation brusque de cadres  
D'ailleurs cet état de fait est de droit  
du moins dans le sens où les crédits accordés  
par la loi de finances créent des droits.

M. le Ministre déclare ensuite ignorer la  
provenance du chiffre de 128 officiers, signalé  
par M. Margaine au chapitre "Service Colonial"

Quoiqu'il en soit l'augmentation de nombre  
des officiers n'est pas l'œuvre d'une idée préconçue  
ils ont été créés sous l'empire de la nécessité  
la plus absolue.



Le raisonnement de M. Margaine semble évidemment tendre à prouver qu'il nous avons une certaine quantité d'officiers en surplus à cela je réponds que c'est une erreur car pour un service extrêmement pénible ils sont à peine au nombre suffisant. Si l'on compare d'ailleurs dans quelle proportion ils se trouvent relativement aux effectifs de troupe on trouve qu'ils sont dans une proportion de  $3\frac{1}{2}\%$  tandis que dans l'armée de terre ils sont au nombre de  $5\frac{1}{2}\%$ .

Dans ces conditions le ministre maintient au regard de l'article 4. le chiffre de 40 bataillons et de 160 C<sup>ts</sup>.

Quant à l'art 13 le ministre accepte la rédaction de la Commission sur l'addition suivante :

Les troupes coloniales métropolitaines exception faite des batteries et bataillons normalement stationnés en France et qui peuvent recevoir des hommes du contingent, se recrutent exclusivement de ....

Sur l'art. 17 le ministre reconnaît sur une observation de M. Loucheur qu'on ne saurait créer aux contingents coloniaux une situation privilégiée or la simple application de l'art 44 de la loi de recrutement introduisant au 9<sup>e</sup> le droit d'incorporer dans les troupes coloniales les hommes du service d'un an qui cependant, tout le monde est d'accord sur ce point, doivent faire leur service



M<sup>re</sup> sur place.

Après ces observations M. le Ministre retire.  
La Commission décide ensuite qu'elle maintient  
le redouté de l'art. 4.

et qu'elle accorde les 10 ginsaux de Cayenne et les  
5 ginsaux de diverses demandes par le Ministre  
quant à l'art. 17 le redouté susdit est  
adopté :

# ART. 17.

Par dérogation à la disposition du paragraphe nu-  
méro 1<sup>er</sup> de l'article 44 de la loi du 15 juillet 1889  
sur le recrutement de l'armée, les jeunes gens des  
contingents de la Guadeloupe, de la Martinique, de  
la Guyane et de la Réunion, dispensés en vertu des  
articles 21, 22 et 23, seront incorporés dans les corps  
de troupes stationnés dans la colonie de leur rési-  
dence ou dans une colonie voisine.

Les jeunes gens astreints à trois années de service  
seront soumis aux mêmes obligations que le contin-  
gent métropolitain.

La séance est levée à 7 h 1/4.

Le Président

Le Secrétaire.

Verhulst

R. H. H.

M. le G<sup>ral</sup> G<sup>ral</sup> ayant manifesté l'intention de présenter  
un amendement aux termes duquel  
l'art. 4. comporterait 8 reg<sup>ts</sup> à 3 bat<sup>ons</sup>  
au lieu de 6 reg<sup>ts</sup> à 4 bat<sup>ons</sup>. La Com-  
mission, bien que réduite à moins de 9 membres  
semble favorable à l'amendement en d'autre  
se modifier par le nombre de bataillons  
adopté.



(N° 39)

Séance du Vendredi 18 novembre 1892.

Présidence de M. le Général Billot

Tout présents M<sup>rs</sup> Bernard, Courtès,  
 Benazet, Bon de Larocq, Cleris,  
 Garriou, Gaudand, Général Gély,  
 Général Japy, Chovel.

La séance est ouverte à 10 heures du matin.

M. le général Billot, Président a cru devoir réunir les collègues une dernière fois avant la discussion qui va s'ouvrir en séance publique sur les dispositions de l'article 4. Il est à désirer qu'une entente intervienne pour arrêter définitivement la maximum des concessions que la Commission est disposée à faire au gouvernement sur le nombre et la composition de l'effectif d'infanterie de marine.

M. Benazet a été fort surpris du désaccord qui se produit entre le Ministre de la Marine et des hommes aussi compétents en semblable matière que les généraux membres de la Commission d'armée sur un sujet aussi technique que le nombre des unités réellement nécessaires; peut-être faut-il chercher l'explication dans une erreur poussée de M. le Ministre de la Marine; si l'idée du 20<sup>e</sup> corps a été sincèrement abandonnée, il est permis de croire que le Gouvernement a eu vue la constitution d'une réserve expéditionnaire. Ce corps, si le constituaient au les 16 bataillons



qu'il eût été recruté dans le contingent et qui  
seraient normalement stationnés en France, mais  
on n'en pourrait douter en cas d'impédiments  
exceptionnels ils seraient utilisés les premiers.

Cette conception peut n'être pas mauvaise en  
elle-même, car il y a intérêt à éviter de perturber  
le trouble dans l'ensemble de notre mobilisation  
si les circonstances auxquelles il est fait allusion,  
venant à se présenter, mais outre qu'il serait  
plus loyal de dire hautement le but que l'on  
poursuit, cette réserve aussi comprise pèche  
gravement par sa constitution même, puisqu'elle  
se compose d'éléments trop jeunes et tout  
à fait impropres au rôle qu'ils sont appelés  
à jouer.

Dans ces conditions l'orateur estime que la  
Commission doit se maintenir énergiquement  
sur le terrain qu'elle a adopté, sauf  
à discuter ensuite l'organisation d'une  
réserve expéditionnaire si le gouvernement  
devait le proposer à cet égard.

Dans cet ordre d'idées peut-être pourrait  
l'on concevoir une force de réserve ~~permanente~~  
constituée avec des rengagés que l'on  
attirerait dans les rangs de l'armée coloniale  
non par de primes en argent mais à  
l'aide d'avantages analogues à ceux qui  
étaient accordés autrefois à la garde  
d'honneur d'appartenir à un corps d'élite.  
Dennome par exemple "Grenadiers de réserve"  
de cette nature, avec un système de haute  
paye à décider de bien des choses.  
En outre en cas de guerre européenne, on



aurait sous la main une troupe de premier ordre, capable d'un effort décisif en jour de bataille.

M. Clavis

C'est précisément pour ne pas être exposés à porter le trouble dans notre mobilisation à un moment donné qu'il faut accepter les effets que propose le gouvernement.

M. Lourtin

développe en résumé les deux conceptions qui président à l'organisation de l'armée coloniale. Celle de la Com<sup>te</sup> et celle du g<sup>l</sup> ou en votant l'amendement, mais aussi le Sénat a donné un mandat impératif à la Commission de l'armée.

M. Garriçon

développe cette pensée qu'il faut à la France une armée coloniale de défense et non une armée coloniale de conquête, c'est à ce point de vue qu'il s'est placé la 1<sup>re</sup> Commission et ensuite la Commission elle-même.

M. M. Le Gennec, Japy et Grey parlent dans le même sens que M. Lourtin.

M. le Général Bittor

résume le débat en disant qu'il est inadmissible de composer les régiments d'infanterie de marine ou d'éléments hétérogènes comme le concevait le gouvernement. Toutefois pour en venir à une solution pratique peut-être parant ou accord au ministre de la marine 8 régiments composés comme nos 150 Régiments de



L'armée d'armée est ainsi à 4  
bataillons dont 1 creux et réduit à  
les seuls cadres en officiers et sous-officiers.  
C'est lui donne un supplément de 32  
cadres de Compagnies, amplement suffisant,  
pour pour aux besoins de la relève.

Cette proposition est adoptée.

Le nombre est ainsi fixé à  $11\frac{1}{2}$

Le Président

Le Secrétaire  
V. Lacroix

P. Moit

Le projet de loi relatif à l'organisation de  
l'armée coloniale a été voté au  
Sénat le 18 novembre 1892.

Le 19 novembre 1892.

Le Secrétaire adjoint.

W. Dupré.



(N<sup>o</sup> 40)

Séance du Samedi 9 Décembre 1892

Présidence de M. le Général Billot

La Séance est ouverte à 2 heures.  
 Sont présents M. le Général Japy,  
 Benazet, Courtès, Claris, Gadaud,  
 Chovet, B<sup>on</sup> de Lamoignon, Marguerie.

M. le Président informe ses collègues de l'objet de la réunion et donne lecture d'une lettre émanant de M. le Ministre de la Guerre qui sollicite un vote aussi prochain que possible sur le projet de loi relatif à l'augmentation du nombre de décorations voté par la Chambre des Députés et déposé sur le bureau du Sénat le 28 novembre 1892.

M. le Ministre de la Marine dans une lettre dont M. le Président donne également lecture exprime le même vœu et fait une demande analogue en ce qui concerne le vote du projet de loi relatif aux conditions exigées des candidats à l'école d'administration de la Marine.

M. le Président rappelle en outre que le plus ancien des projets de loi renvoyé à la Commission de l'armée est relatif aux conditions d'éligibilité et entraîne une modification de l'art. 7 de la loi de Recrutement.

Dans ces conditions l'ordre du jour appelle



en 4<sup>e</sup> lieu l'examen de ce projet de loi qui est  
aussi conçu ;

N° 34

# SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE 1892

Annexe au procès-verbal de la séance du 1<sup>er</sup> décembre 1892.

## PROPOSITION DE LOI

ADOPTÉE PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

*Portant modification de l'article 7 de la loi du 15 juillet  
1889 sur le **recrutement** de l'armée,*

TRANSMISE PAR

M. LE PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

A

M. LE PRÉSIDENT DU SÉNAT

(Renvoyée à la Commission de l'Armée.)

### ARTICLE UNIQUE.

L'article 7 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée est ainsi modifié :

« Nul n'est admis dans une administration de l'État, ou ne peut être investi de fonctions publiques électives, s'il ne justifie avoir satisfait aux obligations imposées par la présente loi. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 novembre 1892.

Le Président,

Signé : C. FLOQUET.



(1)

(18 g<sup>lu</sup>=92). Ce texte, adopté<sup>(1)</sup> par la Chambre des Députés sur le Rapport de Bertrand - N° 2402 - Annexe au Procès Verbal de la séance du 10 g<sup>lu</sup>=1892 n'a donné lieu à aucune discussion en séance publique.

L'initiative d'une proposition de cette nature a été prise dans le département de la loi sur tout les autres :

N° 1762

## CHAMBRE DES DÉPUTÉS

CINQUIÈME LÉGISLATURE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1891

Annexe au procès-verbal de la séance du 30 novembre 1891.

## PROPOSITION DE LOI

tendant à modifier l'article 6 de la loi du 30 novembre 1875  
sur l'élection des Députés,

(Urgence déclarée.)

PRÉSENTÉE

PAR MM. LE PROVOST DE LAUNAY, DE KERGARIOU,  
PAUL DE CASSAGNAC,

Députés.

## EXPOSÉ DES MOTIFS.

Messieurs,

Le service militaire, devenu obligatoire pour tous, est le premier des devoirs qui s'impose à tous les Français.

Il est indispensable que personne ne puisse profiter d'un oubli, d'une faveur ou d'une fraude, pour éviter de remplir ce devoir.

Il est inadmissible surtout qu'un citoyen qui aurait évité

<sup>4<sup>me</sup></sup>  
Du 30 novembre 1891.



— 2 —

de servir son pays sous les drapeaux puisse venir ensuite revendiquer l'honneur de le représenter.

C'est sous l'inspiration de ces sentiments que nous proposons la disposition de loi suivante :

## PROPOSITION DE LOI

### Article unique.

L'article 6 de la loi du 30 novembre 1875 sur l'élection des Députés :

« Tout électeur est éligible, sans condition de cens, à l'âge de vingt-cinq ans accomplis, »

est ainsi complété :

« Il doit, toutefois, s'il est élu, justifier qu'il a accompli son service militaire, en temps de paix et en temps de guerre, suivant les prescriptions des lois, ou qu'il a bénéficié d'une dispense légale. »

N° 1769

## CHAMBRE DES DÉPUTÉS

CINQUIÈME LÉGISLATURE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1891

Annexe au procès-verbal de la séance du 1<sup>er</sup> décembre 1891

## PROPOSITION DE LOI

*relative aux conditions d'éligibilité,*

(Renvoyée à la Commission de l'élection des députés.)

PRÉSENTÉE

PAR MM. ARMAND DESPRÉS, HERBECQ (Nord), GEORGES  
BERGER (Seine), BUVIGNIER, DE MAHY,

Députés.

2<sup>e</sup>  
Du 1<sup>er</sup> Décembre 1891

688P



## EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Les difficultés qui peuvent surgir sur les droits électoraux et sur les privilèges qu'ils confèrent, sur la valeur des déclarations de candidatures à la députation ont inspiré à un certain nombre de mes collègues et à moi l'idée de proposer ces dispositions qui me paraissent conformes à l'équité.

## Article premier.

Nul ne peut être inscrit sur les listes électorales s'il n'a satisfait à la loi militaire.

## Art. 2.

Les étrangers nés ou élevés en France qui n'auront demandé leur naturalisation qu'après l'âge de 25 ans, devront, s'ils font une déclaration de candidature à la députation, fournir la preuve qu'ils appartiennent ou ont appartenu à la réserve de l'armée active.

M. Gadaud

Se déclare partisan de la proposition de loi  
mais il se préoccupe de la situation qui en  
résultera pour les étrangers naturalisés  
français à quarante-cinq ans, par exemple,  
c'est-à-dire quand ils ne sont plus  
astreints à aucune obligation militaire.  
Si la législature entend les considérer  
comme ayant satisfait aux obligations  
de leur classe uniquement parce qu'alors  
qu'ils ont acquis la qualité de français  
ils ne relèvent plus de la loi des  
Recrutements, l'orateur proteste et  
demande une disposition plus impérative  
et de nature à écarter des urnes les

monieur



individus qui a son sentiment, n'offre pas des garanties suffisantes de patriotisme.

Il préconiserait donc volontiers une disposition additionnelle ainsi conçue :

" Ces dispositions sont applicables aux naturalisés après l'âge de 45 ans "

M. le Général Billoz estime qu'une exclusion de cette nature serait peut être excessive, et éprouverait, pour sa part, une réelle répugnance à lui accorder son vote.

M. Margaine considère que le naturalisé français qui se trouve, par son âge, n'être plus à remplir aucune obligation militaire doit être considéré comme en règle vis à vis de la loi de recrutement, exactement comme le citoyen français d'origine, qui a été déclaré impropre au service armé pour cause d'incapacité physique. En revanche la loi attribue et a bon droit, les dispenses, les insoumis, les omis ; alors même qu'ils seront de ce chef admis au bénéfice de la prescription légale, ils n'en seront pas moins frappés d'incapacité électorale.

M. Benazet développe à son tour les arguments contenus dans le rapport de M. Berger et dont il donne lecture.

Après un échange d'observations sur ce point la Commission ajourne sa décision à la prochaine séance.



*L'ordre du jour appelle l'examen du  
projet de loi relatif aux candidats à  
l'École d'administration de la Marine, il  
est ainsi conçu :*

N° 37

## SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE 1892

Annexe au procès-verbal de la séance du 8 décembre 1892.

### PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

*Tendant à modifier les articles 23 et 29 de la loi du  
15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée,*

PRÉSENTÉ, AU NOM DE

**M. CARNOT**

Président de la République française,

Par **M. C. de FREYCINET**

Ministre de la Guerre,

Et par **M. BURDEAU**

Ministre de la Marine et des Colonies.

(Renvoyé à la Commission de l'Armée. — Urgence déclarée.)

### EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Dans sa séance du 24 novembre 1892, la Chambre des Députés a voté le projet de loi que nous avons l'honneur de vous présenter et qui a pour objet d'apporter de légères modifications aux articles 23 et 29 de la loi du 15 juillet

(Voir le n° 1837-2399, — 5<sup>e</sup> législ. — de la Chambre des Députés.)



N° 37

# SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE 1892

Annexe au procès-verbal de la séance du 8 décembre 1892.

## PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

*Tendant à modifier les articles 23 et 29 de la loi du 15 juillet 1889 sur le **recrutement de l'armée**,*

PRÉSENTÉ, AU NOM DE

M. CARNOT

## PROJET DE LOI

### ARTICLE PREMIER.

L'article 23 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée est modifié par la suppression de ces mots : « et l'École d'administration de la marine » dans le 6<sup>e</sup> alinéa qui demeure ainsi rédigé :

« Soit le diplôme délivré par l'École des chartes et l'École des langues orientales vivantes. »

### ART. 2.

L'article 29 de la même loi est complété par l'addition d'un paragraphe ainsi conçu :

« Les élèves de l'École d'administration de la marine contractent le même engagement et sont astreints aux mêmes obligations dans le cas où ils n'obtiendraient pas le grade d'aide-commissaire ou ne réaliseraient pas l'engagement sexennal. »

Fait à Paris, le 8 décembre 1892.

Le Président de la République française.

*Signé* : CARNOT.



*M. le Président & M. Benazet développent les  
considérations qui militent en faveur  
du projet de loi et qui sont contenues  
dans l'exposé des motifs qui suit :*

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

D'instantes réclamations ont été formulées à plusieurs reprises par les familles des jeunes gens qui se destinent à l'école d'administration de la marine, au sujet de la situation qui leur est faite par la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement.

En effet, les élèves-commissaires de la marine recherchent une carrière d'officiers ; leur but, en entrant à l'école d'administration de Brest, est de consacrer leur existence au service de l'armée de mer. Ils se trouvent donc à ce point de vue dans une situation identique à celle des élèves du service de santé militaire ou de l'école de médecine navale.

Cependant ces derniers sont admis, en vertu de l'article 29 de la loi précitée, à contracter un engagement spécial dont les effets sont suspendus pendant la durée de leurs études, et qui ne se traduit pour eux par un service régimentaire comme soldat que s'ils ne poursuivent pas effectivement la carrière entreprise.

En regard de ces facilités, les candidats élèves-commissaires sont obligés de passer une année au service en qualité de soldats, suivant la loi de leur âge et sans même pouvoir devancer, par un engagement volontaire spécial, l'époque de leur appel sous les drapeaux.

La conséquence de cette infériorité manifeste a été de réduire notablement le nombre des candidats qui se sont présentés au dernier concours, au préjudice du bon recrutement de l'école d'administration de la marine.

Une simple addition à l'article 29 de la loi du 15 juillet 1889 suffirait à combler cette lacune et à donner satisfaction à des intérêts respectables. Nous espérons, Messieurs, que vous voudrez bien voter d'urgence cette modification, afin qu'elle puisse être appliquée dès la prochaine admission à l'école d'administration de la marine, c'est-à-dire en janvier

*M. Benazet ayant été nommé Rapporteur  
demande à ses collègues s'il y a lieu de*



devenir dans certains détails d'application et de se préoccuper de la situation des choses de l'Ecole d'administration de la Marine qui suivent la voie du Commissariat Colonial.

M. le Président <sup>dit</sup> qu'en effet, ces ~~conf~~ fonctionnaires jouissent de l'Etat d'officier mais qu'à tort ou à raison, tout au moins le premier devoir de la Commission de l'Armée et de l'Etat lui-même doit être de ne consacrer à aucun degré dans un texte de loi, des dispositions qui découlent de décrets illégaux aux termes desquels s'est effectué la séparation en deux catégories distinctes des officiers du Corps de Santé et du Commissariat de la Marine.

M. le Baron de Larocque et tous ses collègues se rangent à cette opinion.

M. Courtois ajoute que le projet de loi ne vise que les candidats à l'Ecole d'ad<sup>mi</sup>n de la Marine la Commission et son Rapporteur n'ont donc pas à se préoccuper de la carrière que ces jeunes gens embrasseront à la sortie.

Le projet de loi est ensuite mis aux voix et adopté à l'unanimité des Membres présents.

M. le Rapporteur veut bien prendre l'engagement de lui soumettre à la Commission, dès la prochaine séance qui aura lieu Lundi. ~~pro~~.



*L'ordre du jour appelle l'examen du  
projet de loi relatif à l'augmentation du  
nombre des décorations, il est ainsi conçu :*

N° 31

## SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE 1892

Annexe au procès-verbal de la séance du 28 novembre 1892.

# PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

*Relatif à l'augmentation du nombre des décorations  
accordées aux armées de terre et de mer,*

### ARTICLE PREMIER.

La proportion des médailles militaires à accorder aux militaires et marins en activité de service, fixée par la loi du 10 juin 1879 aux quatre cinquièmes des extinctions survenues parmi les décorés de cette médaille, est élevée à la totalité desdites extinctions.

### ART. 2.

La proportion des croix de chevalier de la Légion d'honneur à accorder aux militaires et marins en activité de service, fixée par la loi du 10 juin 1879 aux trois quarts des extinctions parmi les titulaires de cette décoration, est élevée à la totalité desdites extinctions.

### ART. 3.

Il ne sera fait que quatre nominations sur cinq extinctions dans les grades d'officier, de commandeur et de grand-officier de la Légion d'honneur, jusqu'à ce qu'ils aient été ramenés aux chiffres fixés par le décret du 16 mars 1852.

### ART. 4.

Afin de parer à l'éventualité de contingents exceptionnels de décorations qui pourront être nécessaires pour ré-



compenser des faits de guerre et à la suite d'expéditions lointaines, il sera réservé, pendant chacun des deux semestres qui s'écouleront à partir du premier janvier ou du premier juillet qui suivra la promulgation de la présente loi, un vingt-quatrième des médailles militaires et des croix de chevalier et un douzième des croix des grades d'officier, de commandeur et de grand officier attribuables aux militaires et marins en activité de service. Cette réserve devra toujours être maintenue aux chiffres des croix et médailles mises de côté pendant ces deux premiers semestres.

#### ART. 5.

Deux croix de commandeur de la Légion d'honneur seront mises chaque année à la disposition du Ministre de la Guerre pour être attribuées à l'armée territoriale (personnel non soldé) et à la réserve de l'armée active, dans les conditions déterminées par la loi du 11 août 1890.

#### ART. 6.

Les lois des 25 janvier 1875 et 10 juin 1879, ainsi que toutes les dispositions contraires à la présente loi, sont abrogées.

Fait à Paris, le 28 novembre 1892.

*M. le Président développe les considérations suivantes sous l'exposé des motifs qui est ainsi conçu :*

*Exposé des motifs.*

*Messieurs,*

*La loi du 10 juin 1879 fixe aux quatre cinquièmes des extinctions survenues parmi les Décorés de la Médaille mili-*

taire la proportion des médailles à accorder aux militaires et marins en activité de service.

Cette même loi fixe aux trois quarts des extinctions survenues parmi les décorés de la Légion d'honneur la proportion des croix des divers grades à accorder aux militaires et marins en activité de service.

Ces proportions ont modifié respectivement celles des deux tiers et demi qui avaient été fixées par les lois du 25 juillet 1873 et du 25 janvier 1875, dans le but :

De ramener le nombre des titulaires de ces décorations aux chiffres fixés par le décret du 16 mars 1852, en ce qui concerne les grades de la Légion d'honneur à partir de celui d'officier;



Et de réduire les nombres des chevaliers et des médaillés pour lesquels il n'est fixé aucune limite, mais qui avaient été jugés trop élevés.

L'application de ces lois a eu pour effet de diminuer d'une manière sensible le nombre des décorés (civils et militaires). Au 1<sup>er</sup> janvier 1873, ce nombre était, pour l'ensemble de tous les grades de la Légion d'honneur, de 59.875 ; tandis qu'il n'est plus de 43.357 au 1<sup>er</sup> juin 1892, soit une diminution de plus d'un quart.

Le nombre des médaillés s'est abaissé de 59.875 à 58.197.

En ce qui concerne les officiers de l'armée active (de terre), le nombre des légionnaires, qui était en 1870 de 10.021, s'est abaissé à 7.347, malgré une augmentation de 4.000 dans l'effectif des cadres d'officiers ; et le nombre de décorations à accorder chaque année est aujourd'hui de 1.569, inférieur à ce qu'il était avant 1870.

Quant aux officiers de l'armée de mer, le nombre des légionnaires, qui était en 1870 de 2.269, s'est abaissé à 1.854, malgré une augmentation de 800 dans l'effectif des cadres d'officiers, et pendant une période où l'armée de mer a pris la plus grande part à diverses expéditions, notamment en Extrême-Orient.

Le nombre de décorations à accorder dans cette armée est aujourd'hui de 140, inférieur à ce qu'il était avant 1870.

Dans ces conditions, il n'est pas possible de récompenser comme ils le mériteraient bon nombre d'officiers qui arrivent à la retraite sans avoir reçu dans la Légion d'honneur le grade justifié par leurs services.

Nous pourrions citer, comme exemple, la situation faite aux capitaines de vaisseau de la marine nationale, pour lesquels le pour cent des décorations de commandeur, qui était de 40.49 en 1870, avant la guerre, est tombé à 2.57 en 1892.

D'autre part, il arrive fréquemment que des sous-officiers rengagés ne peuvent obtenir la médaille militaire avant leur admission à la retraite proportionnelle.

La pénurie de décorations est bien plus sensible encore dans la marine, où des sous-officiers (premiers maîtres, maîtres, seconds maîtres) ne peuvent obtenir la médaille militaire, quand ils ont acquis des droits à la retraite, après vingt-cinq années de services, dont un bon nombre à la mer, et en justifiant de campagnes de guerre.

Nous avons, en conséquence, l'honneur de vous soumettre le projet de loi ci-après, qui a pour but :

De porter des quatre cinquièmes à la totalité des extinctions la proportion des croix de chevalier et des médailles, et des trois quarts aux quatre cinquièmes des extinctions la proportion des croix dans les autres grades de la Légion d'honneur, jusqu'à ce qu'on soit revenu à l'effectif fixé par le décret de 1852.



Le nombre des décorations que ces dispositions bienveillantes permettraient d'accorder aux armées de terre et de mer serait, par an, d'environ :

302 médailles militaires;  
217 croix de chevalier;  
12 croix d'officier;  
3 croix de commandeur;  
1 croix de grand-officier.

Soit un supplément de 535 décorations à répartir sur un effectif de plus de 600.000 hommes, dont 32.000 officiers.

M. le Baron d'Arcourt estime que le nombre de récompenses accordées à l'armée territoriale proprement dite n'est pas suffisant et que pour ne pas la laisser aux mains elle est astreinte à l'arme actuelle et il se propose de déposer un amendement si les républicains qui sont à l'intérieur d'offrir leur appui et leur confirmation de ce projet.

M. le Général Japy et M. Courtin observent que les dispositions de l'art. 5 ne semblent pas être à leur place dans le projet de loi actuel. Toutefois ils renouvellent à propos une modification au texte voté par la Chambre pour ne pas entraîner de retard sur un vote important attendu d'après l'armée.

M. Courtin est ensuite nommé Rapporteur par acclamation sur le vote du projet à l'unanimité des membres présents. La séance est levée à 4 heures.

Le Secrétaire

Le Président  
P. Billot



- 41<sup>e</sup> -Séance du 18<sup>e</sup> & 6<sup>ue</sup> 1892.

Présidence de M. le Général Billot

Sont présents M. le Général Japy,  
 Benazet, G<sup>al</sup> Grivy, Garisson, Courtès,  
 B<sup>on</sup> de Larcinty, C<sup>al</sup> Meinadier, Gadand.

L'ordre du jour appelle la lecture du  
 Rapport de M. Benazet sur le projet  
 de loi relatif aux candidats à l'Ecole  
 d'administration de la Marine.

M. Benazet donne lecture de son rapport qui  
 est adopté à l'unanimité.

Soit N<sup>o</sup> Sénat.

Annexe à la Séance du 18 & 6<sup>ue</sup> 1892

L'ordre du jour appelle la lecture du Rapport  
 de M. Courtès sur le projet de loi relatif à  
 une augmentation du nombre des décorations.

M. Courtès donne lecture de son rapport, auquel  
 M. de Larcinty demande une légère modification relative  
 à un amendement qu'il aurait désiré  
 introduire dans le texte du projet de loi  
 et qui aurait pour but d'augmenter de  
 5 croix d'officiers et de 10 croix de chevalier  
 le chiffre de récompenses accordées à  
 l'armée territoriale proprement dite.

L'orateur regrette en effet qu'une partie  
 des récompenses finies par le décret du  
 10 août 1890 soit attribuée aux fonc-  
 tionnaires des Douanes et des Forêts, il  
 constate que dans ces conditions les ministres



de l'agriculture et des finances bénéficiant  
d'un surcroît de décorations avec les quels  
ils récompensent des services étrangers  
à l'armée territoriale.

M. le Général Billot estime qu'il y a peut-être lieu de  
porter cette observation à la tribune mais  
quel amendement lui-même ne rencontrant  
aucune chance de succès.

M. le Général Guéry partage cet avis ; il ne faut pas oublier  
que dans le compte de vingt années de  
services exigibles pour justifier une  
proposition on admet pour les officiers  
de l'armée territoriale les années pendant  
lesquelles ils ne figuraient que sur  
les contrôles sans même exercer l'arme  
pour une période d'exercice de 15 jours.  
Il semble donc que les conditions pour  
leur sont faites sont suffisamment  
favorables.

M. Benazet parle dans le même sens et ajoute que  
le projet a un caractère d'urgence tel  
qu'il ne faut pas songer à le renvoyer  
dans l'autre chambre.

Le Rapport de M. Lurien, est aussitôt  
adopté à l'unanimité.

L'Assemblée est levée à 2 h 1/4.

Le Président

Le Secrétaire

A. May



— 4<sup>re</sup> —Séance du 20<sup>bre</sup> 1892

Présidence de M. le Général Billot.

Sont présents M. M. Margaine, Bernard, Courties, Général Griey, Charis, Choret, Pauliat, Général Japy, Benazet.

La séance est ouverte à 1<sup>h</sup> 1/2.

M. Dupré se lève pour la lecture des deux derniers procès verbaux qui sont adoptés sans observation.

M. le Président rappelle que l'ordre du jour mentionne l'examen de la proposition de loi relative à une modification de l'art. 7 de la loi du 22 février 1875 et concernant l'éligibilité aux fonctions de député. L'interlocuteur dit.

M. le Général Billot informe en outre les collègues qu'il résulte d'une communication qu'il a eu avec ce point de vue M. le Ministre de l'Intérieur que le Gouvernement est favorable à l'adoption de la proposition de loi.

M. le Général Japy, M. Choret, M. Courties reprenant la discussion au point où elle a été abandonnée dans la séance du 9<sup>bre</sup> 1892 déclarent que la dernière netteté qu'ils ne sauraient admettre à l'éligibilité aux plus hautes fonctions de la République des hommes qui se sont livrés au premier des devoirs en n'accomplissant pas leurs obligations militaires.



L'étranger qui attend pour réclamer  
sa naturalisation le moment où il ne  
est plus de la loi de recrutement,  
n'offre aucune garantie au point de vue  
patriotique et doit être impitoyablement  
écarté des armes.

M. Charis ra plus loin et déplore qu'il soit donné  
de voir un de nos départements ayant  
à sa tête un préfet qui en 1870  
l'ont privée de sa qualité d'étranger pour  
ne pas prendre les armes, attendant que  
tout danger ait disparu pour solliciter  
la naturalisation, des semblables exemples  
blesent grandement le sentiment national.

M. Pauliat soutient la même thèse.

M. Margaine fait observer que le texte de la proposition de  
loi ne répond aucunement au vœu exprimé  
par les membres de la Commission, même  
dans l'hypothèse de l'adoption du § additionnel  
proposé par M. Gadaud dans une précédente  
séance.

En effet quand se posera devant le Conseil  
d'Etat la question de savoir si un individu  
naturalisé à 46 ans et élu par un  
collège électoral quelconque, est réputé  
avoir rempli ses obligations militaires,  
la réponse n'est pas douteuse, elle  
s'impose, le Conseil d'Etat, répondra :  
oui.

Il s'agit donc de trouver une rédaction  
qui réponde aux intentions de la Commission.



M. Choret rappelle que l'on se préoccupe à juste titre de la question de la dépopulation en France. Les bienfaits de la naturalisation sont considérés comme l'un des remèdes les plus efficaces à ce danger, n'est-il pas à craindre que les mêmes propos ne viennent en paralyser les effets ?

M. Benazet estime que pour tenir compte de l'observation si juste de M. Choret on pourrait ne pas modifier les conditions dans lesquelles est conférée la naturalisation mais dans y attacher le droit d'éligibilité.

M. le Président rappelle les textes de propositions de loi qui ont donné naissance aux propositions votées par la chambre, ils semblent s'être inspirés dans une certaine mesure de la pensée exprimée par M. Benazet.

M. Margaine n'aperçoit d'objection possible que dans l'examen de chaque cas en particulier, et pose en outre la question suivante : L'individu qui a été condamné pour désertion à l'intérieur, qui a d'ailleurs purgé sa peine et terminé son temps de service est-il éligible ?  
Quid de l'insoumis au regard des obligations imposées à l'armée territoriale ?



La discussion est interrompue à ce moment  
par l'arrivée de la réunion des bureaux et  
la discussion ajournée.

Le Président

Billot

Le Secrétaire

— année 1893. —

Organisation de l'Armée Coloniale  
( Suite )

Nota — Le 4 février 1893, M. le B<sup>ou</sup> Ruelle  
dépose son Rapport sur le projet de loi adopté  
par le Sénat.

— Voir le document n<sup>o</sup> 2563 — Chambre des Députés —  
5<sup>e</sup> Législature — Session 1893 —

Aux termes de ce rapport la Commission de  
l'Armée propose de détacher les articles 12 et 13  
du texte Sénatorial qui deviennent les articles  
1 et 2 du nouveau projet.

Dans la séance du 18 février 1893, la  
Chambre adopte cette solution.

Voir la discussion au g<sup>al</sup> off<sup>el</sup> du 1<sup>er</sup> Mars 1893.

Le nouveau texte est déposé sur le bureau  
du Sénat le 16 Mars 1893 et renvoyé à  
l'examen de la Commission de l'Armée (année 1894)

—  
Séance du 24 Mars 1893.

—  
Présidence de M<sup>e</sup> le Général Billot.

Sont présents M. M. Garisson, g<sup>al</sup> Grévy,



Chovek, Margaine, Charis, Lourties, de Larinty  
Pauliat.

La séance est ouverte à 10 heures.

M. le Général Billot, Président rappelle à ses collègues l'historique du projet relatif sur l'organisation de l'armée Coloniale depuis le jour (13 novembre 1892) où il est sorti des délibérations du Sénat, jusqu'au 16 Mars 1893 où ce projet mutilé et réduit aux deux seuls articles 12 et 13 a été de nouveau renvoyé à l'examen de la Commission.

Sans vouloir entrer dans l'étude des considérations qui ont porté la Chambre ou tout au moins la Commission de l'armée à ne s'approprier des travaux du Sénat que la partie qui lui semblait répondre <sup>exclusivement et véritablement</sup> à ses préoccupations <sup>tutorales</sup>, le Général se borne, dans l'analyse de l'œuvre de la Chambre, à deux observations :

1<sup>re</sup>. — L'article 1<sup>er</sup> de ce texte dans son § 4<sup>er</sup> édicté que L'armée Coloniale se recrute par des volontaires ; Cette rédaction suppose tout au moins que l'on sait ce qu'il faut entendre par les mots d'armée Coloniale, que cette armée a été définie, c'est ce que le projet néglige de faire et c'est ce que nous avons pris soin d'établir au front-pieu de notre loi dans notre article 1<sup>er</sup>.

2<sup>e</sup>. — La Chambre qui prétend adopter notre système de recrutement en s'appropriant nos articles 12 et 13, paralyse au contraire leur fonctionnement en écartant les



articles 14. 15. 16. 17. qui intimement liés aux premiers constituent un ensemble de dispositions indispensables à la mise en oeuvre du Système.

Dès le mois de novembre prochain, le ruis des hommes de la Classe qui achève en ce moment la 3<sup>e</sup> année de service aura créé dans les effectifs un trou de 10 à 12000 hommes; aussi préoccupés à l'égard de la difficulté qu'ils rencontreront pour combler ce vide à l'aide de volontaires, les Ministres de la Marine et de la Guerre demandent au cours de la discussion à être entendus par la Commission, mais la Chambre passe outre. J'estime que la Commission Lénatoriale est au contraire désireuse de connaître le sentiment des Ministres responsables sur une question de cette importance. Dans ces conditions j'ai l'honneur de proposer à mes collègues de confier à M. le Rapporteur la mission de s'entendre, sur ce point avec M. les Ministres pour prendre rendez-vous dans le plus bref délai possible.

M. Courtes, Rapporteur informe ses collègues qu'ayant eu l'occasion de rencontrer M. le Ministre de la Marine et de l'entretien de la flotte au profit de la discussion et l'a trouvé très disposé à le rendre dans le sein de la Commission. Il considère en effet, le projet de la Chambre comme <sup>incomplet et périlleux</sup> ~~infructueux~~ et se voit hors d'état



de trouver dans les dispositions du projet de loi les moyens nécessaires pour parer à l'insuffisance de 13 à 14 000 hommes qui va se manifester dans le troupe colonial, dans quelques mois.

M. Margaine pense que ce chiffre de 13 à 14 000 hommes est exagéré et qu'il doit être ramené à 9000. <sup>C'est à tort que l'on prend</sup> ~~ce chiffre~~ <sup>en effet</sup> pour base d'évaluation, non le chiffre réel des hommes qui vont quitter les <sup>troupe</sup> ~~troupe~~, leur temps de service accompli, mais celui qui correspond à l'incorporation de la classe 1889; or depuis cette époque il s'est produit bien des vides dans les rangs de cette classe et le nombre des hommes qui vont quitter dans leurs foyers est moins élevé que celui des hommes qui ont été incorporés en 1890, et <sup>encore un coup,</sup> il ne s'agit que de pourvoir au remplacement des éléments qui vont sortir de l'armée. C'est ce chiffre que l'orateur évalue à 9000. Est-ce à dire qu'il soit possible de provoquer 9000 ou 10000 engagements volontaires ou engagements dans un délai de quelques jours, du 10 au 30 novembre par exemple? Evidemment non, c'est là une chimère, une impossibilité qui se reproduirait d'ailleurs avec la même évidence l'an prochain puis en 1895. Quel est donc le moyen de sortir



d'embarras ! Ce moyen, je vous l'ai apporté dans mon premier amendement ; c'est, en cas d'insuffisance le recours à des prélèvements sur l'armée de terre.

Je n'ai pas oublié vos objections mais aujourd'hui comme alors, elles ne m'arrêtent pas parce que je m'attache plus au fond même des choses qu'à l'étiquette qu'on leur donne.

1<sup>re</sup> objection - "Pour substituer l'arbitraire des Chef de Corps

2<sup>e</sup> - "aux chances du tirage au sort égaux pour tous" me disent les uns ; "Pour exercer l'armée" me disent les autres.

Cela m'arrête à ce que ces deux ordres d'arguments sont de contradictoire, je reconnais que de semblables formules sont bien faites pour impressionner les esprits ; qu'il me soit donc permis de les examiner une fois encore dans la réalité des faits :

Nous sommes dans la Salle du Conseil de révision ; un conseil se présente, il ne porte plus son numéro de tirage au Chapeau, il est nu et atteint d'ailleurs la taille réglementaire ; à vrai dire, il est de tempérament lymphatique et semble chétif, néanmoins le médecin qui ne lui découvre aucun cas d'exemption bien caractérisé, se dit qu'il pourra être utilisé dans l'armée et y faire un service suffisant dans une <sup>satisf</sup> ~~comp~~ d'infirmiers ou de Commis aux écritures et le déclare "bon pour le service" ; eh bien ! inconsciemment



il vient de prononcer un arrêt de mort, car ce malinque dont il hésitait à faire un infirmier a le numéro 1 de son canton et le climat du Sénégal ou du Loukin, inexorable aux faibles, l'attend pour le terrasser à peine débarqué.

Je dis qu'un semblable système est condamné sans appel par l'opinion ; Je dis que le Conseil de révision n'a pas le droit de disposer ainsi du conscrit dont il ignore l'affectation future, cet homme ne lui appartient pas dans une mesure aussi complète ; il n'en est pas de même du soldat dont on a pu constater les aptitudes et la force de résistance après un temps plus ou moins long passé dans le rang.

Voilà ce que j'avais à dire sur le premier point.

2<sup>e</sup>

À l'objection qui consiste à dire qu'une conséquence de mon système serait d'enlever aux régiments leurs plus vigoureux éléments, je réponds, d'abord, que si l'arbitraire des chefs de corps doit s'exercer pour le débarasser de leurs mauvais sujets, on ne devrait pas alors m'opposer en même temps que je cours le risque de laisser iéremier l'armée. Mais je veux au contraire prendre l'objection dans sa véritable acception et répondre aux inquiétudes du Ministre de la guerre, sur ce point, que le volontaire qui rentrera dans les cadres de la réserve



après trois ans de campagne aux Colonies  
en reviendra soldat excellent, aguerri,  
et c'est précisément au milieu de nos  
forces de réserve qu'il aura son maximum  
d'utilité puisqu'elles constituent l'appont  
le plus important de la défense nationale.

Quoiqu'il en soit vous avez repoussé ce  
système, pour déclarer que le recrutement  
se ferait exclusivement par des volontaires.  
Me plaçant alors dans cet ordre d'idées  
et reconnaissant le premier l'impossibilité  
de se procurer au moment même du départ  
de la classe et pour ainsi dire du jour au  
lendemain les 9 ou 10 000 volontaires  
nécessaires pour combler les vides, j'ai  
déjà expliqué que la porte du Ministère  
de la Marine devait rester en permanence  
grande ouverte aux engagements ~~et~~ ou  
engagements c'est à dire toute l'année;  
qu'il fallait obtenir de ce département  
(habitué au système infamement plus commode pour  
lui de l'appel au Contingent) qu'il établisse  
au commencement de chaque trimestre une  
liste de Comptes de "doit et a dire", sauf  
à pratiquer des libérations anticipées  
correspondantes au nombre des engagements  
et engagements reçus; et je persiste à  
croire, qu'après 2 ou 3 ans de cette  
mise en œuvre du système que je  
préconise, nous aurons une armée <sup>coloniale</sup>  
coloniale régulièrement alimentée et selon  
le vœu unanime du pays.

M. Clavis se déclare diamétralement opposé au



Système de M. Margaine ; au les  
général de Meibel et Biesche il estime  
que le principe même de l'amendement  
est des plus dangereux ; on n'a pas oublié  
d'ailleurs, que son succès au Sénat  
est dû en grande partie à une véritable  
surprise.

Sur le sentiment de M. Garrison il est grand  
temps de renoncer à la politique de  
Conquêtes Coloniales pour se borner  
exclusivement à la garde et à la défense  
de notre domaine actuel. Afin de  
réduire au minimum l'élément français  
des troupes coloniales il faut se préoccuper  
de développer dans la plus large mesure  
possible le corps indigène ; imiter en  
cela les anglais et s'attacher surtout  
à la possession des côtes pour y créer  
des débouchés commerciaux, seuls  
points vraiment utiles ; enfin modérer  
l'ardeur conquérante de nos officiers  
trop disposés à rechercher les occasions  
de mériter des récompenses.

M. le B<sup>re</sup> de Lacourte fait observer que la sécurité des  
établissements situés sur les côtes  
exige impérieusement l'occupation  
d'une partie du pays et les Anglais  
comme les Hollandais l'ont si bien  
compris qu'ils s'efforcent de s'en tenir  
aussi bien que possible dans l'intérieur  
de toutes leurs possessions.



Quant au développement des corps indigènes il faut prendre garde de dépasser certaines limites qui varient d'ailleurs avec les qualités propres des naturels ; mais il y a une proportion nécessaire entre le nombre des indigènes et celui des cadres français, qu'il serait extrêmement téméraire d'enfreindre.

M. le Général Billot, Président, après un résumé succinct des débats, renouvelle à la Commission la proposition relative à l'audition de Messieurs les Ministres de la Guerre et de la Marine.

Elle est adoptée à l'unanimité.

La séance est levée à 40<sup>h</sup> 1/2.

Le Président

Le Secrétaire.

Billot

Séance du 17 Mars 1893.

Présidence de M. le Général Billot.

Sont présents M. M. Benazet, C<sup>ol</sup> Meinadier, Chovel, Général Giéry, Claris, B<sup>on</sup> de Larcinty, Margaine, Pauliat, Garinon, Lourttes.

M. le vice Amiral Ricumier, Ministre de la Marine  
M. le Contr. Amiral de Maigret, Direct<sup>eur</sup> du Personnel.



M. le Général Loizillon, Ministre de la guerre

La parole est donnée à M. Dupré, Secrétaire adjoint pour la lecture du procès verbal de la précédente séance qui est adoptée sans modifications.

M. le Général Billot Président ~~après les compliments d'usage~~ invite M. M. les Ministres à vouloir bien faire connaître leur sentiment sur le projet de loi voté par la Chambre des Députés et actuellement soumis aux délibérations de la Commission Sénatoriale de l'armée.

M. le V. Amiral Rioumier, Ministre de la Marine s'explique en premier lieu sur la situation qui est faite à son département par l'adoption du principe de la suppression des mauvais numéros et son application immédiate.

Le départ de la classe 1889 qui achève en ce moment sa 3<sup>e</sup> année de service créera dans les effectifs des troupes de la Marine un déficit de 13600 hommes, savoir :

Libérables de l'Infanterie de marine 9296,

3<sup>e</sup> de l'artillerie 30 2859

et de plus 1645 unités

encores provenant des engagements de cinq ans, de retraites et qui auront au terme de leur service.

Pour faire face aux besoins de la relève qui s'effectuera dès le mois de mai prochain il a été demandé au Ministre de la guerre 2600 hommes à prélever sur les troupes de terre parmi des volontaires ayant encore



au moins deux ans de service à accomplir.  
 Il restera donc 11 000 hommes à se procurer  
 avant le premier novembre, or on ne peut les  
 demander qu'aux engagements volontaires ou  
 aux engagements puisqu'il ne peut être  
 fait appel au contingent. Il résulte des  
 études auxquelles le Ministre s'est livré que  
 le système des primes élues pour attirer des  
 volontaires présente de graves inconvénients que  
 chacun connaît; celui des hautes payes semble  
 de tous points préférable en ce qu'il améliore  
 le bien être des bénéficiaires et accroît ainsi  
 leur force de résistance, combiné avec un  
 choix d'hommes solides et robustes, il per-  
 mettra d'augmenter la durée du séjour  
 des troupes aux colonies, et des économies  
 seront alors réalisées sur les frais de transport  
 rendus moins fréquents.

La loi de 1889 et les décrets de 1890 auor-  
 isent aux engagés volontaires de cinq ans une  
 prime de 600 francs et une haute paye  
 de 0,10<sup>e</sup> qui fait ressortir de ce chef à  
 environ 500<sup>e</sup> la dépense supplémentaire  
 qu'entraîne un volontaire; un sacrifice  
 aussi minime est il de nature à nous  
 permettre d'attirer 11 000 volontaires à  
 bref délai? rien ne permet de le croire  
 puisque <sup>l'attrait de</sup> ces avantages ne nous donne  
 actuellement que 3 à 4 000 engagés par an.

Il faudra donc avoir recours à des  
 prétextes. Sur l'armée de terre; il  
 importe d'ailleurs de remarquer que ce  
 chiffre de 11 000 hommes descendra à



celui de 8500 environ pour les années suivantes.

Si la haute paye est portée à 0.<sup>fr</sup> 28 -  
ce qui représente 91<sup>fr</sup> par homme et par  
an et en supposant que les engagements  
de cinq ans se rencontrent dans  
la proportion des 4/5 du total des engagements  
on trouve pour 1893 :

13 600<sup>h</sup> moins 2 600 provenant de l'armée de  
terre, soit 11 000 hommes soit 100<sup>fr</sup>  
engagements et 10000 engagements pour 5 ans  
pour 1894, un bloc 7 400  
pour 1895, " 7 700

Résultats qui se traduisent comme  
surcroît de dépenses sur les prévisions  
budgétaires indiquées au Budget de 1893  
par les chiffres suivants :

1893	—	1 140 000	+
1894	—	1 658 760	+
1895	—	2 133 200	+

Ces calculs correspondent à l'hypothèse  
du chiffre d'effectif actuels que est  
de 28.267 hommes.

Libérables :	Infanterie	Artillerie	Cavalerie
en 1893	9296	2659	11955
1894	4928	1389	6317
1895	5093	1298	6391
1896	2256	476	2832
au delà	445	199	644
librai en 1892	428		128
	22.246	6021	28.267 <sup>h</sup>

En présence de l'effort exceptionnel  
nécessaire dès la première année de la



mise en œuvre du nouveau système, nous sommes dans l'obligation de favoriser les engagements contractés même au dessous de l'âge de 16 ans, la moitié environ entre dans cette catégorie, nous espérons pouvoir dès l'année prochaine reculer cette limite d'âge au dessus de 16 ans dans la pratique.

L'Amiral termine ses observations en rappelant les considérations qu'il a fait valoir à la Chambre contre l'incorporation des contingents Coloniaux et qu'il résume en disant qu'ils sont trop dépourvus de qualités militaires pour qu'il soit possible de leur donner un poste de combat au milieu des troupes coloniales; il ajoute qu'à la rigueur ils pourraient être versés dans les régiments de France où après une génération ou deux ils acquerraient peut-être le ressort qui leur fait défaut mais en attendant chaque noir aurait besoin d'un blanc pour le soigner.

M. le Président Ainsi vous considérez comme base inébranlable de tout projet la suppression des "mauvais numéros". Un certain nombre d'entre eux, peut-être, des membres du Sérah ne sont pas sans inquiétude sur les conséquences d'un vote qui menace l'organisation actuelle qui en définitive donne des garanties que n'offre pas l'innovation proposée par le texte de la Chambre.



Le Ministre de la Marine déclare qu'il ne peut répondre catégoriquement avant d'en avoir référé au Président du Conseil.

M. le Général Voizilloz, Ministre de la Guerre. — Reconnaisant l'impossibilité de remonter le courant d'opinion qui s'est d'ailleurs manifesté à la Chambre par un vote unanime, le Gouvernement a dû se rallier au principe de la suppression radicale des mauvais numéros. Dans ces conditions le Ministre de la Guerre devrait s'appliquer à chercher les moyens de lever les difficultés que présente l'application de ce principe. C'est ce qu'il a fait avec le plus grand soin mais en poursuivant la recherche de solutions il n'a rencontré, à dire vrai que des objections : Quelle ressource met-on à la place de l'appel ou contingent ? rien, sinon l'élément du système d'ailleurs dangereux des primes, on connaît ou substitue l'inconnu ou mieux la presque certitude d'un échec par suite de l'insuffisance du nombre des volontaires.

Crurons nous donc deux armées, l'une émanant des grands principes posés par la loi du 15 juillet 1889 et recrutée <sup>l'autre</sup> à prix d'argent ?

N'y a-t-il pas d'autre part, au point de vue moral, au point de vue de l'esprit militaire un grave inconvénient à insérer dans la loi une disposition édictant que nos jeunes soldats ne pourront être appelés à servir la patrie que si



le continent ? quand leur place est marquée partout sa flotte le Drapeau national.

On aurait tort aussi de compter sérieusement sur des emprunts éventuels à la Légion étrangère.

C'est là une force qui a son rôle dans la mobilisation dont tous les rouages doivent être respectés. La Légion, en effet, est destinée à remplacer dans le 19<sup>e</sup> corps les "Séculiers" qui seront rappelés sur le continent, à un moment donné.

Enfin si le système des primes et des hautes payes à sa raison d'être aux colonies il ne se justifie plus quand il s'agit d'en faire bénéficier des hommes tenant garnison en France et constituant en somme la majeure partie du 10<sup>e</sup> corps d'armée. Or sur ce point vraiment Capital, le texte de la Chambre manque de netteté puisque M. Burdeau lui-même a cru devoir poser la question et qu'à répondre la Chambre ? que tout ce qui porte le nom de troupes Coloniales sera exclusivement recruté par des volontaires ; à mon sens, sur ce point encore je crois que l'on se heurtera à une impossibilité.

Que malgré ces difficultés M. le Ministre de la Marine se soucie médiocrement d'utiliser les contingents coloniaux et qu'il préfère aux hommes de cette origine des volontaires prisés dans mes régiments, je le comprends à merveille, mais personne ne sera surpris que je fasse moins bon marché d'une ressource qui, si elle était exploitée,



diminuerait dans une proportion correspondante les emprunts dont j'étais menacé.

Pour l'année 1893 les besoins pressants de la relève exigent que l'armée d'été fournisse à la Marine un appoint de 2600 hommes, je me résigne et toute me porte à croire que l'appel fait à des volontaires sera entendu, mais si l'on devait tous les ans me demander 7 à 8000 hommes, un semblable prétexte ne tendrait à rien moins qu'à écarter l'armée. À part quelques mauvais sujets, ce sont des gens d'entreprise, des soldats vigoureux, bien trempés au moral et au physique, dont nous serons aussi privés, surtout si la Marine peut leur offrir des primes plus avantageuses que les nôtres.

Pour contrebalancer ces inconvénients réels je m'efforcerai de répartir ces pertes de la façon la moins dommageable et c'est dans cette vue que j'ai demandé 20 volontaires par régiments, mais cette répartition même soulève des difficultés que je puis vous faire toucher du doigt dès aujourd'hui. Il résulte, en effet, des rapports qui me parviennent en réponse à ma circulaire sur ce point, que la région qui offre le plus de volontaires est précisément celle du 8<sup>e</sup> Corps, celui où l'esprit militaire est le plus exalté par le voisinage de la frontière et le contact avec une population



patriotique au plus haut degré, or, sans  
insister davantage on conçoit que ces troupes  
sont les dernières auxquelles je voudrais  
toucher pour leur enlever des éléments  
de vigueur et d'entraînement.

En résumé je fais mes réserves car je  
ne puis admettre le risque de voir désor-  
ganiser la mobilisation du 19<sup>e</sup> corps en  
ce qui concerne la Légion étrangère et en  
second lieu parce que je crains l'inconnu.

M. le Général Billot Président, résumant ensuite quelques  
observations présentées par M. W. Margaine  
et Lourties, demande à revoir la question  
de plus près encore: Le Sénat a repoussé  
le système qui consistait à tirer du  
contingent les hommes nécessaires pour  
le dressage de ceux qui sont envoyés aux  
colonies et qui constituaient les cadres de  
bataillons normalement stationnés en France,  
c'est-à-dire qu'il a repoussé en même temps  
la conception d'un 20<sup>e</sup> corps d'armée, sans  
homogénéité, disséminé aux quatre coins  
de la France et d'ailleurs disposé de  
cavalerie, d'artillerie et de la plus grande  
partie de ses éléments constitutifs les plus  
indispensables. En outre, à une énorme  
majorité, le Sénat s'est prononcé pour  
le rattachement de l'armée coloniale au  
Ministère de la Marine; dans ces con-  
ditions, le gouvernement a-t-il un  
texte à proposer à l'adoption de la  
Commission? quelle attitude prendra-t-il?



au Sénat ? en un mot faut-il reculer,  
ou sauter le mur ?

Le Ministre de la Guerre fait des réserves en ce qui concerne l'opinion  
qui vient d'être émise sur le 10<sup>e</sup> corps d'armée,  
il estime qu'il serait imprudent de renoncer  
à un semblable appoint de troupes excellentes  
que l'Etat major a, d'ailleurs, la prétention  
de munir d'artillerie, de cavalerie et de tous  
les services nécessaires.

Le Général Billot explique qu'en tous cas q il s'agit là d'une  
organisation qui est du ressort de l'exécutif  
et non du législatif.

M. le Ministre de la Marine déclare que dans le système  
proposé par la Chambre le concours du  
Ministre de la Guerre lui est indispensable;  
sans l'appel aux engagés et engagés de  
l'armée de terre il lui serait impossible  
de compléter ses effectifs d'autant ils  
étaient réduits à 25 000 hommes.

M. Courtes demande alors à M. le Ministre de la Guerre  
quel est son avis sur ce point.

M. le Ministre de la Guerre déclare préférer le statu quo.

M. le Contre-Amiral de Maigret attire l'attention de la Commission  
sur un fait qui domine toute la question  
puisque la pensée même du recrutement  
proposé consiste dans le désir de n'affaiblir  
au service des colonies que des hommes



de bonne volonté, or actuellement sur 18000 hommes répartis dans nos possessions, 400 seulement y ont été envoyés sans l'avoir demandé, ainsi même avec les ressources médiocres de contingents restants le département de la Marine a pu se procurer un nombre suffisant de volontaires et cela sans prime.

Un fait singulier et qu'il faut signaler sans pouvoir l'expliquer d'une façon certaine, mais démontré par l'expérience, c'est que le nombre des engagés volontaires croît en même temps que le chiffre des prélèvements faits sur le contingent.

M. le Ministre de la guerre a exprimé la crainte que nous lui prenions une partie de ses hommes doués de l'esprit d'entreprise, mais qu'il me permette de lui faire observer que nous les lui retirons en quelque sorte, avant qu'ils n'entrent dans ses régiments car ils viennent à nous comme engagés volontaires de 18 à 21 ans au nombre de 3 à 4000 tous les ans. (exactement 3,475 cette année.)

M. le C<sup>ol</sup> Meinadier <sup>déclare</sup> Contre un recrutement basé sur l'acceptation de jeunes gens âgés de 18 à 19 ans, absolument incapables de supporter les fatigues du service sous les climats tropicaux; il rappelle qu'il avait soumis au Sénat un amendement élevant jusqu'à 22 ans la limite d'âge minima pour contracter un engagement dans les troupes de la Marine; les déclarations que la Commission vient d'entendre ne justifient que trop les craintes qu'il avait



convenues. Cependant le Sénat a repoussé la proposition en alléguant qu'il appartenait au Ministre de la Marine de refuser les demandes d'engagement formulées par des hommes ne réunissant pas toutes les aptitudes physiques nécessaires. Le Colonel persiste à croire qu'une disposition impérative serait à la place dans la loi elle-même.

M. le Ministre de la Marine reconnaît que cette année encore il est obligé d'avoir recours à des engagés ~~un~~ ~~peu~~ trop jeunes peut-être mais il espère pouvoir le montrer plus exigeant et reculer la limite d'âge dès l'an prochain.

M. le Général Billot, Président - Dans le cas où les circonstances ne permettraient pas au projet d'aboutir en temps utile le gouvernement serait-il en mesure de s'engager devant les Chambres à n'envoyer aux colonies que des engagés volontaires ou des engagés.

M. le Ministre de la Guerre, il suffirait de nous donner un contingent plus fort dans lequel nous puiserions des volontaires.

M. le Ministre de la Guerre - Pour ma part je puis fournir à la Marine de 2 à 4 000 hommes, non dans une certaine gêne, alla vérité, mais il serait possible dans ces conditions de n'affecter au service des colonies proprement dit, que des volontaires.



M. le C. Amiral de Maigret. — Permettez moi, Monsieur le Général, de vous demander de ne pas limiter au chiffre nécessaire le nombre des hommes qui seront autorisés à se présenter pour servir dans les troupes coloniales, car nous serons obligés d'exercer un choix parmi eux. Si j'en suis bien renseigné, d'ailleurs, la difficulté n'est pas insurmontable car tel régiment dans lequel on demande des volontaires en a fourni immédiatement 150.

M. Courtès. — Il est certain que le Sénat comme la Chambre veut l'adoption et la mise en vigueur du principe de la suppression des mauvais numéros de cette année-ci. Dans ces conditions le Ministre de la Marine peut-il de sa propre autorité modifier le système des primes par voie de décret ou est-il nécessaire d'insérer dans le texte du projet un article additionnel réglant cette matière?

J'ignore les dispositions de la Commission de l'armée de la Chambre mais j'ai bien de croire que M. Burdeau apportera son concours à un projet dans lequel on fera entrer notre article 1<sup>er</sup>, les art. 12 et 13 votés par la Chambre et un 4<sup>e</sup> article relatif à un système nouveau de primes.

M. le C. a<sup>te</sup> de Maigret croit devoir rappeler à la Commission que le Sénat ne saurait apporter trop de prudence en cette matière, car la



même phénomène ne manque jamais de se produire, chaque fois qu'il est question d'améliorer ou de modifier le système des primes ou des hautes payes, en présence de cette éventualité ou constatée immédiatement un arrêt dans le courant des engagements. On conçoit, dès lors, l'intérêt de premier ordre qui veut, qu'une situation de cette nature ne se prolonge pas. D'où la nécessité qui s'impose, sous peine de compromettre le recrutement, de ne proposer une mesure semblable que le jour où l'on sera certain d'obtenir une solution rapide. Si donc les circonstances ne permettent pas de fixer un vote immédiat de la Chambre mieux vaut attendre un moment plus opportun.

M. le Général Billot remercie ensuite M. M. les Ministres qui se retirent et la Séance est levée à 11<sup>h</sup> 1/4.

Le Président

Secrétaire

Billot



Séance du 19 Mars 1893.

Présidence de M. le Général Billoz.

Sont présents M. M. Garusoz - C<sup>ad</sup> Meinadier -  
Général Japy - Margaine - Clavis - Chovet -  
Pauliat - Général Geivy - B<sup>on</sup> de Lareinty -  
Benazet et Courtès.

La parole est à M. Dupré, secrétaire ad<sup>h</sup> pour la lecture du Procès verbal de la dernière séance.

Dans un échange de vues qui s'est établi au début de la séance, entre plusieurs membres de la Commission :

M. Benazet demande d'où vient la nécessité de ~~pour~~ ~~voir~~ remplacer intégralement dans les effectifs des troupes de la Marine, le contingent anormal qu'on y a fait entrer en 1890 pour répondre dit-on à des besoins exceptionnels et à des difficultés transitoires.

M. Margaine répond que ce prétextement considérable de 12 000 hommes environ n'avait d'autre objet que de permettre le doublement ou plutôt le triplement des régiments d'Infanterie de Marine portés vers cette époque de 4 à 12 et de mettre en œuvre la conception des fameux bataillons dit Coloniaux, mais qui en réalité ne quittent jamais la garnison de France Métropole.

M. Courtès rappelle à ses collègues qu'il a été chargé



de rechercher un terrain d'entente entre la Commission et le Gouvernement, il espère l'accord rencontré sur les bases suivantes :  
 d'un projet en 4 articles, à savoir :  
 l'ancien art. 1<sup>er</sup> du projet Sénatorial ainsi conçu : Les Groupes Coloniales prévus par la loi du 19 juillet 1889 sont chargés de la garde et de la défense des Colonies et des pays de protectorat soumis à la France, à l'exception de la Tunisie.

2<sup>e</sup> §. Ces troupes relèvent du Ministère de la Marine. Elles sont distinctes des équipages de la flotte et ont leur régime propre.

3<sup>e</sup> §. Leur budget forme une section spéciale du budget du Ministère de la Marine ; y sont portées les dépenses militaires coloniales de toute nature, tant dans la métropole que dans les colonies et les pays de protectorat.

4<sup>e</sup> §. L'ensemble de ces troupes prend le nom d'armée Coloniale. //

Cet article constituerait le nouvel art. 4<sup>er</sup> du projet.

Les anciens art. 12 et 13, adoptés par la Chambre, deviendraient nos art. 2 et 3, Enfin un 4<sup>e</sup> article aurait pour but de permettre au Ministère de la Marine de remanier le système des primes.

Pour ménager les susceptibilités de la Chambre, il paraît peut-être expédient de retrancher du texte de notre article 4<sup>er</sup> la première phrase du 2<sup>e</sup> §, relative au rattachement des troupes coloniales au Ministère de la Marine. Cette disposition impérative étant



de nature à soulever des tempêtes ; le L<sup>e</sup> S de l'article 1<sup>er</sup> se bornerait alors à énoncer que "Ces troupes sont distinctes des équipages de la flotte et ont leur régime propre" Comme dans le fait elles relèvent actuellement du Ministère de la Marine, le Sénat a satisfait sur ce point par la maintien du statu-quo.

Je répète que nous aurons un auxiliaire dans la personne de M. Burdeau, mais la Chambre le suivra-t-elle ? c'est ce que j'ignore et nous n'avons pas le temps nécessaire pour pouvoir nous renseigner exactement à cet égard en admettant qu'une semblable recherche soit possible.

La situation étant ainsi définie et en admettant que la Commission consente à entrer dans la voie que j'ai indiquée, je me demande s'il n'est pas matériellement impossible de faire aboutir ce projet avant les vacances de Pâques ; car, ainsi que l'a fait observer l'amiral de Maigret, il y a un point qui domine le débat : c'est le fait que les engagements volontaires s'arrêteront net le jour où un nouveau système de primes sera mis en discussion devant le parlement.

Si donc la question ne peut pas être tranchée définitivement avant les vacances, j'estime qu'il vaut mieux ajourner à la rentrée le dépôt de notre projet.

La situation n'est pas sans avoir une certaine gravité au point de vue politique, elle m'a paru justifier la nécessité où je me



lais trouvé de prendre l'initiative d'une  
Convocation de la Commission pour établir  
nettement ou plutôt pour dégager notre  
responsabilité et celle du Sénat.

J'ajoute d'ailleurs que si la Commission ne  
partageait pas mes appréhensions je me  
mettrais en mesure de déposer mon rapport  
dès demain matin.

M. Pauliat se montre partisan du dépôt immédiat du  
projet, suivi d'un simple rapport verbal  
de M. Lousties. Le Sénat s'étant déjà  
prononcé à deux reprises différentes sur les  
traités en question, se prêterait, sans aucun  
doute, à la suppression de tous les délais ordinaires  
de la procédure parlementaire; l'impression  
même du rapport ne serait pas exigée  
avant le vote. toute la question est dans  
l'accueil que la Chambre réserve à notre  
projet, mais quoiqu'il advienne notre respu-  
sabilité sera déchargée.

M. le Général Grévy: - Encore faudrait-il, tout d'abord, savoir  
si la Commission elle-même accepte les  
propositions de M. Lousties. Il est bon,  
d'ailleurs, de faire remarquer que des  
instructions ont été données aux Comités  
de révision, en vue de la suppression de  
l'appel au Contingent et qu'au surplus  
l'incorporation des conscrits n'ayant lieu  
qu'au mois de novembre nous aurons  
le temps de statuer avant cette époque.



M. le Colonel Meinadier : — Nous sommes en présence de deux solutions bien nettes, ou accepter, tel quel, le texte de la Chambre ou le repousser. Dans la première hypothèse, il faut opérer le dépôt du projet aujourd'hui même ; dans la seconde cas, il est manifeste que le temps fait défaut pour aboutir avant les vacances.

M. Garisson insiste vivement sur l'importance que le pays attache à la réforme projetée ; il est convaincu que la popularité du Sénat est engagée dans le débat et qu'il sera rendu responsable de tout retard, bien à tort assurément, mais il serait politique d'aller à l'encontre de cette injustice.

M. Margaine serait partisan de l'adoption du texte de la Chambre, car la question des primes n'exige pas absolument une disposition législative additionnelle, la mise en œuvre de l'article 60 de la loi du 15 juillet 1889, bien interprétée suffit.<sup>(1)</sup> Quant à

(1) Cette — Une discussion s'est établie sur ce point à la Chambre des Députés (Séance du 28 février 1893). Voici le texte de l'art. 60 de la loi du 15 juillet 1889 qui règle la question des engagements dans l'armée de mer et les troupes coloniales : « Ses jeunes gens, remplissant les conditions stipulées à l'art. précédent, peuvent être admis à contracter dans les troupes coloniales des engagements volontaires d'une durée de 5 ans, qui donnent droit pendant les 2 dernières années à une prime dont le montant sera fixé par décret. Le mode de paiement de cette prime sera fixé par un règlement d'administration publique. » — M. M. Caraignac et Bureau ont insisté sur les inconvénients d'une législation aussi limitative, excluant du bénéfice de la prime les engagements de 3 et de 4 ans et ne permettant de l'accorder aux engagements de cinq ans qu'au début des 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> années, tandis que l'expérience a démontré l'influence déterminante d'une prime initiale, en argent comptant, sur la grande majorité des vocations. C'est dans cet ordre d'idées que M. Caraignac a proposé et soutenu l'amendement suivant : « Il sera alloué aux engagements volontaires et aux rengagés des primes, gratifications et b<sup>ts</sup> payés dont le taux et les conditions de paiement seront déterminés par un règlement d'administration publique. » M. Esquières et le G<sup>ral</sup> Reille ont soutenu à leur tour, au nom de la Commission, que si la loi a fixé des primes pour certains cas particuliers, elle ne les limite pas à ces cas, qu'en outre elle permet les gratifications et b<sup>ts</sup> payés. Enfin qu'il appartient au Gouvernement de demander les crédits nécessaires dans un projet de loi spécial, mais que c'est là une question budgétaire qu'il ne faut pas lier au principe organique. (L'amendement Caraignac a été repoussé par 346 voix contre 159.)



espérer un prompt accord avec la Chambre sur un nouveau texte, dont le 1<sup>er</sup> article stipule le "rattachement" à la Marine (car l'expédient proposé par M. Douctus ne lui fera pas perdre le change) il serait téméraire d'y songer. L'entêtement que la Chambre manifeste sur ce point est extrême et ne saurait être comparé qu'à celui du Sénat dans le sens opposé; bref, la partie de volants engagée, sur cet enjeu, entre le Luxembourg et le palais Bourbon ne finira que pour se continuer par un lawn-tennis d'un nouveau genre jusqu'à usure complète des raquettes parlementaires.

Si vous voulez au contraire, vous borner à élaborer, d'accord avec le gouvernement, un système de primes, soit; mais alors, ne vous préoccupez pas, outre mesure, de ce qui adviendra des engagements, et laissez au Ministre de la Marine le soin d'y pourvoir.

M. Claris: de deux choses, l'une; ou la Commission repousse le texte de la Chambre ou elle l'accepte; dans ce second cas on ne comprendrait pas le mobile d'un retard quelconque dans le dépôt du projet soit sur le bureau du Sénat. La Chambre il est vrai, est opposée au rattachement à la marine, mais d'autre part elle accepte notre mode de recrutement, dans ces conditions il serait sage de transiger.

M. le B<sup>on</sup> de Sainty proteste énergiquement contre toute concession relative au rattachement à la marine.



M. le Général Billot, Président: — Personne ne demandant plus la parole M. le Président résume les débats. Il estime que la Commission a prouvé largement par son ardeur au travail, par ses nombreuses et laborieuses séances, qu'elle n'a rien négligé pour mener son œuvre à bonne fin. Elle ne saurait donc se préoccuper, encore moins s'émouvoir des attaques de ceux qui chercheraient à faire peser sur elle des responsabilités qui appartiennent manifestement à d'autres. Il n'en veut pour preuve que le texte mutilé et mort-né qu'il a sous les yeux; d'un projet de 25 articles minutieusement étudiés ~~il nous en revient deux~~ deux seulement ont trouvé grâce devant l'autre assemblée.

Quoi qu'il en soit, la question de <sup>à l'heure</sup> ~~pon~~ ~~actualité~~ de savoir, si la Commission peut utilement et sans risque de tarir la source des engagements, élaborer un nouveau texte et le faire adopter par la Chambre avant l'époque des vacances; ou s'il ne courrait pas de profiter des loisirs de cette période, pour arriver à une complète entente avec les Ministres et préparer ainsi de concert un texte qui serait déposé à la rentrée.

Il ne faut pas perdre de vue que d'ores et déjà, le Gouvernement a pris l'engagement formel de ne pas avoir recours aux bas numéros du contingent qui sera incorporé en novembre, pour assurer la garde de nos Colonies.

Le Président ajoute en terminant que quant à lui et d'accord avec le Rapporteur, il



repousse le texte de la Chambre

L'ajournement est ensuite mis aux voix.

M. Benazet demande à expliquer son vote. Dans l'impossibilité indiscutable d'obtenir, dans un délai de 48 heures, un vote de la Chambre sur un texte modifié par des additions, sur lesquels la Chambre ne le trompera pas, l'orateur déclare qu'il votera l'ajournement pour ne pas tuer les engagements.

C'est aussi dans ce sentiment que la Commission vote l'ajournement par 7 voix contre quatre.

La Commission s'ajourne ensuite. M. Lourties pour s'entendre avec M. M. les ministres, la séance est levée à 2<sup>h</sup> 45.

Le Président.

Le Secrétaire.

Nota — Le Cabinet présidé par M. Ribot a été renversé le 30 mars 1893.

Séance du 6 Mai 1893.

Présidence de M. le général Billot.

Sont présents M. M. Garriou, Benazet, Lourties, Clavis, Chovel, Gadaud, Berthodot,



général Grévy.

L'Assemblée est ouverte à 3 heures.

M. Dupré, Secrétaire adjoint donne lecture du procès verbal de la précédente séance, qui est adopté sous le bénéfice d'une observation de M. Lourties qui en l'absence de M. Marguier déclare que son collègue après un nouvel examen des Textes, a reconnu lui-même que la loi de 1889 ne permettant pas au Gouvernement d'attribuer des primes à tous les catégories d'engagés par simple voie de décret.

M. Lourties Charge d'entendre au M. le Ministre de la Marine sur un texte nouveau de la loi sur l'organisation de l'armée coloniale, fait connaître à ses collègues qu'il a eu une entretiens de longue durée avec M. l'amiral Ricœur et les collaborateurs, le chef d'Etat-major général l'a<sup>al</sup> Gerain et le chef du personnel l'a<sup>al</sup> de Maigret; après avoir écarté les diverses solutions qui s'imposaient tout d'abord à l'examen d'avis: - l'acceptation pure et simple du texte de la Chambre ou la renvoi devant cette assemblée du texte intégral en 12 articles du projet de loi Sénatorial, il a été provisoirement décidé que le texte de la Chambre serait complété par deux articles indispensables pour entrer au texte de la Chambre des caractères de simple manifestation platonique.



On conçoit tout d'abord qu'une loi sur  
l'organisation d'une armée coloniale ne  
saurait commencer par ces mots "L'armée  
coloniale se recrute de" sous peine  
de laisser la maison sans assise  
il faut à tout le moins définir cette  
armée c'est ce que nous vous proposons  
en adoptant comme article 1<sup>er</sup> notre  
ancien article de tête dont il n'y a  
pas lieu de retrancher un seul mot  
Si l'on se rappelle que le Sénat (sous  
la séance du 1<sup>er</sup> mai et à propos  
de la loi sur l'organisation coloniale)  
a voté un article 6 qui confie à  
la marine la défense de notre empire  
d'outre mer.

En second lieu et comme conséquence  
immédiate ~~de~~ de suppression du  
recours au contingent il faut bien  
pour permettre au ministre de la marine  
de se procurer les 11 000 hommes humains  
de la 1<sup>re</sup> marche postérieurement, lui donner  
les plus larges facultés pour attirer des  
volontaires, c'est-à-dire qu'il faut le  
délivrer de entraves que lui créent les  
art. 60 et 63 de la loi de Recrutement  
aux termes de laquelle la prime d'engage-  
ment n'est applicable qu'aux engagements  
de 3 ans.

M. l'Amiral Réaumur ~~est~~ a eu effet,  
appelé toute votre attention sur ce fait  
qu'un grand nombre de jeunes soldats  
ou sous-officiers actuellement employés aux



Colonis consentant volontiers à contracter un engagement d'un an, tandis qu'ils brutaient d'autre un prolongement de sept ans les recrues de 2 et 3 ans.

Il y a donc lieu d'autoriser les engagements d'un an qui se traduisent par une ressource notable en permettant de prolonger sans la même proportion le service colonial et en diminuant par là même fort les frais de transport.

C'est dans cet ordre d'idées que nous avons élaboré un article ainsi conçu :

« Par dérogation aux deux premiers § de l'article 60 et aux 2 et 3<sup>e</sup> § de l'article 63 du décret du 15 juillet 1889, il pourra être alloué aux engagements volontaires de 3, 4 ou 5 ans et aux engagements de 1, 2, 3, 4 et 5 ans des primes, gratifications, ou autres primes dont les taux se fixeront par un règlement d'administration publique. »

Cet article prenant le n° 4 de nos anciens articles 12 et 13 adoptés par la Chambre les numéros 2 et 3.

M. le Général Grévy demande à M. Courtis si cet article adopté a été adopté sur la demande expresse du Ministre de la Marine car dans le cas contraire il se agit d'un d'accepter la loi de la Chambre sans modifier le texte de la loi qui il y a eu bien d'instaurer plus fortement "Loi sur le Recrutement de l'armée coloniale".

M. Courtis répond que l'article est jugé indispensable par



Le Ministre lui-même

Après un échange d'observations M. Lortie donne lecture de son rapport qui est adopté, ainsi que les 4 articles de nouveau projet à l'unanimité des membres présents moins une voix, celle de M. Charisse qui déclare qu'étant données les circonstances actuelles le rapport de M. Lortie est réprouvé incontestablement aux raisons de la situation, mais il ne peut lui donner sa voix parce qu'il est tellement opposé au rattachement de l'armée coloniale au Ministère de la Marine.

L'Assemblée se sépare à 6 heures

Le Président

Le Secrétaire

Au début de la séance M. le général Billot a donné lecture d'une lettre de M. le Colonel Meinadier qui s'excuse de ne pouvoir assister à la réunion et qui reproduit son amendement relatif à l'âge minimum des engagés volontaires dans l'armée coloniale qui est fixé à 18 ans.



Séance du 30 mai 1893

Présidence de M. le Général Billot.

Sont présents, M. L. Lourties, Charis, Chovek, Bernard, Margain, g<sup>al</sup> Grévy, g<sup>al</sup> Japy, Payer, Berthelot, Pauliat.

M. le Président informe ses collègues de l'objet de la réunion qui est l'examen de deux amendements déposés par M. L. Charis et Meunadier. Le 1<sup>er</sup> est ainsi conçu :

« Article 2.

Ajouter au § numéroté 2<sup>o</sup> : Les jeunes gens recevront les mêmes primes, gratifications et hautes payes que les engagés volontaires de trois ans. »

M. Charis — Aux termes de l'article 2 du projet de loi adopté par la Commission, les volontaires destinés à alimenter le recrutement de l'armée coloniale seront puisés à quatre sources spécifiées aux paragraphes numérotés 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>. La pensée qui inspire l'auteur de l'amendement est de diminuer autant que possible le nombre des éléments demandés au § 4<sup>o</sup> : c'est-à-dire à l'armée active proprement dite, au grand dommage de nos formations de guerre.

Le § 1<sup>er</sup> vise les engagés volontaires âgés de moins de 20 ans ; un semblable recrutement est condamné car il s'adresse à des éléments trop jeunes pour supporter les épreuves du climat rigoureux des colonies.



Le § 3<sup>e</sup> fait appel aux engagés de 24 à 32 ans ; étant donné le prix élevé de la main d'œuvre et la rareté, tout homme dans la force de l'âge est assuré de trouver <sup>un salaire</sup> ~~un~~ rémunérateur aussi bien dans l'industrie que dans les tranchées de la campagne. Ceux qui préféreraient contracter des engagements ne servent donc pas à coup sûr, les plus laborieux, bien au contraire, l'expérience démontre que cette catégorie d'individus ne fournit que des éléments inférieurs.

Il ne reste donc qu'une source de recrutement capable de donner à l'armée coloniale des hommes aptes à un bon service, elle est définie dans le § 2<sup>e</sup> et comprend les hommes du contingent qui au moment de l'opération du conseil de révision manifestent le désir de servir dans l'infanterie ou l'artillerie de marine.

Ce n'est pas les cadres à nos régiments, à nos formations de guerre que se les amassent dans le rang de l'armée coloniale au moment de l'incorporation, leur affectation aux troupes coloniales ne présente aucun inconvénient tandis que la faculté de puiser dans les régiments constitués des hommes ayant déjà une année de service affaiblit l'armée et décourage le chef de corps. Dans ces conditions il faut tirer des dispositions du § 2<sup>e</sup> tout ce qu'elle



peuvent donner, en un mot un maximum de rendement c'est dire qu'il faut admettre cette catégorie de volontaires au bénéfice de tous les avantages pécuniaires que vous instituez dans l'article 4.

M. Courtin conviendrait qu'il ne faut négliger aucun moyen d'obtenir des volontaires ne s'oppose pas à l'adoption de l'amendement, toutefois il croit, ainsi d'ailleurs, mieux placé dans les dispositions de l'article 4.

M. le G<sup>al</sup> Japy estime que les préliminaires autorisés par le § 4<sup>e</sup>. Sur l'armée de terre ne présentent pas d'inconvénients et d'ailleurs se font de faire grandement illusion que des hommes à la fin des hommes de 18 à 32 ans, qui constituent sans conteste les meilleurs éléments d'une troupe coloniale; il faut au contraire se résigner aux sacrifices nécessaires pour les attirer par des primes suffisantes.

M. Faye se préoccupe du surcroît de dépenses qui résulterait de l'adoption de l'amendement de M. Japy.

M. le G<sup>al</sup> Japy estime qu'il y aurait intérêt à voir dans le rang de l'armée coloniale un certain nombre d'engagés volontaires qui n'y seraient <sup>pas</sup> attirés par l'attrait d'une prime car c'est parmi ces derniers qu'il est possible de trouver les cadres supérieurs indispensables.



- 1<sup>re</sup> Séance - M. le Général Billot met ensuite le texte  
de l'amendement aux voix :  
L'amendement n'est pas adopté.

M. le Président met ensuite en discussion l'amendement de  
M. le Colonel Meinadier.  
Il est ainsi conçu :

article 1<sup>er</sup>.

Rédiger comme suit le § 1<sup>er</sup> :

L'armée Coloniale, en ce qui concerne  
l'élément français, se recrute exclusivement  
par des volontaires âgés au moins de  
21 ans accomplis. »

M. Lourties fait observer que c'est à proprement parler  
la suppression du § n<sup>o</sup> 1<sup>er</sup> de l'article 1<sup>er</sup>.  
(C'est l'avis d'une source de recrutement)  
indispensable, on sait d'ailleurs qu'il  
existe dans la composition du Ministère  
de la Marine de la manière très exigeant  
au point de vue des aptitudes physiques  
pour cette catégorie d'engagés, dans ces  
conditions l'orateur repousse l'amendement.

M. le Général Billot met ensuite l'amendement aux  
voix ; il est repoussé.

Un échange d'observations s'établit ensuite  
entre les membres de la Commission au sujet  
de l'opportunité qu'il y aurait à faire  
disparaître du texte de l'article 1<sup>er</sup> les  
mots " Les corps relevant du Ministère de  
la Marine " On sait en effet qu'avec vote



recut de la chambre est en contradiction  
complète ou une semblable disposition.

L'Assemblée s'étant prononcée à plusieurs reprises  
sur ce point la Commission ne croit pas devoir  
modifier la note en question.

Le Secrétaire est chargé de lire

Le Secrétaire.

Le Président.

Voir discussion en séance publique du 9 juin 1893.

Séance du 15 juin 1893.

(1<sup>re</sup> délibération)

Président de M<sup>re</sup> le Général Gély.

Sont présents eff. Marguier, Général Japy, Pauliat,  
Garrisson, Choret, C<sup>te</sup> Meinadier.

M. le Président fait connaître à ses collègues que le but de  
la réunion a pour objet de prendre une résolution  
sur la question de savoir, si, lors de la 2<sup>e</sup>  
délibération sur le projet de loi relatif à l'Armée  
Coloniale, la Commission de l'Armée entend accepter  
purement et simplement la suppression de  
l'article 1<sup>er</sup> ou si au contraire il y a lieu  
de présenter une nouvelle rédaction qui  
tout en respectant le vote du Sénat en  
ce qui touche la disposition relative au non-  
rattachement au Ministère de la Marine  
conserverait néanmoins les 2 autres dispositions  
relatives à l'autonomie Militaire et  
budgétaire sur lesquelles l'accord semble  
devoir se faire sans aucune difficulté.



M. Garriou estime que le vote du Sénat a été dicté par le désir très net d'aboutir avant l'époque des élections sur la point jugé le plus important ; à savoir la suppression des mauvais numéros ; il a donc voulu écarter toute cause de conflit avec l'autre assemblée.

M. le C<sup>te</sup> Menadier partage le même avis.

M. Chovet pense que la suppression totale de l'art. 1<sup>er</sup> n'a été votée que par suite d'un malentendu ; le Sénat renouant son attachement à la marine mais n'ayant entendu se prononcer sur les autres questions posées dans l'article

Dans ces conditions : M. le Président propose la mise aux voix de la rédaction suivante d'un nouvel article 1<sup>er</sup>.

#### ARTICLE PREMIER.

Les troupes coloniales prévues par la loi du 15 juillet 1889 sont chargées de la garde et de la défense des colonies et des pays de protectorat soumis à la France, à l'exception de la Tunisie.

~~Ces troupes relèvent du Ministère de la Marine.~~ Elles sont distinctes des équipages de la flotte et ont leur régime propre.

Leur budget forme une section spéciale du budget du Ministère ~~de la Marine~~ ; y sont portées les dépenses militaires coloniales de toute nature, tant dans la métropole que dans les colonies et les pays de protectorat. *(duquel elles relèvent ;)*

L'ensemble de ces troupes prend le nom d'Armée coloniale.

Cette rédaction est adoptée.

M. Clavié déclare ne pas donner son adhésion, etc.



réserver son entière liberté d'action.

La séance est ensuite levée.

Le Président

Vice-président.

Voir discussion en séance publique du 29 juin 1893  
(2<sup>e</sup> délibération.)



# Table analytique des Séances de la Commission de l'armée et du Sénat, relatives à l'examen et au vote

du

Projet de loi portant organisation de l'armée coloniale :  
Déposé sur le bureau de la Chambre des Députés le 15 février 1891;  
Voté par la Chambre des Députés le 17 décembre 1891 (Projet en 5 articles);  
Voté avec modifications par le Sénat, en 1<sup>ère</sup> délib<sup>on</sup>, le 14 mai 1892 (Projet en 3 articles);  
Voté            2<sup>o</sup>            2<sup>o</sup>            en 2<sup>e</sup> délib<sup>on</sup>, le 18 ju<sup>n</sup> 1892 (Projet d'ensemble).

Séances de  
la Commission 3<sup>ème</sup>  
1<sup>ère</sup>

Le projet de loi portant organisation de l'armée coloniale,  
(du 23 janvier 1892) a été déposé sur le bureau du Sénat le 21 X<sup>bre</sup> 1891, et  
renvoyé à l'examen de la Commission de l'armée, alors en  
exercice — Voir au Volume des Annexes, le document  
N<sup>o</sup> 108. — Collection n<sup>o</sup> 3 —

La Commission de l'armée de 1892 doit-elle se  
considérer comme régulièrement saisie? — Discussion —  
Solution adoptée sur la proposition de M. le Général  
Billot: Le Président du Sénat consulté, "in cathedra" déci-  
dera.

2<sup>e</sup>  
Du 7 Mars. (Sur la proposition de M. le Général Billot, M. E. Dupré est  
maintenu dans ses fonctions de secrétaire — 7<sup>e</sup> année —)

La décision de M. le Président du Sénat est affirmative  
sur la question de savoir si la Commission de l'armée de  
1892 est régulièrement saisie du projet de loi sur l'orga-  
nisation de l'armée coloniale.

Quel projet doit être pris pour base des délibérations  
de la Commission? — Discussion générale.

La Commission prend comme base de ses délibérations



le projet initial du gouvernement, déposé le 16 février 1891.  
Sur le bureau de la Chambre des Députés — Voir le  
document N° 1201, Chambre des D., au Volume des annexes —

3<sup>e</sup>  
du 12 Mars 1892. Résumé d'un échange de vues entre M. le Président  
du Sénat et M. le Président de la Chambre des  
Députés, amené par la résolution prise par  
la Commission Sénatoriale de l'armée, relative à  
la base de ses délibérations.

Les débats de la Commission de l'armée seront  
tenus secrets, aucune communication ne sera faite  
à la Presse.

M. le Général Deffis reprend le projet initial du  
gouvernement, à titre de contre-projet, en y  
introduisant le Rattachement de l'armée Coloniale  
au Département de la Marine — Voir au Volume  
des annexes le N° „ Sénat. Collection N° 1 —

4<sup>e</sup>  
du 11 Mars. Lettre de M. le Ministre de la Guerre, relative  
au vote immédiat de la disposition qui dans  
le projet, vise le recrutement des troupes Coloniales  
et l'organisation du recrutement aux colonies,  
(incorporation des Contingents Coloniaux dans l'armée  
Coloniale, article 4 du projet n° 108 — Voir au  
Volume des annexes, le n° 108, Collection N° 3 —

5<sup>e</sup>  
du 18 Mars 3 Lecture des documents émanant de la  
Commission technique, présidée par M. le  
Général de Miribel, Chef d'état-major général  
de l'armée — Constitué le 10 juin 1890 et  
cloturé le 30 juillet suivant.  
(Rapport et Trois Verbaux)



6<sup>e</sup>  
du 16 Mars. S'ôte sur la question de savoir s'il y a lieu de  
distraire du projet de loi la disposition relative  
à l'incorporation des Contingents coloniaux dans  
l'armée coloniale, en vue d'une solution immédiate  
sur ce point.

Adoption par 9 voix, contre 2 et 1 abstention.

Discussion sur le fond, dans laquelle la Commission  
prend pour base de ses délibérations l'amendement N<sup>o</sup> 1  
du 3 mars 1892 — Voir au Volume des annexes, Collec-  
tion N<sup>o</sup> 4 —.

7<sup>e</sup>  
du 1<sup>er</sup> avril. Lettre de M. le Ministre de la guerre, en réponse  
à l'invitation de la Commission de le rendre dans son  
sein pour y être entendu sur divers points, accep-  
tant rendez-vous pour le 8 avril et faisant part  
au Président du désir de M. le Sous-Secrétaire  
d'Etat aux Colonies d'être convoqué.

La Commission est favorable mais M. le S<sup>t</sup> Secrétaire  
d'Etat sera convoqué sous le couvert et avec l'agrément  
du Ministre de la Marine.

8<sup>e</sup>  
du 8 avril. Lettre de M. le Général Billot, Président de la Com<sup>on</sup>,  
à M. le Ministre de la Marine pour le convoquer  
ainsi que M. le S<sup>t</sup> Secrétaire d'Etat aux Colonies.

Réponse de M. Caraigne, Ministre de la Marine.

Réponse de M. Jaurès, S<sup>t</sup> Secrétaire d'Etat aux Colonies.

La Commission provoquera les explications du  
Gouvernement sur les trois points suivants:

1<sup>o</sup> Le rattachement des Colonies au Ministère de la  
Marine intervenue depuis le dépôt du projet de loi  
a-t-il modifié primitive du Gouvernement en ce  
qui concerne le rattachement de l'armée coloniale  
au Département de la Guerre ?



2<sup>e</sup> A quel Ministère doit être rattachée l'armée coloniale ?

3<sup>e</sup> Comment l'armée coloniale doit ~~elle~~ elle être recrutée ?

Audition de M. le Ministre de la guerre :  
Le Ministre s'explique sur la question de la disposition et de la discussion immédiate de l'article 4.

Le Gouvernement n'ayant pas encore délibéré sur l'ensemble du projet, le Ministre donnera ses explications au point ci-dessus.

Audition de M. G. Caraigne, Ministre de la Marine : Recrutement de l'armée coloniale - art. 4

Audition de M. Jamais, L<sup>r</sup> Secrétaire d'Etat aux Colonies sur la question de rattachement.

9<sup>e</sup>  
du 9 avril. Adoption du texte de l'amendement N<sup>o</sup> 1,  
constituant le contre-projet remplaçant l'article 4 du projet voté par la Chambre et désigné du projet d'ensemble. — Voir au Volume des Annuaire, le Rapport de M<sup>r</sup> Lourties, n<sup>o</sup> 101 — Collection n<sup>o</sup> 3 —

### Séance publique

du 12 avril. Adoption d'un amendement de M. Margaine, (Suppression des mauvais numéros) remplaçant l'article unique de la Commission et présenté au cours de la séance, avant la déclaration d'urgence mais développé au cours de la discussion générale (donc, en fait, en 1<sup>ère</sup> délibération et par suite non soumis à la prise en considération) — Voir note Annuaire



au volume des Procès Verbaux entre la 9<sup>e</sup> et la 10<sup>e</sup>  
Séance ou au Journal officiel du 13 avril 1892.

Reursi à la Commission d'un amendement  
de M<sup>r</sup> Droubet — Voir au Volume d'annexes  
l'amendement N<sup>o</sup> 4 — (Collection n<sup>o</sup> 4).

10<sup>e</sup>  
Séance de la Com<sup>m</sup>  
(19 Mai)

Audition de M. Droubet sur l'amendement N<sup>o</sup> 4  
(Service d'un an aux Colonies)

Adoption du 1<sup>er</sup> § de l'amendement Droubet (orga-  
nisation du recrutement aux Colonies) qui devient  
l'article 1<sup>er</sup> du texte de la Commission.

Adoption d'un article 3 relatif à l'incorporation  
des Contingents coloniaux dans l'armée coloniale.  
Sôte sur l'ensemble.

M. Loubet est chargé de Rapport Supplémentaire  
déposé le 10 mai, sur le bureau du Sénat — Voir  
au Volume des Annexes le n<sup>o</sup> 121. (Collection n<sup>o</sup> 3) —

### Séance publique

du 14 Mai. Le Sénat l'amendement du Colonel Lérénas, N<sup>o</sup> 3.

— Voir au Volume des annexes, Collection n<sup>o</sup> 4 —

Le Sénat adopte le projet rectifié de la Commission.

— Voir au Volume des annexes, Collection n<sup>o</sup> 3 —

Le retrait de l'urgence est demandé par la  
Commission d'accord avec le Gouvernement et le  
Sénat décide qu'il sera passé à une 2<sup>e</sup>  
délibération.

12<sup>e</sup>  
Séance de la Com<sup>m</sup> 2<sup>e</sup> délibération un projet d'ensemble.

(25 Mai) Adoption à l'unanimité moins une voix du  
Rattachement de l'armée coloniale au Ministère



de la Marine.

Nomination d'une Sous-Commission.

### Séances de la 3<sup>e</sup> Commission

13<sup>e</sup>

du 27 mai

14<sup>e</sup> du 30 mai

15<sup>e</sup> du 1<sup>er</sup> juin

16<sup>e</sup> du 3 juin Ordre du Ministre de la Marine

17<sup>e</sup> du 4 juin

18<sup>e</sup> du 9 juin Renseignements officiels sur les effectifs.

19<sup>e</sup> du 10 juin

20<sup>e</sup> du 13 juin

21<sup>e</sup> du 15 juin

22<sup>e</sup> du 17 juin Renseign. sur les effectifs fournis par le S<sup>t</sup> Land

Elaboration

de

l'avant-projet.

Soir

au Volume des annexes

Collection N<sup>o</sup> 3.

### Séances de la Commission plénière

24<sup>e</sup>

du 22 juin

M. le Président rappelle que la Sous-Commission a élaboré son avant-projet en se basant :

1<sup>o</sup> Sur le Vote du Sénat au regard de l'amend<sup>t</sup> Marguère;

2<sup>o</sup> ————— do ————— Gézénas

3<sup>o</sup> Sur le Vote de la Commission au regard du Rattachement à la Marine.

Adoption de l'article 1<sup>er</sup> de l'avant-projet.

25<sup>e</sup>

Vote des articles 1<sup>er</sup> à 26 et de l'ensemble  
du 24 juin (Présidence de M. Berthelot)

26<sup>e</sup>

La Commission émet le vœu d'entendre les  
du 27 juin Ministres intéressés et aussi le Président du Conseil,  
et y aura lieu d'insister sur ce point que les  
résolutions de la Commission ne sont pas définitives.



27<sup>e</sup>  
du 30 juin Présentés par M. le Général Giry :  
M. le Ministre de la Marine ne croit pas avoir rien à  
ajouter aux explications qu'il a déjà fournies;  
M. le Président du Conseil ne désire pas être entendu;  
M. le Ministre de la guerre aurait fait une réponse  
analogue à M. le Rapporteur.

28<sup>e</sup>  
du 1<sup>er</sup> juillet Audition de M. Isaac, auteur d'une proposition  
de loi sur la Constitution d'une armée coloniale.  
— Voir au Volume des annexes, le document  
N<sup>o</sup> 41, Sénat, Collection N<sup>o</sup> 2. —

Parle sur la question du Rattachement et expose  
les dispositions de l'amendement Lépinois.

M. Margaine s'explique sur la proposition  
de loi qui porte son nom:

— Voir au Volume des Annexes, le document  
N<sup>o</sup> 123 et le N<sup>o</sup> 123 rectifié, Sénat, annexe au  
procès verbal de la séance du 27 mai. Collection N<sup>o</sup> 2 —

29<sup>e</sup>  
du 6 juillet Discussion sur l'article 2.  
Lecture du Rapport de M. Courtès.  
— Voir au Volume des Annexes, le document  
N<sup>o</sup> 107, Sénat, intitulé 2<sup>e</sup> Rapport Supplémentaire,  
annexé à la séance du 7 juillet 1892 — Collection  
N<sup>o</sup> 3 —

31<sup>e</sup>  
du 27 octobre Reprise des travaux de la Commission de  
l'armée après les vacances parlementaires.

E. S. P. P.



32<sup>e</sup> Audition de M<sup>r</sup> Droubet Sur les amendements  
du 18 octobre. 8 et 9.

— Voir au Volume des Annexes, Collection N<sup>o</sup> 4. —

Audition de M<sup>r</sup> le Colonel Eizenas sur les  
amendements 10 et 11.

— Voir au Volume des Annexes, Collection N<sup>o</sup> 4. —

Nouvelle rédaction de l'article 17.

— Voir au Volume des Annexes, Collection N<sup>o</sup> 4. —

### Séances publiques.

du 3 novembre. Discussion générale.

du 4 novembre Rejet au Scrutin de l'amendement Eizenas  
sur le Rattachement au département de la  
Guerre.

Vote du § 1<sup>er</sup> de l'article 1<sup>er</sup> du texte de la  
Commission.

### Commission plénière.

33<sup>e</sup> Pourparlers et échange de correspondance  
du 8 novembre entre le Ministre de la Marine et la Com-  
mission à la suite du vote du Sénat sur  
le Rattachement de l'armée Coloniale au  
Ministère de la Marine.

Propositions du Ministre de la Marine.

Audition de M. Haac sur l'article 1.



34<sup>e</sup> Audition de M. Burdeau, Ministre de la  
1<sup>re</sup> du 8 novembre Marine sur les dispositions de l'article 4 (effectif)  
et sur le mécanisme de la Réserve.  
Demande de Retrait de l'article 2.

### Séance publique

du 8 novembre Adoption des § 1, 3 et 4 de l'article 1<sup>er</sup> ainsi  
que de l'ensemble de cet article.  
Art. 1: Amendement de M. Drouhet et renvoi  
de la discussion à la prochaine séance.

### Commission

35<sup>e</sup> Audition de M. Burdeau, Ministre de  
du 9 novembre la Marine;  
Audition de M. Jamais, Sous-Secrétaire  
d'Etat aux Colonies;  
M. Burdeau demande la suppression du bataillon  
de tirailleurs algériens et parle sur les articles 4,  
5, 10 et 17 (question des Contingents Coloniaux).

36<sup>e</sup> M. le Président sur l'article 2.  
1<sup>re</sup> du 9 novembre Adoption d'un nouveau texte de l'article 17,  
en opposition avec l'amendement de M. le  
Colonel Leginas.  
— Voir au Volume des annexes, le document  
intitulé, Rédaction nouvelle de la Commission du 10 g<sup>ra</sup>  
Collection. N<sup>o</sup> 4. —



## Séance publique

Du 10 novembre adoption des art. 6 à 12 - 14 à 16 - 18 à 22.  
des articles 4, 5, 13 et 17 sont réservés.

## 37<sup>e</sup> Séances

### Commission

Du 11 novembre Discussion de M. Marguier relative aux effectifs  
résumée dans une lettre adressée au M<sup>te</sup> de la marine.

## 38<sup>e</sup>

Ordonnance du Ministre de la marine :

- Du 12 novembre
- 1<sup>o</sup> Sur le retrait de l'art. 2.
  - 2<sup>o</sup> Réfutation des allégations contenues dans la lettre de M. Marguier.
  - 3<sup>o</sup> Sur l'art. 13.
  - 4<sup>o</sup> Sur l'art. 17. adoption d'une nouvelle rédaction  
Voir au volume des annexes, le document intitulé  
Rédaction nouvelle du 13 novembre. Collettes n<sup>o</sup> 4.

## Séances publiques

Du 15 novembre Rejet au Scrutin de l'article 2.  
(M. le G<sup>al</sup> Billot - M. Jamais - M. Baudouin)

Du 17 novembre Article 3 (ancien article 4) - amendement de  
M. Marguier - ajournement du vote -

### Commission

39<sup>e</sup> La Commission consent comme dernière concession  
Du 18 novembre Sur l'art. 4 à accorder 8 Reg<sup>ts</sup> à 4 bataillons  
dont 1 réduit aux seuls cadres.

## Séance publique

Du 18 novembre adoption des articles 4, 5, 13 et 17 et de l'ensemble.



Cable des propositions et projets de loi soumis  
a l'examen de la Commission d'année

Proposition de loi présentée par M. M. Lesouff, Bouiller et plusieurs de leurs collègues, portant modification de l'article 23, de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée. — (admission au bénéfice de la dispense des études — des écoles pratiques d'agriculture.) (Discussion : Amende de M. Lesouff :	Séance :
	4 <sup>e</sup> .
	6 <sup>e</sup> .
Declarations du Ministre de la guerre et du Ministre de l'agriculture. —	8 <sup>e</sup> .
Rejet de la proposition de loi à l'unanimité moins 1 vote.	9 <sup>e</sup> .
Retrait de la proposition de loi par M. Lesouff.	10 <sup>e</sup> .

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés modifiant l'article 3 du Code de Justice militaire pour l'armée de terre en ce qui concerne la composition des Conseils de guerre permanents.	8 <sup>e</sup> .
--	------------------

Proposition de loi de M. Dreyfus, adoptée par la Chambre des Députés, et relative a une modification de l'article 59, de la loi du 15 juillet 1889 — Engagements —	10 <sup>e</sup> .
	23 <sup>e</sup> .
	24 <sup>e</sup> .
	25 <sup>e</sup> .

Amendements de M. Berenger relatifs aux dispositions des articles 5 et 59 de la loi du 15 juillet 1889	10 <sup>e</sup> .
	23 <sup>e</sup> .



Projet de loi, voté par la Chambre des Députés et  
relatif à la Durée du service dans la réserve  
de l'armée active.

M. le général Duffi; rapporteur.

Séance:

- 26<sup>e</sup> -

27<sup>e</sup>

Projet de loi, portant modification, à l'article 28  
de la loi du 15 juillet 1889 (Election et Vote Cantonal) - 30<sup>e</sup> -

M. le G<sup>ral</sup> Grey - Rapporteur.

Proposition de loi, tendant à modifier l'article 6 de la loi  
du 30 novembre 1875 sur l'Élection des Députés:

N<sup>o</sup> 1762 - Chambre - 30 novembre 1891.

Proposition de loi relative aux conditions d'éligibilité.

N<sup>o</sup> 1769 - Chambre - 1 Décembre 1891.

Rapport fait au nom de la Commission chargée de  
l'examen des propositions de loi ci dessus, par M. Bertrand.

N<sup>o</sup> 1402 - Chambre - 10 novembre 1892.

Votée par la chambre le 28 novembre 1892 sans discussion.

Proposition de loi adoptée par la chambre des députés,  
portant modification de l'art. 7 de la loi du 15 juillet 1889  
sur le Recrutement de l'armée.

N<sup>o</sup> 34 - Sénat - 1<sup>re</sup> Décembre 1892.

40<sup>e</sup>

42<sup>e</sup>

Projet de loi, tendant à modifier les articles 23 et  
29 de la loi du 15 juillet 1889 sur le Recrutement de l'armée

N<sup>o</sup> 1837 - Chambre - 22 Décembre 1891.

Rapport de M. Végliudie.

N<sup>o</sup> 1899 - Chambre - 10 novembre 1892.

adopté le 4 Décembre 1892. sans discussion

Projet de loi. S<sup>o</sup> Sénat - N<sup>o</sup> 37 - 8 X<sup>bre</sup> 1892.

Rapport de M. Bénazet N<sup>o</sup>

Voté par le Sénat le 12 X<sup>bre</sup> 1892. sans discussion

40<sup>e</sup>



Projet de loi, relatif à l'augmentation du nombre  
des décorations accordées aux armées de terre et de  
mer.

N<sup>o</sup> 2365 - Chambre des Députés - 28 8<sup>me</sup> 1892.

- 40<sup>e</sup> -

Rapport de M. Georges Berger.

N<sup>o</sup> 2421 - Chambre - 28 novembre 1892.

Adopté par la Chambre le 28 9<sup>me</sup> 1892, sans discussion.

Projet de loi D<sup>o</sup> - Sénat, N<sup>o</sup> 31 - 28 novembre 1892.

Rapport de M. Loubet N<sup>o</sup>

Adopté au Sénat le 26<sup>me</sup> 1892.